



3 1761 11648066 6

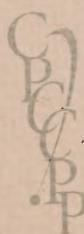


Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116480666>

RAPPORT ANNUEL

2001-2002



Commission for
Public Complaints
Against the RCMP

Commission des
plaintes du public
contre la GRC

RAPPORT ANNUEL

2001-2002

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

N° de cat. JS77-1/2002

ISBN 0-662-66431-0

Révision de l'anglais et traduction : Prosebusters Communications

Conception et mise en pages : Accurate Design & Communication Inc.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	4	AUDIENCES	19
ÉNONCÉ DE LA COMMISSION	6	AUDIENCE SUR LES ÉVÉNEMENTS ENTOURANT LA CONFÉRENCE DE L'APEC : LE RAPPORT FINAL	19
PARTIE 1. AU SUJET DE LA COMMISSION		PROJETS SPÉCIAUX	20
RÔLE DE LA COMMISSION		ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES	22
COMPÉTENCE DE LA COMMISSION	9	PARTIE 3. REGARD SUR L'AVENIR	23
PROCÉDURE DE PLAINE ET D'EXAMEN	9	ANNEXE A	
DANS L'INTÉRÊT PUBLIC : ENQUÊTES ET AUDIENCES	10	STRUCTURE DE LA COMMISSION	25
COMPOSITION DE LA COMMISSION	12	ANNEXE B	
MEMBRES DE LA COMMISSION	12	BUDGET DE LA COMMISSION	27
PERSONNEL DE LA COMMISSION	12	ANNEXE C	
RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE -		RÉSUMÉ DE CAS D'EXAMEN D'INTÉRÊT	28
LE POINT SUR LES ACTIVITÉS	13	COMMENT JOUERER LA COMMISSION	29
PLAN STRATÉGIQUE - ANNÉE DEUX	13		
DEMANDES DE RÉHABILITATION	15		
PLAINESES	15		
MODE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS À L'AMIABLE	15		
EXAMENS	17		
NOUVELLES PROCÉDURES	17		
UNE DÉMARCHE UNIFORME APPLICABLE AUX EXAMENS	17		

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



L'année qui vient de s'écouler a été tumultueuse pour les institutions chargées du maintien de l'ordre. La plupart d'entre nous ignorons l'étendue des responsabilités dévolues aux forces policières du Canada et au stress croissant avec lequel elles doivent composer. En effet, à la suite des actes de terrorisme perpétrés contre notre proche allié, le gouvernement canadien a adopté des lois qui confèrent à la police des pouvoirs extraordinaires. Les répercussions de tels pouvoirs, sur les individus œuvrant à l'intérieur de nos frontières, demeurent incertaines. Le Canada devait réagir et il l'a fait.

Toutefois, ces nouveaux pouvoirs amènent la GRC, ainsi que la Commission, sur un territoire inexploré dans lequel nous devons nous aventurer avec extrême prudence. Considérant que le Canada est une mosaïque culturelle, tout changement social majeur sera interprété et vécu différemment. Chacun a sa propre perspective, sa propre expérience et sa mémoire culturelle unique de ses interactions avec les forces de police du Canada. Nous devons donc démontrer, tant à la Commission qu'à la GRC, que nous comprenons cette caractéristique inhérente à la société canadienne et notre travail doit en être témoin.

ÉNONCÉ DE LA COMMISSION

VISION

EXCELLENCE DES SERVICES DE POLICE : UNE QUESTION DE REDEVABILITÉ

MISSION

La GRC a pour mission de maintenir la sécurité et l'ordre public dans le pays et d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

MANDAT

- Recueillir les preuves nécessaires à l'application de la loi et à l'arrestation de membres de la GRC.
- Procéder à l'interrogatoire des témoins et des plaignants, et à l'entretien avec les personnes qui ont été victimes d'un délit.
- Enquêter sur les crimes et les délits commis dans le pays.
- Assurer la sécurité des personnes et des biens.
- Assurer la sécurité des personnes et des biens.

VALEURS FONDAMENTALES

Les valeurs fondamentales suivantes nous guident dans notre travail et reflètent l'environnement de travail que nous recherchons :

- l'indépendance
- l'objectivité
- l'équité
- la rapidité d'exécution
- la communication efficace
- l'excellence
- le respect
- l'intégrité
- le professionnalisme
- le travail d'équipe

AU SUJET DE LA COMMISSION

DU 10 JUIN 1900

Commission d'enquête sur les plaintes de la GRC

COMPÉTENCE DE LA COMMISSION

De façon générale, la Commission a compétence, en vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, pour entendre toute plainte émanant du public ayant trait à la conduite d'un membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions. En vertu de ses attributions et de ses fonctions, la GRC s'occupe notamment d'enquêtes criminelles, d'enquêtes sur les plaintes du public, de missions de sécurité et d'activités du renseignement. La Commission n'a toutefois pas compétence pour enquêter sur l'administration ou la gestion de la Gendarmerie, ou en faire l'examen.

La plainte doit également viser :

- un membre de la GRC ou une autre personne nommée ou employée sous l'autorité de la Loi;
- un membre de la GRC ou une autre personne qui, lorsque la plainte a été déposée, n'était pas décédée ni à la retraite, n'avait pas démissionné ou n'avait pas été congédiée par la Gendarmerie;
- une conduite survenue après le 30 septembre 1988, date à laquelle la Commission a été autorisée à recevoir des plaintes.

À cours de son histoire, la Commission a refusé de se pencher sur des plaintes concernant la conduite personnelle de membres de la GRC, sauf si les personnes en cause avaient agi manifestement comme si elles étaient en fonction. Toutefois, un examen approfondi

de la compétence de la Commission révèle une exception. Bien que la Commission reconnaise que les membres de la GRC ont droit à une vie privée à l'abri du regard d'autrui, dans certains cas la conduite personnelle de membres peut faire mauvaise impression en raison de leur poste au sein de la GRC et être préjudiciable à l'ensemble du corps policier. Par conséquent, lorsque la conduite présumée aura probablement des répercussions négatives sur le rendement du membre de la GRC ou sur la réputation de l'organisme, la Commission accepte et examine la plainte. En pareil cas, la Commission limite le plus possible l'information personnelle divulguée dans son rapport.

La Commission s'efforce de résoudre dès le début de la procédure de plainte la question de compétence inhérente à la plainte déposée. Ce faisant, elle réduit le nombre de plaintes enquêtées inutilement par la GRC. Lorsque la Commission détermine qu'elle n'a pas compétence pour accepter ou examiner une plainte, elle en avise le plaignant.

Étant donné que les plaintes peuvent également être déposées auprès de la GRC, la Commission avise cette dernière des critères retenus pour déterminer sa compétence. La Commission est convaincue que ses efforts pour résoudre d'emblée le problème de compétence amélioreront la rapidité et l'efficience du service aux plaignants et aux membres de la GRC, et optimisera l'usage des ressources de la GRC et de la Commission.

PROCÉDURE DE PLAINE ET D'EXAMEN

Tel qu'indiqué au tableau de la page 11, les plaintes peuvent provenir de l'une des sources suivantes :

- une personne peut déposer une plainte directement auprès de la GRC;

- une personne peut déposer une plainte auprès de la Commission ou des autorités policières provinciales;
- la Présidente de la Commission peut déposer une plainte.

Chaque plainte est traitée comme suit:

- d'abord, la GRC mène une enquête sauf si la Présidente de la Commission considère qu'il est dans l'intérêt public d'enquêter sur la plainte;
- ensuite la GRC rend compte des résultats de son enquête au plaignant et aux membres de police en cause.

Si le plaignant n'est pas satisfait de la façon dont la GRC a traité la

a donné suite à la plainte, elle en fait état par écrit à toutes les parties concernées, de même qu'au Commissaire et au ministre responsable de la GRC, le Solliciteur général.

Dans le cas contraire, elle peut, après avoir examiné les documents pertinents présentés par la GRC :

- examiner la plainte sans enquêter de manière plus approfondie de la GRC;
- tenir sa propre enquête;
- convoquer une audience publique.

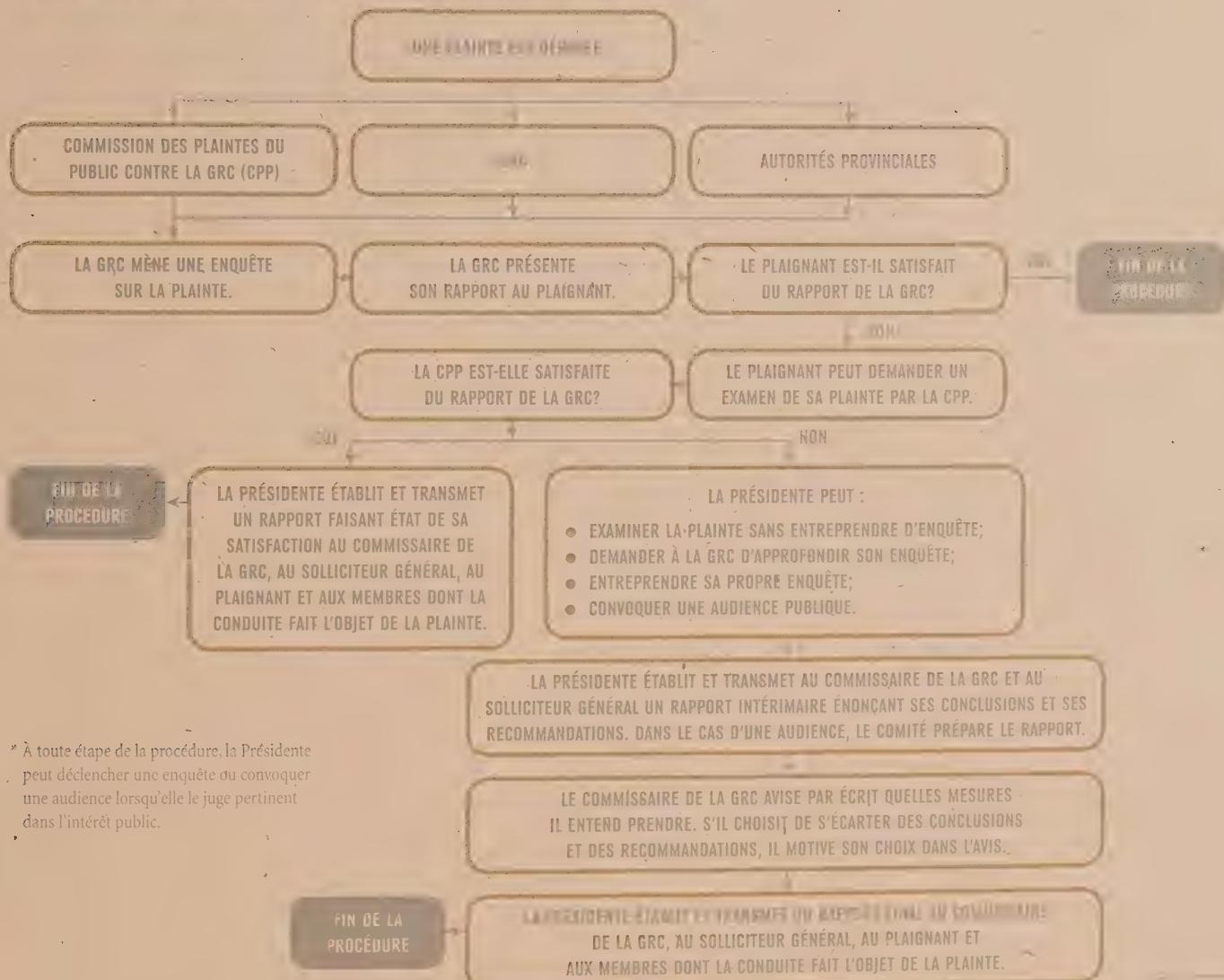
En pareil cas, la Présidente fait état de ses conclusions et de ses recommandations dans son rapport intérimaire et le fait parvenir au Commissaire de la GRC et au Solliciteur Général. (Dans le cas d'une audience publique, c'est le comité d'audience qui établit le rapport.) Ce rapport intérimaire est traité comme suit :

- Le Commissaire de la GRC avise, par écrit, la Présidente et le Solliciteur général de toute mesure qu'il compte prendre en réponse aux conclusions et aux recommandations de la Présidente. (Si le Commissaire choisit de s'écartier des conclusions et des recommandations énoncées au rapport, il motive son choix dans l'avis.)
- Après examen de l'avis, la Présidente établit et transmet au Commissaire, au Solliciteur général et aux parties un rapport écrit énonçant les conclusions et les recommandations qu'elle estime indiquées.

DANS L'INTÉRÊT PUBLIC ENQUÈTES ET AUDIENCES

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, lorsqu'un plaignant demande à la Commission d'examiner la façon dont la GRC a donné suite à une plainte, la Présidente de la Commission peut faire enquête ou tenir une audience publique. Enfin, que la GRC ait fait enquête ou non sur la plainte, la Présidente peut mener sa propre enquête ou convoquer une audience publique chaque fois qu'elle le juge utile dans l'intérêt public. Cependant, avant de convoquer une audience publique, l'information concernant le cours d'une enquête de la GRC ou de la Commission.

PROCÉDURE DE RÉCEPTION DES PLAINTES ET D'EXAMEN



Lorsqu'elle fait enquête, la Présidente établit et transmet au Commissaire de la GRC et au Solliciteur général un rapport intermédiaire exposant ses conclusions et ses recommandations. Le Commissaire avise par écrit et indique quelles mesures il compte prendre à la lumière des conclusions et des recommandations. Si le Commissaire ne souscrit pas aux conclusions et aux recommandations formulées dans le rapport, il doit en fournir les raisons. La Présidente établit ensuite le rapport final qui est distribué à toutes les parties, de même qu'au Commissaire et au Solliciteur général.

Lorsqu'une audience publique est convoquée, le comité d'audience a pour mission d'établir les faits de la plainte en analysant toute information pertinente. Le comité est habilité à convoquer les témoins en leur délivrant une citation à comparaître et à obtenir les preuves nécessaires. Le comité produit un rapport intérimaire qui peut renfermer des conclusions et des recommandations visant à améliorer les opérations de la GRC en général ou à corriger des lacunes particulières qui sont à l'origine de la plainte. Le rapport intérimaire est envoyé à toutes les parties concernées, de même qu'au Commissaire et au Solliciteur général, et il est rendu public. Le Commissaire est tenu de donner suite au rapport comme il le fait pour une enquête d'intérêt public. Après avoir pris connaissance de la réponse du Commissaire, la Présidente émet un rapport final qui est distribué de la même manière que le rapport du comité d'audience.

COMPOSITION DE LA COMMISSION

MEMBRES DE LA COMMISSION

En vertu de la loi qui l'a créée, la Commission se compose d'un président, d'un vice-président et d'un maximum de 29 autres membres ou suppléants. Elle compte des représentants de chaque province ou territoire qui utilise par contrat les services de police de la GRC. Le président s'acquitte de ses fonctions à temps plein. Les autres membres peuvent être nommés à temps plein ou à temps partiel. Le gouvernement fédéral nomme le président et le vice-président pour un mandat de cinq ans au maximum. Les membres de la Commission représentant chaque province ou territoire sont nommés par le gouverneur en conseil, à l'issue de consultations avec le ministre responsable des questions policières de la province ou du territoire visé.

PERSONNEL DE LA COMMISSION

Les employés de la Commission sont responsables du traitement des plaintes, des examens et des enquêtes et ils assurent le soutien administratif aux comités d'audience. Les efforts conjoints des membres et du personnel de la Commission assurent le bon fonctionnement de l'organisme.

Le bureau de la région de l'Ouest, situé à Surrey, en Colombie-Britannique, est chargé de la réception de toutes les demandes de renseignements et des plaintes dans les deux langues officielles et constitue le premier point de contact pour le public. Le personnel de la Commission responsable des activités d'audience, d'enquête et d'examen exerce principalement ses fonctions à l'Administration centrale à Ottawa.

Un organigramme des rapports hiérarchiques de la Commission est inclus à l'annexe A. L'annexe B présente le budget de la Commission.

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE - LE POINT SUR LES ACTIVITÉS

PLAN STRATÉGIQUE - ANNÉE DEUX

Le deuxième plan stratégique de l'entreprise a pour objectif de maintenir la croissance et d'élargir le portefeuille de clients. La stratégie consiste à développer les marchés internationaux et à renforcer la présence sur les marchés locaux. Les objectifs sont les suivants :

- Objectif principal : atteindre un chiffre d'affaires annuel de 100 millions d'euros.
- Objectif secondaire : augmenter la part de marché dans les secteurs clés.
- Objectif tertiaire : renforcer la position de leader dans les marchés locaux.

Le deuxième plan stratégique vise à assurer la pérennité de l'entreprise et à renforcer sa position de leader dans le secteur. Il est basé sur une analyse approfondie des marchés et une compréhension approfondie des besoins et des attentes des clients. Le plan stratégique est élaboré en étroite collaboration avec les équipes de direction et les équipes opérationnelles, et il est soutenu par une forte volonté de changement et d'innovation.

PLAN STRATÉGIQUE

GRANDES PRIORITÉS	ANNÉE 1	ANNÉE 2
Éliminer l'arriéré.	✓ Terminé	
Élaborer des normes d'examen internes.	✓ Entrepris	✓ En cours
Mettre à niveau le système de gestion de l'information.		✓ Entrepris
Favoriser l'élaboration de normes à la GRC pour la réception des plaintes du public et la tenue d'enquêtes.		En cours
Améliorer la communication interne.	✓ Entrepris	En cours
Accroître la capacité de la Commission à suivre et à analyser les enjeux et les tendances en matière de pratiques policières.	✓ Entrepris	✓ En cours
Développer la capacité de la Commission à saisir et à extraire les données et les autres renseignements utiles.	✓ Entrepris	✓ En cours
Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication externe.	✓ En cours	✓ Début de la mise en œuvre

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Chaque année, le bureau de la région de l'Ouest reçoit de nombreuses demandes de renseignements qui ne sont pas des plaintes du public au sens de la partie VII de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. Ces demandes de renseignements représentent une partie importante du travail quotidien des analystes. Bien que ces demandes ne conduisent pas toutes à une plainte du public contre la GRC, le personnel de la Commission s'est engagé à servir et à fournir au public de l'information et des conseils afin de répondre à leurs préoccupations. Conscient de l'importance d'évaluer cet aspect du service de la Commission, le bureau de la région de l'Ouest a mis sur pied une base de données pour consigner et analyser avec exactitude le nombre et le type de demandes de renseignements qu'il reçoit. Au cours de l'exercice 2001-2002, la Commission a reçu 1 203 demandes de renseignements à son bureau de la région de l'Ouest.

PLAINTES

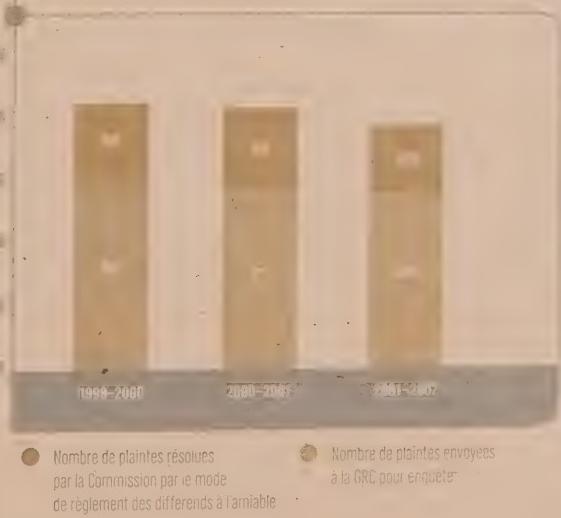
Le bureau de la région de l'Ouest reçoit toutes les plaintes du public déposées directement auprès de la Commission concernant la conduite de membres de la GRC. Les analystes de la Commission

obtiennent des précisions sur les préoccupations de ces personnes, formulent les plaintes et les acheminent à la GRC. Lorsqu'une question survient concernant la compétence de la Commission, l'analyste consulte l'Unité des services juridiques de la Commission avant d'accepter la plainte. Au cours de l'exercice 2001-2002, la Commission a reçu 1 176 plaintes officielles.

MODE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS À L'AMIABLE

La Commission jouit du succès continu du mode de règlement des différends à l'amiable qu'elle a introduit. Lorsque ce mode de règlement est jugé pertinent, l'analyste – en tant qu'arbitre indépendant – aide le plaignant et la GRC à interagir le plus rapidement possible. Ainsi, la plainte peut être résolue sans qu'on

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LA COMMISSION
ENTRE 1999-2000 ET 2001-2002



ait recours à la procédure officielle de traitement des plaintes. Le plaignant n'en conserve pas moins la possibilité de déposer une plainte officielle. L'attitude professionnelle et la rapidité d'action des membres de la GRC, en particulier les superviseurs de l'organisme, expliquent en grande partie les résultats satisfaisants de ce service. Le règlement des différends à l'amiable peut procurer plus de satisfaction aux plaignants et aux membres de la GRC puisqu'il résoud le différend au début de la procédure. Cette formule est également économique en ce qu'elle permet d'économiser de précieuses ressources lorsqu'on parvient à une résolution rapide. Au cours de l'exercice, le personnel du bureau de la région de l'Ouest a entrepris une formation structurée en résolution des conflits afin de se perfectionner dans ce domaine.

Les résumés présentés ci-après illustrent les résultats satisfaisants du bureau de la région de l'Ouest en ce qui a trait à la résolution des plaintes par le mode de règlement à l'amiable au cours de l'exercice 2001-2002.

- Le petit ami de la plaignante avait démissionné de façon cordiale du service local des incendies. Par coïncidence, plusieurs articles ont disparu de la caserne des pompiers. Un membre de la GRC a interrogé le jeune homme. La plaignante et son ami ont perçu l'interrogatoire comme s'il s'agissait d'une accusation plutôt qu'une enquête. Ils ont craint une enquête biaisée de la part du membre de la GRC. Un analyste de la Commission a communiqué avec le surintendant du détachement, lequel a examiné le dossier et prévenu la plaignante que

son ami n'était pas un suspect, et que l'enquête était close. La plaignante a été satisfaite de l'information et aucune plainte officielle n'a été déposée.

- Deux plaignants ont contacté la Commission après avoir vu une émission sur une chaîne de télévision à propos d'un meurtre à l'étranger. Les suspects étaient des personnes du Canada. Les deux plaignants étaient parvenus à la conclusion que la GRC n'avait pas offert une aide adéquate aux autorités chargées de l'enquête. Un analyste de la Commission a contacté le membre de la GRC chargé du dossier. Ayant obtenu davantage d'information de la GRC, l'analyste a été en mesure d'expliquer aux plaignants que la GRC participait en fait à l'enquête, mais que l'aide qu'elle pouvait accorder était limitée en raison des différences dans les lois applicables au Canada et dans l'autre pays. Les deux plaignants ont été satisfaits de l'explication et aucune plainte officielle n'a été déposée.
- Une robe de cérémonie de grande valeur ayant une importance historique a été volée du véhicule de la plaignante. Celéci a repéré la robe volée dans un commerce de prêt sur gages et en a prévenu la GRC, mais la robe est demeurée en vente à cet endroit. L'analyste a communiqué avec un membre supérieur de la GRC qui a examiné le dossier d'enquête et a ordonné la saisie de la robe en attendant qu'on détermine le nom du propriétaire légitime. La plaignante a été satisfaite des mesures prises et aucune plainte officielle n'a été déposée.

La plaignante était la suspecte d'un vol commis au sein d'une entreprise locale. La GRC croyait l'avoir identifiée sur une vidéocassette récupérée sur les lieux. La plaignante a coopéré avec la GRC et a identifié la personne qui apparaissait en réalité sur la vidéo. Elle était préoccupée, toutefois, puisque la GRC ne l'était pas excusée de son erreur. Un analyste de la Commission a communiqué avec un officier supérieur du détachement qui a accepté de présenter des excuses à la plaignante pour l'embarras et les désagréments qu'elle avait subis. La plaignante a été satisfaite de la réaction de la GRC et aucune plainte officielle n'a été déposée.

La plaignante a prétendu qu'elle était victime d'une agression et qu'elle l'avait signalée à son détachement local de la GRC. Deux semaines se sont écoulées sans que le présumé agresseur soit arrêté. Il vivait sur le territoire d'un autre détachement de la GRC. Un analyste de la Commission a communiqué avec un des supérieurs du détachement local de la GRC de la plaignante. Ce dernier a indiqué qu'il y avait eu un manque de communication entre les détachements et qu'il assurerait un suivi. Le suspect a été arrêté le jour même. La plaignante a été satisfaite de l'intervention et aucune plainte officielle n'a été déposée.

EXAMENS

Cette année a été une année de défis et de changements pour l'Unité des examens et politiques. La Commission a consacré du temps et des ressources aux initiatives suivantes qui demeurent dans l'intérêt à long terme des plaignants, de la GRC et du public.

NOUVELLES PROCÉDURES

Le changement le plus important a été l'introduction de nouvelles procédures pour maintenir la qualité élevée ainsi que la prestation des examens en temps opportun. Chaque dossier d'examen est maintenant confié à un analyste de l'Unité des examens et politiques et à un avocat de l'Unité des services juridiques. Ces deux personnes examinent les éléments du dossier et conviennent de la démarche à adopter avant que l'analyste ne rédige le rapport, à l'intention de la Présidente ou du Vice-président. Grâce à ce changement de procédure, tous les dossiers sont discutés avec le personnel de l'Unité des services juridiques et, au besoin, avec la Présidente ou le Vice-président, avant la rédaction du rapport. Cette nouvelle procédure garantit une prise en compte satisfaisante de toutes les questions juridiques. La Commission s'est également dotée d'un nouveau système de répartition des dossiers, de façon à ce que les dossiers d'examen ayant trait à certains enjeux relatifs aux pratiques policières soient confiés à l'analyste ayant les connaissances spécialisées en la matière.

UNE DÉMARCHE UNIFORME APPLICABLE AUX EXAMENS

L'Unité des examens et politiques a travaillé avec la Section de la gestion des dossiers de la Commission afin de centraliser les documents de recherche. Les analystes ont maintenant facilement accès au fonds des documents de recherche réunis au fil des années. Une fois complètement mis en place, le système informatisé de gestion de l'information améliorera l'accès aux anciens rapports d'examen de la Commission et aux autres documents de recherche. La Commission a également réalisé des progrès dans

l'élaboration de lignes directrices internes afin d'assurer l'uniformité des examens impliquant des enjeux similaires en matière de pratiques policières. Par exemple, un analyste a créé un récueil concernant le recours de la GRC aux prises par l'encolure, qui aidera considérablement le personnel de la Commission dans l'examen de dossiers portant sur la même question. De même, un avocat de l'Unité des services juridiques a écrit un article qui sera bientôt publié sur la jurisprudence émergente en matière de détention aux fins d'enquête afin de fournir un contexte aux conclusions et aux recommandations de la Commission dans un rapport d'examen. Par ailleurs, des analystes, en collaboration avec l'Unité des services juridiques rédigeront des documents à usage interne sur toute une série de questions en matière de pratiques policières, comme le recours à la force et le traitement des personnes en garde à vue. Dans l'ensemble, en plus de préserver la mémoire institutionnelle de la Commission, ces initiatives aideront à assurer une démarche uniforme relativement aux questions de pratiques policières tout en assurant une rapidité d'accès à d'importants documents.

DÉFIS

les changements internes destinés à assurer la qualité de ses examens, elle continue d'être aux prises avec certaines difficultés. Depuis le 31 décembre 2000, par exemple, la GRC a cessé de fournir à la Commission les mises à jour de son manuel de politique opérationnelle nationale, ce qui signifie que depuis le 1^{er} janvier 2001, la Commission n'a pas facilement accès à la politique nationale de la GRC. Ces difficultés auront de sérieuses répercussions sur

la capacité des analystes à examiner les plaintes avec efficacité. La Commission considère qu'il s'agit là d'un enjeu crucial et demande à la GRC de régler ce problème.

Il arrive également que la Commission soit incapable d'obtenir toute l'information pertinente de la GRC au cours de son examen d'une plainte du public. En pareil cas, la Commission peut être contrainte d'exercer son pouvoir de tenir une audience afin d'obliger les témoins à comparaître et à produire les documents requis.

On trouvera à l'annexe C des exemples de cas d'examen.

RAPPORTS D'EXAMEN DE LA COMMISSION EN 2001-2002

Rapports finals après avis du Commissaire	47
Rapports finals après examen	73
Rapports intérimaires	16
Rapports non visés par la partie VII	10
Retrait de demande d'examen	1
Nombre total de rapports signés	147

ENQUÊTES APPROFONDIES JUGÉES NÉCESSAIRES PAR LA COMMISSION EN 2001-2002

Amorçées	10
Terminées	10
En cours à la fin de l'exercice	10

**NOMBRE DE DEMANDES D'EXAMEN PAR
PROVINCE ET TERRITOIRE EN 2001-2002**



AUDIENCES

AUDIENCE SUR LES ÉVÉNEMENTS ENTOURANT LA CONFÉRENCE DE L'APEC : LE RAPPORT FINAL

La Présidente de la Commission a transmis son rapport final sur l'audience d'intérêt public concernant la conduite de membres de la GRC au cours des manifestations publiques organisées en novembre 1997, lors de la Conférence de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Vancouver. La diffusion du rapport, le 26 mars 2002, marque la fin de l'audience d'intérêt public la plus longue et la plus controversée de l'histoire de la Commission.

La Présidente a entrepris une enquête le 9 décembre 1997 après avoir reçu 52 plaintes concernant la conduite de membres de la GRC sur le campus de l'Université de Colombie-Britannique et au détachement de Richmond. Elle a par la suite convoqué une audience d'intérêt public sur ces plaintes le 20 février 1998. Elle a nommé un comité constitué de trois membres pour diriger l'audience, mais ces personnes ont démissionné en décembre 1998. La Présidente a alors nommé l'honorable Ted Hughes, c.r. pour présider l'audience, qui s'est déroulée de mars 1999 à juin 2000. Le 31 juillet 2001, M. Hughes a présenté son rapport intérimaire.

Le 6 septembre 2001, le Commissaire de la GRC a présenté sa réponse écrite au rapport de M. Hughes. Le Commissaire a souscrit à la majorité des conclusions et des recommandations de M. Hughes et il a fait savoir que la GRC avait depuis lors entrepris un examen approfondi de sa préparation et de son intervention dans des incidents susceptibles de troubler l'ordre public. Il a

- 2) Que la GRC modifie sa politique sur les poursuites afin que ses membres soient contraints d'utiliser l'équipement d'urgence dans toutes les poursuites dites « courantes », pour avertir le public du danger;
- 3) Que la GRC rende obligatoire sa formation avancée à la conduite automobile pour tous les membres appelés à effectuer des poursuites. Ce programme devrait offrir une meilleure formation sur l'évaluation des risques et la prise de décision;
- 4) Que le programme de formation avancée à la conduite automobile devrait être suivi d'un programme de recyclage pour chaque membre au moins une fois tous les trois ans, comme le recommandait l'Évaluation de la Division E de la GRC en 1986.

Pour donner suite à ces recommandations, la GRC s'est penchée sur sa politique et la formation qu'elle assure en matière de poursuites. La Commission a fourni de la rétroaction à trois reprises au cours de l'examen de la GRC.

Le 19 novembre 2001, le Commissaire de la GRC a présenté une réponse écrite à la Présidente concernant les recommandations du rapport de la Commission. Il lui a signalé qu'une nouvelle politique nationale avait été adoptée par la GRC concernant les interventions policières en cas d'urgence, à compter du 8 novembre 2001, et qu'elle avait été distribuée à tous les commandants avec des directives que les membres en prennent connaissance.

La Présidente a pris note de l'engagement du Commissaire à améliorer les programmes de formation pour mettre l'accent sur les compétences en évaluation du risque et prise de décisions tout en rendant les programmes de formation plus accessibles aux membres. Elle craint cependant que la nouvelle politique n'adresse pas l'ensemble de ces recommandations. La Présidente continuera de surveiller de près le problème des poursuites policières et la menace qu'elles font peser sur la sécurité publique ainsi que sur les membres de la GRC. La Présidente est tout à fait convaincue que le Commissaire de la GRC devrait se conformer intégralement à ses recommandations en modifiant sa politique sur les poursuites policières et en améliorant la formation de ses membres au chapitre de la conduite automobile.

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Au cours de l'exercice, la Présidente et d'autres représentants de la Commission ont participé à diverses conférences avec d'autres organismes de surveillance civile. La Présidente a également continué de parcourir le pays pour discuter de son rôle à la tête d'un organisme de surveillance civile avec différentes personnes et différents groupes, y compris des représentants de nombreuses divisions de la GRC. Ces réunions donnent aux membres de la GRC et à d'autres l'occasion de rencontrer la Présidente en personne pour discuter de la procédure de plainte du public de même que des questions d'intérêt ou des préoccupations connexes.

En mars 2002, la Présidente a été membre d'un groupe de discussion à l'occasion du colloque de l'Institut canadien d'administration de la Justice intitulé « Terrorisme, droit et démocratie », où l'on s'est penché sur les enjeux et les préoccupations qui sont apparus depuis le 11 septembre, y compris le renforcement des pouvoirs de la police dans la nouvelle loi anti-terrorisme. Le personnel de la Commission a également participé à la première conférence annuelle conjointe tenue à Québec, en juin 2001, par l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (CACOLE) et l'International Association of Civilian Oversight of Law Enforcement (IACOLE). Le thème était « Les défis des organismes de surveillance civile dans un environnement global : droits de la personne et la police ».

Des professionnels appartenant à divers organismes étrangers chargés de la surveillance civile, notamment des représentants de la police nationale de la République slovaque, du bureau de l'Ombudsman de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, et du bureau d'enquête de la République tchèque, ont rencontré le personnel de la Commission.

Enfin, la Commission a continué de transmettre à des organismes et organisations d'autres pays du monde ses principaux rapports, comme *Les poursuites policières et la sécurité du public* et les deux rapports de la Présidente découlant d'enquêtes d'intérêt public.

La Présidente a continué à parcourir le pays pour rencontrer diverses personnes et diverses organisations de surveillance civile dans un environnement global : droits de la personne et la police.

PARTIE
REGARD SUR L'AVENIR

Le Président de la Commission a mis fin à la période de réflexion sur l'avenir du secteur des énergies renouvelables et le secteur énergie et climat. Il a été décidé de proposer une proposition de loi pour la fin d'année prochaine dans le cadre d'un programme de réformes d'importance majeure. Le décret de la loi sera publié dans les prochains jours. Le 13 septembre, il a annoncé une révision de la politique énergétique et climatique. Cela a été suivi par une déclaration de l'État de la République de France, qui a souligné la nécessité de préserver le patrimoine naturel et culturel du pays. Le décret de la loi sera publié dans les prochains jours. La Commission pourra alors proposer des modifications de la législation existante ou de créer de nouvelles lois. Le décret de la loi sera publié dans les prochains jours.

Mais ce que l'on sait, c'est qu'il est maintenant crucial de dispenser de normes régissant l'intégrité de la procédure de plainte du public pour garantir un traitement approfondi, uniforme et rapide. Le plan stratégique de la Commission a mis en évidence l'importance d'élaborer ces normes. Au cours de l'exercice écoulé, la Commission a terminé la première étape conduisant à la mise en œuvre de normes visant à assurer l'uniformité et la qualité des examens qu'elle effectue. Au cours de l'exercice à venir, la Commission envisage d'inciter la GRC à élaborer des normes dans deux domaines clés supplémentaires – la réception des plaintes du public et les enquêtes.

La façon dont les plaintes du public sont actuellement reçues, consignées et classées dépend de la personne qui enregistre la plainte. En instaurant une approche normalisée pour l'enregistrement et le classement des plaintes, la GRC sera en mesure de saisir la nature précise des préoccupations du plaignant – première étape cruciale pour une résolution efficace. De même, la Commission encouragera la GRC à élaborer des normes visant les enquêtes sur les plaintes du public, qui sont également indispensables pour la rapidité et la qualité. La Commission espère que ce changement réduira considérablement le nombre d'enquêtes plus approfondies requises en raison des lacunes des enquêtes menées au départ par la GRC sur les plaintes du public. (On trouvera à l'annexe C des exemples de cas où la Commission a demandé une enquête plus approfondie en raison des lacunes de l'enquête initiale.)

La Commission envisage également d'amorcer des discussions avec la GRC pour vérifier dans quelle mesure cette dernière a mis en œuvre les centaines de recommandations formulées par la Commission au fil des années. Cet examen permettra à la Commission d'évaluer son efficacité en tant qu'organisme de surveillance civile. Par ailleurs, la Présidente continue de surveiller étroitement la mise en œuvre de ses recommandations concernant l'enquête d'intérêt public sur la garde à vue et la mort de M. Kim Erik Nielsen de Kamloops, en Colombie-Britannique, pour aider à prévenir d'autres tragédies similaires.

Bien que la Présidente connaisse les nouveaux défis et exigences auxquels se trouve confrontée la police depuis le 11 septembre, la Commission continuera d'assumer son rôle de surveillance civile et de s'acquitter de son obligation de veiller à ce que la GRC soit redélayable à la population concernant l'usage de ses pouvoirs extraordinaires.

ANNEXE A

STRUCTURE DE LA COMMISSION

PRESIDENTE ET VICE-PRESIDENT DE LA COMMISSION

PRÉSIDENTE

SHERI THIBAULT

Mme Thibault a été nommée à la présidence de la Commission en octobre 1997, lorsque les deux dernières séances annuelles ont été délocalisées à titre partiel dans le Québec sud-ouest. Mme Thibault a été élue à l'Assemblée générale dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata en 1993 et 1995. Elle a également été élue dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata au cours des deux dernières élections fédérales. Mme Thibault a également été élue à l'Assemblée générale dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata au cours des deux dernières élections provinciales. Mme Thibault a été nommée à la présidence de la Commission en octobre 1997, lorsque les deux dernières séances annuelles ont été délocalisées à titre partiel dans le Québec sud-ouest.



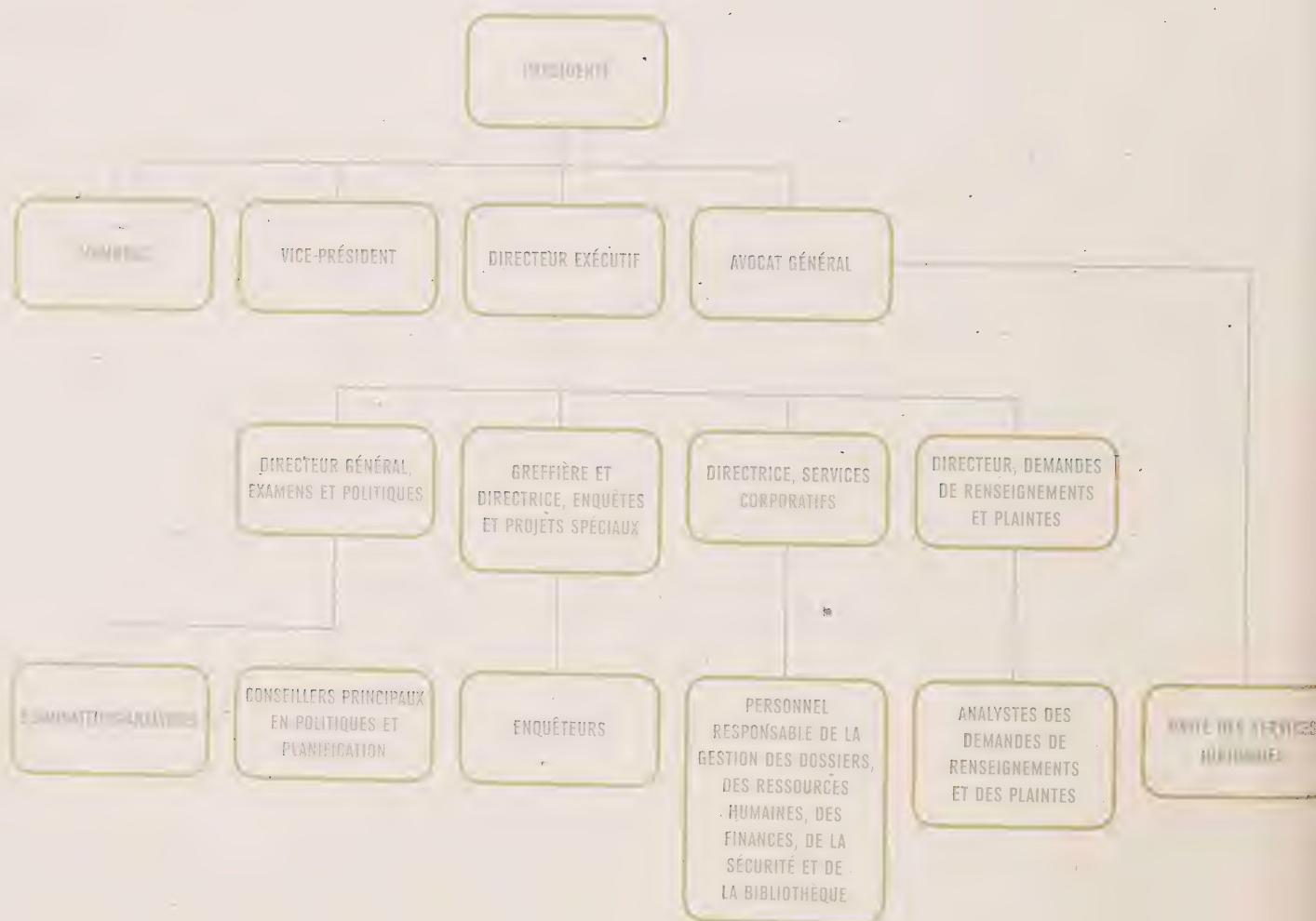
VICE-PRESIDENT

JOHN F. WILSON

M. Wilson a été nommé à la présidence de la Commission en octobre 1997, lorsque les deux dernières séances annuelles ont été délocalisées à titre partiel dans le Québec sud-ouest. M. Wilson a été élue à l'Assemblée générale dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata en 1993 et 1995. Il a également été élue dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata au cours des deux dernières élections fédérales. M. Wilson a également été élue à l'Assemblée générale dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata au cours des deux dernières élections provinciales. M. Wilson a été nommé à la présidence de la Commission en octobre 1997, lorsque les deux dernières séances annuelles ont été délocalisées à titre partiel dans le Québec sud-ouest.



ORGANIGRAMME



ANNEXE B

BUDGET DE LA COMMISSION

(MILLIERS DE DOLLARS)	RÉPENSES RÉVISEES 2001-2002	RÉPENSES PRÉVUES 2002-2003
Dépenses pour la recherche et l'application	1294	1394
Dépenses pour les études d'application et de recherche	797	778
Total partiel	2091	2172
Total des dépenses prévues	1710	1750
Total des dépenses révisées	1707	1746

Le budget de la Commission pour l'exercice 2002-2003 est établi en fonction des besoins et des capacités de la Commission.

Le budget de la Commission pour l'exercice 2002-2003 est établi en fonction des besoins et des capacités de la Commission.

ANNEXE C

RÉSUMÉ DE CAS D'EXAMEN D'INTÉRÊT

Le document intitulé « Résumé de cas d'examen d'intérêt » est destiné à servir de modèle dans les situations d'application de l'ordonnance sur la protection des renseignements personnels de la fonction publique et de la sécurité sociale. Il fournit une explication et une analyse des éléments essentiels de la législation et de la réglementation en vigueur, ainsi que des conseils pratiques pour assurer la conformité avec la loi.

INTRODUCTION

Ce document a été élaboré pour aider les fonctionnaires et les agents de la sécurité sociale à comprendre et à appliquer les exigences de protection des renseignements personnels dans leur travail quotidien.

Il fournit une analyse détaillée des principaux aspects de la législation, y compris les définitions, les obligations de protection et les procédures à suivre pour assurer la conformité avec les exigences légales.

Le document est divisé en plusieurs sections, chacune couvrant un aspect spécifique de la protection des renseignements personnels. Les sections comprennent : les définitions et les concepts fondamentaux ; les obligations de protection ; les procédures de gestion des renseignements personnels ; les droits des personnes concernées ; et les responsabilités et les sanctions pour non-respect de la législation.

Il est recommandé aux fonctionnaires et aux agents de se familiariser avec ce document et de le consulter régulièrement pour s'assurer de leur conformité avec les exigences légales. Le document peut également servir de référence pour les audits et les inspections de la fonction publique et de la sécurité sociale.

conclusion et la recommandation dans sa réponse à la Commission. À son avis, le coup de pied à la tête du plaignant « ne constituait pas un recours abusif à la force mais plutôt une application inadéquate de la force » et il a appuyé le recours à cette tactique au sol en faisant valoir que « bien que peu populaire », elle pouvait mettre fin à une situation qui « pourrait dégénérer ». La Commission fait valoir dans son rapport final que la position adoptée par le Commissaire n'est pas conforme à la politique de la GRC ni à la formation qu'elle dispense, puisqu'elle ne tolère pas qu'on donne des coups de pied à la tête pour obliger un suspect peu coopératif à obtempérer. En effet, donner des coups de pied à la tête d'une personne n'est pas une stratégie d'intervention appropriée, à moins que le policier n'ait d'autre solution que d'avoir recours à une force éventuellement mortelle, ce qui n'était pas le cas ici. Le rapport final exprime l'espoir que le Commissaire reconsiderera sa décision concernant ce « type de conduite en pareil cas ».

- Un homme s'est plaint notamment du fait que les membres de la GRC avaient fait un usage abusif de la force à son endroit, ce qui n'était pas nécessaire, compte tenu des circonstances.

Les membres de la GRC ont contraint le plaignant à s'arrêter sur la route au beau milieu de la nuit pour vérifier s'il conduisait avec facultés affaiblies. On lui a demandé de présenter son permis de conduire et sa carte d'immatriculation. Peu de temps après, un autre véhicule de la GRC est arrivé sur les lieux. Alors qu'ils vérifiaient les papiers du chauffeur, les agents se sont préoccupés du fait que le plaignant faisait l'objet d'un mandat en matière d'immigration en souffrance. À ce moment-là, le plaignant a eu peur que les agents ne l'agressent, en raison de l'heure tardive et de l'absence de témoin sur les lieux. Il a alors essayé de faire signe à un autre chauffeur pour qu'il lui serve de témoin. Lorsqu'une voiture s'est arrêtée, les agents ont ordonné au conducteur de quitter les lieux. Deux des membres de la GRC se sont

alors emparé du plaignant afin de l'arrêter pour avoir troublé la paix. Alors qu'il était maintenu contre son véhicule et menotté, le plaignant a reçu plusieurs coups de genou à la cuisse; on lui a fait une prise par l'encolure, ce qui l'a empêché de respirer, et on a eu recours à un autre moyen de contrainte par la douleur en lui appuyant sur les yeux. L'identité du plaignant a plus tard été clarifiée et il a été relâché. La GRC a conclu que le policier avait eu recours à des coups de genou et à la technique de pression sur les yeux et elle a conclu que cet usage de la force était approprié. La GRC a ignoré l'allégation de prise par l'encolure.

Dans son rapport intérimaire, la Commission considère qu'en raison de la présence de trois agents sur les lieux, la force physique utilisée contre le plaignant était excessive et ne pouvait pas être qualifiée « d'intervention minimale nécessaire pour gérer le risque », comme l'exige la politique de la GRC. La Commission a par ailleurs conclu que la prise par l'encolure avait vraisemblablement abouti à un contrôle par l'encolure – prise dangereuse que la GRC a interdite en 1979.

La seule autre prise par l'encolure présentement autorisée, qui peut empêcher de respirer si elle n'est pas faite convenablement, est la technique d'étranglement par la région carotidienne. Or, un policier ne peut avoir recours à cette technique que lorsque sa vie est en jeu, ce qui n'était pas le cas ici. La Commission a également conclu que deux des membres ont utilisé un langage inappropriate et non professionnel au cours de leurs interactions avec le plaignant. La Commission a recommandé, entre autres, que les deux membres de la GRC reçoivent des conseils quant à l'application appropriée du recours à la force autorisé et qu'ils présentent tous deux des excuses au plaignant. Dans sa réponse, le Commissaire a rejeté ces recommandations. À son avis, la preuve « indiquait clairement » que le plaignant avait résisté à l'arrestation et que la force à laquelle les membres de la GRC avaient eu recours était conforme à la politique et aux attentes de la GRC.

Dans son rapport final, la Présidente de la Commission s'est dit profondément troublée par la réponse du Commissaire, puisqu'il était évident qu'on avait fait une prise par l'encolure au plaignant. En outre, bien que l'état de panique du plaignant ait contribué à l'escalade dans cet incident,

la façon dont les agents avaient géré la situation n'avait pas réussi à désamorcer le conflit comme l'exige la politique mais plutôt accru la tension et compromis le résultat. En fin de compte, le Commissaire n'a pas répondu à l'une des recommandations du rapport intérimaire. À cet égard, il ne s'est pas conformé aux exigences énoncées au paragraphe 45.46 (2) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. La Présidente de la Commission a réitéré les recommandations de la Commission et fait savoir qu'elle jugeait déconcertant de voir que l'enquête menée par le corps de police s'était apparemment appuyée sur les déclarations écrites des deux membres et avait négligé d'examiner leur rapport et leur carnet de notes de l'incident à la date en question.

Un homme s'est plaint, entre autres, qu'un membre de la GRC avait eu recours au contrôle par l'encolure sur sa fille.

La fille du plaignant a résisté alors qu'il était mis fin prématurément à la visite d'un membre de sa famille en prison. Il y a eu une bagarre entre cette femme, cinq ou six agents de correction et un membre de la GRC. Après que la fille du plaignant eut

été menottée les mains derrière le dos et contrainte par la force à s'asseoir, elle a essayé de frapper le pied d'un garde. Le membre de la GRC lui a alors fait une prise. Lorsqu'il lui a fait la prise, elle a hurlé et dit qu'elle ne pouvait respirer. La GRC a rejeté l'allégation du plaignant. Elle a conclu que la force à laquelle on avait eu recours était appropriée et déclaré que « le bras... n'était pas dans la position appropriée pour appliquer la technique d'étranglement par la région carotidienne, communément appelée contrôle par l'encolure ». Dans son rapport intérimaire, le Vice-président s'est reporté au document de la GRC relatif à la politique et à la formation pour expliquer la distinction entre la technique d'étranglement par la région carotidienne (qui ne s'applique que lorsqu'une personne est dans une situation où elle craint pour sa vie) et la technique de contrôle par l'encolure interdite depuis 1979. Grâce à la vidéo de l'incident, la Commission a déterminé que c'était bien la technique de contrôle par l'encolure qui avait été utilisée, ce qui constituait à la fois un recours excessif à la force et l'utilisation d'une technique interdite. Le Vice-président a recommandé que le membre reçoive des conseils en ce qui a trait aux recours appropriés et autorisés à la force et qu'il présente

des excuses à la fille du plaignant. Selon la réponse du Commissaire, la force utilisée était appropriée et il a affirmé que la vidéo ne montrait pas qu'il y avait eu contrôle par l'encolure. Dans son rapport final, la Présidente de la Commission fait observer le manque de cohérence entre la position du Commissaire et les documents de politique et de formation de la GRC. En outre, la bande vidéo montrait clairement qu'on avait eu recours à un contrôle par l'encolure sur la fille du plaignant. La Présidente a confirmé qu'on avait abusivement eu recours à la force. En effet, rien n'indiquait que, alors qu'elle était menottée et qu'elle avait les mains derrière le dos, la fille du plaignant présentait un risque inacceptable pour au moins six agents présents sur les lieux. La Présidente a réitéré les recommandations présentées au préalable par la Commission.

ENQUÊTE CRIMINELLE INADÉQUATE

- Une femme s'est plainte, entre autres, qu'un membre de la GRC lui avait dit qu'elle n'avait aucun recours alors qu'elle lui avait signalé que son ex-conjoint de fait venait de la poursuivre en voiture, pendant plusieurs milles dans les rues de la ville.

La femme avait accepté de rencontrer son ex-conjoint pour discuter de la séparation de leurs biens communs. L'homme, condamné auparavant pour homicide involontaire et agression contre la plaignante (elle avait été hospitalisée et soignée pour des blessures graves), est devenu extrêmement agité au cours de la discussion, si bien que la plaignante s'est enfuie dans son véhicule. Il l'a poursuivie en voiture pendant plusieurs milles dans les rues achalandées. L'homme a mis fin à sa poursuite lorsque la plaignante a attiré l'attention d'une personne en klaxonnant à plusieurs reprises près de la résidence de cette dernière. Elle s'est rendue ensuite immédiatement au détachement de la GRC le plus près pour signaler l'incident, où on lui a fait savoir que rien ne pouvait être fait. Environ un mois et demi après, l'homme a pénétré par effraction dans le domicile de la plaignante et il a tiré sur un ami de la plaignante et l'a tué. Il a blessé une de ses filles avant de mettre le feu à la maison. Il s'est suicidé par la suite. La plaignante et son autre fille ont réussi à s'échapper de la maison.

La femme s'est plainte auprès de la GRC de l'absence d'intervention. La GRC a fait enquête et elle a reconnu dans sa lettre de règlement que le membre qui avait reçu

le rapport n'avait pas effectué une enquête adéquate avant d'indiquer à la plaignante qu'il n'y avait pas eu d'infraction criminelle. La GRC a aussi affirmé que les « mesures correctives qui s'imposent » seraient prises à l'égard du policier.

À la suite de la demande d'examen, la Commission a conclu que l'enquête menée par la GRC était inadéquate. Le membre s'était contenté d'examiner la déclaration écrite de la plaignante et n'avait pas demandé d'autres renseignements, alors qu'il était au courant des antécédents de violence de l'ex-conjoint. En outre, le policier avait été prévenu que l'homme était en probation et qu'il était par conséquent tenu « de ne pas troubler l'ordre public et de bien se conduire ». En conséquence, il a été recommandé que la GRC informe la Commission et la plaignante des sanctions prises contre le membre de la GRC et que l'officier à la tête du détachement prenne des mesures pour s'assurer que les déclarations enregistrées par les enquêteurs de la GRC soient complètes, approfondies et conformes aux normes de la GRC.

Dans sa réponse, le Commissaire de la GRC a rejeté la conclusion et les recommandations liées à cette allégation. Il a qualifié l'enquête inadéquate de « lacune » imputable au membre de la GRC et a indiqué que cette « lacune » était le résultat de la « propension de la plaignante à raconter des versions différentes de son histoire à différents auditeurs » et de son « manque de coopération avec le système de justice pénale ».

La Présidente a été préoccupée par la réponse du Commissaire de la GRC à cette plainte, entre autres. Elle a rencontré le Commissaire et attiré son attention sur ces problèmes. Après la rencontre, le Commissaire a prévenu la Présidente de la nécessité pour lui de modifier sa réponse originale. Il a accepté la conclusion de la Commission concernant l'enquête inadéquate menée par la GRC et a donné comme instructions au personnel compétent de mettre en œuvre les deux recommandations. Dans son rapport final, la Présidente a recommandé « la volonté du Commissaire de revenir sur sa décision originale et de parvenir à une conclusion différente ».

ATTITUDE RÉPRÉHENSIBLE/ ÉCHEC DANS LE DÉSAMORÇAGE D'UN CONFLIT

- Un homme s'est plaint qu'un membre de la GRC avait eu une attitude répréhensible en adoptant un ton de voix et des manières brusques.

Le plaignant et sa femme ont été arrêtés sur l'accotement pour un contrôle de routine. Le membre de la GRC a demandé au plaignant de sortir de son véhicule. Dans les minutes qui ont suivi, le plaignant et le membre de la GRC ont élevé le ton et en sont venus aux mains. Le supérieur du policier est intervenu pour désamorcer le conflit. Le plaignant a été soumis à l'haloote et n'a pas décelé d'alcool dans son sang. L'homme s'est plaint de la conduite du membre et la GRC a fait enquête. La GRC a rejeté l'allégation et a indiqué que des instructions « brèves et concises peuvent être assimilées à de la brusquerie ». D'après les faits, la Commission était en désaccord et considérait que le membre de la GRC a agi de manière à envenimer la situation.

La Commission a recommandé que le membre de la GRC suive un cours de recyclage concernant la politique de la GRC à cet égard. La Commission a également recommandé que l'agent présente des excuses pour sa conduite ou que la GRC présente des excuses en son nom. Dans sa réponse, le Commissaire a rejeté la seconde recommandation en faisant valoir que le plaignant avait contribué à faire monter la tension. Dans son rapport final, la Présidente a exprimé son malaise à l'égard de la position du Commissaire. Il est en effet stipulé à l'alinéa 37g) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* que les membres de la GRC doivent agir en tout temps de façon courtoise, respectueuse et honorable. Et lorsqu'un citoyen ne se conduit pas de cette façon, cela ne dispense pas le membre de la GRC de respecter cette norme. La *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* ne relève pas un membre de la GRC de cette obligation lorsqu'un citoyen fait monter la tension. Rejeter en partie la faute sur le citoyen n'excuse pas la conduite déplacée d'un policier, qui ne trouve aucun

appui dans la loi ou dans la politique de la GRC. La loi impose à la police l'obligation de se conduire de façon courtoise et respectueuse en tout temps. La Présidente a de nouveau fait valoir que la conduite du membre de la GRC était incompatible avec la politique de l'organisme. Elle a exhorté le Commissaire à décourager ce genre de conduite non professionnelle. Enfin, elle a réitéré sa recommandation demandant que des excuses soient présentées au plaignant, qui a été traité de façon discourtoise et irrespectueuse.

ENQUÊTE INADÉQUATE SUR UNE PLAINE DU PUBLIC/ENQUÊTE PLUS APPROFONDIE REQUISE

- Un couple s'est plaint que la GRC n'était pas intervenue efficacement alors qu'il avait téléphoné pour signaler une atteinte à la paix publique en raison d'un conflit entre l'ancien et le nouveau propriétaire d'une entreprise, et que la police n'avait pas mené une « enquête de suivi » adéquate.

Les membres de la GRC ont été appelés sur les lieux pour régler une atteinte à la paix publique en raison d'un conflit entre l'ancien et le nouveau propriétaire d'une entreprise. Les policiers de service ont suggéré un compromis pour rétablir la paix. L'une des parties n'a pas respecté le compromis par la suite et les membres de la GRC ont été rappelés sur les lieux à plusieurs reprises. Dans sa lettre de règlement, la GRC ne s'est penchée que sur le premier incident. Elle a négligé l'allégation liée à « l'enquête de suivi ». Par conséquent, la Commission a été contrainte d'avoir recours à ses propres ressources pour mener une enquête plus approfondie. En fin de compte, la Commission a conclu que les membres de la GRC s'étaient conduits de façon appropriée. Toutefois, dans son rapport intérimaire, la Commission a fait valoir que l'enquête menée par la GRC n'avait pas porté sur l'intégrité de la plainte du public. Dans sa réponse, le Commissaire a rejeté cette conclusion, tout en convenant que la plainte comportait plus d'un élément. En refusant d'admettre que l'enquête de suivi » adéquate.

sur la plainte du public était inadéquate quant à la portée, le Commissaire a déclaré que la divergence d'opinion quant à la portée appropriée de l'enquête était « sans fondement dans la loi ou dans les directives de la GRC ». Dans son rapport final, le Vice-président a mis en lumière la contradiction entre la position du Commissaire et les exigences de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* – c'est-à-dire qu'une enquête soit menée chaque fois qu'une plainte n'a pas pu être résolue à l'amiable. Dans ce cas, la plainte n'a pas donné lieu à une enquête complète et n'a pas été résolue par la GRC. Le rapport final conclut que l'enquête inadéquate menée par la GRC a contraint la Commission à mener une autre enquête et l'a empêchée de faire son examen en temps opportun.

- Une femme s'est plainte du fait qu'un membre de la GRC était entré à son domicile sous un faux prétexte et avait fouillé ses effets personnels.

Par suite d'une plainte déposée au départ, la GRC a prévenu la plaignante par lettre qu'elle mettait fin à son enquête étant donné que cette dernière n'avait pas obtempéré aux demandes répétées d'entrevues de la GRC.

En conséquence, l'organisme n'a pas enquêté de façon approfondie ni statué sur l'allégation de la plaignante. En demandant à la GRC d'effectuer une enquête plus approfondie, la Commission était d'avis que cette dernière connaîtrait la teneur de la plainte en raison d'une déclaration écrite fournie par la plaignante et que, par conséquent, elle aurait pu procéder à l'enquête. A tout le moins, la GRC aurait dû prendre la déposition du membre concernant l'incident à l'origine de la plainte. L'examen demandé par la plaignante ne peut être mené à bien tant que la GRC n'a pas présenté son rapport sur les résultats de son enquête plus approfondie.

Un homme s'est plaint du harcèlement de membres de la GRC et du fait qu'un membre de la GRC avait divulgué des renseignements personnels le concernant à une ancienne amie. En particulier, il était allégué que le membre de la GRC avait divulgué à cette personne des détails sur les antécédents criminels du plaignant.

Après un examen du dossier, la GRC a conclu que dans tous ses aspects la plainte était non fondée. Lorsque le plaignant a demandé un examen, la Commission a conclu qu'il y avait

suffisamment de preuves pour examiner en bonne et due forme la première allégation de harcèlement, mais elle ne disposait d'aucune information concernant la seconde allégation, puisque la GRC avait négligé d'interroger le membre ou l'ancienne amie sur la divulgation présumée des renseignements personnels. Du point de vue de la Commission, si la divulgation de renseignements personnels s'avère fondée, il pourrait s'agir d'une sérieuse entorse au droit du plaignant à la protection des renseignements personnels. Comme la GRC n'a réuni aucune information concernant cette allégation, la Commission a été contrainte de lui demander de faire une enquête plus approfondie – en interrogeant l'ancienne amie et, au besoin, le membre de la GRC – de façon à ce que la Commission puisse faire un examen adéquat de cette grave allégation. En conséquence, cet examen ne peut être mené à bien tant que la GRC n'a pas communiqué les résultats de son enquête plus approfondie.

NON-OBSERVATION DE LA POLITIQUE DE LA GRC CONCERNANT LES MÉDIAS

- Une personne préoccupée s'est plainte du fait qu'un membre de la GRC avait

fait des commentaires aux médias ne relevant pas de la compétence de la GRC.

En 1999, des immigrants chinois arrivèrent par bateau au Canada. En présentant ses observations à un grand quotidien, un membre de la GRC a déclaré qu'il ne pensait pas que ces personnes étaient d'authentiques réfugiés. À son avis, elles ne disaient pas la vérité et venaient au Canada uniquement pour améliorer leur situation financière et non pour échapper à l'oppression. À la suite de la plainte du public, la GRC a fait enquête. Dans sa lettre de règlement, elle a indiqué que la police informe souvent le public sur des événements d'actualité par l'intermédiaire des journaux et que, dans ce cas, les observations du policier étaient exactes et corroborées par les faits. Dans son rapport intérimaire, la Commission a fait observer que la politique nationale et divisionnaire de la GRC énonce clairement que les membres de la GRC ne doivent pas faire de commentaires sur des questions ne relevant pas de leur compétence, qu'ils doivent s'en tenir à l'exposé de faits respectant l'intégrité des enquêtes et qu'ils ne doivent pas émettre d'hypothèses ni formuler d'opinions sur des enquêtes en cours. La Commission a conclu que le

membre de la GRC avait exprimé son opinion de façon inappropriée sur une question se rapportant à une enquête en cours et que ses propos étaient incendiaires. La Commission a conclu également que le membre de la GRC avait fait preuve d'un manque de jugement et avait contrevenu à la politique de l'organisme concernant les relations avec les médias. Elle a donc recommandé que le membre présente des excuses par écrit au plaignant pour les commentaires formulés. La Commission a exprimé sa préoccupation à l'idée qu'une plainte sur des commentaires à la presse faits par un membre de la GRC avait été réglée apparemment sans qu'on prenne en compte la politique pertinente de l'organisme. Le Commissaire de la GRC a souscrit entièrement aux conclusions et aux recommandations de la Présidente de la Commission.

ENTRÉE ILLÉGALE DANS UNE RÉSIDENCE

- Un homme s'est plaint, entre autres choses, de ce qu'un membre de la GRC avait pénétré de façon illégale dans son domicile, sans son consentement.

Un agent de la police municipale et un membre de la GRC faisaient enquête sur le petit-fils du plaignant qui vivait alors au domicile de ce dernier. L'agent de la police municipale s'est rendu jusqu'à la maison et a frappé à la porte. Le membre de la GRC était à ses côtés lorsqu'il a ouvert la porte et crié le nom du petit-fils. Personne n'a répondu. L'agent de la police municipale et le membre de la GRC sont alors retournés à leur voiture où ils ont attendu pendant un court laps de temps avant de retourner à la maison et d'appeler de nouveau le petit-fils du plaignant. Cette fois-ci, le petit-fils du plaignant a répondu et a été par la suite arrêté. Dans sa lettre de règlement, la GRC a rejeté l'allégation. Dans son rapport intérimaire, la Commission a rappelé la loi sur cette question et a conclu que la conduite de l'agent de la police municipale avait enfreint le droit à la protection de la vie privée du plaignant et de son petit-fils garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*. La Commission a également considéré que le membre de la GRC avait été partie à une activité inappropriée et qu'il avait eu amplement la possibilité de faire remarquer à son collègue de la police municipale que son intervention était illégale. En conséquence, la Commission a recommandé que le membre de la

GRC reçoive des conseils concernant ses obligations en tant qu'agent de la paix. Dans sa réponse à la Commission, le Commissaire a fait part de son désaccord avec les conclusions et la recommandation de la Commission. Il était d'avis que le membre de la GRC avait agi de façon appropriée. Il a expressément indiqué que l'agent de la police municipale et le membre de la GRC avaient « été invités » à pénétrer dans le domicile. Il a par ailleurs excusé la conduite du membre de la GRC en faisant valoir que son collègue ne lui avait pas demandé s'il était bien assuré d'ouvrir la porte. Dans son rapport final, la Présidente a fait observer que toute « invitation tacite » d'approcher d'une maison se termine à la porte. La loi n'autorise pas un agent de police ni qui que ce soit d'autre à ouvrir une porte sans le consentement ou l'autorisation de le faire, sauf dans des situations d'urgence précises. Bien que le membre de la GRC n'ait pas personnellement ouvert la porte, il n'en avait pas moins l'obligation de s'assurer qu'il ne portait pas atteinte aux droits du plaignant et de son petit-fils. À tout le moins, il aurait dû prendre activement des mesures pour que son collègue de la police municipale n'ouvre pas la porte une deuxième fois. Dans son rapport final, la Présidente a fortement recommandé que

l'on fournit au membre de la GRC des directives opérationnelles et qu'on lui rappelle la loi concernant les attentes raisonnables d'une personne en matière de protection de la vie privée.

INGÉRENCE DANS UN LITIGE CIVIL

- Le plaignant, un entrepreneur en construction, a prétendu qu'un membre de la GRC avait ordonné illégalement à un agent de sécurité travaillant pour le plaignant de remettre la clé d'une maison à une autre personne.

Le plaignant avait accepté de vendre une maison. À la date fixée pour la clôture de la transaction, les acheteurs n'avaient pas rempli toutes les conditions de l'entente. Par conséquent, le plaignant avait engagé un agent de sécurité afin de maintenir la possession de la propriété. Le plaignant avait prévenu la GRC de la situation. Les acheteurs ont demandé l'aide de la GRC pour avoir accès à la maison. S'appuyant sur les titres de biens-fonds qui lui étaient présentés par les acheteurs et sur une opinion juridique ambiguë reçue d'un procureur de la

Couronne, le membre de la GRC a ordonné à l'agent de sécurité de leur remettre la clé et ce, sans faire l'effort de demander au plaignant sa version de l'histoire. L'entrepreneur s'est plaint de la conduite du membre de la GRC dans cette affaire et la GRC a fait enquête sur la plainte. Dans sa lettre de règlement, l'organisme a rejeté l'allégation du plaignant en faisant valoir que le membre de la GRC n'avait eu d'autre choix que de permettre aux acheteurs d'entrer en possession du bien après qu'ils eurent produit l'acte notarié. Dans son rapport intérimaire, la Commission a conclu que les mesures prises par le membre de la GRC équivalaient à une ingérence dans un litige civil. Elle a signalé que l'intervention de la GRC dans ce genre de litige doit se limiter à empêcher une entrave à la paix publique. Dans son rapport intérimaire, la Commission a recommandé que l'on rappelle au membre de la GRC le rôle restreint de l'organisme dans les litiges civils et qu'on lui demande de présenter des excuses au plaignant. Dans sa réponse, le Commissaire a expressément rejeté la seconde recommandation en faisant valoir que le membre de la GRC avait erré de bonne foi.

Dans son rapport final, la Commission a mis en évidence la contradiction entre la position du Commissaire et les principes directeurs de la GRC visant la prestation de services de police. En effet, à plusieurs reprises, la GRC a déclaré publiquement que les citoyens doivent être traités comme des clients. En conséquence, il est raisonnable de supposer que les membres de l'organisme assumeront la responsabilité de leurs erreurs et présenteront des excuses, même lorsqu'ils sont de bonne foi. Compte tenu de ces principes directeurs, le rapport final de la Commission a exhorté le Commissaire de la GRC à reconSIDérer sa décision et à faire en sorte que le membre de la GRC présente des excuses au plaignant.

COMMENT JOINDRE LA COMMISSION

ADMINISTRATION CENTRALE

ADRESSE POSTALE

Commission des plaintes du public contre la GRC
C.P. 3423, Succursale D
Ottawa (Ontario)
K1P 6L4

TÉLÉPHONE ET TÉLÉCOPIEUR

Renseignements généraux	(613) 952-1471
Plaintes numéro sans frais	1 800 665-6878
Télécopieur	(613) 952-8045

BUREAU DE LA RÉGION DE L'OUEST

ADRESSE

Commission des plaintes du public contre la GRC
7337 137th Street
Suite 102
Surrey (Colombie-Britannique)
V3W 1A4

TÉLÉPHONE ET TÉLÉCOPIEUR

Renseignements généraux	(604) 501-4080
Plaintes numéro sans frais	(604) 501-4091
Télécopieur	1 800 665-6878
	(604) 501-4095

SITE WEB

www.cpc-cpp.gc.ca

Les principaux rapports de la Commission sont accessibles dans le site Web.

GETTING IN TROUBLE
WITH THE COMMISSION

MANUFACTURED
BY MUNIZ

KIP 64

TELEPHONE AND FAX

Fax (613) 952-8045.

V3W 1A4 -

Commission for Public Complaints Against the RCMP
1337 137th Street

三才圖會 卷之三

INTERFERENCE IN A CIVIL DISPUTE

RCMP MEDIA POLICY

its further investigation.

- A woman complained that an RCMP

Commission was compelled to use its own resources to conduct a further investigation. Ultimately, the Commission found that

RCMP members were called on to deal with a breach of the peace arising from a dispute between the current and former owners of a business. The attending members suggested a compromise to restore the peace. One of the parties to the compromise subsequently failed to honour it, and the police of dispositions, the RCMP examined only the initial incident. It failed to address the allegation relating to the "follow-up" quate "follow-up investigation". Peace and failed to conduct an adequate investigation. Between the two incidents, the RCMP had been involved in 11 other incidents, all of which had been handled by the RCMP. In its letter of disposition, the RCMP examined only the initial incident. It failed to address the allegation relating to the "follow-up" quate "follow-up investigation".

INADEQUATE PUBLIC
COMPLAINT INVESTIGATION /
FURTHER INVESTIGATION /
REQUIRED

escalation of tension. The Chair's final report expressed considerable unease with the Commissioner's position. Paragraph 37 (g) of the RCMP Act provides that mem bers must act at all times in a courteous, respectful and honourable manner. It does not exempt the member from this standard when a citizen does not reciprocate. The RCMP Act does not relieve a member of responsibility for a citizen in tension. Putting the blame on an escalation in tension. Putting the blame partly on a citizen does not exonerate a member's improper conduct; nor does it have any basis in law or RCMP policy. The Act places the onus on the police to be courteous and respectful at all times. The Chair reiterated that the members' conduct was inconsistent with RCMP policy. She urged the Commission to discourage this kind of unprofessional conduct. Finally, she reiterated her recommendation that an apology be offered to the complainant, who was treated in a discourteous and

members be counseled with respect to the appropriate application of authorized use of force and training materials to explain the Vice-Chair referred to RCMP Policy to as a choke hold." In his interim report, stated that she found it disconcerting that the investigation conducted by the Force apparently relied on written statements obtained from two members, while neglecting to review their reports and notebooks, for the incident and date in question.

He found that the evidence "clearly indicated" that the complainant resisted arrest and the force used was in accordance with RCMP policy and expectations. Further, while the complainant's own response, since it was clear that a neck hold was administered to the complainant during a private visit to a family member in jail was prema-tur-ely ended. A struggle ensued between her self, five or six correctional officers and one RCMP member. After the complainants daughter was handcuffed with hands behind her back and physically forced to sit down, she attempted to stomp on a guard's foot. The RCMP member then applied a restraint hold to her. When the guard did not breathe, The RCMP rejected the complaint's allegation that a choke hold was applied. In her final report, the Vice-Chair recommended that the force used be counseled with respect to the use of force, excessive and unauthorized use of force, was applied, which constituted both an assault, which constituted both an assault, and a choke hold to his daughter.

In her final report, the Commission Chair was deeply troubled by the Complainant's response, since it was clear that a neck hold was administered to the complainant during a private visit to a family member in jail. A man complained, among other things, that an RCMP member applied a choke hold to his daughter.

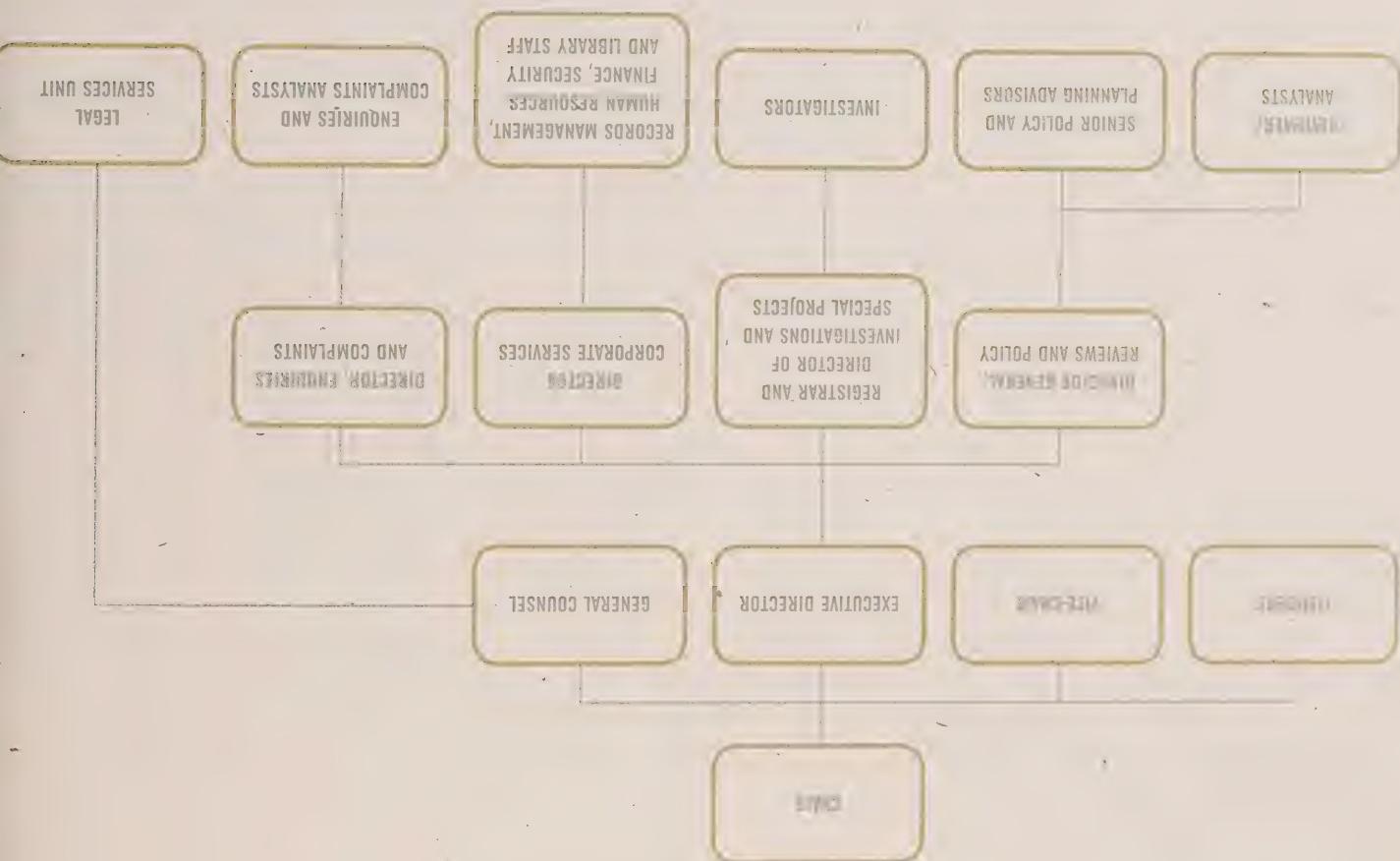
Further, while the complainant's own response, since it was clear that a neck hold was administered to the complainant during a private visit to a family member in jail was prema-tur-ely ended. A struggle ensued between her self, five or six correctional officers and one RCMP member. After the complainants daughter was handcuffed with hands behind her back and physically forced to sit down, she attempted to stomp on a guard's foot. The RCMP member then applied a restraint hold to her. When the guard did not breathe, The RCMP rejected the complaint's allegation that a choke hold was applied. In her final report, the Commission Chair

stated that she found it disconcerting that the investigation conducted by the Force apparently relied on written statements obtained from two members, while neglecting to review their reports and notebooks, for the incident and date in question.

SUMMARY OF SELECTED
REVIEW CASES

APPENDIX B

APPENDIX B



ORGANIZATION CHART

COMMISSION STRUCTURE

APPENDIX A

COMMISSION CHAIR AND VICE-CHAIR



CHAIR
SHRI PRAKASH KUMAR



VICE-CHAIR
SHRI RAMESH CHANDRA

The Commission is headed by a Chairperson and a Vice-Chairperson. The Chairperson is responsible for the overall functioning of the Commission and oversees the implementation of its mandate. The Vice-Chairperson supports the Chairperson and provides guidance on specific issues. Both members are appointed by the Government of India.

The Commission is supported by a secretariat, which is headed by a Secretary General. The Secretary General is responsible for managing the day-to-day operations of the Commission, including the preparation of reports, coordination with government departments, and ensuring the timely delivery of recommendations. The secretariat is located in New Delhi and is staffed by a team of professionals from various backgrounds.

LOOKING TO THE FUTURE

The Chair acknowledges the Commissioner's commitment to both upgrading the training programs to emphasize risk assessment and policy does not go nearly far enough to meet her recommendations. The Chair will continue to monitor the issue of police pursuits and their potential threat to public safety and to the RCMP members involved. The Chair strongly believes that the RCMP Commissioner should fully implement her recommendations by amending his policy on pursuits and by improving driver training for members.

On November 19, 2001, the RCMP Commissioner provided a written response to the Chair concerning the recommendations in the Commissioner's report. He advised that a new RCMP national policy on Emergency Police Operations had been implemented, effective November 8, 2001, and had been distributed to all Commanding Officers with instructions that members would "not engage in pursuits without proper cause or circumstances." On three occasions during the RCMP review, the RCMP pursued policy and training. The Commissioner provided feedback in response to these recommendations, the RCMP reviewed its

on the three occasions during the RCMP review. In response to these recommendations, the RCMP reviewed its pursuit policy and training. The Commissioner provided feedback on three occasions during the RCMP review.

- 4) That the Advanced Driver Training Program be followed at a minimum, as recommended in the 1996 RCMP "E" Division Evaluation.
- 3) That the RCMP make its Advanced Driver Training Program mandatory for all members conducting police pursuits. This program should be upgraded to include better risk assessment and decision-making training.
- 2) That the RCMP amend its policy on pursuits to make the use of emergency equipment mandatory during all routine pursuits to warn the public of the potential dangers.

COMMISSION REVIEW REPORTS
COMPLETED IN 2001-2002

Examples of review cases can be found in Appendix C.

REVIEWS

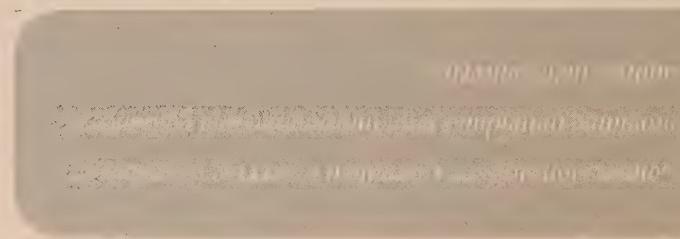


The RCMP. When a question arises relating to the Commission's jurisdiction, the analysis continues the Commission enjoys continued success with its alternative dispute resolution (ADR) initiative. When ADR is considered appropriate, the analyst—a non-paralegal facilitator—brings formal public complaints process. In every case, the complainant may be resolved without going through the Commission's resolution process. This way, the complainant may be resolved without going through the formal public complaints process.

In 2001-2002, the Commission received 1,176 formal complaints. Although not all inquiries lead to day-to-day work of the analysts, analysts account for a significant portion of the day-to-day inquiries against the RCMP. Complainants staff with information and services the public by providing individuals with information and guidance to address their concerns. Recognizing the importance of evaluating this aspect of the Commission's service, the Western Region office has developed a database to accurately record and analyse the number and types of inquiries it receives. During 2001-2002, the Commission received 1,203 inquiries at its

Western Region office receives all public complaints made directly to the Commission about the conduct of RCMP members. The Western Region office obtains the details of the individual's concerns, directly to the Commission through ADR or RCMP for investigation.

COMPLAINTS



Act. These inquiries account for a significant portion of the day-to-day work of the analysts. Although not all inquiries lead to day-to-day work of the analysts, analysts account for a significant portion of the day-to-day inquiries against the RCMP. Complainants staff with information and services the public by providing individuals with information and guidance to address their concerns. Recognizing the importance of evaluating this aspect of the Commission's service, the Western Region office has developed a database to accurately record and analyse the number and types of inquiries it receives. During 2001-2002, the Commission received 1,203 inquiries at its

ENQUIRIES

ANNUAL REPORT 2001-2002

KEY PRIORITIES	YEAR 1	YEAR 2
Strategic Plan		
Financial Health		
Operational Efficiency		
Community Engagement		
Innovation & Growth		
Human Resources		
Technology & Infrastructure		
Regulatory Compliance		
Stakeholder Relations		

STRATEGIC PLAN

YEAR IN REVIEW —
UPDATE ON ACTIVITIES

YEAR TWO OF THE STRATEGIC PLAN

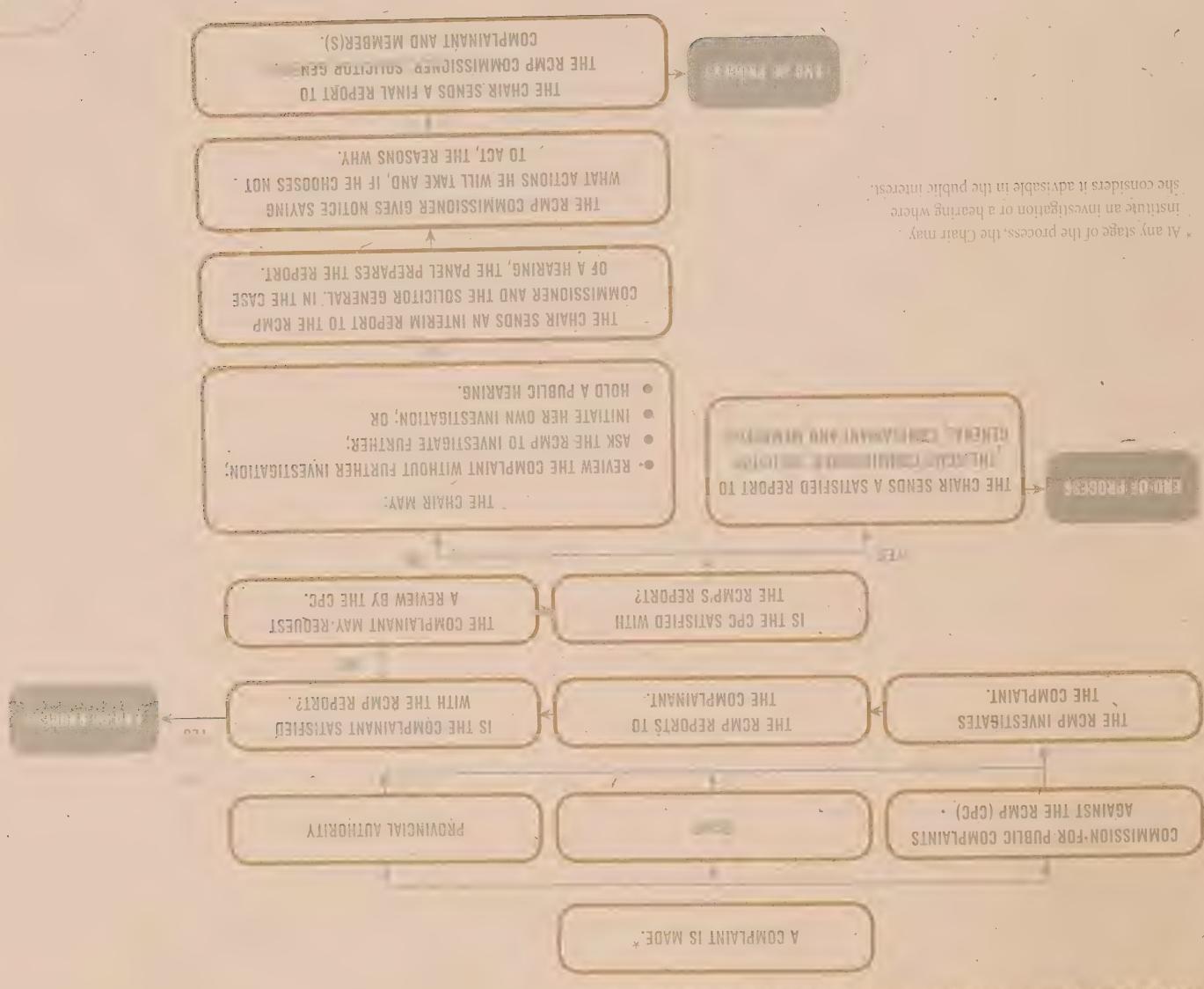
COMPOSITION OF THE COMMISSION

The Commission consists of three members appointed by the Governor in Council. The members are appointed for a term of four years, renewable for a further term of four years. The members are appointed on the basis of their qualifications and experience in law, public administration, and other fields relevant to the functions of the Commission. The members are required to be independent and impartial in their discharge of duties. The members are entitled to receive remuneration and allowances for their services.

The Commission has a secretariat headed by a Secretary General. The Secretary General is responsible for the day-to-day management of the Commission's operations.

The Commission has a budget of approximately \$10 million per year. The budget is allocated to various programs and activities, including the conduct of investigations, the publication of reports, and the provision of legal advice to the government.

The Commission has a staff of approximately 100 people, including lawyers, investigators, and administrative staff. The staff are responsible for carrying out the Commission's mandate and ensuring that its work is conducted in accordance with the highest standards of professional ethics and integrity.



**Hearings and Investigations
in the Public Interest:**

- the Complaintant may initiate a complaint;
- the public may complain to the RCMP;
- the public may complain directly to the RCMP;
- the public may complain to the following sources:

As indicated in the flow chart on page 11, complaints may originate from any of the following sources:

COMPLAINT AND REVIEW PROCESS

The Commission seeks to resolve questions about its jurisdiction to receive or review a public complaint at the beginning of the public complaint process. In doing so, the Commission reduces the number of complaints that are unnecessarily investigated by the RCMP. When the Commission determines that it does not have jurisdiction to receive or review a complaint, the complainant is notified. Because complaints are also made directly to the RCMP, the Commission keeps the Force informed of the criteria it uses to determine its jurisdiction. The Commission believes that its efforts to resolve questions of jurisdiction early in the complaints process results in more efficient and timely service to complainants and members, and makes better use of RCMP and Commission resources.

Although the Commission recognizes that RCMP members are entitled to private lives free from scrutiny, in some cases the personal conduct of members may reflect poorly on their positions in the RCMP and on the entire Force. Therefore, when the alleged conduct is likely to adversely affect the member's performance and/or the Force's reputation, the Commission will receive and review the complaint. In such cases, the Commission minimizes the potential negative impact of the investigation on the member by conducting a review of the Force's performance and concrete steps to address the member's shortcomings. In some cases the member may be suspended or terminated from the Force. The RCMP and the Force will be informed of the outcome of the review and the member will be given an opportunity to respond to the report.

- a complaint must also involve:
- the Force; and
- under the authority of the Act;
- an RCMP member or other person appointed or employed under the authority of the Act;
- an RCMP member or other person appointed or dismissed from the Force; has not died, retired, resigned or been dismissed from the Force; and
- an RCMP member or other person who, when the complainant is made, has not died, retired, resigned or been dismissed from the Force; and
- conduct that occurred after September 30, 1988, the date the Commission became authorized to take complaints;
- historical, the Commission has received complaints about the personal conduct of RCMP members except when a member has clearly placed himself or herself on duty. However, a thorough examination of the Commission's jurisdiction reveals an exception.

Generally, the Commission has jurisdiction under the RCMP Act to investigate or review the administration or management of operations. The Commission does not have jurisdiction, however, to investigate or review the administration or management of operations. These duties and functions, include criminal investigations, public conduct of an RCMP member while performing a duty or function, over a complaint when it comes from the public and concerns the RCMP and the Force, and the public and concerns the RCMP and the Force.

JURISDICTION OF THE COMMISSION

ABOUT THE COMMISSION

1814

MANDATE

MISSION

CORE VALUES

The following core values guide our work and reflect
the work environment for which we strive:

- Independence
- Objectivity
- Fairness
- Timeliness
- Excellence
- Respect
- Integrity
- Teamwork

COMMISSION STATEMENT

VISION

EXCELLENCE IN POLICING THROUGH ACCOUNTABILITY



ANNUAL REPORT 2001-2002

the same time, the number of individuals involved in the illegal drug trade increased from 1999 to 2000 by 10 percent, according to the report.

The report also found that the number of individuals involved in the illegal drug trade increased from 1999 to 2000 by 10 percent, according to the report.

The report also found that the number of individuals involved in the illegal drug trade increased from 1999 to 2000 by 10 percent, according to the report.

This past year has been a year of upheaval for the institutions that are responsible for maintaining law and order. Most of us have no idea of the added stress and responsibility placed on all police forces in Canada. Unprecedented acts of terrorism against Canada's closest ally led our government to adopt laws that have conferred extraordinary powers on the police—powers that will most likely have some far-reaching consequences on people within our borders. Canada needed to respond and it did.



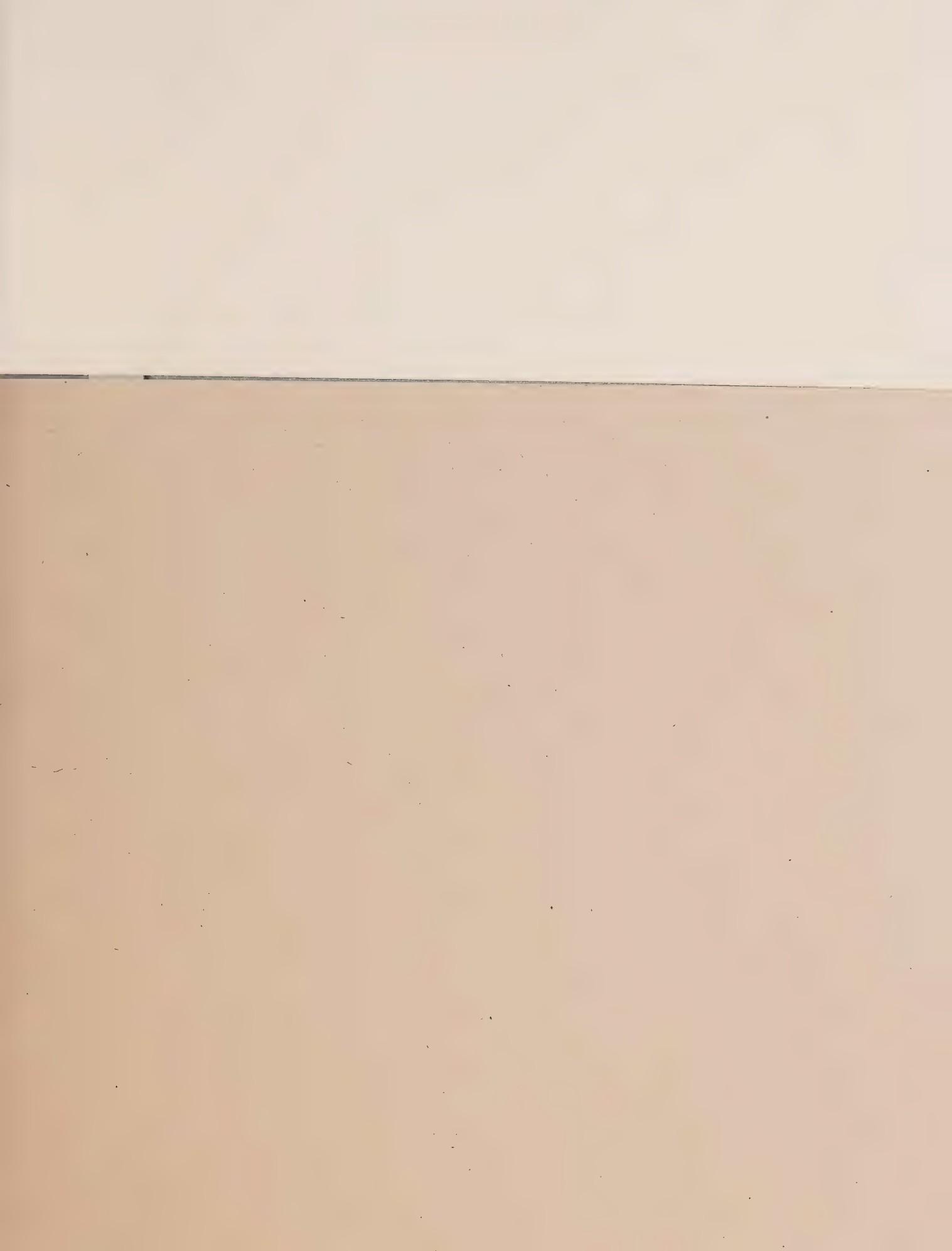
However, these new powers have taken both the RCMP and this Commission into new and uncharted waters. We must journey through these waters with extreme caution. We all know mental Canadian characteristic and reflect that understanding and insight in our work.

CONTENTS	
MESSAGE FROM THE CHAIR	4
HEARINGS	19
APEC HEARING: THE FINAL REPORT	19
SPECIAL PROJECTS	20
POLICE PURSUITS AND PUBLIC SAFETY	20
PROFESSIONAL ACTIVITIES	22
ROLE OF THE COMMISSION	8
JURISDICTION OF THE COMMISSION	6
COMPLAINT AND REVIEW PROCESSES	6
IN THE PUBLIC INTEREST:	6
APPENDIX A	6
COMMISSION STRUCTURE	10
COMMISSION MEMBERS	12
COMMISSION STAFF	12
APPENDIX C	12
SUMMARY OF SELECTED REVIEW CASES	28
PART 2. YEAR IN REVIEW—UPDATE ON ACTIVITIES	13
YEAR TWO OF THE STRATEGIC PLAN	18
ENQUIRIES	18
COMPLAINTS	18
ALTERATIVE DISPUTE RESOLUTION	18
REVIEWS	17
NEW PROCEDURE	17
A CONSISTENT APPROACH TO REVIEWS	17
CHARTER	17

2001-2002 ANNUAL REPORT
THE UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARIES
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARIES
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARIES

ANNUAL REPORT 2001-2002

John Murphy



A 56
SG 63
CAI

ANNUAL REPORT

2001-007



2007-1007

CAN
SERV
ASW

0203

the numbers
speak for
themselves

2006

133

COMPLAINTS AND ENQUIRIES SERVED BY 6 EMPLOYEES

REPORTS BY 5 REVIEWER ANALYSTS AND 3 LEGAL COUNSEL

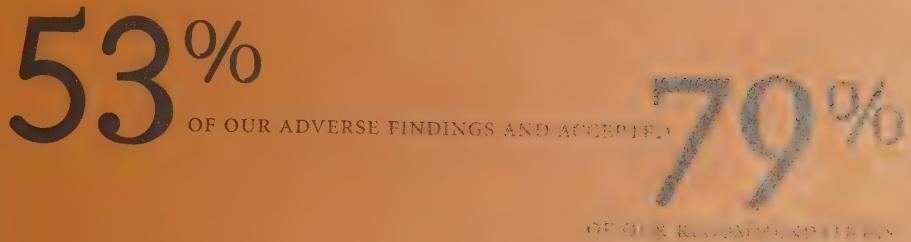
280

SUCCESSFUL INFORMAL RESOLUTIONS BY 5 EMPLOYEES



Management of Partnerships

IN THE FIRST 5 MONTHS OF FISCAL 2002, THE RCMP AGREED WITH



FOR THE FIRST 5 MONTHS OF FISCAL 2002, THE RCMP AGREED WITH
THEIR FINDINGS AND THE RCMP COMMENCED AN INVESTIGATION.
THEIR FINDINGS WERE APPROVED, UNCHANGED AND ACCEPTED.

FOR THE REMAINING 7 MONTHS, THE RCMP AGREED WITH



the numbers speak for themselves

The Honourable Wayne Easter, P.C., M.P.
Solicitor General of Canada
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Easter,

Pursuant to section 45.34 of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, I hereby transmit the annual report of the Commission for Public Complaints Against the RCMP (CPC) for the 2002–2003 fiscal year, for tabling in Parliament.

Yours very truly,

A handwritten signature in brown ink that reads "Shirley Heafey". The signature is fluid and cursive, with the first name "Shirley" on top and the last name "Heafey" below it, both sharing a common vertical stroke at the top.

Shirley Heafey
Chair

May 2003



© Minister of Public Works and Government Services
Cat. No. JS77-1/2003
ISBN 0662-34077-9
Editing and translation: Prosebusters Communications
Design and layout: Accurate Design & Communication Inc.

TABLE OF CONTENTS

MESSAGE FROM THE CHAIR	3
PART I ABOUT THE COMMISSION	8
Mandate	8
Our Role	9
Jurisdiction of the Commission	9
Composition of the Commission	11
Commission Budget	11
Commission Structure	12
PART II OPERATIONS	14
Complaint Process	14
Streamlining Review Processes	19
Public Interest Investigations	21
Public Hearings	23
Communications	24
Case Tracking System	27
Modern Comptrollership	27
PART III POLICING ISSUES	28
Making a Difference to RCMP Conduct	29
Conflicts of Interest	33
Investigative Detention	36
The Commission and the RCMP: Differences in Perspective	37
Post Scriptum	40
GETTING IN TOUCH WITH THE COMMISSION	41

Vision

Excellence in policing through accountability.

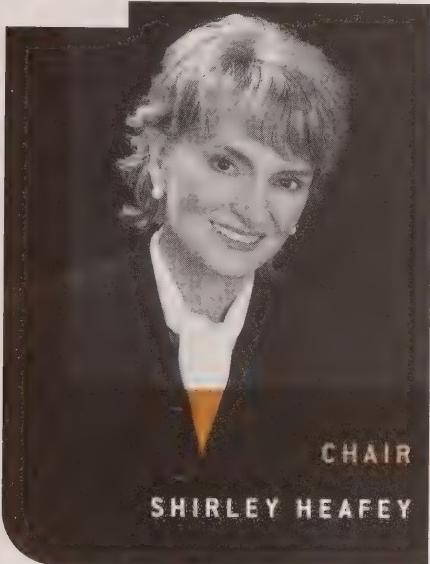
Mission

To provide civilian oversight of RCMP members' conduct in performing their policing duties so as to hold the RCMP accountable to the public.

Core Values

The following core values guide our work and reflect the work environment for which we strive:

- Independence
- Objectivity
- Fairness
- Timeliness
- Effective communication
- Excellence
- Respect
- Integrity
- Professionalism
- Teamwork



CHAIR
SHIRLEY HEAFEY

MESSAGE FROM THE CHAIR

Ideally, all public officials should have a vision of the work entrusted to them. Their public life should be dedicated to implementing that vision, little by little, bit by bit, as opportunities and resources allow. In service of that vision, objectives have to be set and doggedly pursued, victories have to be celebrated, and shortcomings have to be acknowledged and addressed.

Having celebrated my fifth anniversary as Chair of this Commission, I have experienced much and learned plenty. And I recognize that this growth must continue. Now that I have the benefit of that experience and learning, I will share my vision with Parliament and the public so that the Commission's objectives can be assessed, its victories graded and our needs debated.

A few years ago, we completed a major strategic planning exercise. One of the many accomplishments of that exercise was the adoption—for the first time in the history of the Commission—of a vision statement, a mission statement and a statement of core values. Those statements serve us well, and I continue to be guided by them. I'd like to take this opportunity to share some elements of my personal vision.

I want the work of this Commission to be relevant.

The relevance I speak of has a number of facets. First, the work we do—the complaints we receive, the investigations we conduct, the reports we write—must be of the highest quality. The work is relevant only if what we produce can withstand critical scrutiny of the highest calibre, be understood by complainants and RCMP members alike, and generate meaningful debate about the issues we address.

Second, the work we do must be accomplished on a timely basis. The value of the lessons to be learned from an incident that generates a complaint diminishes over time. We all know that.

Third, the public and the RCMP must respect the work we do. The public must know we understand the anxiety that can accompany an unhappy confrontation with the police and the reluctance to file a complaint. Members of the RCMP must know we appreciate the tremendous challenges they encounter on a daily basis and the value of their role in a

THE WORK WE DO—THE COMPLAINTS WE RECEIVE, THE INVESTIGATIONS WE CONDUCT, THE REPORTS WE WRITE—MUST BE OF THE HIGHEST QUALITY.

democratic society. Both must know we will examine complaints, and the police conduct that prompted them, independently and objectively while always attempting to balance the various values that Canadians embrace.

Fourth, our work must be effective. That means, primarily, that our findings and recommendations should have a positive impact on RCMP conduct, practices and policy. It also means that the public and its representatives accept our views as to what constitutes appropriate police conduct.

I want the work of this Commission to be proactive.

We must constantly search out new ways to reconcile differences between the public and the RCMP and to diminish the bitterness that sometimes erupts between police and the public they serve.

I want the Commission to be a leader in identifying trends and problems as they emerge, to analyse them and play an important role in the formulation of RCMP policy.

I want the Commission to use its expertise in relations between police and the public in monitoring the evolution of relevant law. As an independent agency vitally concerned with the common good, the Commission should provide its advice on the practical implications of changes in the law as well as offer its perspective on the proper direction of change.

BETWEEN 1997 AND 2001, THE COMMISSION
ISSUED OVER 1200 REPORTS.

With respect to identifying policing trends and monitoring relevant law, we are in a unique position to make an important contribution to the enormous policy responsibility of the Department of the Solicitor General of Canada.

A vision of the type I have described is not achieved by the passage of legislation alone. Parliament provided the framework for this civilian oversight agency, but implementing a vision is slow, painstaking work. My predecessors worked long and hard and met many challenges to take the first difficult steps. I have reaped the benefits of their contributions, and I am grateful for their efforts.

In the past five years, the dedicated staff of this Commission have given me many victories to celebrate.

With the progressive introduction of quality controls and with the assistance of an expanded legal team charged with addressing the legal issues in each file, our reports are based on a sophisticated understanding of the law and policy relating to the complaint. At the same time, we have introduced format changes that make our reports shorter and easier to read so they can be better understood by complainants and RCMP members alike. Significant progress has been made towards our goal of producing work of the highest quality.

In my first years as Chair, there was one principal imperative: reduce the accumulated backlog of unresolved cases. Between 1997 and 2001, the Commission issued over 1200 reports. The huge effort that this number represents paid dividends in eliminating many of the “old” cases and setting the stage for the introduction of new management techniques designed to expedite the review process. Our work is timelier today but much remains to be done.

Respect and effectiveness are difficult to gauge but I believe we enjoy a fair measure of both. For example, by working with the Commission to improve the quality of complaint investigations, the RCMP demonstrates respect for the public complaint process. We can also point to numerous policy initiatives undertaken by the RCMP in response to our recommendations to show that our work is having a positive impact on members’ conduct.

The alternative dispute resolution initiative that was launched by the Commission in 1999 has expedited some 1392 complaints in less than four years. In appropriate cases, our complaint analysts bring the complainant and the member(s) of the RCMP together to resolve their differences. When these efforts are successful, the complaint is dealt with in a matter of days, to the relief of both parties. No RCMP investigation takes place and the Commission’s formal processes are not engaged. This is proactive; this is reconciliation.

An example of proactive reconciliation that I am particularly proud of involved two small communities in New Brunswick. The people in these communities were intimidated by the RCMP response to generally peaceful demonstrations prompted by a provincial decision to close their French-language schools. Relations between the RCMP and these communities were dangerously strained. The Commission launched a public interest investigation into these events. Hundreds of people—complainants, witnesses and RCMP members—spoke candidly to our investigators.

My report ultimately recommended that the RCMP members apologize for their actions and numerous recommendations were made with a view to assisting the RCMP in the policing of public events. To the credit of the RCMP, a very public apology was made and many of our ideas respecting the policing of public events were incorporated into RCMP policy.

Although the Commission successfully handled these serious complaints in the context of a public interest investigation, many of the elements found in a successful reconciliation were present. The complainants were interviewed in their homes by Commission investigators and they felt comfortable in expressing their deep-felt concerns. The RCMP’s generous response to my report closed the circle and allowed healing to begin.

THE ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION INITIATIVE
THAT WAS LAUNCHED BY THE COMMISSION IN
1999 HAS EXPEDITED SOME 1392 COMPLAINTS
IN LESS THAN FOUR YEARS.

When I recently visited the region to follow up, it was apparent to me that reconciliation was continuing in those communities and I am confident that cooperative relations are being restored. This public interest investigation was effective.

There are other areas of concern needing attention that I monitor closely, such as police pursuits and deaths of detainees in police cells. I have addressed both of these problems in detailed reports, and suggested ways in which the inherent dangers of high-speed pursuits can be minimized and cell deaths prevented. I have suggested policy and training initiatives that are necessary in both areas.

Across the country, provincial policies have thrust members of the RCMP, and other peace officers, into a "first-contact" position with people in a mental health crisis. The wisdom of these policies has become the subject of much debate but, in the meantime, members of the RCMP are compelled to deal with the consequences of these policies. I have been studying this issue and will shortly be making recommendations designed to assist the RCMP in adjusting to this new social reality. Again, this is a subject that I will monitor closely.

ACROSS THE COUNTRY, PROVINCIAL POLICIES HAVE
THRUST MEMBERS OF THE RCMP, AND OTHER
PEACE OFFICERS, INTO A "FIRST-CONTACT"
POSITION WITH PEOPLE IN A MENTAL
HEALTH CRISIS.

The law that governs police behaviour is constantly evolving: for example, a) the Supreme Court of Canada regularly pronounces on the *Charter*; b) appeal courts try to explain the limits on the right of police officers to stop people on the street (investigative detention); and c) Parliament invested police with vast new powers to address the threats that became apparent following September 11, 2001. As a civilian oversight agency, we think it imperative that our voice be heard, and carefully

considered, in the debates prompted by these and similar changes. In reports, speeches, media contacts and scholarly publications, we have tried to make our views known.

The dedicated staff of this Commission have made great strides towards all the goals I have articulated, on a budget that, compared with the budgets of similar federal agencies, can only be described as modest. My managers have taxed their ingenuity to the limit to make impressive gains, but careful spending and internal reallocation of resources can do no more.

Our greatest failing in past years has been our inability to produce reports on a timely basis. In 1997, the Auditor General suggested that a report should be completed within 120 days of the receipt of the request for review. That is not possible given our current resources. In fact, even with all the improvements made to our process, we do not expect our caseload to be current for another three years. That is unacceptable to me. It is unacceptable to the Commissioner of the RCMP. It should be unacceptable to Parliament and the Canadian public as well.

Parts VI and VII of the *RCMP Act* became law in 1986 and the Commission began receiving and reviewing complaints in 1988. With the lessons learned from 15 years of experience under the current legislation, the time is ripe to address the shortcomings that prevent us from fully achieving our vision. More importantly, it is time to reassess the civilian oversight scheme in light of the vast new powers recently given to police services across the country. I note that England, Northern Ireland and New Zealand have recently undertaken important reforms of civilian oversight of policing.

Civilian oversight of the RCMP is not possible without access to all information relevant to a complaint. Throughout the Commission's history, access to information held by the RCMP has been a problem that my predecessors have had to address regularly. In this past year, I have had to commence a Federal Court application in an effort to obtain the information necessary to conduct a review. The courts should not be asked to resolve these matters—the legislation should be amended to make it clearer that the Commission is to have unfettered access to all information held by the RCMP.

When the *Anti-terrorism Act* was being debated, both the Minister of Justice and the Solicitor General of the day pointed to the Commission as playing a large role in ensuring that the new police powers are exercised appropriately. In a speech given in March 2002 (available on our web site), I outlined my reasons for concluding that we do not have the tools to provide effective oversight in this changed environment. In short, a complaint-driven process cannot evaluate the exercise of these new powers if the targets fear the attention that a complaint would inevitably generate. Time and again, I have heard reports of alleged abuse of the new powers, but without a complaint, I cannot begin to determine if the allegation is true. By the same token, I am unable to say that the RCMP is using the new powers exactly as Parliament intended. I should have sufficient powers at my disposal to decide if this is indeed the case and so advise Parliament and the public.

At a minimum, to do the job entrusted to it, the Commission needs access to all information held by the RCMP relevant to its files, and it needs the power to conduct random audits to ensure the appropriate exercise of authority in the absence of a specific complaint.

In a country dedicated to the rule of law, the use of the extraordinary powers we confer on the police for our protection must be effectively monitored by an independent, civilian authority. That proposition is unlikely to generate any serious disagreement. However, Parliament must be vigilant to ensure that this Commission does not disappoint the expectations of the people of Canada. We must be given the resources and tools necessary to fulfil our vision and to discharge the critical role we play in upholding the rule of law.

Shirley Heafey
Chair

About the Commission

Mandate

The mandate of the Commission is set out in Part VII of the *RCMP Act* and can be summarized as follows:

- receive complaints from the public about the conduct of RCMP members;
- conduct reviews when complainants are not satisfied with the RCMP's disposition of their complaints;
- hold hearings and investigations; and
- report findings and make recommendations.

OUR ROLE

The Commission is an independent body. It is not part of the RCMP. Parliament established the Commission to receive and review allegations of inappropriate conduct by RCMP members and to reinforce good police conduct.

In carrying out its duties, the Commission treats the public and RCMP members with fairness and objectivity. The Commission does not act as an advocate for either the complainant or the RCMP member(s). Nor is the Commission a disciplinary body of the RCMP. It does not have jurisdiction to review matters related to the administration or management of the RCMP. Employment disputes and contractual disputes between individuals and the RCMP fall into this category.

The Commission makes findings and recommendations aimed at correcting and preventing recurring policing problems. These findings and recommendations may address the conduct of specific RCMP members or may deal with broader issues involving RCMP policies and practices. The Commission's effectiveness therefore depends on its ability to formulate persuasive recommendations that the RCMP Commissioner will accept and implement.

JURISDICTION OF THE COMMISSION

Generally, the Commission has jurisdiction over a complaint from a member of the public that concerns the conduct of an RCMP member while performing a policing duty or function. These duties and functions include criminal investigations, public complaint investigations, policing public events, security assignments and intelligence operations.

A complaint must also involve:

- an RCMP member or other person appointed or employed under the authority of the *RCMP Act*;
- an RCMP member or other person who, when the complaint is made, is not deceased, retired, nor has resigned or been dismissed from the Force; and
- conduct that occurred after September 30, 1988, the date the Commission became authorized to take complaints.

The Commission's jurisdiction may extend to complaints about the personal conduct of members. The Commission was established to assess the conduct of members in the performance of their duties. Section 37 of the *RCMP Act* enumerates some of these duties, which clearly apply to the personal conduct of members, whether on duty or off duty. Paragraph 37(g), for example, imposes the duty on members to "act at all times in a courteous, respectful and honourable manner."

In practice, when the personal conduct of an RCMP member is at issue, the Commission has jurisdiction over the complaint only if it is determined that the alleged conduct is likely to adversely affect the member's performance as an RCMP member and/or the RCMP's reputation. In such cases, the Commission will attempt to minimize the personal information disclosed in its reports, recognizing the need for a balance between civilian oversight and a member's right to privacy.

The following examples illustrate the limits of the Commission's jurisdiction with respect to the personal conduct of RCMP members:

- A complainant alleged that her neighbour, an RCMP member, threatened her, saying in French: "I want you to know this, not today and not here, I want you to know that I will settle this" when she refused to consent to his municipal application for a particular use of his property. The Commission determined that the complaint did not fall within its jurisdiction. The alleged conduct—uttering what was perceived as a threat to a neighbour in the course of a personal dispute between neighbours—was not likely to adversely affect the member's performance as an RCMP member or harm the reputation of the RCMP. There was no suggestion that the RCMP member did anything to rely on his status as a member or to imply that he would use his powers as a member to "settle" the matter. The RCMP member was acting in his capacity as a private citizen, which he should be allowed to do without scrutiny by the Commission.
- A complainant who was involved in a custody dispute with her ex-husband, an RCMP member, alleged, among other things, that her ex-husband, while off duty, asked an on-duty RCMP member to pick up their child at a third party's house. In this case, the Commission determined that the alleged conduct was likely to adversely affect the member's performance as an RCMP member or harm the reputation of the RCMP. The decision was based on the allegation that the member relied on his status as a member and accessed RCMP resources for personal reasons. The complaint therefore fell within the public complaint process and was subject to scrutiny by the Commission.

With respect to the last example, the Commission reviewed the complaint and concluded in an interim report that the RCMP member acted improperly when he asked the on-duty member to pick up his child at the third party's house.

The RCMP Commissioner agreed and stated that the member had improperly relied on his status as a member and accessed RCMP resources to further his personal interests. The RCMP Commissioner acknowledged that some personal conduct should be subject to scrutiny in accordance with Part VII of the *RCMP Act*.

The Commission seeks to resolve questions about its jurisdiction to deal with a public complaint as early as possible in the complaint process. Where a complaint falls outside the Commission's jurisdiction, the Commission so notifies the complainant. Because complaints are also made directly to the RCMP, the Commission makes continuous efforts to communicate to the RCMP the limits of its jurisdiction. This results in the Commission reducing the number of complaints that would have otherwise been unnecessarily investigated by the RCMP.

COMPOSITION OF THE COMMISSION

COMMISSION MEMBERS

The legislation establishing the Commission provides for a Chair, a Vice-Chair, and a maximum of 29 other members and alternates from all provinces and territories that contract with the RCMP to provide policing services. The Chair serves full time; other members may serve full time or part time. The Governor in Council appoints the Chair and Vice-Chair for a term of up to five years. The members of the Commission representing each province and territory are also appointed by the Governor in Council following consultation with the minister responsible for policing in that province or territory.

COMMISSION STAFF

The Commission's Western Region office in Surrey, British Columbia, is the first point of contact for the public and is responsible for receiving all enquiries and complaints in either official language. Commission staff responsible for the hearing, investigation and review functions work primarily at Commission headquarters in Ottawa.

This year we acquired additional expertise in the areas of law, communications, audit, performance measurement and governance. Among other things, the Commission created the position of Manager of Investigations to conduct, coordinate and monitor investigations under the public complaint process. The Manager of Investigations also provides advice and support to management and reviewer analysts when investigations are being contemplated.

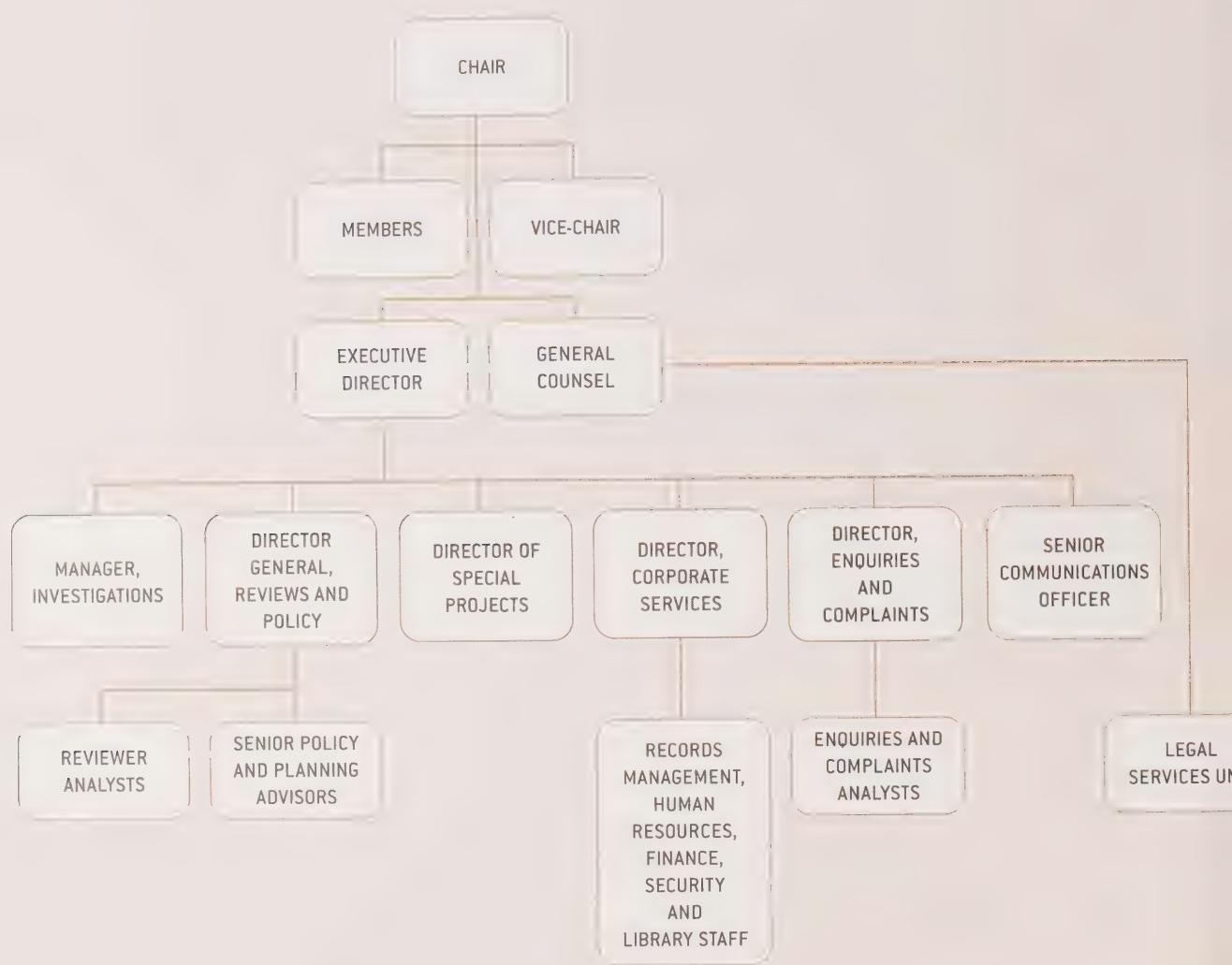
COMMISSION BUDGET

(\$ THOUSANDS)	ACTUAL SPENDING	PLANNED SPENDING
	2002-2003	2003-2004
Salaries, wages and other personnel costs	2,578*	2,581
Contributions to employee benefits plan	478	516
SUBTOTAL	3,056	3,097
Other operating expenditures	1,766**	1,580
Total net spending	4,822	4,677

* This amount includes funding received through Supplementary Estimates A and B.

** This amount includes additional funds provided for Modern Comptrollership.

COMMISSION STRUCTURE





CHAIR
SHIRLEY HEAFEY

Ms. Heafey was first appointed Commission Chair on October 16, 1997, after serving as a member-at-large of the Commission since 1995. Prior to her appointment, Ms. Heafey was a barrister and solicitor in private practice in Ottawa and specialized in administrative and human rights law. She has acted as counsel to the Security Intelligence Review Committee and the City of Ottawa. In October 2000, she was reappointed Commission Chair for a five-year term.



VICE-CHAIR
JOHN L. WRIGHT

Mr. Wright was first appointed Vice-Chair of the Commission on August 26, 1998. He was a military police officer with the rank of major in the Canadian Armed Forces. He has been involved in several community justice programs, and is a labour arbitrator and a mediator. Mr. Wright was the Chair of the Yukon Workers' Compensation Health and Safety Board for seven years. He has been a part-time member of the Commission since its establishment in 1988.

2

Operations

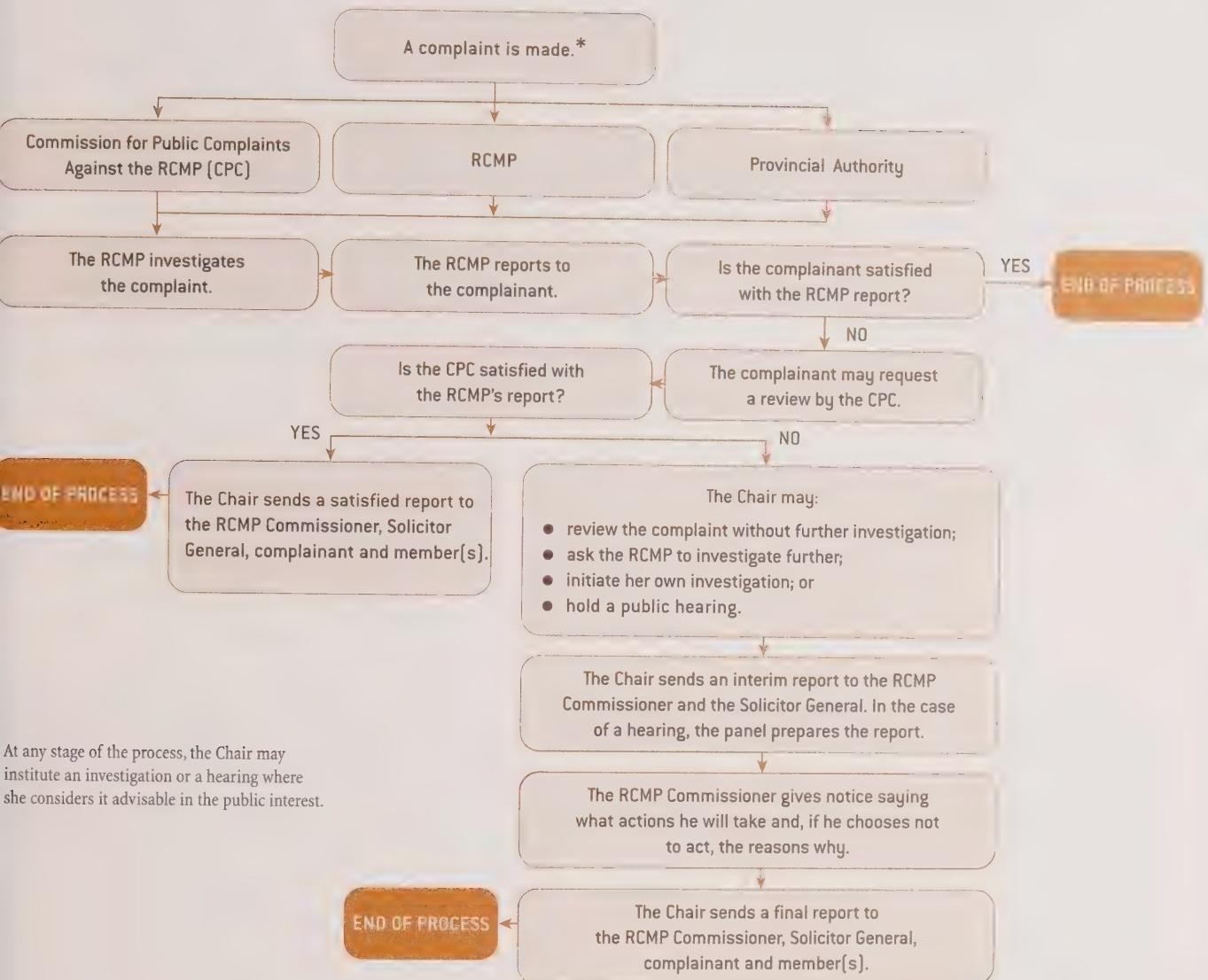
Complaint Process

A member of the public can make a complaint directly to the RCMP, the Commission or a provincial policing authority. The Commission Chair may also initiate a complaint.

Each complaint is forwarded to the RCMP, which conducts an investigation unless the Commission Chair deems it advisable in the public interest for the Commission to investigate the complaint. The RCMP then reports the results of the investigation to the complainant and the RCMP member(s) involved.

If not satisfied with the RCMP's handling of the matter, the complainant may refer the complaint to the Commission for review. Following this review, if the Chair is satisfied with the RCMP's handling of the complaint, she reports this to everyone involved, as well as to the RCMP Commissioner and the minister responsible for the RCMP, the Solicitor General of Canada.

THE COMPLAINT PROCESS



At any stage of the process, the Chair may institute an investigation or a hearing where she considers it advisable in the public interest.

If the Chair is not satisfied with the way the RCMP handled the complaint, she may review it without investigating further, ask the RCMP Commissioner to investigate further, initiate her own further investigation or hold a public hearing.

Each Commission review of a complaint involves a thorough analysis of all relevant materials, the RCMP investigation, and the law and policy related to the members' conduct.

When the review is complete, the Chair sends an interim report to the RCMP Commissioner and to the Solicitor General of Canada setting out her findings and recommendations.

The Commissioner then informs the Chair and the Solicitor General of Canada, in writing, of any action to be taken in response to the Chair's findings and recommendations. Should the Commissioner reject any findings or recommendations, the Commissioner must include in this notice the reasons for the rejection. The Chair then prepares a final report that includes the Commissioner's response, as well as the Chair's final findings and recommendations, and sends it to everyone involved.

As already mentioned, when the Chair is not satisfied with the handling of the complaint by the RCMP she may either ask the RCMP to investigate further or conduct her own further investigation.

FURTHER INVESTIGATION—GAINING ACCESS BY FALSE PRETENSES

The following example illustrates a case where the Commission Chair determined it was necessary to request that a further investigation be conducted by the RCMP.

A woman complained, among other things, that an RCMP member gained access to her apartment under false pretenses, by posing as a building inspector for the Housing Authority.

The RCMP started an investigation and then terminated it, advising the complainant that, because she refused to be interviewed, its investigation was concluded. The RCMP did not make any findings with respect to her allegations, despite the fact that she had provided it with a thorough written account of the incident when she originally lodged her complaint.

The Chair was not satisfied with the RCMP's termination of the investigation and decided that a further investigation was warranted. She requested that the RCMP interview the RCMP member involved, as well as relevant witnesses.

The Chair's interim report concluded that the RCMP member's purpose in gaining access to the complainant's apartment was to pursue his investigation about an individual reportedly residing with the complainant. The RCMP member's notes from the incident corroborate the fact that he was not a member of the Housing Authority, as he had led the complainant to believe, despite his later statement to the contrary. In fact, his notes indicate that he was accompanying the inspectors to have "a good look around." The member waited until the end of the inspection to identify himself as a police officer and then proceeded to question the complainant regarding the whereabouts of the individual under investigation.

The Chair found that the member conducted an unlawful search of the complainant's residence and recommended that the member be provided with operational guidance with respect to conducting lawful searches. The Chair also recommended that the member be thoroughly counselled regarding his obligations under section 37 of the *RCMP Act*, which include maintaining the integrity of the law, law enforcement and the administration of justice.

The RCMP Commissioner agreed with the findings and recommendations in the interim report. In addition, the Commissioner commented on the deficiencies noted in the public complaint investigation and indicated that he would be taking remedial action.

WESTERN REGION OFFICE

Staff at the Commission's Western Region office are committed to responding to the public by providing individuals with information and guidance to address their concerns. The Western Region office has developed a database to record and analyse the number and types of enquiries it receives. These are treated as general enquiries, cases appropriate for alternative dispute resolution or formal complaints. In the past year, the Western Region office received and dealt with 2301 enquiries overall.

GENERAL ENQUIRIES

During 2002–2003, the Commission received 1117 general enquiries. In their efforts to serve the public, Commission staff provided a satisfactory response to 307 enquiries that concerned the RCMP. The remaining 810 enquiries that did not concern the RCMP were redirected to the appropriate authorities.

ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION

The Commission enjoys continued success with its alternative dispute resolution (ADR) initiative. When ADR is deemed appropriate, Commission analysts act as impartial facilitators to bring the complainant and the RCMP member(s) into contact with each other as soon as possible.

DURING 2002–2003, THE COMMISSION RECEIVED 1117 GENERAL ENQUIRIES.

Using ADR, the complaint may be resolved without going through the formal public complaint process. In every case, the complainant retains the option of making an official complaint. The prompt and professional response from RCMP members, particularly supervisors, has been a major factor in the success of this initiative.

DURING 2002-2003, THE WESTERN REGION OFFICE USED ADR IN 295 CASES, SUCCESSFULLY RESOLVING 280 OF THEM. ONLY 15 RESULTED IN FORMAL COMPLAINTS.

When successful, ADR can provide greater satisfaction to complainants and the RCMP member(s) involved because it can resolve the matter very quickly. It is also cost-efficient because there is no RCMP investigation, nor any Commission review. Staff in the Western Region office completed formal training in conflict resolution this year to expand their skills in this area.

During 2002–2003, the Western Region office used ADR in 295 cases, successfully resolving 280 of them. Only 15 resulted in formal complaints.

The following summaries illustrate successful ADR initiatives during 2002–2003.

- The complainant and his wife were involved in a motor vehicle accident where the RCMP member was rude and aggressive towards them. He subsequently called the Commission to make a complaint. The Commission contacted the RCMP and spoke to a supervisor. The RCMP member involved in the incident contacted the complainant and apologized for his behaviour and stated that he had been having a bad day. The complainant was satisfied with the apology and did not lodge a formal complaint.
- A woman whose vehicle was stolen contacted the Commission to complain that the RCMP had recovered her vehicle the same day it was stolen, but failed to notify her until three weeks later. This resulted in a \$300 storage bill. The Commission contacted an RCMP supervisor who agreed that the RCMP would pay the storage fee. Consequently, there was no formal complaint lodged.

COMPLAINTS

During 2002–2003, the Commission received 889 formal complaints. When a complaint is made directly to the Commission, the Western Region office receives it. Commission analysts obtain the details of each complainant's concerns, formulate the complaint, and forward it to the RCMP. When a question arises relating to the Commission's jurisdiction, the analyst consults the Commission's Legal Services Unit before accepting the complaint.

REVIEW OPERATIONS 2002-2003

Interim reports	38
Final reports after Commissioner's notice	36
Final reports after review	56
Other cases concluded	3
Total number of reports signed	133

Once a complaint is referred to and investigated by the RCMP, the complainant, if not satisfied, can ask the Commission to undertake a review. Review work accounts for a significant proportion of the Commission's workload.

Over the past 12 months, the Commission has begun a profound transformation of its review operations. It revitalized the review team by hiring a new team leader and adding new reviewer analysts. Funded through an internal reallocation of resources, these changes will allow the Commission to better manage its caseload.

The Commission has also implemented weekly reporting of progress on active review cases by the review and legal teams, closer monitoring of review cases assigned to contractors, and weekly oversight of caseload management by the Chair. This ensures continuing momentum for active review cases.

These changes, implemented in the latter half of the fiscal year, have allowed the Commission to conclude several complicated, long-standing cases. The changes have also positioned the review team to deal with a growing and challenging caseload.

This year the Commission also looked more carefully at how it can improve the time it takes to complete its reviews. The Commission expects to use this analysis to set more appropriate workload standards and performance objectives in 2003–2004. A planned resource assessment will set appropriate staffing levels for the review process over the longer term, so that the Commission has enough reviewer analysts for the number of review cases it is handling.

STREAMLINING REVIEW PROCESSES

A quality assurance process, introduced in previous years, has resulted in thorough reports of the highest quality; still much remains to be done to improve the timeliness of reviews. Several steps were taken this year to advance that goal.

In the past, reviewer analysts would discover after an initial analysis that they could not review the case before some shortcomings were addressed. Such shortcomings included inadequate materials provided by the RCMP, a deficient RCMP investigation of the original complaint or an RCMP member who had not been properly notified of the complaint. Consequently, such review cases were delayed.

To avoid such problems and ensure that a case is genuinely ready for review when assigned, the Commission began screening files. This improves the timeliness of reviews by addressing most shortcomings while the case is awaiting analysis, by facilitating assignment of cases to a reviewer analyst with the appropriate expertise and by determining time lines for completion of the review work based on the relative complexity of a case.

In the latter half of 2002–2003, a screening tool was developed and an experienced member of the review team was assigned to screen all cases. The success of this streamlining initiative in improving the timeliness of reviews will be assessed in 2003–2004.

A second key improvement was the implementation of a review checklist to ensure more consistent and thorough analyses of cases. Used by all reviewer analysts, the checklist provides a structured approach to clarifying allegations contained in a complaint, considering the handling of the complaint by the RCMP, examining evidence, determining applicable review standards, and developing Commission findings and recommendations.

USED BY ALL REVIEWER ANALYSTS, THE CHECKLIST PROVIDES A STRUCTURED APPROACH TO CLARIFYING ALLEGATIONS CONTAINED IN A COMPLAINT, CONSIDERING THE HANDLING OF THE COMPLAINT BY THE RCMP, EXAMINING EVIDENCE, DETERMINING APPLICABLE REVIEW STANDARDS, AND DEVELOPING COMMISSION FINDINGS AND RECOMMENDATIONS.

Use of the review checklist ensures that issues, legal or otherwise, are identified and addressed as early in the review process as possible and before reports are drafted. This minimizes extensive revision of reports and reduces delays.

The streamlining initiatives implemented in 2002–2003 will help maintain the quality of the Commission's review of complaints, as well as the quality of its further investigations. They will also help expedite the completion of reviews and reports. Close monitoring of our caseload will enable Commission staff to assess the value of these changes.

LIAISON WITH STAKEHOLDERS

As the Commission strives to transform and streamline its review process, it is aware that much still needs to be done to respond to the needs and interests of complainants and RCMP members. Often the review process, as set out in the legislation, is difficult to understand and, too frequently, results take longer than expected for those involved.

To improve liaison with stakeholders, the Commission launched a series of outreach initiatives, including meetings with the RCMP to identify key issues to be addressed in the complaint process. These included a more comprehensive and consistent array of materials to be provided by the RCMP, greater clarity in defining the allegations contained in complaints to facilitate their investigation and review, improvements to the initial RCMP investigation of complaints, better use of ADR by the Commission and the RCMP, and better coordination between the Commission and the RCMP in the tracking of cases. The Commission is also working to improve the information and regular progress reports it provides to everyone involved.

PUBLIC INTEREST INVESTIGATIONS

The Commission Chair can launch a public interest investigation into any complaint when she considers it advisable in the public interest. When she takes this step, the RCMP does not have to conduct an investigation.

This year, the Chair determined that it was necessary to initiate two investigations in the public interest: one related to a high-speed police pursuit, and the other to a police raid that involved powers under the new anti-terrorism legislation. These investigations have not yet been completed and more information will be reported in future annual reports. The Chair did, however, issue her interim report following her investigation of another police pursuit, which occurred in January 2001.

HIGH-SPEED POLICE PURSUITS

The Commission Chair made several policy recommendations with regard to this issue in her special report entitled *Police Pursuits and Public Safety* (1999). The Commission continues to monitor police pursuits very closely to ensure that safe practices are being employed.

The following case is a summary of the public interest investigation, initiated by the Chair, into a high-speed police pursuit.

A young man was driving his car on a quiet residential street when he was struck on the passenger side by another vehicle, which had proceeded through a stop sign at a high rate of speed. The force of the impact was so substantial that the man's car ended up on the front lawn, almost at the doorstep, of an adjacent house. The man had to be removed from his vehicle using the "jaws of life" and was immediately transported to hospital with life-threatening injuries. The media reported the next morning that the RCMP had been pursuing a stolen vehicle at the time and subsequently arrested three suspects at the scene of the accident. The innocent victim spent more than two weeks in hospital fighting for his life and still has a long recovery ahead of him. After learning of this alleged pursuit, the Chair decided that an investigation was necessary in the public interest. The investigation is ongoing.

The following complaint was initiated by the Chair in 2001 and resulted in an interim report in 2002.

During morning rush hour, a sports utility vehicle (SUV) was reported stolen. Two RCMP members, driving an unmarked vehicle, located and followed the SUV, eventually coming to a stop behind it at a red light. The officers had called for a marked cruiser to assist them. One member pulled up behind the unmarked vehicle, while another, approaching from the opposite direction, tried to box in the SUV before the light turned green.

The SUV bolted at high speed when the light turned green and the three police vehicles activated their emergency equipment and followed. Shortly thereafter, the SUV crashed into another vehicle and the suspect was apprehended at the scene. One of the RCMP members told a witness at the scene that the RCMP had been in pursuit, but that the pursuit had been called off. The RCMP subsequently denied that its members had been in pursuit.

Following media reports, the Chair initiated a complaint that unidentified RCMP members conducted a pursuit of a stolen vehicle without due regard for public safety, improperly denied that a pursuit had been undertaken and failed to report the pursuit in accordance with current policy.

The Commission interviewed the RCMP members involved, witnesses and the driver of the stolen SUV. The Chair's interim report found that a pursuit had indeed taken place, that it had lasted less than one minute, and that it had been appropriately terminated because of the danger posed to public safety. The Chair found that the pursuit had not been reported as it should have but the members responsible for terminating the pursuit exemplified the risk-assessment and decision-making skills that pursuit policies are meant to elicit.

The Chair further noted that once a pursuit is initiated, the suspect's perceptions tend to dictate the outcome of the incident. It was clear from the suspect's interview that he believed the police were virtually right behind him for the duration of his flight.

This incident illustrates how dangerous all pursuits are, regardless of their duration. They set in motion a sequence of events that can have tragic consequences despite appropriate risk assessments and responsible decisions taken by officers.

ANTI-TERRORISM LEGISLATION

The Commission was given the additional responsibility of providing civilian oversight of RCMP conduct under the anti-terrorism legislation passed by Parliament in 2002.

The following is a summary of the public interest investigation into a recent complaint involving an RCMP raid allegedly linked to anti-terrorism activity. The Chair initiated the investigation because of the sensitive nature of the allegations. Unlike the previous examples, there were no media reports of this incident.

A woman complained that the RCMP executed a search warrant at her residence in the middle of the night without justification. Although the complainant was later told that the search had been conducted in the context of suspected terrorism activities, she believes that her family was singled out because of their Arabic descent.

The complainant further alleged that members used excessive force during their entry into the dwelling and that they left her residence in disorder after concluding the search. It is also alleged that RCMP members entered the residence and conducted their search in a way that traumatized her elderly mother and two young children. Finally, she complained that members improperly questioned her eight-year-old son without permission, and in the absence of his parents.

Since receiving the complaint, the Commission has learned that this was a joint operation with other police services. The investigation is ongoing.

PUBLIC HEARINGS

Public hearings are an option open to the Commission when dealing with complaints. Since its inception in 1988, the Commission has conducted 17 public hearings.

There were no public hearings held during this fiscal year.

COMMUNICATIONS

The Commission is aware of the need to improve its ability to disseminate information about issues of interest to Canadians. To this end, the Commission hired a senior communications officer to implement initiatives outlined in previous annual reports, including: redesigning the Commission's web site to make it more informative and accessible while complying with government-wide standards; updating the Commission's pamphlet to better explain the public complaint process; increasing the Commission's media profile to promote a better understanding of its mandate and publicize its perspective on policing issues; raising awareness of the Commission's mandate and procedures among members of the public and RCMP members; and using the Commission's web site and appropriate academic journals to publicize Commission findings and recommendations.

CASES OF INTEREST TO THE CHAIR

The Chair actively monitors cases involving police conduct with regard to the treatment of persons in custody, cell deaths, the use of force, the treatment of mentally ill persons, relations between Aboriginal communities and police, and high-speed police pursuits. Also of importance to the Chair are matters arising from the recent anti-terrorism and organized crime legislation that has given police extraordinary new powers.

These cases come to the attention of the Chair by way of media coverage, coroners' inquests, the criminal courts and public complaints. Matters involving other police services and police oversight agencies are monitored by the Chair.

Since the Chair's appointment, more than a 1000 cases have been monitored involving police services across the country. During the year, the Chair identified and considered over 400 cases of interest appearing in national news stories, including those listed below.

There were 109 news stories dealing with the issue of cell deaths reported this year. Police treatment of persons with mental illness was reported in 76 news stories. Police pursuits appeared in 205 news stories. There were 55 news stories about police interaction with Aboriginal communities.

The Chair regards these monitoring activities as essential to ensure she remains current on policing trends and issues in order to be proactive in the public interest.

NATIONAL AND INTERNATIONAL OUTREACH

DURING THE YEAR, THE CHAIR IDENTIFIED AND
MONITORED OVER 400 CASES OF INTEREST
APPEARING IN NATIONAL NEWS STORIES.

The Chair and other Commission representatives participated in various conferences with other civilian oversight agencies during the year. The Chair also travelled throughout the country to discuss her role as the head of a civilian oversight agency with various individuals and groups, including representatives of numerous RCMP divisions. These meetings provided an opportunity for the Chair to discuss the public complaint process, to ask how recommendations are being implemented across the country and to listen to issues of interest or concern.

NATIONAL OUTREACH

The Chair maintains links with other agencies and associations concerned with excellence in Canadian policing. Part of her responsibility is to meet and discuss issues of mutual interest with these professionals. Over the year she shared information and ideas with the following groups of people.

- Chief Coroner of British Columbia
- Assistant Deputy Solicitor General of British Columbia
- Members of the London Muslim community
- National President of the Canadian Arab Federation
- Director of the Centre of Forensic Sciences in Toronto
- Chair and past Chair of the Nova Scotia Police Commission

The Chair makes it a priority to visit senior members of the RCMP across Canada to develop a deeper understanding of the issues they face while performing their policing duties, follow up on the implementation of Commission recommendations, and explore regional differences in policing. This year the Chair met with the following RCMP representatives.

- Deputy Commissioner of the Western Region
- Commanding Officer of the Surrey Detachment
- Deputy Commissioner of the North West Region
- Saskatchewan Assistant Commissioner of "F" Division
- RCMP members and recruits at RCMP Depot in Regina
- New Brunswick Assistant Commissioner of "J" Division
- New Brunswick District 8 Commander
- Nova Scotia Assistant Commissioner of "H" Division

Commission staff also attended the conference of the Canadian Association for Civilian Oversight of Law Enforcement, held in St. John's, Newfoundland, in September 2002. The theme of the conference was "The Challenges of Accountability."

OUTREACH TO ABORIGINAL COMMUNITIES

Despite media reports of a troubled relationship between Aboriginal Canadians and the RCMP, few formal complaints about RCMP members have originated from Aboriginal communities since the Commission was created in 1988.

Since the Commission's investigative powers are generally triggered by a public complaint, it is more difficult for the Commission to contribute to solutions for better policing unless people make full use of the complaint process.

This year, the Commission made a concerted effort to reach out to Aboriginal communities. Complaints from Aboriginal people have been identified by the Chair as a priority.

The Chair met with Wilton Littlechild and Glenda Cooney of the Commission on First Nations and Métis Peoples and Justice Reform to discuss problems Aboriginal communities face when dealing with police. Subsequently, the Chair was invited to Saskatoon by Mr. Littlechild to participate in a day-long round-table discussion exploring potential solutions to chronic problems of police interaction with Aboriginal communities.

The Commission can be more accessible to Aboriginal communities and we are actively exploring ways to allow Aboriginal people to trust and feel more comfortable with the complaint process.

INTERNATIONAL OUTREACH

The Chair corresponded and held discussions with heads of various international organizations to share information and ideas about policing issues. There are many countries interested in the Canadian experience with civilian oversight. The following examples provide a sample of some of these interactions.

THIS YEAR, THE COMMISSION MADE A
CONCERTED EFFORT TO REACH OUT TO
ABORIGINAL COMMUNITIES. COMPLAINTS
FROM ABORIGINAL PEOPLE HAVE BEEN
IDENTIFIED BY THE CHAIR AS A PRIORITY.

The Police Complaints Authority of England was particularly interested in discussions about police pursuits, as well as treatment of mentally ill persons and persons in custody.

The Secretary to the Government of India for the Department of Administrative Reforms and Coordination had discussions with the Chair about our civilian oversight process.

Canada's High Commissioner to the Republic of Guyana and the Chair communicated to discuss the possibilities of the Chair's participation in the establishment of a civilian oversight body being contemplated by the Republic of Guyana.

A senior Commission analyst met with a research officer from the Crime and Misconduct Commission of the Queensland State Police of Australia for an in-depth discussion and exchange of information about police pursuits.

The Chair met with representatives from the National Human Rights Commission of the Republic of Korea, which is responsible for police oversight.

Senior staff members met with a delegation of senior police officers from the People's Republic of China to share information on the operation of a civilian oversight agency.

CASE TRACKING SYSTEM

Over the past two years, the Commission has been upgrading its information management system. The Case Tracking System (CTS), a key objective of the Commission's five-year strategic plan, was implemented this year. It allows the Commission to effectively track the progress of complaints through the various stages of the process.

The CTS has the potential to become a useful tool for the Commission to track issues and legal concerns and to identify trends in policing practices as they emerge, but the Commission will require additional resources to improve the system and accomplish this goal.

MODERN COMPTROLLERSHIP

The Commission made significant progress this year in implementing the principles of modern comptrollership. It completed a capacity check assessment of modern management practices. The assessment indicated that, as a small agency, we were very much on the right track but still have areas that need improvement. An action plan is currently being developed to seize the opportunities for improvement identified in the study.

The Commission is looking at what it wants to accomplish, assessing those goals against resources available and developing tools to assist with the performance measurement process.

3

Policing Issues

Each year brings new cases that underscore the need for change in policing policy. The following section highlights issues that either warrant concern or have seen progress in the past year.

MAKING A DIFFERENCE TO RCMP CONDUCT

We are often asked what impact Commission recommendations have on RCMP conduct. Gauging this impact is not easy. One measure is the number of findings and recommendations accepted by the RCMP Commissioner. This year, at the Chair's request, the Commissioner has provided much more detailed explanations for his positions regarding Commission findings and recommendations. Most importantly, the Commissioner has taken the additional step of reporting on the implementation of our recommendations. This will serve to strengthen the complaint process and provide better service to Canadians.

The following cases illustrate how the Commission is influencing RCMP conduct and national policing policy, one case at a time.

EXCESSIVE USE OF FORCE

The complainant's brother called the RCMP and requested the complainant be removed from his residence. The complainant was intoxicated and had been fighting with his brother. Two RCMP members went to the residence and arrested the complainant for assault. He was then transported to the RCMP detachment, detained overnight and released the next day. Following his release, the complainant was admitted to hospital where he underwent emergency surgery to repair a ruptured bladder.

The complainant alleged that an RCMP member used excessive and unnecessary force by, among other things, kicking him in the abdomen, causing him serious injury. He further complained he was not given medical attention when he was in RCMP custody. Finally, he alleged that another RCMP member forced him to mop up the vomit in his cell prior to releasing him.

The RCMP found that, while the member struck the complainant in the abdomen with his knee, the force, used in the circumstances, was proper, justified and did not violate the RCMP's policy or code of conduct. Regrettably, the RCMP's letter of disposition did not address the complainant's allegations that he was slapped, pushed and forced to mop out his cell at the detachment, nor did it address the alleged lack of medical attention.

In his interim report, the Vice-Chair found that the member improperly pushed the complainant back against a wall by the neck, which escalated tension in the situation. Indeed, a struggle ensued between the RCMP member and the complainant.

THIS YEAR, AT THE CHAIR'S REQUEST, THE COMMISSIONER HAS PROVIDED MUCH MORE DETAILED EXPLANATIONS FOR HIS POSITIONS REGARDING COMMISSION FINDINGS AND RECOMMENDATIONS.

The Vice-Chair concluded that the use of the knee strike—an authorized technique to obtain control of an individual who is resistant—was a justified use of force in the circumstances. Medical evidence confirmed that the bladder could have ruptured by any blow if it was full; therefore, the fact that it ruptured was not evidence that the blow was applied with excessive force. The Vice-Chair also concluded that the complainant was inadequately monitored to ensure his physical well-being while being detained. Furthermore, an RCMP member improperly required that he mop out his cell prior to his release. This incident revealed, to the Vice-Chair's dismay, that it was the detachment's practice to leave detainees to "wallow" in their own vomit until release.

The Vice-Chair recommended, among other things, that the RCMP member who applied force receive refresher training on response options and that all detachment staff be reminded of the proper standards regarding the incarceration, monitoring and care of intoxicated individuals.

The RCMP Commissioner fully supported all the Vice-Chair's findings and recommendations and instituted a review of the relevant national policy on conditions of confinement, "with a view to precluding a repetition of, or continuance of, the issues illustrated in this public complaint elsewhere." The Chair was pleased with the Commissioner's response, including his decision to take action beyond the recommendations made.

UNLAWFUL ENTRY

An RCMP member, responding to a complaint regarding loud music, arrived at the complainant's home. When no one answered the door, he opened the unlocked door and walked through the doorway uninvited. The member requested that the occupants turn down the loud music. The complainant turned down the music and ordered the member to leave his home. As he attempted to shut the door, the member placed his hand and/or foot in the doorway to prevent the door closing. The complainant attempted to push him out and in response, two members arrested the complainant for obstructing a peace officer and physically removed him from the residence.

The man complained, among other things, that RCMP members unlawfully entered his home, improperly arrested him and used excessive force in their dealings with him.

The Chair found in her interim report that the members had no legal authority to enter the complainant's home and that they should have left when requested to do so. The complainant's arrest was improper because the members were not in the lawful execution of their duties when the alleged obstruction took place. Accordingly, all force used was improper in light of the improper arrest. The Chair recommended, among other things, that the members apologize to the complainant and that they receive operational guidance with respect to the lawful entry of a dwelling and authorized and appropriate use of force.

The RCMP Commissioner agreed with the Chair's findings and recommendations, and expressed concern over the frequency with which members "find themselves in similar risky situations and are not sufficiently familiar with the law, which lead to the inevitable consequences in this case." The Commissioner went further, directing the appropriate policy centres to issue clear policy directives and guidelines on this issue.

INADEQUATE NOTE-TAKING

The complainant was at a friend's house celebrating the New Year when the RCMP attended in response to a 911 call. His interaction with RCMP members resulted in his arrest for obstructing a peace officer and his subsequent detention in a cell at the local RCMP detachment.

The complainant alleged that he had been arrested without justification, was not advised of his rights under the *Charter* and was not allowed reasonable access to legal counsel. He also alleged that an RCMP member had used excessive force against him at the detachment by choking him.

The Vice-Chair concluded that the complainant had been arrested without justification and that he had been advised of his *Charter* rights, but not allowed reasonable access to a legal adviser once he no longer posed a threat. The Vice-Chair also concluded there was an improper use of force.

In addition, the Vice-Chair expressed concern that three RCMP members had neglected to take notes relating to this incident. He emphasized that RCMP policy, training and long-standing police practice require that officers take accurate and contemporaneous notes. This practice enhances the credibility of police officers when they are called on to provide a statement in court, in disciplinary proceedings or in public complaint investigations. Most importantly, it helps reassure members of the public that the evidence given by the police is accurate and fair.

The RCMP Commissioner agreed with the Commission's findings and recommendations, adding that deficiencies in note-taking are currently being addressed by operational improvement initiatives. He also said the issue would be the focus of additional remedial initiatives at the national level and that he would ask that it also be addressed at the local detachment level.

IMPROPER SEIZURE OF PROPERTY

An RCMP member went to the complainant's home to seize a boat and trailer, suspecting that these were stolen property. The discussion between the complainant and the RCMP member developed into a heated argument. The complainant protested that the RCMP member did not have the right to seize his property without a warrant. The complainant's father telephoned the RCMP member's supervisor to inform him of events and asked him to come to the home. The RCMP member then spoke with his supervisor who did not object to the member's proposed course of action. The RCMP member threatened to arrest the complainant if he continued to obstruct his efforts to seize the property. The complainant reluctantly complied and the boat and trailer were towed away.

The complainant alleged, among other things, that the RCMP member improperly seized his boat and trailer without a warrant, that the RCMP member behaved improperly in dealing with him and that the supervisor failed to prevent the improper seizure of the boat and trailer.

The Vice-Chair's interim report concluded that the RCMP member's conduct in seizing the boat and trailer without a warrant was improper and that the supervisor failed to prevent this unlawful seizure. The Vice-Chair further concluded that the RCMP member's conduct in becoming angry, threatening arrest and remaining on private property when instructed to leave by the complainant was improper.

In response, the RCMP Commissioner fully supported the Commission's findings and recommendations. Specifically, the Commissioner agreed that both the RCMP member and the supervisor receive operational guidance with respect to the requirements for a search warrant prior to the seizure of property and that they apologize to the complainant.

The RCMP Commissioner also agreed with the Vice-Chair's finding that the RCMP member behaved improperly in his dealings with the complainant. He supported the Vice-Chair's recommendation that the RCMP member receive operational guidance with respect to his communication and intervention skills.

CONFLICTS OF INTEREST

In the Commission's view, conflicts of interest in the policing context are not well understood. RCMP members live and work in the communities they police and therefore there are many opportunities for conflicts of interest to arise in the course of their work.

The *RCMP Act* requires every RCMP member "to avoid any actual, apparent or potential conflict of interests." The following cases illustrate the conflicts of interest that can arise.

PUBLIC COMPLAINT INVESTIGATION

A man complained, among other things, that the RCMP failed to conduct an adequate and unbiased criminal investigation into allegations that his son assaulted a woman. Charges of assault were laid against the complainant's son, but the Crown withdrew the charges prior to trial.

There was a public complaint investigation into the adequacy of the RCMP's criminal investigation. At the same time, the RCMP public complaint investigator and the RCMP members who were complained about in the public complaint investigation restarted the criminal investigation into the alleged assault.

The RCMP members who were the subject of the complaint recommended to the Crown prosecutor that charges be re-laid. The prosecutor declined, stating that the evidence did not support re-laying the charges. Following this, the RCMP concluded its public complaint investigation. It found most of the complainant's allegations to be unsupported, but it did acknowledge that the alleged victim's statement, as taken by the primary investigator, could have been more thorough.

In his interim report, the Vice-Chair concluded that the RCMP had conducted an inadequate and improper criminal investigation into the allegations of assault. He further concluded that the two RCMP members' involvement in the reinvestigation of the alleged assault during the public complaint investigation constituted a serious conflict of interest.

The Vice-Chair recommended, among other things, that the RCMP members be reminded of the need to avoid conflicts of interest.

The RCMP Commissioner agreed that the initial criminal investigation was inadequate. However, he did not agree that the RCMP members' involvement in the reinvestigation constituted a conflict of interest. He expressed a concern that filing a public complaint against an RCMP member could be used to prevent that member from continuing a criminal investigation.

The Commissioner's concern was reasonable but it did not apply to the facts of this case because the initial criminal investigation had been completed before the public complaint was filed. The conflict of interest arose when the two RCMP members reinvestigated the alleged criminal offence during a public complaint investigation into the adequacy of their own prior criminal investigation. They had a vested interest in re-laying the original charge. For that reason, they should not have been involved in the reinvestigation of the criminal complaint.

The Commission does not intend to endorse complaints filed with the ulterior motive of removing an RCMP member from a criminal investigation, but that was not the case here. The Vice-Chair continues to believe that this was a serious conflict of interest.

PUBLIC COMPLAINT INVESTIGATION

The complainant alleged, among other things, that excessive physical force had been used in the course of his arrest. The complaint was investigated by the immediate superior of the RCMP member involved. The RCMP subsequently advised the complainant that there was no indication of excessive or improper force, nor was there any indication of abuse of power or harassment.

In his interim report, the Vice-Chair concluded that reasonable and probable grounds for the arrest of the complainant did not exist and, therefore, all force used by the RCMP member was improper. The Vice-Chair went on to comment that the direct reporting relationship between the member involved and the public complaint investigator resulted in a conflict of interest.

In his notice, the RCMP Commissioner agreed that the member involved did not have grounds to arrest the complainant and, therefore, the force used was improper. The Commissioner also noted the comment about the apparent conflict of interest and indicated that he would ask the “appropriate authority to ensure that the National Internal Investigation Guidebook be reviewed and updated to more clearly address these issues.”

This case highlights the consequences of conflicts of interest. The public complaint investigator investigated the complaint and vindicated the RCMP members’ actions. However, both the Vice-Chair and the RCMP Commissioner disagreed with the RCMP investigation and agreed with each other. There is no basis to suggest that the public complaint investigator acted in bad faith but, even with the best of intentions, objectivity can be subtly undermined by a conflict of interest and, for that reason, such a conflict must be scrupulously avoided.

In the past, the Commission has encountered numerous examples of RCMP members performing their duties while in a conflict of interest. We have seen RCMP members conduct criminal investigations when targets of the investigations are suing one of the members—not surprisingly, the targets of the criminal investigations complained that they were not being treated fairly. The RCMP member in one such case, and his supervisors, did not see a conflict of interest. Because conflicts are regularly overlooked, or dismissed, by RCMP members, the Commission has repeatedly recommended that the RCMP Commissioner examine the issue in detail and provide clear guidance to his members. That recommendation has never been followed.

The Commission continues to believe that members of the RCMP need, and are entitled to, a comprehensive policy statement that discusses the significance of conflicts of interest and helps members recognize and avoid them. The RCMP Commissioner’s initiative, as a result of this case, in directing a review and update of the National Internal Investigation Guidebook to address conflicts that arise in public complaint investigations is a good first step, but the Commissioner needs to give additional attention to this critical area.

IN THE PAST, THE COMMISSION HAS ENCOUNTERED
NUMEROUS EXAMPLES OF RCMP MEMBERS
PERFORMING THEIR DUTIES WHILE IN A CONFLICT
OF INTEREST.

INVESTIGATIVE DETENTION

A complaint recently reviewed by the Commission raised some questions regarding the authority of the police to detain individuals on the basis of mere suspicion. In the facts of that case, the police suspected the complainant of having committed a sexual assault. Because they lacked sufficient grounds, they did not arrest him. Rather, they told him he was being detained and asked him to accompany them to the police station where they proceeded to question him for almost three hours.

Because the concept of investigative detention is still evolving, the Commission's Legal Services Unit was tasked with researching the matter and preparing a legal brief addressing the lawful parameters of such detentions. The memorandum was then appended to the Chair's final report in that complaint. In essence, the memorandum supported the conclusion that the actions taken by the police went beyond the common law powers afforded to police officers.

As a general rule, the police have no authority to detain suspects solely for investigative purposes without reasonable and probable grounds to believe they have committed an offence. One exception is the common law doctrine of investigative detention, which allows the police to detain an individual if they have what is known as articulable cause. Articulable cause has been defined as a "constellation of objectively discernible facts" that offer reasonable cause to suspect that a person has been involved in a crime.

AS A GENERAL RULE, THE POLICE HAVE NO AUTHORITY TO DETAIN SUSPECTS SOLELY FOR INVESTIGATIVE PURPOSES WITHOUT REASONABLE AND PROBABLE GROUNDS TO BELIEVE THEY HAVE COMMITTED AN OFFENCE.

Articulable cause is something more than a hunch but less than reasonable and probable grounds to believe. Since investigative detentions are an exception to the long-established rule that the police have no authority to detain anyone for questioning, it is important that this power be judiciously applied so as not to breach fundamental rights and freedoms. The Commission's memorandum examined the legal cases that have been decided in this area in order to identify the limits of investigative detention.

In response to this complaint, the RCMP argued that because the subject members had articulable cause in that case, they were authorized to detain the complainant. However, the Commission's legal brief revealed other limits to the scope of a valid investigative detention. For example, the length of a valid investigation cannot extend to several hours. Secondly, in terms of proximity, the police are not generally permitted to transport a detainee to a new location. Both of these limits were exceeded in this complaint.

Moreover, the legal memorandum also concluded that, in the course of an investigative detention, the police are only authorized to search for weapons. By contrast, the question as to whether the right to counsel arises upon investigative detention is still undecided.

Since the concept of investigative detention has yet to be considered by the Supreme Court of Canada, a final determination of these contentious issues awaits further pronouncement by that court.

The Commission is hopeful that its legal memorandum will generate discussion with the RCMP on this important issue. The full legal brief, written by Lesley McCoy, Commission Counsel, was published in the October 2002 *Criminal Law Quarterly*¹ and will soon be available on the Commission's web site.

THE COMMISSION AND THE RCMP: DIFFERENCES IN PERSPECTIVE

There are times when the RCMP Commissioner's response to the Commission's findings and recommendations reveals the differences that sometimes exist between the police perspective and the civilian perspective. The following cases illustrate this point.

UNNECESSARY AND GRATUITOUS CONDUCT

The complainant, a local businessman, and a friend were riding their motorcycles downtown when they pulled over and backed into a parking space to let what they thought was an emergency vehicle pass. In fact, the perceived emergency vehicle was an RCMP car. The RCMP member in the car stopped and asked the riders to produce their licences and registrations.

While he was verifying the documents, another RCMP member, parked nearby, approached and issued them parking tickets for violating a municipal parking by-law by backing into a parking space.

The complainant alleged that the RCMP was harassing him because he rode a Harley-Davidson motorcycle. Issuance of the parking ticket was just one of many incidents that he alleged constituted harassment.

The Vice-Chair concluded in the interim report that issuing a parking ticket for backing into a parking space in these circumstances was oppressive conduct.

The RCMP Commissioner, in his notice, did not agree that the conduct of the RCMP member who had issued the parking ticket could be characterized as "oppressive."

¹ [2002] 46 Crim. L.Q. 319.

Nor did the Commissioner acknowledge that the conduct was inappropriate. He explained that there appeared to be full legal authority to issue a ticket and that it appeared police discretion was available in this case. If what the RCMP member did was “standard practice” in the community and “fully consistent with the law,” then the actions of the RCMP member “were according to local policy and could not be considered oppressive.”

Subsequent to the Commissioner’s notice, the Chair and the RCMP Commissioner met and discussed this case, among others. The Commissioner objected to the use of the word oppressive in describing this conduct. The Chair agreed in her final report that this member’s conduct would be more appropriately described as “unnecessary and gratuitous.”

However, in the Chair’s view, the Commissioner’s rationale for vindicating the conduct is unclear and unacceptable.

EXCESSIVE USE OF FORCE

Two RCMP members went to the residence of a suspected impaired driver. Upon their arrival, the members approached the suspect outside the residence and asked to speak with him. The suspect refused and retreated into the residence where he resided with his elderly parents. The suspect’s father came out, and the members advised that they wished to speak to his son. The RCMP members, who had been joined by a third member, followed the suspect’s father into the enclosed back porch of the residence, where he called for his son.

For unknown reasons, the RCMP members attempted to restrain the father with a head or neck restraint. Both the suspect and his mother heard the commotion and rushed to the aid of the father, who had escaped the restraint. By this time, three more members had arrived as back-up, so there were now six, and entered the back porch area. The members then attempted to arrest the son, after which the mother and father repeatedly asked for clarification as to what was happening. The members consistently refused to provide an explanation and threatened both of them with arrest for obstruction. Ultimately, a number of types of force were used against all three family members, and the father and son were arrested.

The mother lodged a complaint with the Commission alleging, among other things, that the RCMP members used excessive force and exhibited inappropriate conduct towards her family.

The Chair concluded in an interim report that the members' overzealous conduct and lack of communication throughout the incident precipitated the resulting traumatic event. Despite the repeated requests for information by the complainant and her husband, none of the six RCMP members present responded in a manner intended to de-escalate the situation. Instead, the members resorted to using inappropriate and excessive force against the elderly parents and their son. The Chair recommended that the members be reminded of the importance of appropriate communication with clients, that they approach this complainant with a view to bringing about reconciliation with her and her family, and that they apologize for the inappropriate uses of force.

The RCMP Commissioner rejected the Chair's conclusion, suggesting that, while the members were partially responsible for the absence of effective communication, the family's "substantial level of aggression" prevented a "productive exchange." By so concluding, the Commissioner failed to recognize that the members' lack of appropriate communication created an atmosphere of tension and hostility. The Commissioner further failed to reinforce the RCMP's internationally recognized problem-solving guidelines, which require police officers to communicate effectively and to initially try to defuse situations, rather than resort to physical force. The Chair maintains that there is ample evidence that the members resorted to force without considering alternative and reasonable means to handle what could have otherwise been a routine matter.

PREPARATION OF INVESTIGATION REPORTS

The complainant, a former RCMP member, was the subject of a criminal investigation. He alleged that the RCMP investigator who led the criminal investigation had made false statements in the investigation reports.

In her interim report, the Chair concluded that the RCMP investigator had failed to gather evidence available to him and that some of the information contained in the investigation reports was "false, misleading and inaccurate."

The Chair recommended that the RCMP investigator receive direction from his supervisors regarding his responsibility to prepare thorough investigation reports and to take accurate, timely notes. She also recommended that the RCMP undertake a *Code of Conduct* investigation to determine whether the RCMP investigator had contravened the section dealing with a member's obligation not to "knowingly or wilfully make a false, misleading or inaccurate statement or report to any member who is superior in rank or who has authority over that member pertaining to any investigation."

In response to the interim report, the RCMP Commissioner stated that the complaint related to a criminal investigation conducted in 1992. He added that the complainant waited five years before filing his complaint and that this delay had an [*translation*] "adverse effect" on the Commissioner's "treatment" of the Chair's finding and recommendations. On the one hand, the Commissioner categorically rejected the Chair's finding on the ground that it was [*translation*] "superfluous," the comments were offensive and it contained "false, misleading and inaccurate" accusations. He added that the finding and recommendations were [*translation*] "too categorical and harsh, without clear motives and submitted much too late." On the other hand, the Commissioner said that he did not [*translation*] "entirely disagree with the essence of the finding and recommendations."

In her final report, the Chair noted that the Commissioner had made a factual error as the complainant had, in fact, made his complaint within four months following his dismissal. The Chair also concluded that RCMP members are required to respect the *Code of Conduct* and that, as a result, the RCMP investigator had to ensure that the information contained in his report was complete and accurate before submitting it to his supervisor.

With respect to the recommendations, the Chair was concerned by the Commissioner's rationale. In past reports, the Commissioner recognized the importance for RCMP members to take accurate and contemporaneous notes. This case was no different. The member should have received direction with respect to thorough investigations and note-taking. Unfortunately, and based on a factual error, the Commissioner did not condemn the inappropriate conduct.

POST SCRIPTUM

It is apparent in the pages of this report that the Commissioner and I do not always agree. That is to be expected. Having said that, I wish to acknowledge the time and effort that Commissioner Zaccardelli has personally invested in providing meaningful and helpful responses that contribute to a better understanding of policing issues. He has frequently exceeded the requirements of the RCMP Act and the Canadian public has benefited as a result.

Getting in Touch with the Commission

Head Office

MAILING ADDRESS

Commission for Public Complaints Against the RCMP
P.O. Box 3423, Station "D"
Ottawa, Ontario K1P 6L4

TELEPHONE AND FAX

General Enquiries	(613) 952-1471
Toll-free Line	1-800-267-6637 (bilingual)
Complaints (toll-free)	1-800-665-6878 (bilingual)
Fax	(613) 952-8045

Western Region Office

MAILING ADDRESS

Commission for Public Complaints Against the RCMP
7337 137th Street, Suite 102
Surrey, British Columbia V3W 1A4

TELEPHONE AND FAX

General Enquiries	(604) 501-4080
	(604) 501-4091
Complaints (toll-free)	1-800-665-6878 (bilingual)
Fax	(604) 501-4095

Web Address

www.cpc-cpp.gc.ca

Selected Commission reports are available on the web site.

Site Web

www.cpc-cpp.gc.ca

Les principaux rapports de la Commission sont accessibles dans le site Web.

TELEPHONE ET TELECOPIEUR

Commission des plaintes du public contre la GRC
7337 137th Street, Suite 102
Surrey (Colombie-Britannique) V3W 1A4
Renseignements généraux (604) 501-4080
Plaintes (numéro sans frais) 1 800 665-6878 (bilingue)
Télécopieur (604) 501-4091

Commission des plaintes du public contre la GRC
1 800 665-6878 (bilingue)
Renseignements généraux (604) 501-4080
Plaintes (numéro sans frais) 1 800 665-6878 (bilingue)
Télécopieur (604) 501-4095

Bureau de la région de l'Outaouais

Commission des plaintes du public contre la GRC
C.P. 3423, succursale D
Ottawa (Ontario) K1P 6L4
Renseignements généraux (613) 952-1471
Numéro sans frais 1 800 267-6637 (bilingue)
Téléphone et télécopieur (613) 952-8045
Plaintes (numéro sans frais) 1 800 665-6878 (bilingue)
Télécopieur (613) 952-8045

Commission des plaintes du public contre la GRC
C.P. 3423, succursale D
Ottawa (Ontario) K1P 6L4
Renseignements généraux (613) 952-1471
Numéro sans frais 1 800 267-6637 (bilingue)
Téléphone et télécopieur (613) 952-8045
Plaintes (numéro sans frais) 1 800 665-6878 (bilingue)
Télécopieur (613) 952-8045

Administration centrale

Commission joindre la Commission

POST-SCRIPTUM

En réponse au rapport intermédiaire, le Commissaire de la GRC a soulève le fait que la plainte résultait d'une enquête criminelle menée en 1992. Il ajoute que le plaignant avait attendu long ans avant de porter plainte et que ce délai avait « causé un impact » sur son « traitement » de la conclusion et des recommandations de la Présidente. Par ailleurs, d'une part, le Commissaire a rejeté catégoriquement la conclusion en disant qu'elle était « superfuge », que les commentaires étaient « désoxygénants » et qu'elles renforçaient des accusations de « faux, trompeurs et inexacts », en ajoutant que la conclusion et les recommandations étaient « trop catégoriques et sévères, sans motifs évidents et présentées beaucoup trop tard ». D'autre part, le Commissaire a affirmé qu'il n'était pas « entièrement en désaccord avec l'essence de la conclusion et des recommandations ».

Dans son rapport final, la Présidente a indiqué au Commissaire qu'il avait commis une erreur de fait. En effet, le plaignant avait porté plainte à peine quatre mois après son congédiement. La Présidente a également conclu que les membres de la GRC avaient l'obligation de respecter le Code de déontologie et que, par conséquent, l'enquêteur de la GRC devait s'assurer que l'informa-tion contenue dans ses rapports était complète et exacte avant de la soumettre à son superviseur.

Pour ce qui est des recommandations, la Présidente était préoccupée par le raisonnement du Commissaire. Dans les rapports antérieurs, le Commissaire a reconnu l'importance pour les membres de la GRC de prendre des notes précises et le plus rapidement possible. Ce cas n'est en rien différent. Le policier aurait dû recevoir des directives concrètes concernant les enquêtes approfondies et la prise de notes. Malheureusement, et à la lumière d'une erreur de fait, le Commissaire n'a pas condamné une conduite inappropriée.

On constate à la lecture du présent rapport que le Commissaire et moi-même ne sommes pas toujours d'accord. Il ne peut en être autrement. Cela étant dit, je tiens à remercier M. Zaccardelli, commissaire de la GRC, pour le temps et les efforts qu'il a consacrés en vue d'offrir des solutions utiles permettant de mieux comprendre les difficultés inhérentes aux pratiques policières. Il est souvent difficile pour la Loi sur la GRC ne l'exigeait, au bénéfice de la population canadienne.

Le plaignant, ancien membre de la GRC, avait fait l'objet d'une enquête criminelle. Il a allégué que l'enquêteur de la GRC qui avait mené l'enquête criminelle avait consigné de faux renseignements dans ses rapports d'enquête.

PRÉPARATION DE RAPPORTS D'ENQUÊTE

Le Commissaire de la GRC a rejeté la conclusion de la Présidente, laissant entendre que même si les membres étaient en partie responsables de l'absence de communication efficace, le niveau élevé d'agressivité de la famille avait empêché un échange productif. En tirant une telle conclusion, le Commissaire n'a pas admis que le manque de communication adéquate des membres de la GRC avait créé une atmosphère de tension et d'hostilité. Le Commissaire n'a pas non plus mentionné les lignes directrices de la GRC sur la résolution de problèmes. Ces lignes directrices, qui sont recommandées à l'échelle mondiale, exigent des policiers qu'ils communiquent efficacement et essentiellement de manière ouverte et honnête. La Présidente affirme que les preuves montrent clairement que les membres ont eu physique. La Présidente affirme que les preuves montrent clairement que les membres ont eu recours à la force sans envisager d'autres moyens raisonnables de régler ce qui aurait pu être un état d'emballement de désamorcer les situations conflictuelles au lieu d'avoir recours à la force physique.

La mère a déposé une plainte auprès de la Commission affirmant, entre autres, que les Policiers avaient eu recours abusivement à la force et avaient adopté une conduite répréhensible à l'égard de sa famille.

La Présidente a conclu dans son rapport intérimaire que le zèle excessif des membres de la GRC et le manque de communication tout au long de l'intervention étaient à l'origine de cet incident traumatisant. Malgré les demandes d'information répétées de la Plaignante et de son mari, aucun des six policiers présents n'a répondu de manière à désmorcer la situation. Les membres de la GRC ont préféré utiliser la force contre des personnes âgées et leur fils, alors que la situation ne le justifiait pas. La Présidente a recommandé que l'on rappelle aux policiers l'importance d'une bonne communication avec les clients, que les Policiers fassent des démarches auprès de la Plaine-Grise et qu'ils présentent des excuses pour leur gêne.

RECOURS ABUSIF À LA FORCE

Le Commissaire n'a pas non plus d'avocat pour défendre son point de vue lui paraît inacceptable. Par suite de l'avis du Commissaire, la Présidente et le Commissaire de la GRC se sont rencontrés pour discuter de la loi autorisant une contravention et que la police pouvait user dans ce cas de son pouvoir discrétionnaire. Si ce que le membre de la GRC a fait constitue une pratique courante dans la collectivité et entièrement conforme à la loi, dans ce cas, les actes du membre de la GRC étaient conformes à la politique locale et ne pouvaient être considérés comme une conduite oppressive.

Cependant, la Présidente ne voit pas comment le Commissaire peut justifier l'intervention du policier, et son point de vue lui paraît inacceptable.

Deux policiers se sont rendus au domicile d'un homme soupçonné d'avoir conduit en état d'ébriété. A leur arrivée, les policiers se sont approchés du suspect à l'extérieur de sa résidence et ont notamment discuté de cette affaire. Le Commissaire n'était pas d'accord avec le terme « oppressive » pour qualifier cette conduite. La Présidente a admis dans son rapport final que les termes « inutile » et « injustifie » décrivent mieux l'intervention du policier.

Deux policiers se sont rencontrés au domicile d'un homme soupçonné d'avoir conduit en état d'ébriété. A leur arrivée, les policiers se sont approchés du suspect à l'extérieur de sa résidence et ont demandé à lui parler. Le suspect a refusé et s'est réfugié dans la maison où il vit avec ses parents âgés. Le père du suspect est sorti et les policiers l'ont informé qu'ils arriveront sur les lieux dans l'intervalle. Ils ont suivi le père du suspect sur la galerie arrière de la résidence, où il a appeler son fils.

Pour des raisons inconnues, les membres de la GRC ont essayé de retenir le père à l'aide de la technique de contrôle par l'encoche. Le suspect et sa mère ont entendu le vacarme et sont venus à la rescouasse du père, qui était parti pour échapper. Entre-temps,

trois autres policiers étaient arrivés en renfort et avaient pénétré sur la galerie arrière.

Les six membres de la GRC ont alors essayé d'arrêter le fils, après quoi la mère et le père ont à maintes reprises demandé des explications, que les membres ont systématique-

ment refusé de donner. Ces derniers ont menacé les parents de la famille, et le père et le fils ont été arrêtés.

Le Vice-président a conclu dans le rapport intérimaire que le fait de donner une contravention de stationnement pour être entré en marche arrête dans une place de stationnement dans ces circonstances représente une conduite oppressive.

La contravention était au nombre de toute une série d'incidents qu'il, selon lui, constituaient des violations de la loi sur la sécurité publique et la conduite oppressive.

Le plaignant a affirmé que la GRC l'avait harcelé parce qu'il conduisait une Harley-Davidson.

Le membre de la GRC qui avait dressé la contravention n'était pas une conduite oppressive.

Alors que le membre venait les papiers des motocyclistes, un autre membre de la GRC, stationnée à proximité, s'est approché et a dressé une contravention de stationnement pour infracter à un règlement municipal interdisant de se stationner en faisant marche arrière.

La contravention était au nombre de toute une série d'incidents qu'il, selon lui, constituaient des violations de la loi sur la sécurité publique et la conduite oppressive.

Le plaignant, un homme d'affaires local, et un ami conduisaient leur moto au centre-ville lorsqu'ils se sont rangés sur le côté et ont fait marche arrière pour se garer afin de laisser motocyclistes de présenter leur permis et leur immatriculation.

Le plaignant, un homme d'affaires local, et un ami conduisaient leur moto au centre-ville lorsque leurs vélos étaient arrêtés par un policier dans la rue de la Commission, alors que le membre de la GRC, le membre de la GRC dans la voiture, s'est arrêté et a demandé aux cyclistes de présenter leur permis et leur immatriculation.

CONDUISTE INUTILE ET INJUSTE

Il arrive que la réponse du Commissaire de la GRC aux conclusions et recommandations de la Commission révèle les divergences qui subsistent entre le point de vue de la police et celui des citoyens. Les cas suivants illustrent ce point.

La Commission espère que son mémoire juridique suscitera un débat avec la GRC sur certains aspects de la Commission.

Le membre intégral Law Quarterly, délégué par Lesley McCoy, avocate de la Commission, a été publie dans le *Criminal Law Quarterly* d'octobre 2002 et sera bientôt affiché dans le site Web de la Commission.

Cette publication a suscité une controverse importante. Le sujet, délibérément choisi par McCoy, a été traité dans le rapport final de la Commission, mais pas encore étudiée de façon détaillée le concept de détention à des fins d'enquête, il faut attendre sa décision avant de procéder au règlement final de ces questions litigieuses.

DETENTION AUX FINS D'ENQUÊTE

La police de détention des personnes sur la base de simples soupçons. Dans les faits de l'espèce, la police comme le concept de détention aux fins d'enquête est relativement nouveau, l'Unité des services juridiques de la Commission a été chargée d'analyser la question et de préparer un mémoire portant sur les paramètres juridiques de ces détentions. Ce mémoire a été annexé au rapport final de la Présidente sur la plainte. En gros, le mémoire appuie la conclusion selon laquelle les mesures prises par la police doivent toutefois être passées les pouvoirs dont jouissent les agents de police en vertu de la common law.

En règle générale, la police n'a pas le pouvoir de détention des suspects à des seules fins d'enquête si elle n'a pas de motifs raisonnables et probables de croire qu'ils ont commis une infraction. Il existe une exception : la doctrine de la common law concerne la détention aux fins d'enquête, qui habrite la police à détenir une personne lorsqu'elle a des motifs précis. L'expression « motifs précis » désigne « la présence de plusieurs faits objectifs et distincts » qui constituent des soupçons raisonnables de la part du membre ayant à la participation de la personne à un crime.

Le motif précis se situe entre le simple pressentiment et le motif raisonnable et probable. Comme les détentions à des fins d'enquête constituent une exception à la règle établie selon laquelle la police n'a pas le pouvoir de détenir selon l'ordre de détention des suspects à des seules fins d'enquête ou pour des motifs pouvoirs de détenir une personne dans un autre lieu. Or, la police n'a pas respecté ces deux limites dans le cadre de cette plainte.

Par ailleurs, le membre consulte également une détention à des fins d'enquête, la police n'est autorisée à effectuer une fouille que pour trouver des armes. En revanche, on n'a pas encore tranché la question de savoir si le détenu a droit à un avocat en cas de détention aux fins d'enquête.

Dans son avis, le Commissaire de la GRC a convenu que le membre en cause n'avait aucunе raison d'arrêter le plaignant et que des lois, le recours à la force était absurde. Le Commissaire a également pris note du commentaire sur le conflit d'intérêts appartenant et il a indiqué qu'il demanderait aux autorités compétentes de faire en sorte que le guide national des enquêtes internes soit révisé et mis à jour afin d'aborder plus clairement ces questions.

L'affaire fait ressortir les conséquences des conflits d'intérêts. L'enquêteur a enquêté sur la plainte du public et justifie les actes du membre de la GRC. Cependant, le Vice-président et le Commissaire de la GRC étaient tous deux en désaccord avec l'enquête de la GRC. Rien ne donne à penser que l'enquêteur a agi de mauvaise foi, mais même avec les meilleures intentions du monde, dans les situations de conflit d'intérêts, l'attente à l'objectivité peut être subtile. C'est pourquoi il faut éviter scrupuleusement ce genre de situations.

Par le passé, la Commission a rencontré plusieurs cas où des membres de la GRC avaient assumé leurs fonctions alors qu'ils étaient en conflit d'intérêts. Nous avons vu des membres de la GRC effectuer des enquêtes criminelles contre des suspects qui avaient déjà intenté des poursuites judiciaires contre un des membres – bien évidemment, ces suspects se sont plaints de ne pas avoir été traités équitablement. Le membre de la GRC, dans un cas semblable, démontre ses supériorités, n'ont pas relevé de conflit d'intérêts. Comme les membres de la GRC ferment régulièrement les yeux sur les conflits d'intérêts ou les passent sous silence, la Commission a recommandé à maihies repères que le Commissaire de la GRC examine la question en détail et donne des directives claires à ses membres. Cette recommandation n'a jamais été appliquée.

La Commission demeure convaincue que les membres de la GRC ont besoin d'un exposé de principes détaillé leur expliquant la portée des conflits d'in- térêts, et qu'ils ont droit à un tel exposé. Ils seraient ainsi mieux en mesure de reconnaître les situations de conflit d'intérêts et de les éviter. Le Commissaire de la GRC a décidé, par suite de cette affaire, d'ordonner l'examen et la mise à jour du guide national des enquêtes internes afin d'aborder la question des conflits d'intérêts en cas d'enquête sur une plainte du public. Il s'agit là d'un premier pas dans la bonne direction, mais le Commissaire doit accorder plus d'attention à cette question importante.

PAR LE PASSE, LA COMMISSION A RENCONTRE PLUSIEURS CAS OU DES MEMBRES DE LA GRC AVAIENT ASSUME LEURS FONCTIONS ALORS QU'ILS ETAIENT EN CONFLIT D'INTÉRÊTS.

Le Vice-président a en outre fait observer que la relation hiérarchique directe entre le membre de la GRC en cause et l'enquêteur donnait lieu à un conflit d'intérêts.

Dans son rapport intérimaire, le Vice-président a conclu à l'absence de motifs raisonnables pour l'arrestation du plaignant. Des lors, le membre de la GRC avait eu initialement recours à la force, par la suite, la GRC a informé le plaignant qu'il n'y avait aucune preuve de recours abusif ou inadéquat à la force non plus que d'abus de pouvoir ou de harcèlement.

Le plaignant a allégué notamment qu'un avocat eu initialement recours à la force lors de son arrestation. Le supérieur immédiat du policier concerne a mené l'enquête sur la plainte et, par la suite, la GRC a informé le plaignant qu'il s'agissait en l'espèce d'un grave conflit d'intérêts.

ENQUÊTE SUR UNE PLAINTE DU PUBLIC

La Commission n'a pas l'intention d'approuver les plaintes déposées qui auraient en fait pour motif d'écorner un membre de la GRC d'une enquête criminelle, mais ce n'est pas le cas ici.

Le Vice-président demeure convaincu qu'il s'agissait en l'espèce d'un grave conflit d'intérêts.

La préoccupation du Commissaire semble raisonnable, mais ne s'applique pas aux faits de l'espèce, car l'enquête criminelle initiale a été réalisée avant le dépôt de la plainte du public. Le conflit d'intérêts est survenu lorsqu'eux deux membres de la GRC ont reconnu l'infraktion criminelle de la GRC ne puissent être utilisée pour empêcher ce membre de poursuivre une enquête criminelle.

de la GRC ne puissent être utilisée pour empêcher ce membre de poursuivre une enquête criminelle, son avis, la participation des membres de la GRC à la nouvelle enquête ne constitue pas un conflit d'intérêts. A cet égard, il convient d'ajouter que le dépôt d'une plainte du public contre un membre de la GRC ne puise être utilisée pour empêcher ce membre de poursuivre une enquête criminelle.

Le Commissaire de la GRC a convenu que l'enquête criminelle initiale était imadéquate, mais à son avis, la participation des membres de la GRC à la nouvelle enquête ne constitue pas un conflit d'intérêts.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

De l'avis de la Commission, les conflits d'intérêts dans le contexte des pratiques policières ne sont pas une notion claire. Étant donné que les membres de la GRC vivent dans les collectivités où ils assurent le maintien de l'ordre, il est fort possible que des conflits d'intérêts se présentent dans le cadre de leur travail.

En vertu de la *Loi sur la GRC*, tout membre de la GRC doit « éviter tout conflit d'intérêts réel, apparent ou possible ». Les cas suivants illustrent les conflits d'intérêts susceptibles de se produire.

Un homme s'est plaint, entre autres, que la GRC n'avait pas mené une enquête criminelle adéquate et impartiale sur des allégations selon lesquelles son fils avait agressé une femme. Des accusations de voies de fait avaient été portées contre le fils du plaignant, mais la Couronne les a rejetées avant le procès.

Il y a eu une enquête sur la plainte du public mettant en doute l'impartialité de l'enquête criminelle faisaient l'objet de la plainte ont reçus l'enquête criminelle sur les voies de fait presumées.

Les policiers qui faisaient l'objet de la plainte ont reçues l'impartialité de la Couronne de porter à nouveau des accusations. Le procureur a refusé, invitant l'absence de preuves. Par la suite, la GRC a terminé son enquête sur la plainte du public et conclu que la plupart des allégations étaient fondées. Elle a toutefois reconnu que la déclaration de la victime presumée, recueillie par l'enquêteur principal, aurait pu être plus détaillée.

Dans son rapport intermédiaire, le Vice-président a conclu que la GRC avait mené une enquête durablement sur la plainte du public, constituant un grave conflit d'intérêts.

Le Vice-président a recommandé notamment qu'on rappelle aux membres de la GRC leur obligation d'éviter les conflits d'intérêts.

ENQUÊTE SUR UNE PLAINTE DU PUBLIC

Il y a eu une enquête sur la plainte du public mettant en doute l'impartialité de l'enquête criminelle faisaient l'objet de la plainte ont reçus l'enquête criminelle sur les voies de fait presumées.

Les policiers qui faisaient l'objet de la plainte ont reçues l'impartialité de la Couronne de porter à nouveau des accusations. Le procureur a refusé, invitant l'absence de preuves. Par la suite, la GRC a terminé son enquête sur la plainte du public et conclu que la plupart des allégations étaient fondées. Elle a toutefois reconnu que la déclaration de la victime presumée, recueillie par l'enquêteur principal, aurait pu être plus détaillée.

Dans son rapport intermédiaire, le Vice-président a conclu que la GRC avait mené une enquête durablement sur la plainte du public, constituant un grave conflit d'intérêts.

Le Vice-président a recommandé notamment qu'on rappelle aux membres de la GRC leur obligation d'éviter les conflits d'intérêts.

Un membre de la branche remboursé au domicile du plaignant pour assister un bateau et une rémorague, car il souhaitait que ces biens soient utilisés. La discussion entre le plaignant et le membre de la branche est échouée. Le plaignant a protesté que le membre de la GRC n'avait pas le droit de saisir le bien sans mandat. Le père du plaignant a téléphoné au supérieur du policier pour l'informier de ce qu'il se passait et lui a demandé de se rendre à son domicile. Le membre de la GRC a ensuite parlé à son supérieur, qui n'a pas déclaré la ligne de conduite qu'il proposait. Le policier a menacé d'arrêter le plaignant si l'on n'aurait pas fait de réparation à la saisi. Le plaignant a obtenu une contrecoûte et le bateau a été remorqué.

S A I S I E A B U S I V E D E B I E N S

Le Commissaire de la GRC a soucrit aux conclusions et aux recommandations de la Commission, soutenant que des initiatives d'amélioration opérationnelle s'attachaient à combler les lacunes dans la prise de notes. Il a également indiqué que le problème serait au cœur de mesures correctives supplémentaires au niveau national et qu'il demanderait que la question soit abordée au niveau du détachement local.

la police est exacte et juste.

une plainte du public. Qui plus est, elle aide à convaincre les citoyens que la preuve fournie par à témoigner en court ou en cas de procédures disciplinaires ou dans le cadre d'une enquête sur sur-le-champ des notes précises. Cette pratique accroît leur crédibilité lorsqu'ils sont appelés à formuler et les pratiques policières exigent depuis longtemps que les agents prennent

avant tout omis de prendre des notes sur cet incident. Il a souligné que la politique de la GRC, Par ailleurs, le Vice-président s'est dit préoccupé par le fait que les trois membres de la GRC

conclu qu'il y avait eu un recours abusif à la force.

ment accès à un avocat lorsqu'il ne représente plus une menace. Le Vice-président a également été informé de ses droits en vertu de la Charte. En revanche, il n'avait pas eu raisonnable -avait été arrêté sans motif, mais qu'il

excessif à son égard au détriment en l'étranglant.

Le Vice-président a conclu que le plaignant avait effectivement été arrêté sans motif, mais qu'il en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés et qu'il n'avait pas été informé de ses droits raisonnables à un avocat. Il a également affirmé qu'un membre de la GRC avait usé d'une force en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés et qu'il n'avait pas bénéficié d'un accès

Le plaignant a affirmé qu'il avait été arrêté sans motif, qu'il n'avait pas été informé de ses droits

cellule au détachement local de la GRC.

La GRC, il a été arrêté pour entrer à un agent de la paix et mis en garde à vue dans une

intervention en réponse à un appel 911. Par suite de son interraction avec les membres de

Le plaignant se trouvait au domicile d'un ami pour fêter le Nouvel An lorsque la GRC est

PRISE DE NOTES INADÉQUATE

tation et des lignes directrices claires sur la question.

tenue là et il a ordonné aux centres de policiage concernés de communiquer des directives d'orienta-

domamt lieu à des conséquences inévitables comme dans ce cas». Le Commissaire ne s'en est pas

dans des situations risquées du même type alors qu'ils ne connaissent pas suffisamment la loi,

et s'est déclaré préoccupé par [traduction] « la fréquence à laquelle les membres se retrouvent

Le Commissaire de la GRC a souscrit aux conclusions et aux recommandations de la Présidente

Le centre légal dans un logement et au recours autorisé et approprié à la force.

excuses au plaignant et qu'on leur fournit des directives opérationnelles en ce qu'il a trait à

force était inappropriate. La Présidente a recommandé notamment que les membres présentent des

lorsqu'un centre présume à lui, la Présidente du plaignant est l'agent qui a le recours à la

le leur a demandé. En outre, puisque les policiers n'agissent pas dans l'exercice de leurs fonctions

autorisées par la loi à permettre dans le logement du plaignant et qu'ils auraient dû partir lorsqu'on

La Présidente a établi dans son rapport intérimaire que les membres de la GRC n'étaient pas

Le hommage à la GRC a également été l'occasion d'une démonstration de force dans son domicile, où ils avaient arrêté à tort et qu'ils avaient abusivement eu recours à la force à son égard.

Un membre de la GRC, qui répondait à une plainte de musique trop forte, est arrivé au domicile du plaignant. Comme personne ne venait ouvrir, il a ouvert la porte non fermée à cle et est entré sans y avoir été invité. Le policier a demandé aux occupants de baisser la musique. Le plaignant a obtenu ce qu'il demandait et ordonné au policier de quitter son logement. Alors que le plaignant essayait de fermer la porte, le membre de la GRC a mis sa main sur son pied dans l'embrasure pour l'en empêcher. Le plaignant a essayé de le pousser et deux membres de la GRC l'ont alors arrêté pour entrave à un agent de la paix et l'ont emmené hors chez lui.

ENTREE ILLÉGALE

Le Vice-président a recommandé notamment que le membre de la GRC qui a recours à la force physique pendant sa garde à vue, par ailleurs, un membre de la GRC a oblige abusivement le plaignant à nettoyer sa cellule avant sa remise en liberté. Cet incident a révélé, à la consternation du Vice-président, que le détachement avait pour habitude de laisser les détenus « bagager » dans leurs vêtements jusqu'à leur remise en liberté.

Le Vice-président a recommandé toutefois que la surveillance de la prison soit assurée son bien - également tout ce qui concerne la surveillance d'un détenu qui a été donné avec trop de force. Le Vice-président a déclaré ne pouvoir pas dire si le coup aurait pu faire éclater la vessie si celle-ci était pleine; en conséquence, le fait porte que l'on peut justifier à la force dans les circonstances. Les prévues médicalles ont confirmé que n'importe quel coup aurait pu faire éclater la vessie si celle-ci était pleine; en conséquence, le fait autorisé pour parvenir à maintenir une personne qui oppose une résistance - technique

Le Vice-président a conclu que l'utilisation de la technique du coup de genou - technique qui comprend des mesures allant au-delà de la recommandation formelle.

Le Vice-président a également déclaré que l'état satisfaisant de la réponse du Commissaire, y compris ne se reproduisent ailleurs. La Présidente estime que les problèmes soulèves dans cette plainte du public ne se reproduisent ailleurs. Dans le but d'émpêcher que les problèmes perturbent sur les conditions de détention, [traduction] « dans le but d'assurer la politique nationale pertinente sur les conditions de détention et à entreprendre un examen de la politique nationale pertinente sur les conditions de détention, [traduction] » dans le but d'éliminer les possibles divergences entre les normes édictées concernant l'incarcération, la surveillance et la garde à vue des personnes en état d'ébriété.

INFÉLUENCER POSITIVEMENT LA CONDUITE DE LA GRC

UN nous demande souvent quelles sont les incidences des recommandations de la Commission sur la conduite de la GRC et il n'est pas facile d'évaluer la portée de notre travail. Le nombre de conclusions et de recommandations auxquelles souscrit le Commissaire de la GRC constitue l'un des critères retenus. Cette année, à la demande de la Présidente, le Commissaire a expliqué de manière plus détaillée sa position concernant les conclusions et les recommandations de la Commission. Il a même été renforcé la procédure de plainte et d'offrir en œuvre de nos recommandations. Cette démarche permettra de renforcer la procédure de plainte et de faire de la meilleure service aux Canadiens.

Les cas suivants illustrent la façon dont la Commission influence peu à peu la conduite de la GRC et la politique nationale sur les pratiques policières.

Le frère du plaignant a appelle la GRC pour lui demander de faire sortir le plaignant de son domicile. Ce dernier était ivre et s'était bagarre avec lui. Deux membres de la GRC se sont rendus sur place et ont arrêté le plaignant pour voies de fait. Le plaignant a ensuite été emmené au détachement de la GRC, où il a passé la nuit en garde à vue, puis a été relâché le lendemain. Après sa remise en liberté, le plaignant a été hospitalisé et il a subi une opération d'urgence pour un éclatement de la vessie.

Enfin, il a allégé qu'un autre membre de la GRC l'avait force à nettoyer les vomissures dans sa cellule avant de le libérer.

Le plaignant a affirmé que le membre de la GRC avait abusivement eu recours à la force contre lui en lui donnant des coups de pied dans l'abdomen, ce qui l'avait grièvement blessé. Il s'est également plaint de ne pas avoir reçu de soins médicaux alors qu'il était en garde à vue à la GRC. La GRC a déterminé que, bien que le policier ait donné un coup de genou au plaignant dans l'abdomen, la force employée dans les circonstances était adéquate et justifiee et ne contrrevient pas à la politique ou au code de déontologie de la GRC. Malheureusement, la lettre de règlementation encore plus tendue. En fait, le membre de la GRC tre un mur en se saisissant par le cou, ce qui avait rendu la situation encore plus tendue. En fait, le membre de la GRC a été placé alors bousculés.

Dans son rapport intermédiaire, le Vice-président a établi que le policier avait abusivement posé le plaignant contre une annexe, à la demande de la Présidente, le Commissaire a explique de manière plus détaillée sa position concernant les conclusions et les recommandations de la Commission. Il a même été renforcé la procédure de plainte et d'offrir en œuvre de nos recommandations. Cette démarche permettra de renforcer la procédure de plainte et de faire de la meilleure service aux Canadiens.

Cette année, à la demande de la Présidente, le Commissaire a expliqué de manière plus détaillée sa position concernant les conclusions et les recommandations de la Commission. Il a même été renforcé la procédure de plainte et d'offrir en œuvre de nos recommandations. Cette démarche permettra de renforcer la procédure de plainte et de faire de la meilleure service aux Canadiens.

RECOURS ABUSIF À LA FORCE

RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

CONCERNANT LES CONCLUSIONS ET LES

RECOMMENDATIONS DE LA COMMISSION.

La GRC a déterminé que le membre de la GRC avait abusivement eu recours à la force contre lui en lui donnant des coups de pied dans l'abdomen, ce qui l'avait grièvement blessé. Il s'est également plaint de ne pas avoir reçu de soins médicaux alors qu'il était en garde à vue à la GRC. La GRC a déterminé que, bien que le policier ait donné un coup de genou au plaignant dans l'abdomen, la force employée dans les circonstances était adéquate et justifiee et ne contrrevient pas à la politique ou au code de déontologie de la GRC. Malheureusement, la lettre de règlementation encore plus tendue. En fait, le membre de la GRC tre un mur en se saisissant par le cou, ce qui avait rendu la situation encore plus tendue. En fait, le membre de la GRC a été placé alors bousculés.

Dans son rapport intermédiaire, le Vice-président a établi que le policier avait abusivement posé le plaignant contre une annexe, à la demande de la Présidente, le Commissaire a explique de manière plus détaillée sa position concernant les conclusions et les recommandations de la Commission. Il a même été renforcé la procédure de plainte et d'offrir en œuvre de nos recommandations. Cette démarche permettra de renforcer la procédure de plainte et de faire de la meilleure service aux Canadiens.

Cette année, à la demande de la Présidente, le Commissaire a expliqué de manière plus détaillée sa position concernant les conclusions et les recommandations de la Commission. Il a même été renforcé la procédure de plainte et d'offrir en œuvre de nos recommandations. Cette démarche permettra de renforcer la procédure de plainte et de faire de la meilleure service aux Canadiens.

3

Enjeux liés aux pratiques policières

Étage du nouvel étage soulignent la besoin d'appuyer des changements à la politique sur les pratiques policières. La section qui suit répond les questions qui demeurent préoccupantes au pour les suites des progrès ont été réalisées au cours de l'exercice écoulé.

SYSTÈME DE SUIVI DES PLAINTES INFORMATISE

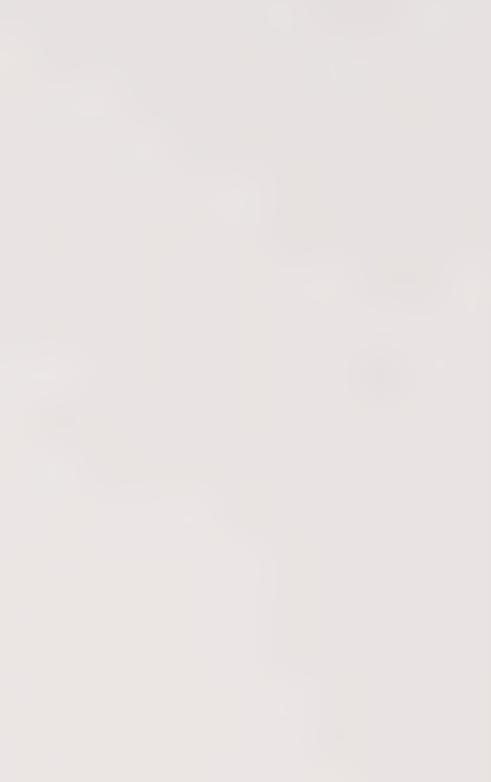
Au cours des deux dernières exercices, la Commission a amélioré son système de gestion de l'information. Le système de suivi des plaintes informatisé, qui des principaux objectifs du plan stratégique quinquennal de la Commission, a été mis en œuvre cette année. Il permet à la Commission de suivre adéquatement le cheminement des plaintes à travers les diverses étapes de la procédure.

Le système de suivi des plaintes informatisé pourrait devenir un outil utile pour la Commission, lui permettant d'assurer le suivi des questions et préoccupations juridiques et de relever les tendances des pratiques politiques à mesure qu'elles se dessinent, mais la Commission aura besoin de ressources supplémentaires pour améliorer le système et atteindre cet objectif.

MODERNISATION DE LA FONCTION DE CONTRÔLEUR

La Commission a réalisé d'énormes progrès cette année dans la mise en œuvre des principes de la fonction de contrôleur modérée. À l'issue d'une évaluation des capacités sur le plan des pratiques de gestion moderne, elle a constaté qu'elle est sur la bonne voie en tant que petit organisme, mais qu'elle peut encore faire mieux. Un plan d'action est en cours d'élaboration afin d'exploiter les possibilités d'amélioration cernées dans l'évaluation.

La Commission examine ce qu'elle vaut accompli, en évaluant les objectifs par rapport aux ressources disponibles et en élaborant des outils pour aider à mesurer le rendement.



RELATIONS PUBLIQUES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

La Présidente a correspoudue et discute avec les dirigeants des diverses organisations internationales afin d'échanger de l'information et des idées sur des questions relatives aux pratiques politicières. De nombreux pays s'intéressent à l'expérience du Canada en matière de surveillance civile. Les exemples suivants illustrent ces interactions.

RELATIONS PUBLIQUES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Il est possible d'améliorer l'accès des collectivités autochtones à la Commission et nous examinerons activement les moyens que nous pourrions mettre en œuvre pour renforcer la confiance des Autochtones dans la procédure de plainte et les y familiariser.

La Présidente a correspoudue et discute avec les dirigeants des diverses organisations internationales afin d'échanger de l'information et des idées sur des questions relatives aux pratiques politicières. De nombreux pays s'intéressent à l'expérience du Canada en matière de surveillance civile. Les exemples suivants illustrent ces interactions.

Le secrétaire du gouvernement indien pour le ministre des Reformes administratives et de la Coordination s'est entretenu avec la Présidente sur notre processus de surveillance civile.

Le Haut-Commissaire de la République du Guyana au Canada et la Présidente ont discuté de l'éventuelle participation de la Guyana.

La Présidente a rencontré un agent de recherche de la Crime and Misconduct Commission à la recherche de la police de l'Etat du Queensland, de l'Australie, en vue d'un échange de vues et d'une discussion approfondie sur les poursuites policières.

La Présidente a rencontré des représentants de la Commission nationale des droits de la personne de la République de Corée, laquelle est responsable de la surveillance de la police.

Les membres supérieurs du personnel ont rencontré une délégation d'agents de police de haut niveau de la République populaire de Chine en vue d'un échange d'information sur le fonctionnement d'un organisme de surveillance civile.

Le Haut-Commissaire de la République du Canada et la Présidente ont discuté de l'éventuelle participation de la Guyana au Canada dans le cadre d'un conseil régional qui pourrait être créé à la demande d'un organisme de surveillance civile envisagé en Guyana.

La Police Complaints Authority of England and a troupe très intéressé-
sant d'échanger des points de vue sur les poursuites policières et
le traitement des personnes en garde à vue et des personnes
soffrant de troubles psychiques.

La présidence a corrépondu et discuté avec les dirigeants de diverses organisations internationales afin d'échanger de l'information et des idées sur des questions relatives aux pratiques politiques. De nombreux pays s'intéressent à l'expérience du Canada en matière de surveillance civile. Les exemples suivants illustrent ces interactions.

RELATIONS PUBLIQUES A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Il est possible d'améliorer l'accès des collectivités autochtones à la Commission et nous examinons activement les moyens que nous pourrions mettre en œuvre pour renforcer la confiance des Autochtones dans la procédure de plainte et les y familiariser.

La Présidente a rencontré avec l'Institut Littlechild et Linda Cooney de la Commission sur les Nations autochtones dans leurs rapports avec la police. Par la suite, la Présidente a été invitée à Saskatoon par M. Littlechild pour participer à une table ronde d'une journée sur les solutions possibles aux problèmes chroniques des interactions de la police et des collectivités autochtones.

La Présidente entretient des liens avec d'autres organismes et associations ayant à cœur l'excellence des pratiques policières au Canada. Elle doit entre autres rencontrer ces professionnels et discuter avec eux des questions d'interêt mutuel. Au cours de l'année, elle a échangé de l'information et des idées avec les professionnels ou groupes suivants :

- coroner en chef de la Colombie-Britannique;
 - soussolliciteur général adjoint de la Colombie-Britannique;
 - membres de la communauté musulmane de Londres;
 - président national de la Fédération canado-arabe;
 - directeur du Centre of Forensic Sciences à Toronto;
 - président et président sortant de la Nova Scotia Police Commission.
- La Présidente s'est fait un point d'honneur de rencontrer les membres supérieurs de la GRC au pays pour mieux comprendre les problèmes auxquels ils se heurtent dans l'exercice de leurs fonctions, assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la Commission et examiner les différences entre les provinces et les territoires sur le plan des pratiques policières. Cette année, la Présidente a rencontré les représentants suivants de la GRC :
- sous-commissaire de la région de l'Ouest;
 - commissaire adjoint de la région du Nord-Ouest;
 - commissaire adjoint de la Saskatchewan;
 - membres de la GRC et recrues au Département de la GRC de Regina;
 - commissaire adjoint de la Division I du Nouveau-Brunswick;
 - commissaire adjoint de la Division H de la Nouvelle-Écosse.

Des membres du personnel de la Commission ont également participé à la conférence de Terre-Neuve, en septembre 2002. Le thème de la conférence portait sur les défis de la reddition publique, il lui est difficile de contribuer aux solutions visant à améliorer les pratiques policières à la suite d'une plainte déposée peu de plaignants officiels contre les membres de la GRC.

Malgré les rapports des médias faisant état de relations originales entre les Autochtones et la GRC,

SENSIBILISATION DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

Les collectivités autochtones ont déposé peu de plaintes officielles contre les membres de la GRC depuis la création de la Commission en 1988. Depuis la création de la Commission en 1988,

l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre, tenue à St. John's, à l'Assemblée canadienne de survieilleuse civile du maintien de l'ordre, tenue à St. John's, à

Des membres du personnel de la Commission ont également participé à la conférence de Terre-Neuve, en septembre 2002. Le thème de la conférence portait sur les défis de la reddition publique, il lui est difficile de contribuer aux solutions visant à améliorer les pratiques policières à la suite d'une plainte déposée peu de plaignants officiels contre les membres de la GRC.

- commissaire adjoint de la Division H de la Nouvelle-Écosse.
- commandant du District 8 du Nouveau-Brunswick;
- commissaire adjoint de la Division I du Nouveau-Brunswick;
- membres de la GRC et recrues au Département de la GRC de Regina;
- sous-commissaire adjoint de la région du Nord-Ouest;
- commissaire adjoint de la Saskatchewan;
- membres du personnel de la Division F de la Saskatchewan;
- commandant du détachement de Surrey;
- sous-commissaire de la région de l'Ouest;
- commissaire adjoint de la Division H de la Nouvelle-Écosse.

La Présidente a rencontré les représentants suivants de la GRC :
 Les différences entre les provinces et les territoires sur le plan des pratiques policières. Cette année, la Présidente a rencontré les représentants suivants de la GRC :

- président et président sortant de la Nova Scotia Police Commission.
- directeur du Centre of Forensic Sciences à Toronto;
- président national de la Fédération canado-arabe;
- membres de la communauté musulmane de Londres;
- soussolliciteur général adjoint de la Colombie-Britannique;
- coroner en chef de la Colombie-Britannique;

La Présidente entretient des liens avec d'autres organismes et associations ayant à cœur l'excellence des pratiques policières au Canada. Elle doit entre autres rencontrer ces professionnels et discuter avec eux des questions d'intérêt mutuel. Au cours de l'année, elle a échangé de l'information et des idées avec les professionnels ou groupes suivants :

ACTIVITÉS DE RELATIONS PUBLIQUES AU PAYS

Aucune audience publique n'a été tenue au cours de l'exercice écoulé.

en 1988, elle a tenu 17 audiences publiques.

La Commission est habilitée à tenir des audiences publiques lorsqu'elle traite les plaintes. Depuis sa création

AUDIENCES PUBLIQUES

ménée avec d'autres services policiers. L'enquête est en cours.

Depuis la réception de la plainte, la Commission appris qu'il s'agissait d'une opération conjointe

inappropriée son fils de huit ans, sans autorisation et en l'absence de ses parents. Ses deux jeunes enfants. Enfin, elle a allégué que les policiers avaient interrogé de façon résidente et effectué leur perquisition d'une manière traumatisante pour sa mère âgée et sé le domicile en désordre. Par ailleurs, les membres de la GRC auraient pénétré dans la force lorsqu'ils ont pénétré dans le logement et qu'après la perquisition, ils avaient laissé la plaignante aussi présente que les membres de la GRC avaient fait un usage abusif de

convaincu que sa famille a été prise à partie à cause de ses origines arabes. Son domicile en pleine nuit. Même si on a expliqué plus tard à la plaignante que la perquisition avait été effectuée dans le contexte d'activités terroristes presumées, elle demeure convaincue que la nature délicate des allégations. Contrarialement aux exemples précédents,

les médias n'ont pas relaté l'incident.

enquête en raison de la nature délicate des allégations. Contrairement à ouvert une descente de la GRC présumément liée à une activité antiterroriste. La Présidente a ouvert une voici un résumé de l'enquête dans l'intérêt public sur une plainte récente ayant trait à une

civile de la conduite de la GRC dans l'application de la Loi antiterroriste adoptée par le Parlement en 2002. La Commission s'est vu confier une responsabilité supplémentaire, celle d'assurer la surveillance

LOI ANTITERRORISTE

À l'heure de pointe, le matin, un véhicule utilitaire sport a été déclaré volé. Deux membres de la GRC à bord d'un véhicule banalisé ont repêché l'utilitaire sport et l'ont suivi. A un feu rouge, ils ont réussi à se placer derrière lui. Les agents ont alors appelé une voiture de patrouille à la rescoussse. Une voiture de patrouille arrivera le véhicule banalisé, tandis qu'une autre, venant dans la direction opposée, essayait de coincer l'utilitaire sport avant de fuir passe au vert.

L'utilitaire sport a démarre à toute vitesse au feu vert et les trois voitures de police ont activé leur gyrophare et l'ont suivie. Peu après, l'utilitaire sport a embouti un autre véhicule non identifié de la GRC aurait poursuivi un véhicule volé sans égard à la sécurité du public.

Par suite des reportages des médias, la Présidente a déposé une plainte alléguant que des membres non identifiés de la GRC auraient poursuivi un véhicule sans égard à la sécurité du public, aurait été que cette poursuite avait eu lieu et n'aurait pas été signalé de rapport à la suite de la présomme poursuite, contrairement aux exigences de la politique en vigueur.

La Commission a interrogé les membres de la GRC visés, les témoins et le conducteur de

l'utilitaire sport volé. Dans son rapport intermédiaire, la Présidente indique qu'elle a découvert que les policiers s'étaient bel et bien livrés à une poursuite, l'quelle avait duré moins d'une minute et avait été interrompue à juste titre en raison du risque qu'elle faisait peser sur la sécurité publique. La Présidente a conclu que la poursuite n'avait pas été signalée comme elle aurait dû l'être, mais que les agents ayant mis fin à la poursuite avaient fait montre d'esprit de décision de jugement dans leur évaluation du risque, comme l'exige la politique sur les poursuites policières.

La Présidente a par ailleurs fait observer qu'une fois une poursuite amorcée, c'est la réaction du suspect qui a tendance à déterminer l'issue de l'incident. Il ressort clairement de l'interrogatoire du suspect qu'il pensait que la police était pratiquement derrière lui pendant toute la durée de la course.

Cet incident illustre le caractère extrêmement dangereux de toutes les poursuites policières, conséquences tragiques, malgré une bonne évaluation du risque et la prise de décisions quelle que soit leur durée. Elles déclenchent une cascade d'évenements qui peuvent avoir des conséquences tragiques, malgré une bonne évaluation du risque et la prise de décisions.

responses de la part des agents.

ENQUÈTES DANS L'INTERET PUBLIC

Présidentielle de la Lommission est habilitée à tenir une enquête dans l'intérêt public concernant toute plainte, lorsqu'elle estime qu'il est dans l'intérêt public d'agir de la sorte. En pareil cas, la GRC n'a pas à mener d'enquête. Cette année, la Présidente a déterminé qu'il était nécessaire d'entreprendre deux enquêtes dans l'intérêt public : une portant sur les poursuites policières à grande vitesse et l'autre concernant une telle affaire.

POUR S'UTILES POLICIEURES A GRANDE VITESSE

Présidente de la Commission a formulé plusieurs recommandations visant la politique nationale de la GRC concernant cette question. La Commission continue à surveiller de très près les poursuites policières afin d'assurer qu'elles sont lancées et menées en tenant compte des pratiques de sécurité.

L'affaire exposée ci-après résume l'enquête dans l'intérêt public entreprise par la Présidente sur une poursuite policière à grande vitesse.

Un jeune homme conduisait sa voiture dans une rue tranquille d'un quartier résidentiel lorsqu'il a tout de suite rencontré un autre véhicule, du côté du passager. Le véhicule devant la voiture accidentée a atterri sur la pelouse d'une maison adjacente, presque celle que la victime venait de brûler un panneau d'arrêt. La force de l'impact qui roulaît à toute vitesse par un autre véhicule, du côté du passager. Le véhicule家用了一辆汽车在一条安静的街道上行驶，突然撞上了另一辆汽车。撞车后，另一辆汽车撞倒了前方的一座房屋旁的路标。撞击力量很大，导致另一辆汽车撞倒了前方的一座房屋旁的路标。

Alors que la Commission s'efforce de transformer et de rationaliser sa procédure d'examen, elle consciencie qu'il lui reste encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins et servir les intérêts des plaignants et des membres de la GRC. Souvent, la procédure d'examen prévue par la Loi est difficile à comprendre et, trop fréquemment, les résultats tardent beaucoup plus à venir que ne le pensait les personnes concernées.

Pour améliorer la liaison avec les interviewants, la Commission a lancé une série d'initiatives de relations publiques, y compris des rencontres avec la GRC pour metre en évidence les problèmes à régler dans la procédure de plainte. Elle a notamment demandé à la GRC de lui fournir des documents pertinents, complets et uniformes, de définir avec plus de clarté les allégations dont il est fait état dans les plaintes afin de faciliter l'enquête et l'examen, et d'améliorer la qualité de l'enquête initiale menée sur les plaintes. De plus, la Commission tient à ce que les deux organismes fassent un meilleur usage du mode de règlement des différends à l'amiable et à ce qu'ils mettent en place un meilleur système de coordination entre eux pour surveiller des dossiers. La Commission s'emploie également à améliorer l'information et les rapports d'étapes régulières qu'elle fournit aux parties.

LIAISON AVEC LES INTERVENANTS

LES INITIATIVES DE RATIONALISATION MISES ENŒUVRE AU COURS DE 2002-2003 AIDEONT A MAINTENIR LA QUALITÉ D'EXAMEN DES PLAIINTES DE LA COMMISSION, DE MÉME QUE LA QUALITÉ DE SES ENQUÊTES PLUS APPROFONDIÈS.
LA DEUXIÈME AMÉLIORATION D'IMPORTANCE A ÉTÉ L'INTRODUCTION D'UNE LISTE DE CONTRÔLE DE RÉALISATION D'EXAMEN DES PLAIINTES. UNE ANALYSE PLUS UNIFORME ET DÉTAILLÉE DES DOSSIERS. UTILISÉE POUR TOUS LES EXAMINATEURS-ANALYSTES, CETTE LISTE FOURNIT UNE MÉTHODE STRUCTUREE POUR CLARIFIER LES ALLEGATIONS CONTENUES DANS UNE PLAINE, ANALYSER LEUR CARACTÈRE ET DÉTERMINER LES NORMES D'EXAMEN GRC, EXAMINER LA PREUVE, DÉTERMINER LES CONDÉNATIONS ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES ET FORMULER LES CONDÉNATIONS ET RECOMMANDEATIONS DE LA COMMISSION.
GRÂCE À L'INTRODUCTION DE LA LISTE DE CONTRÔLE POUR LES EXAMENS
LES PROBLÈMES, JURIDIQUES OU AUTRES, SONT CERNÉS ET RÉSOLUS.
DANS LA MESURE DU POSSIBLE, DÈS LE DÉBUT DE LA PROCÉDURE D'EXAMEN ET AVANT LA REDACTION DES RAPPORTS. DÈS LORS, IL N'EST PLUS NÉCESSAIRE DE MODIFIEZ DE FOND EN COMBLE LES RAPPORTS, ET LES DÉTAILS S'EN VOIENT RÉDUITS.
LES INITIATIVES DE RATIONALISATION MISES ENŒUVRE AU COURS DE 2002-2003 AIDEONT A MAINTENIR LA QUALITÉ D'EXAMEN DES PLAIINTES DE LA COMMISSION, DE MÉME QUE LA QUALITÉ DE SES ENQUÊTES PLUS APPROFONDIÈS.
LES SURVEILLANCES ETROITES DE SA CHARGE DE TRAVAIL PERMETTRA AU PERSONNEL DE LA COMMISSION D'ÉVALUER LA QUALITÉ DE CES CHANGEMENTS.

Au cours des six dernières mois de l'exercice 2002-2003, un outil de tri a été mis au point et un membre expérimenté de l'équipe d'examens s'est vu confier la tâche de trier tous les dossier. On évaluera en 2003-2004 si cette initiative de rationalisation a permis de réaliser les examens dans des délais plus courts.

ANALYSTES, LA LI
UNE METHODE STI
ALLEGEATIONS CON
ANALYSER LE TRA
LA GRC, EXAMIN
LA GR
ANALYSES D'EX
MULER LES CONCL
DE LA COMMISSIO

Pour éviter de tels problèmes et s'assurer que les dossier sont véritablement prêts pour l'examen lorsqu'ils sont confiés aux analystes, la Commission a mis sur pied une procédure de triage. Cette étape permet de réduire les détails en combulant la plupart des lacunes avant d'entreprendre l'analyse. La répartition des dossier entre les examinatrices-analystes ayant l'expertise appropriée en trouve facilite, et il est plus aisés de déterminer les détails d'achèvement du travail d'examen en toute sécurité. La répartition des dossier entre les examinatrices-analystes ayant l'expertise appropriée en fonction de la complexité relative des dossiers.

Par le passé, il arrivait aux examinatrices-analystes de découvrir après une analyse initiale du dossier qu'ils étaient dans l'impossibilité de compléter leur examen tant que certaines lacunes n'étaient pas comblées – il pouvait s'agir de documents insuffisants fournis par la GRC, d'une enquête initiale insuffisante menée par la GRC ou de la négligence de la GRC à notifier le membre visé. Le dossier d'examen se trouvait retardé en conséquence.

Un processus d'assurance de la qualité introduit au cours des exercices précédents a permis de produire des rapports détaillés de qualité supérieure, même si l'este encore beaucoup à faire pour améliorer le détail dans les deux dernières années. Plusieurs mesures ont été prises cette année pour atteindre cet objectif.

RATIONALISATION DE LA PROCÉDURE D'EXAMEN

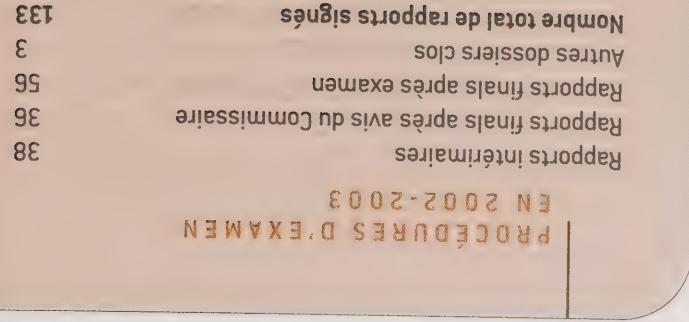
Cette année, la Commission a également rencontré plusieurs fois l'attente sur la façon de réduire le temps qu'il faut pour mener à bien ses examens. L'analyse, qui elle-même accueillement devrait lui servir à établir des normes sur le volume de travail et des objectifs de rendement plus appro-ches en 2003-2004. Une évaluation planifiée des ressources détermira les niveaux de données pour le processus d'examen à plus long terme, de façon à ce que la Commission dispose adéquats pour le processus d'examen à plus long terme, de façon à ce que la Commission dispose d'un nombre suffisant d'examinatrices-analystes pour effectuer tous les examens qu'il lui soit confiés.

La Commission a également introduit un rapport hebdomadaire faisant le point sur les dossier au cours de l'exercice, ont permis à la Commission de clôturer plusieurs dossier complexes, ouverts depuis longtemps. L'équipe d'examen Ces changements, mis en œuvre au cours du second semestre de l'exercice, ont permis à la

est désormais mieux en mesure de faire face à un volume de travail croissant et exigent. La Commission a également introduit un rapport hebdomadaire faisant le point sur les dossier au cours de l'exercice, ont permis à la Commission de clôturer plusieurs dossier complexes, ouverts depuis longtemps. L'équipe d'examen Ces changements, mis en œuvre au cours du second semestre de l'exercice, ont permis à la

est désormais mieux en mesure de faire face à un volume de travail croissant et exigent. La Commission a également introduit un rapport hebdomadaire faisant le point sur les dossier au cours de l'exercice, ont permis à la Commission de clôturer plusieurs dossier complexes, ouverts depuis longtemps. L'équipe d'examen Ces changements, mis en œuvre au cours du second semestre de l'exercice, ont permis à la

est désormais mieux en mesure de faire face à un volume de travail croissant et exigent. La Commission a également introduit un rapport hebdomadaire faisant le point sur les dossier au cours de l'exercice, ont permis à la Commission de clôturer plusieurs dossier complexes, ouverts depuis longtemps. L'équipe d'examen Ces changements, mis en œuvre au cours du second semestre de l'exercice, ont permis à la



PLAINTES

Plante officielle.

- Au cours de l'exercice 2002-2003, la Commission a reçu 89 plaintes officielles. Lorsqu'une plainte est déposée directement auprès de la Commission, le bureau de la région de l'Outaouais la reçoit. Les analystes de la Commission recueillent des précisions concernant les préoccupations de chaque plaignant, formulent la plainte et la

Plaignant, formule la plainte et la
plainte parvenir à la GRC. Lorsqu'une
question survient concernant la
compétence de la Commission,
l'analyse consiste à l'Unité des
services juridiques de la
Commission avant d'accepter
la plainte.

Une tente dont le véhicule averti avec la communauté avec la Commission pour se planifie, alléguaient que la GRC, qui avait retrouvé son véhicule le jour-même, avait attendu trois semaines pour la prévenir. Elle avait dû payer une facture de 300 \$ de fourniture. La Commission a communiqué avec un superviseur de la GRC, lequel a convenu qu'il revenait à la GRC de payer les frais de fourniture. La plainte officielle.

- Le plaignant et son épouse étaient impliqués dans un accident de la route et un membre de la GRC s'est montre impoli et agressif à leur égard. Le plaignant a parlé la suite téléphone à la Commission pour déposer une plainte. Un analyste a comparé la GRC et a parlé au superintendant. Le policier en cause a alors communiqué avec le plaignant et lui a présenté des excuses pour son comportement en expliquant qu'il avait eu une mauvaise journée. Le plaignant était satisfait des excuses et n'a pas déposé de plainte officielle.

Au cours de l'exercice 2002-2003, le bureau de la région
de l'Ouest a eu recours au règlement des différends à
l'amiable dans 295 cas, et le mécanisme s'est révélé efficace
dans 280 cas. Seulement 15 cas ont entraîné le dépôt d'une
plainte officielle.

Lorsqu'il se révèle efficace, le règlement des différends à l'amiable peut procurer plus de satisfaction aux plaignants et aux membres visés de la GRC car il permet de résoudre rapidement le différend. Il s'agit également d'une formule économique puisqu'il n'y a pas d'enquête menée par la GRC ni d'examen par la Commission. Au cours de l'exercice, le personnel du bureau de la région de Québec a suivi une formation structure en résolution de conflits afin de se perfectionner dans ce domaine.

BUREAU DE LA RÉGION DE L'OUEST A EU RECOURS AU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS À L'AMIABLE DANS 295 CAS, ET LE MÉCANISME S'EST RÉVÉLÉ EFFI- CACE DANS 280 CAS. SEULEMENT 15 CAS ONT ENTRAINÉ LE DÉPÔT D'UNE PLAINTE OFFICIELLE.

Le mode de règlement à l'amiable permet de résoudre la plainte sans avoir recours à la procédure officielle de traitement des plaintes prévue par la Loi. Le plaignant n'en consrve pas moins la possibilité de déposer une plainte officielle. L'attitude professionnelle et la rapidité d'action des membres de la GRC, en particulier les superintendents de l'organisme, expliquent en grande partie les résultats satisfaisants de cette initiative.

MODE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS A L'AMIABLE

Au cours de l'exercice 2002-2003, la Commission a reçu 1 117 demandes de renseignements. Pour assurer le service au public, le personnel de la Commission a donné une réponse satisfaisante à 307 demandes qu'il concerne à la GRC. Les 810 autres demandes, qui ne concernaient pas la GRC, ont été transmises aux autorités compétentes.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Le personnel du bureau de la région de l'Ouest prend connaissance de toutes les demandes provenant du public et offre aux personnes qui s'adressent à lui de l'information et des conseils en réponse à leurs préoccupations. Le bureau de la région de l'Ouest a mis sur pied une base de données pour consigner et analyser le nombre de type de demandes de renseignements qu'il reçoit. Il classe ces demandes dans différentes catégories, à savoir demandes de renseignements, affaires se rapportant au mode de règlement à l'amiable ou plai... Les bureaux de la région de l'Ouest traitent 2 301 demandes de renseignements en tout.

BUREAU DE LA RÉGION DE L'OUEST

La Présidente a considéré que le résultat livré à une
fouille illégale du domicile de la plaignante et a reconnu-
mme en conséquence qu'il régicide des directives
opérations sur la condutte de fouilles en toute légalité.
La Commission a reçu l'acte de renseignements.
AU COURS DE L'EXERCICE 2002-2
LA COMMISSION A REÇU L'ACTE DE RENSEIGNEMENTS.

du logement, comme l'avait laissé entendre à la Plaignante, et ce malgré une déclaration ultérieure où il affirmait le contraire. A vrai dire, ses notes indiquent qu'il avait accompagné les inspecteurs pour « jeter un bon coup d'œil » et qu'il a attendu la fin de l'Inspection pour se présenter en qualité d'agent de police et interroger la Plaignante pour savoir où se trouvait l'individu fâcant l'objet de l'enquête.

concernant l'incident corroboré le fait qu'il n'était nullement membre de l'Autorité responsable de la GRC. Personne qui était censé cohabiter avec cette dernière. Les notes prises par le membre de la GRC en ayant accès à l'appartement de la Plaignante était de poursuivre son enquête sur une

Dans son rapport intermédiaire, la Présidente conductrice du but recherche par le membre de la GRC en ayant accès à l'appartement de la Plaignante était de la clôture de l'enquête par la GRC

La Présidente, qui n'était pas satisfait de la clôture de l'enquête par la GRC, a déterminé qu'une enquête plus approfondie s'imposait. Elle a demandé que la GRC procède à un interrogatoire du membre visé et des témoins.

La GRC a interprété une enquête à laquelle elle a mis fin parce que la Plaignante refusait d'être interrogée. La GRC n'a formulé aucune conclusion relativement aux allégations de la Plaignante malgré le fait que cette dernière lui avait fourni un compte rendu écrit et détaillé de l'incident lorsqu'elle avait porté plainte.

Une femme a porté plainte en affirmant, entre autres, qu'un membre de la GRC avait eu accès à son appartement sous de faux prétextes en se faisant passer pour un inspecteur du bâtiment relevant de l'Autorité responsable du logement.

ENQUETE APPROFONDIE – ACCÈS EN UTILISANT UN SUBTERFUGE

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, lorsque la Présidente n'est pas satisfait du traitement nécessaire de demander à la GRC de mener une enquête plus approfondie. L'exemple qui suit illustre une affaire où la Présidente de la Commission a déterminé qu'il était

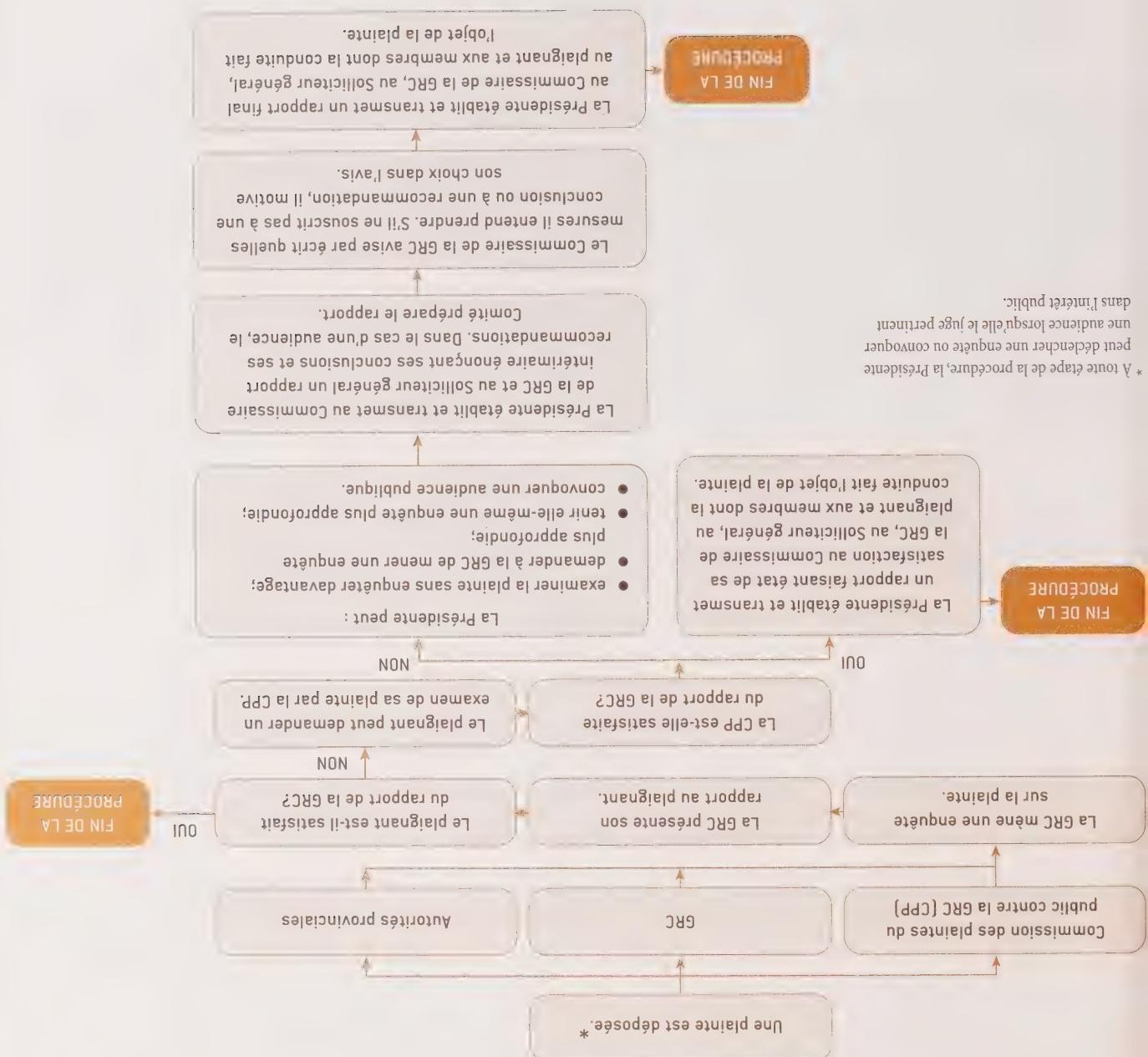
utile-même une enquête plus approfondie. La Présidente établit alors un rapport final faisant état de la réponse du Commissaire à toutes les questions et recommandations finales, qu'elle envoie à toutes les parties concernées. La Présidente passe à une conclusion ou à une recommandation quelconque, il doit motiver son choix. Puisque par suite des conclusions et des recommandations de la Présidente. Si le Commissaire ne suggère rien, la Présidente avise par écrit la Sollicitrice générale de toute mesure qu'il sera

général du Canada un rapport intermédiaire faisant état de ses conclusions et recommandations. Une fois l'examen mené à bien, la Présidente transmet au Commissaire de la GRC et au Sollicitateur conduite des membres visés.

Lorsque la Commission examine une plainte, elle effectue une analyse détaillée de tous les documents pertinents, de l'enquête de la GRC ainsi que de la loi et de la politique applicables à la

Si la Présidente n'est pas satisfait de la façon dont la GRC a traité la plainte, elle peut l'examiner sans enquête davantage, demander au Commissaire de la GRC de mener une enquête plus approfondie, tenir elle-même une enquête plus approfondie ou convoyer une audience publique.

PROCÉDURE DE PLAINTE



Les activités



Procédure de plainte

Tous membre du public peut déposer une plainte directement auprès de la GRC. La Commission peut également déposer une plainte.

Chaque plainte est transmise à la GRC, qui mène une enquête, à moins que la Présidente de la Commission ne juge préférable, dans l'intérêt public, que la Commission fasse enquête sur la plainte. La GRC communiquera au plaignant et aux membres de la GRC via ses résultats de recherche.

Le plaignant ou n'est pas satisfait de la façon dont la GRC a donné suite à sa plainte peut demander à la Commission d'effectuer un examen indépendant de la plainte à la suite de cet examen, si la Présidente est satisfaite de la façon dont la GRC a traité la plainte, elle en fait état à toutes les personnes concernées, de même qu'au Commissaire de la GRC et au ministre responsable de la GRC, le Secrétaire général du Canada.



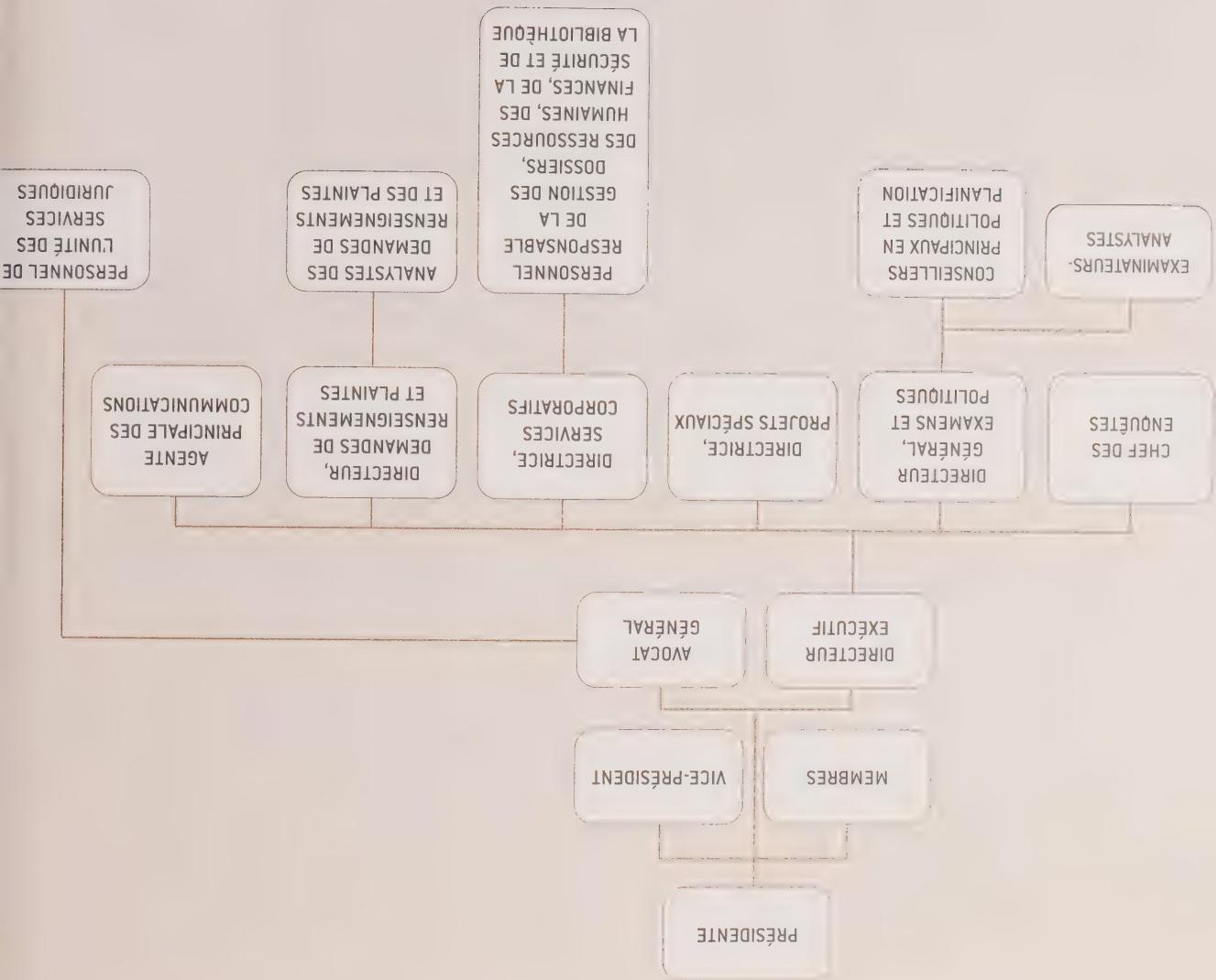
JOHN L. WRIGHT
VICE-PRESIDENT

M. Wright a été nommé pour la première fois vice-président de la Commission le 26 août 1998. Cet ancien major des Forces armées canadiennes a travaillé pour la police militaire. Il a participé à plusieurs programmes communautaires de justice pénale et il agit à titre d'arbitre et de médiateur dans les relations de travail. M. Wright a été président de la Commission de la santé et de la sécurité au travail du Yukon pendant sept ans. Il est membre à temps partiel de la Commission depuis sa création en 1988.



SHIRLEY HEAFETY
PRÉSIDENTE

Mme Heafey a été nommée à la présidence de la Commission pour la première fois le 16 octobre 1997, après avoir été membre à titre particulier de la Commission à compter de 1995. Avant sa nomination, Mme Heafey était avocate spécialisée en droit administratif et en droits de la personne dans un cabinet privé à Ottawa. Mme Heafey a également été conseillère auprès du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité et auprès de la Ville d'Ottawa. En octobre 2000, son mandat a été reconduit en qualité de Présidente de la Commission pour cinq autres années.



ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION

- * Ce montant comprend le financement reçu à même le Budget supplémentaire des dépenses A et B.
- ** Ce montant comprend les fonds supplémentaires octroyés pour la modernisation de la fonction publique.

DEPENSES	PRÉUDES	REBLES	TRAIEMENTS ET SALAIRES ET AUTRES FRAIS DE PERSONNEL	2 581*	CONTIBUTIONS AUX RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOIÉS	516	TOTAL PARTIEL	3 097	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 580	TOTAL DES DÉPENSES	4 677
(EN MILLIERS DE DOLLARS)	2003-2004	2002-2003	2 578*	2 581	478	516	3 056	3 097	1 766**	1 580	4 822	4 677

BUDGET DE LA COMMISSION

Le bureau de la région de l'Ouest, situé à Surrey, en Colombie-Britannique, constitue le premier point de contact pour le public et il est chargé de la réception de toutes les demandes de renseignements et les plaintes dans les deux langues officielles. Le personnel de la Commission responsable des activités d'audience, d'enquête et d'examen exerce principalement ses fonctions cette année, la Commission a créé d'autres postes spécialisés dans les domaines du droit, des communautés, de la vérification, de l'évaluation du rendement et de la gouvernance. Elle a notamment créé le poste de chef des enquêtes, dont le titulaire est chargé de diriger et de coordonner les enquêtes menées dans le cadre de la procédure de plainte du public, et d'en assurer le suivi. Le chef des enquêtes fournit également des avis et un appui à la direction et aux examinateurs. Les analystes lorsqu'ils mènent une enquête sont envoyés dans les bureaux de la Commission.

PERSONNEL DE LA COMMISSION

La loi établissant la Commission provinciale en préfet, un vice-président et un maximum de 29 autres membres ou suppléants provenant de chaque province ou territoire qui utilise par contre les services de police de la GRC. Le président s'acquitte de ses fonctions à temps plein. Les autres membres peuvent être nommés à temps plein ou à temps partiel. Le gouverneur en conseil peut nommer le président et le vice-président pour un mandat de cinq ans au maximum. Les membres de la Commission représentant chaque province ou territoire sont également nommés par le gouverneur en conseil, à l'issue de consultations avec le ministre responsable des questions policières de la province visée.

MEMBRES DE LA COMMISSION

COMPOSITION DE LA COMMISSION

La Commission s'efforce de résoudre des le début de la procédure la question de compétence inhérente à la plainte déposée. Lorsque la Commission détermine qu'elle n'a pas compétence pour examiner une plainte, elle en avise le plaignant. Elant donne que les plaintes sont également déposées directement au greffe de la GRC, la Commission fait des efforts soutenus pour faire connaître à cette dernière les limites de sa compétence. Ce faisant, la Commission réduit le nombre de plaintes qui pourraient donner lieu à des enquêtes inutiles de la part de la GRC.

La compétence de la Commission peut s'étendre aux plaintes concernant la conduite personnelle des membres de la GRC. La Commission a été créée pour évaluer la conduite des membres dans l'exercice de leurs fonctions, mais l'article 37 de la Loi sur la GRC, qui énumère certains de ces fonctions, s'applique manifestement à la conduite personnelle des membres de la GRC. Par exemple, que les membres sont tenus « de se conduire en tout temps d'une façon courtoise, respectueuse et honorable ».

- La plainte doit égalelement viser :
 - un membre de la GRC ou une autre personne nommée ou employée sous l'autorité de la Loi sur la GRC;
 - un membre de la GRC ou une autre personne nommée ou employée sous l'autorité de la
 - La plainte doit également viser :
 - un membre de la GRC ou une autre personne nommée ou employée sous l'autorité de la Loi sur la GRC;
 - un membre de la GRC ou une autre personne nommée ou employée sous l'autorité de la

La plainte doit également viser :

De façon générale, la Commission a compétence pour entendre toute plainte émanant d'un citoyen ayant trait à la conduite d'un membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions. En vertu de ses attributions trait fonctions, la GRC s'occupe notamment de enquêtes criminelles, d'enquêtes sur les plaintes du public, du service ordre dans le cadre d'évenements publics, de missions de sécurité et d'activités du renseignement.

COMPÉTENCE DE LA COMMISSION

La Commission formule des conclusions et des recommandations visant à corriger des problèmes rencontrés par les empêcher qu'ils ne se reproduisent. Ses conclusions et recommandations peuvent viser la consolidation de méthodes particulières ou se rapporther à des enjeux plus vastes ayant trait à la politique et aux méthodes politiques de l'organisme. L'efficacité de la Commission dépend par conséquent de son aptitude à formuler des recommandations convaincantes que le Commissaire de la GRC acceptera et appliquera.

Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission traite la population et les membres de la GRC avec équité et objectivité. Elle n'agit pas en tant que défenseur de la partie plaignante ou des membres de la GRC. Elle n'est pas un organeisme disciplinaire pour la GRC, et en ce sens, elle n'a pas compétence pour enquêter sur les questions d'administration ou de gestion de la Gendarmerie ni pour en faire l'examen. Les différends en matière d'emploi et en matière de contrat entre les particuliers et la GRC résorviennent à cette catégorie.

La Commission des plaintes du public contre la BHL est un organisme autonome qui ne fait pas partie de la GRC. En créant la Commission, le Parlement l'a investie du mandat de donner suite aux allégations de conduite GRC. En approuvant les membres de la GRC et de renforcer la bonne conduite du corps de police.

NOTRE RÔLE

Au sujet de la Commission

Le mandat de la Commission est défini à la partie VI de la Loi sur la GRC

- recevoir les plaintes du public concernant la conduite de membres de la GRC;
- procéder à un examen lorsqu'e les plaignants sont insatisfaits du règlement de leur plainte par la GRC;
- convaincre des audiences et mener des enquêtes;
- engranger des conclusions et formuler des recommandations.

Notre mandat

Shirley Heafey
La presidente,

Dans un pays qui respecte la règle de droit, l'usage des pouvoirs extraordinaires confères à la police pour assurer notre protection doit être surveillé efficacement par un organisme civil indépendant. Cette proposition n'est sûre de susciter de vives contestations. Toutefois, le Parlement doit être vigilant et veiller à ce que la Commission demeure à la hauteur des attentes de la population canadienne. Nous devons disposer des ressources et des pouvoirs nécessaires pour concrétiser notre vision et nous acquitter du rôle crucial qui nous est dévolu dans le respect de la règle de droit.

Pour accomplir la mission dont elle est investie, la Commission doit au minimum avoir accès à toute l'information détenue par la GRC. Elle doit également avoir le pouvoir d'effectuer des vérifications au hasard en l'absence de plaintes expressément formulées. Ceci l'habiliterait à déterminer si la GRC exerce ses pouvoirs de façon appropriée.

A maintes reprises, des récits d'abus de ces nouveaux pouvoirs montent communiqués. Sans plainte formellelement déposée, je ne peux vérifier la véracité de ces allégations. Parallèlement, je demeure incapable d'affirmer que la GRC utilise ses nouveaux pouvoirs en respectant l'élément intention du législateur. Si tel était le cas, les pouvoirs suffisants devraient être dévolus afin que je puisse déterminer l'étendue de la situation et, du même coup, en informer le Parlement le public.

Durant les débats parlementaires au sujet de la Loi antiterroriste, le ministre de la Justice ainsi que le Solliciteur général soulignaient le rôle important que jouerait la Commission. En effet, celle-ci devrait s'assurer que les nouveaux pouvoirs conférés aux policiers étaient exercés de façon appropriée. Toutefois, dans une allocution livrée en mars 2002 (accessible dans notre site Web), j'ai dressé la liste des pouvoirs mandatés nécessaires pour accomplir ce mandat. Essentiellement, le processus tel que décrit dans la législation n'a pas la Commission à évaluer l'exercice de ces nouveaux pouvoirs en l'absence d'une plainte.

Il nous est impossible de assurer la survieilliance civile de la GRC si l'accès à toute l'information pertinente relative aux plaintes nous est refusé. Tout au long de l'histoire de la Commission, mes prédecesseurs ont été confrontés à ce problème. D'ailleurs, au cours de la dernière année, j'ai du saisir la Cour fédérale pour tenir l'information nécessaire à l'examen d'une plainte. Le processus a été amorce et je rapportrerai la décision ultérieure de la Cour fédérale, le cas échéant. La Commission ne devrait pas être obligée de passer par les tribunaux pour résoudre ces questions – les lois doivent être modifiées de façon à préciser clairement que la Commission doit avoir accès sans entrave à toute l'information que possède la GRC.

Je surveille de près d'autres types d'incident d'importance, notamment les poursuites policières à grande vitesse et le dépôt de personnes détenues par la GRC. D'ailleurs, je me suis penché sur ces deux problèmes dans des rapports détaillés. Mes recommandations, proposées à titre d'initiatives en matière de politique et de formation, visent à réduire les dangers inhérents des poursuites à grande vitesse ainsi qu'à prévenir les décès en cellule.

La réaction de la GRC face au contenu de mon rapport a permis de tourner la page sur cet événement. D'ailleurs, lors d'un voyage récent dans cette région du Nouveau-Brunswick, j'ai constaté qu'on était parvenu à rétablir des relations cordiales. Cette enquête dans l'intérêt public a été efficace.

Mon rapport final sur cet événement recommande à la GRC de faire ouvrir une enquête publique et de présenter des excuses. Beaucoup de mœurs reviennent à la GRC, puisqu'elle a fait ouvrir une enquête publique. De plus, bon nombre de recommandations visant à aider la GRC à assurer le service d'ordre dans le cadre de manifestations et d'évenements publics. La plupart de celles-ci ont été intégrées à la politique de l'organisme.

Le succès qu'a eu la Commission avec cette enquête dans l'intérêt public est tout à fait due à un nombre d'éléments indispensables à la conciliation établi par les enquêteurs de la Commission, se tenant à l'aise d'exprimer tous leurs profondes préoccupations.

Ces villages acadiens ont été choisis par la réaction de la GRC face à des manifestations dans l'ensemble pacifiques. Celles-ci avaient été provoquées par la fermeture de leurs écoles de langue française par les autorités provinciales. La Commission a mené une enquête d'intérêt public sur ces événements. Des centaines de personnes — plaignants, témoins et membres de la GRC — ont parlé ouvertement à nos enquêteurs.

A titre d'exemple, un règlement à l'amiable dont je suis particulièrement fier concerne deux petits villages au Nouveau-Brunswick. Les habitants de

DEPUIS 1999, LA COMMISSION A RESOLU
1392 PLAINTES GRACE A SON MODE DE
REGLEMENT DES DIFFERENDS A L'AMIABLE.

Dépôts 1999, la Commission a résolu l'I 392 plaintes grâce à son mode de règlement des différends à l'amiable. Cette méthode habillée nos analystes à renvoyer le plaignant et les membres visés de la GRC pour résoudre leurs différends. Lorsque ces efforts portent fruit, la plainte peut être traitée en quelques jours, et ce, à la satisfaction des deux

Le respect et l'appréciation de notre travail sont des notions difficiles à évaluer, mais je crois que nous en possédons un juste équilibre. D'ailleurs, la GRC fait montre de respect envers le processus des plaignantes du public lorsqu'elle collabore avec la Commission afin d'améliorer la qualité de ses enquêtes. De plus, elle a donné suite à un bon nombre de nos recommandations, témoignant ainsi que notre travail a un impact positif sur la condition des membres.

Quatrièmement, nos conclusions et recommandations devraient avoir un impact positif sur la conducte de la GRC, ses méthodes et sa politique. De plus, notre travail et notre opinion concernant la conduite des policiers doivent être comprises par la population et ses représentants.

Je tiens à ce que la Commission soit proactive. Nous devons constamment rechercher de nouvelles façons de rapprocher les points de vue de la population et de la GRC et d'attirer l'attention du parfois si installe entre la police et la population pour suivre l'évolution des lois. En tant qu'organisation indépendante au sein public, la Commission devrait formuler des avis sur les implications pratiques des changements à la loi et présenter son point de vue sur l'orientation souhaitable de ces changements.

En ce qui a trait aux tendances dans les pratiques policières et à la surveillance des lois pertinentes, nous sommes dans une situation privilégiée pour aider le ministre du Sécurité générale du Canada à s'acquitter de ses lourdes responsabilités.

Il ne suffit pas d'adopter des lois pour concrétiser la vision que je viens de décrire. Mes premiers jalons. J'ai recollé les fruits de leur travail et je leur en suis reconnaissant.

Au cours des cinq dernières années, le personnel dévoué de la Commission m'a donné plusieurs raisons d'être fier.

L'introduction progressive de contrôles de la qualité et l'appui d'une équipe de juristes plus nombreux font en sorte que nous rapportons également sur une analyse complète de la loi et de la politique se rapportant à une plainte. De plus, nous avons apporté des modifications afin que nos rapports soient plus concis et plus faciles à lire, les rendant plus accessibles aux plaignants et aux membres de la GRC.

Note objectif est de produire un travail de qualité, et dimanche 1997 et 2001, la Commission produit plus de 1 200 rapports. Limitative a été l'influence puisqu'elle a ouvert la voie à de nouvelles techniques de gestion visant à accélérer la procédure d'examen. Depuis, notre travail est plus efficace, mais il reste encore beaucoup à faire.

ENTRE 1997 ET 2001, LA COMMISSION A PRODUIT PLUS DE 1 200 RAPPORTS.

Au cours des cinq dernières années, le personnel dévoué de la Commission m'a donné plusieurs raisons d'être fier.

L'introduction progressive de contrôles de la qualité et l'appui d'une équipe de juristes plus nombreux font en sorte que nous rapportons également sur une analyse complète de la loi et de la politique se rapportant à une plainte. De plus, nous avons apporté des modifications afin que nos rapports soient plus concis et plus faciles à lire, les rendant plus accessibles aux plaignants et aux membres de la GRC.

Note objectif est de produire un travail de qualité, et dimanche 1997 et 2001, la Commission produit plus de 1 200 rapports. Limitative a été l'influence puisqu'elle a ouvert la voie à de nouvelles techniques de gestion visant à accélérer la procédure d'examen. Depuis, notre travail est plus efficace, mais il reste encore beaucoup à faire.

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Dans un monde idéal, tout représentant officiel devrait avoir une vision claire des étapes à franchir au cours de son mandat. Sa vie publique devrait être consacrée à la mise en œuvre progress-
sive de cette vision, à mesurer que les circonstances et les ressources le permettent. Des objectifs doivent être fixés et poursuivis sans relâche. Les victoires doivent être célébrées et les obstacles, reconnus et surmontés.

Au cours de mes cinq années à la présidence de la Commission, j'ai beaucoup appris. Je recommande toutefois davantage encore beaucoup à apprendre. Je recolle maintenant les fruits de mon expérience et je me dois d'offrir ma vision au Parlement ainsi qu'au public. Ce faisant, les objectifs de la Commission pourront être évalués, ses victoires remises en perspective et ses besoins débattus.

Il y a quelques années, nous nous sommes livrés à une planification stratégique, la première dans l'histoire de La Commission. Cet exercice nous a permis de définir notre mission, notre vision et les valeurs fondamentales qui nous tiennent à cœur. Les énoncés qui en découlent nous servent admirablement et continuent de nous inspirer. J'aimerais profiter de cette occasion pour partager avec vous certains éléments de ma vision personnelle.

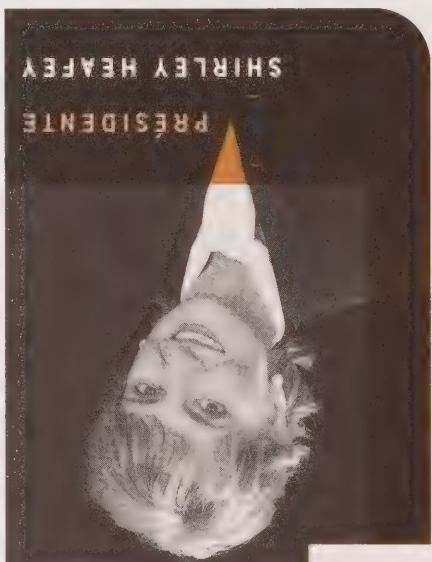
PREMIEREMENT, LE TRAVAIL QUE NOUS ACCOMPLISSEONS — LES PLAINTES QUE NOUS RECEVONS, LES ENQUETES QUE NOUS MENONS, LES RAPPORTS QUE NOUS REDIGEONS — DOIT ETRE DE QUALITE EXCEPTIONNELLE.

Dans les plaines que nous recevons, les enquêtes que nous menons, les rapports que nous redigéons — doit être de qualité exceptionnelle. Il pourra ainsi supporter un examen critique des plus rigoureux et être compris par les plaignants et les membres visés de la GRC. Et si certains succès ne débouchent sur les

D'exemple, le travail que nous faisons doit être accompagné en temps opportun, puisque les leçons que nous pouvons tirer d'un incident ayant donné lieu à une plainte s'estompent avec le temps. Ceci est bien connu.

Dans le Comité consultatif sur les politiques publiques, les membres du public ainsi que de la GRC doivent respecter le travail accompli par la Commission. D'une part, la Commission comprend l'anxiété qui découlle d'un affrontement des intérêts entre deux parties. D'autre part, les membres de la GRC doivent savoir que nous sommes conscients des difficultés auxquelles ils font face quotidiennement et de leur rôle important dans une société démocratique. Enfin, les deux parties peuvent apprécier l'indépendance et l'objectivité dont fait preuve la Commission dans l'examen des plaintes concernant la conduite de la police.

Ce travail s'effectue systématiquement en tenant compte des différentes valeurs auxquelles adhèrent les Canadiens.



MISSION

l'excellence des services de police : une question de redéveloppement.

VISION

l'adéquation de leurs fonctionnements afin d'assurer que la GRC est redéveloppée au public
formalisme survolé par la conduite des membres de la GRC dans

VALEURS FONDAMENTALES

les valeurs fondamentales suivantes nous guident dans notre travail et
nous servent à renforcer notre travail que nous recherchons :

- l'indépendance
- l'excellence
- l'objectivité
- le respect
- l'équilibre
- l'intégrité
- la rapidité d'exécution
- le professionnalisme
- la communication efficace
- le travail d'équipe

MISSION

Principale

Secondaire

Supplémentaire

Spéciale

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	8
PARTIE I AU SUJET DE LA COMMISSION	3
Notre rôle	6
Compétence de la Commission	6
Budget de la Commission	11
Organigramme de la Commission	12
Procédure de plainte	14
Rationalisation de la procédure d'examen	19
Enquêtes dans l'intérêt public	21
Audiences publiques	23
Communications	24
Système de suivi des plaintes informatisé	27
Modélisation de la fonction de contrôleur	27
Influence positive du GRC sur la conduite de la GRC	29
Conflicts d'intérêts	33
Détenzione aux fins d'enquête	36
La Commission et la GRC : divergences d'opinions	37
Post-scriptum	40
COMMENT JOINDRE LA COMMISSION	41

TABLE DES MATIÈRES

Conception et mise en pages : Accurate Design & Communication Inc.
Révision de l'anglais et traduction : Prosebusters Communications
ISBN 0662-34077-9
N° de catalogue JS774/2003
© Ministre des Transports publics et Services gouvernementaux Canada

Mai 2003

Shirley Heafey



La présidente,

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

sa présentation au Parlement.

Publiez contre la Gendarmerie royale du Canada pour l'exercice 2002-2003, en vue de l'honneur de vous transmettre le rapport annuel de la Commission des plaintes du Conformément à l'article 45.34 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, j'ai

Monsieur le Ministre,

KIA 0A6

Ottawa (Ontario)

Chambre des communes

Soliciteur général du Canada

L'honorable Wayne Easter, C.P., député

Les chiffres sont éloquents.

DE NOS RECOMMANDATIONS.

94%

DE NOS CONCLUSIONS
DEFAVORABLES ET ACCEPTÉ

94%

AU COURS DES SEPT DERNIERS MOIS, LA GRC A SUSCITÉ
DES DIVERGENCES ET LA PRESIDENTE A BIEN VALORISÉ NOTRE POINT DE VUE
L'APPROPRIÉTÉ ET LE COMMISSAIRE DE LA GRC SE SONT RENCONTRES. ILS SE SONT

DE NOS RECOMMANDATIONS.

79%

DE NOS CONCLUSIONS DEFAVORABLES ET ACCEPTÉ

53%

AU COURS DES CINQ PREMIERS MOIS DE
L'EXERCICE 2002, LA GRC A SUSCITÉ

bénéfice de partenariats

पापकृतिसंग्रह

PI ANTICAS AVANT DONNE

PLAINTES AVANT D'ONNEZ LIEN A UN REGLEMENT A
L'AMIRABLE SOUS LA DIRECTION DE CINQ EMPLOYES

PLAINTES OU DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS TRAITÉES PAR SIX EMPLOYES

RAPPORTS PRODUITS PAR CINO EXAMINATEURS-ANALYSTES ET TROIS AVOCATS

33



Commission for
Public Complaints
Against the RCMP

Commission des
plaintes du public
contre la GRC

CA1
SG 63
- A56

ANNUAL REPORT 03/04

COMMISSION FOR PUBLIC COMPLAINTS AGAINST THE RCMP

CIVILIAN OVERSIGHT THAT MAKES A DIFFERENCE

Canada

The Honourable Anne A. McLellan, P.C., M.P.
Solicitor General of Canada (Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada)
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Ms. McLellan,

Pursuant to section 45.34 of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, I hereby transmit the annual report of the Commission for Public Complaints Against the RCMP (CPC) for the 2003–2004 fiscal year, for tabling in Parliament.

Yours very truly,



Shirley Heafey
Chair
June 2004



VISION

Excellence in policing through accountability.

MISSION

To provide civilian oversight of RCMP members' conduct in performing their policing duties so as to hold the RCMP accountable to the public.

CORE VALUES

The following core values guide our work and reflect the work environment for which we strive.

- Independence
- Fairness
- Effective communication
- Respect
- Professionalism
- Objectivity
- Timeliness
- Excellence
- Integrity
- Teamwork

TABLE OF CONTENTS

PART I ABOUT THE COMMISSION	5
<i>Mandate</i>	5
<i>Our Role</i>	5
<i>Jurisdiction of the Commission</i>	5
<i>Composition of the Commission</i>	6
<i>Commission Structure</i>	6
PART II COMPLAINTS AND INVESTIGATIONS	9
<i>Complaint and Review Process</i>	9
<i>Public Interest Investigations</i>	11
<i>Further Investigations by the Commission</i>	15
<i>Further Investigations by the RCMP</i>	16
<i>Public Hearings</i>	16
<i>Alternate Dispute Resolution</i>	16
<i>Cases of Interest to the Chair</i>	20
<i>Liaison with Stakeholders</i>	21
PART III POLICING ISSUES	24
<i>RCMP Treatment of Persons with Mental Illness</i>	24
<i>Appropriate Medical Treatment of Persons in Custody</i>	25
<i>Access to a Lawyer</i>	26
<i>Excessive Use of Force</i>	28
<i>Excessive Use of Force – Carotid Control Hold</i>	29
<i>Excessive Use of Force – Lack of Cooperation with the Public Complaint Process</i>	30
<i>Inadequate Investigation – Unlawful Entry</i>	31
PART IV OPERATIONS	32
<i>General Enquiries</i>	32
<i>Complaints</i>	32
<i>Review Operations</i>	32
<i>Modern Management Practices</i>	34
<i>Communications</i>	35
GETTING IN TOUCH WITH THE COMMISSION	36

CIVILIAN OVERSIGHT THAT MAKES A DIFFERENCE

PART I ABOUT THE COMMISSION

MANDATE

The mandate of the Commission is set out in Part VII of the *RCMP Act* and can be summarized as follows:

- receive complaints from the public about the conduct of RCMP members;
- conduct reviews when complainants are not satisfied with the RCMP's handling of their complaints;
- hold hearings and investigations; and
- report findings and recommendations.

practices. The Commission's effectiveness depends on its ability to formulate persuasive recommendations that the RCMP Commissioner will accept and implement.

The Commission is an independent body. Parliament established the Commission to receive and review allegations of inappropriate conduct by RCMP members and to reinforce good police conduct.

OUR ROLE

The Commission is an independent body. It is not part of the RCMP. Parliament established the Commission to receive and review allegations of inappropriate conduct by RCMP members and to reinforce good police conduct.

In carrying out its duties, the Commission treats the public and RCMP members with fairness and objectivity. The Commission does not act as an advocate for either the complainant or the RCMP member(s). Nor is the Commission a disciplinary body of the RCMP.

The Commission makes findings and recommendations aimed at correcting and preventing recurring policing problems. These findings and recommendations may address the conduct of specific RCMP members or may deal with broader issues involving RCMP policies and

JURISDICTION OF THE COMMISSION

The Commission has jurisdiction over a complaint from a member of the public that concerns the conduct of an RCMP member while performing a policing duty or function. The last restriction is that the alleged conduct must have occurred after September 30, 1988, the date the Commission became authorized to take complaints.

The Commission's jurisdiction may, in limited circumstances, extend to complaints about the personal conduct of members. When the personal conduct of an RCMP member is at issue, the Commission has jurisdiction over the complaint only if it is determined that the alleged conduct is likely to adversely affect the member's performance as an RCMP member and/or the RCMP's reputation.

It is important to note that the Commission does not have authority to review matters falling within the administration of the affairs of the RCMP. In other words, managerial or administrative concerns cannot be dealt with under Part VII of the public complaint process under the *RCMP Act*.

COMPOSITION OF THE COMMISSION

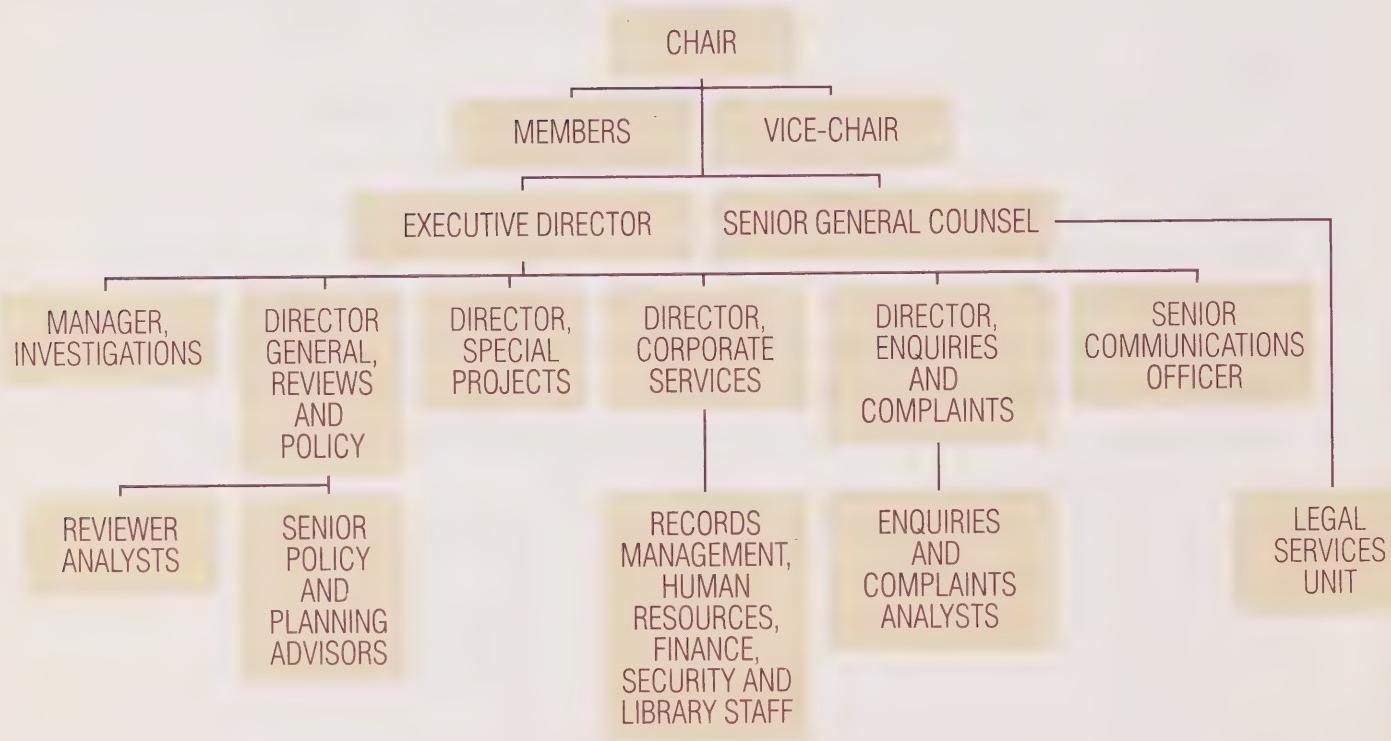
COMMISSION MEMBERS

The legislation establishing the Commission provides for a Chair and a Vice-Chair. The Chair may have a complement of 27 full- or part-time

members who may be assigned to conduct hearings. The Chair serves full time; other members may serve full time or part time. The Governor in Council appoints the Chair and Vice-Chair for a term of up to five years. The members of the Commission representing each province and territory are also appointed by the Governor in Council following consultation with the minister responsible for policing in that province or territory.

COMMISSION STRUCTURE

ORGANIZATIONAL STRUCTURE



**CHAIR****SHIRLEY HEAFY**

Ms. Heafey was first appointed Commission Chair on October 16, 1997, after serving as a member-at-large of the Commission since 1995. Prior to her appointment, Ms. Heafey was a barrister and solicitor in private practice in Ottawa and specialized in administrative and human rights law. She was ad hoc counsel to the Security Intelligence Review Committee and the City of Ottawa. Her priorities include examining issues such as police conduct involving high-speed police pursuits, cell deaths, the treatment of Aboriginal Canadians and the treatment of persons with a mental illness.

**VICE-CHAIR****BROOKE MCNABB**

Mr. McNabb was appointed Vice-Chair of the Commission on May 1, 2003. With diverse professional experience as a professor of Conflict Resolution Studies at the University of Winnipeg, a lawyer, a mediator and a television journalist, one of Mr. McNabb's priorities at the Commission is increasing the use of interest-based Alternate Dispute Resolution processes.

COMMISSION BUDGET

	ACTUAL SPENDING	PLANNED SPENDING
	2003–2004	2004–2005
(\$ THOUSANDS)		
Salaries, wages and other personnel cost	3,061*	2,597
Contributions to employee benefits plan	516	558
SUBTOTAL	3,577	3,155
Other operating expenditures	1,326**	1,580
TOTAL net spending	4,903	4,735

* This amount reflects funding received through Supplementary Estimates A and B.

** This amount includes additional funds provided for Modern Comptrollership.

Since 2001, the Commission has been experiencing a funding shortfall, which is comprised of many components:

- For over two years, the Commission has been double paying for one position because a senior Commission executive has been on language training in order to comply with the official languages policy requiring all executive-level employees to obtain a CBC bilingualism rating.

In fiscal year 2003–2004, obtaining additional funding from Treasury Board became a necessity.

- The Commission also filled the position of Manager, Investigations to address a shortcoming in the ability to fulfil one of the core mandates of the Commission.
- Finally, the Commission added program responsibilities for Alternate Dispute Resolution (ADR) in the Western Region Office. This decision enabled the Commission to offer better service to the public; however, the additional responsibilities required a reclassification of Analysts working in that office. The Commission did not receive any additional funds to fulfil this requirement.

- The Commission filled the position of Senior Communications Officer following a strong recommendation made in an audit by the Auditor General to improve the Commission's internal and external communication activities. The Commission did not receive any additional funding for this position.

The Commission had managed all of these funding pressures by internally reallocating funds from the operations budget over the past three years. However, that in turn resulted in a growing deficit in the operations budget.

In fiscal year 2003–2004, obtaining additional funding from Treasury Board became a necessity. As a result, the Commission received a total of \$449,746 as additional funding to cover the deficit in operating expenditures and the ongoing salary shortfall. This additional funding was a one-time amount and a temporary solution. It does not address the ongoing salary shortfall that the Commission will face in the coming fiscal year.

PART II COMPLAINTS AND INVESTIGATIONS

COMPLAINT AND REVIEW PROCESS

A member of the public can make a complaint directly to the RCMP, the Commission or a provincial policing authority. The Commission Chair may also initiate a complaint.

Each complaint is forwarded to the RCMP, which conducts an investigation unless the Commission Chair deems it advisable in the public interest to investigate the complaint. The RCMP then reports the results of the investigation to the complainant and the RCMP member(s) involved.

If not satisfied with the RCMP's handling of the matter, the complainant may refer the complaint to the Commission for review. Following this review, if the Chair is satisfied with the RCMP's handling of the complaint, she sends a final report to all parties involved, including the RCMP Commissioner and the Solicitor General of Canada (Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada).

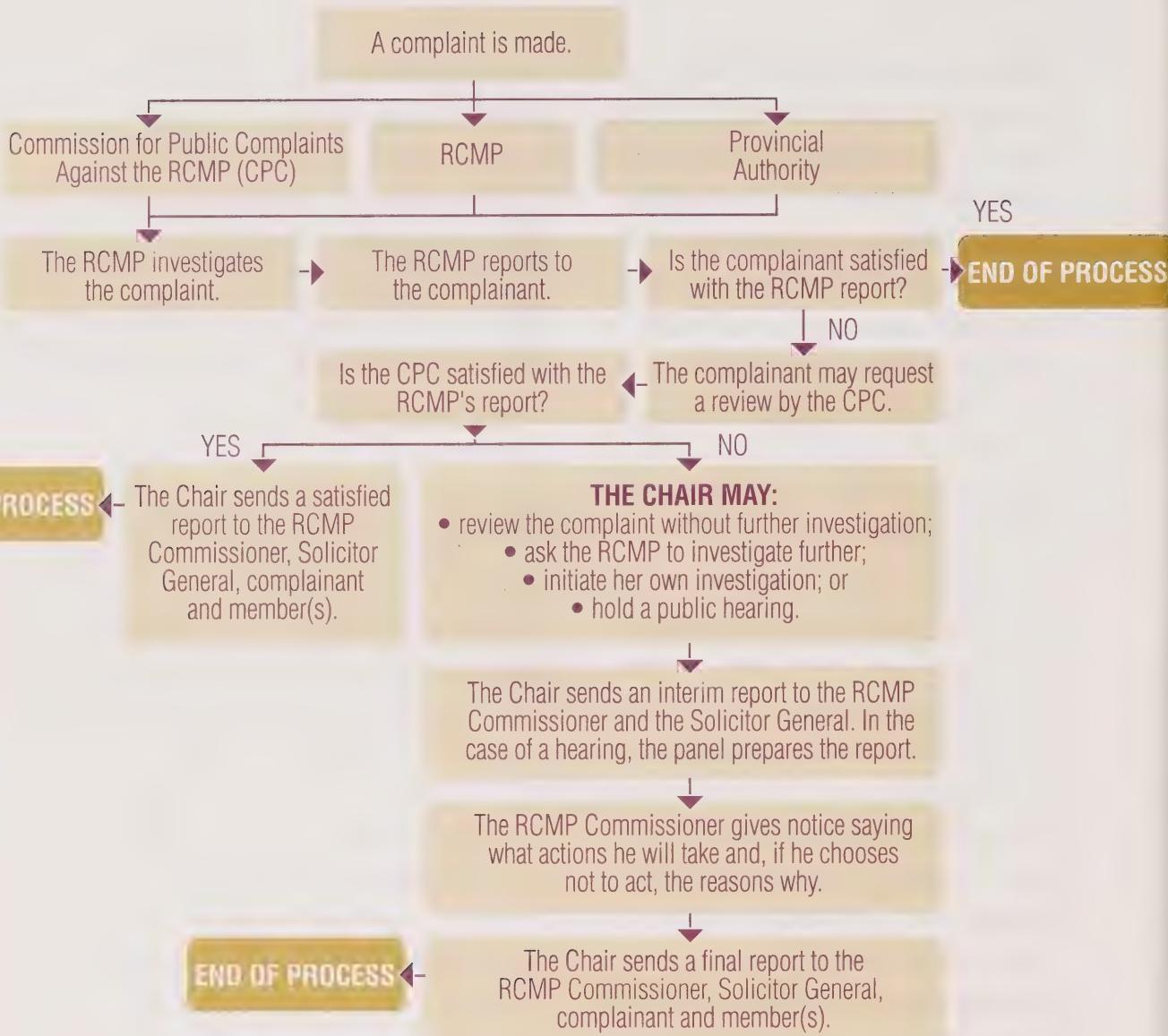
If the Chair is not satisfied with the way the RCMP handled the complaint, she may review it without investigating further, ask the RCMP Commissioner to investigate further, initiate her own further investigation, or hold a public hearing.

Each Commission review of a complaint involves a thorough analysis of all relevant materials, the RCMP investigation and the law and policy related to the member(s)' conduct.

When the review is complete, and the Chair is not satisfied with the handling of the complaint by the RCMP, the Chair sends an interim report to the RCMP Commissioner and to the Minister setting out her findings and recommendations.

Each Commission review of a complaint involves a thorough analysis of all relevant materials, the RCMP investigation and the law and policy related to the member(s)' conduct.

The RCMP Commissioner then informs the Chair and Minister, in writing, of any action to be taken in response to the Chair's findings and recommendations. Should the RCMP Commissioner reject any findings or recommendations, the RCMP Commissioner must include in this notice the reasons for the rejection. The Chair then prepares a final report that includes the RCMP Commissioner's response, as well as the Chair's final findings and recommendations, and sends it to everyone involved.



PUBLIC INTEREST INVESTIGATIONS

This year, the Chair determined that it was necessary to initiate three investigations in the public interest: one related to the RCMP's conduct with respect to the 1994 investigation into the disappearance and murder of a young child; the second involved the excessive use of force by an RCMP member on an Aboriginal youth; and a third involved an RCMP investigation into a fatal motorcycle accident. More details will be forthcoming in a future annual report.

The Vice-Chair initiated a public interest investigation involving the excessive use of force on a 13-year-old boy who incurred a broken nose during his arrest.

These investigations highlighted two important issues: excessive use of force by RCMP members in the performance of their duties and the carrying-out of inadequate investigations.

EXCESSIVE USE OF FORCE

- In March 2003, a newspaper reported that an RCMP member had physically assaulted two Aboriginal youths by punching them and choking them with a baton, and had then denied them their right to legal counsel while they were being held at the Detachment. Their Grand Chief, who represents 30 northern reserves, publicly stated that he was concerned about the alleged assault.

Given the gravity of the allegations, the Chair decided to initiate her own complaint and investigate the alleged assault in the public interest. At the conclusion of this annual report period, all relevant witnesses have

been interviewed, an investigation report has been prepared and the Chair is currently finalizing the interim report, which will be sent to the Minister and the RCMP Commissioner. More details will be forthcoming in a future annual report.

These investigations highlighted two important issues: excessive use of force by RCMP members in the performance of their duties and the carrying-out of inadequate investigations.

- In May 2003, the Commission received a complaint from the mother of a 13-year-old boy alleging that her son was struck in the face more than five times by an RCMP member. The boy sustained a broken nose and bruising around the eyes. The mother of the boy also took photographs of the boy's face, which clearly identified the severity of the injuries. The boy's mother maintains that the level of force used on her son by RCMP members constitutes physical assault as outlined in the *Criminal Code of Canada*.

Upon receiving the complaint, the Vice-Chair initiated a public interest investigation in light of the seriousness of the allegations. At the conclusion of this annual report period, all witnesses have been interviewed, an investigation report has been prepared and the Vice-Chair is currently finalizing the interim report, which will be sent to the Minister and the RCMP Commissioner. More details will be forthcoming in a future annual report.

INADEQUATE RCMP INVESTIGATIONS

- An eight-year-old child disappeared and was murdered in August 1994. Within hours of her disappearance, the RCMP commenced an intense investigation aimed at finding the child as quickly as possible. In October 1994, her remains were located in a shallow grave not far from the child's home. An autopsy showed that the child had been strangled. The investigation continued and a suspect was eventually charged with the murder. The investigation concluded when, after a lengthy trial, the suspect was acquitted in January 2000.

The trial in this matter exposed serious mistakes made by the RCMP during its investigation into this tragedy. Two investigations were conducted to review what went so seriously wrong in this case. An outside police service investigated and reported on the results of its investigation. An internal RCMP review team conducted a detailed examination and concluded that there were many serious shortcomings in the investigation that had been conducted by members of the RCMP Detachment. The RCMP candidly set out those shortcomings in its report, along with a number of carefully considered recommendations to prevent these mistakes from recurring.

In a letter to the Commission, a concerned citizen requested an independent review of the entire case referring to "a multitude of mistakes and/or deliberate altering or otherwise tampering with statements and evidence." This citizen was not satisfied that the internal RCMP investigation was enough to alleviate the community's concerns.

The Chair investigated the complaint and placed particular emphasis on the various recommendations made by the RCMP review team, because she felt it was very much in the public interest. While the Chair acknowledges that nothing in her report will ever be a comfort to this family for the devastating loss of their child, she decided to embark on this endeavour to ensure that this type of situation never reoccurs.

In her interim report, the Chair noted that all the recommendations made in the RCMP's internal report were appropriately implemented at the RCMP Detachment. Based on the results of this Commission's investigation, the Chair is confident that the RCMP Detachment will be better prepared to deal with major cases that arise in the future and that the serious errors that occurred will not be repeated.

- In May 2003, the Commission received a complaint from the father of a 17-year-old boy who was killed as a result of an accident when he rode his motorcycle into an excavation site on private property. The family of the boy alleged that the RCMP members had conducted an inadequate investigation into the accident and further alleged that they had made deliberate attempts to cover up the facts of the case. Upon receiving the complaint, the Chair decided that it was necessary to initiate an investigation in the public interest to determine whether or not the RCMP's investigation into the death of the boy had been conducted appropriately. At this time, the investigation is nearing conclusion and more details will be forthcoming in a future annual report.

ANTI-TERRORISM LEGISLATION

- In last year's annual report, the Chair reported that it was necessary to initiate an investigation in the public interest into a complaint alleging that the RCMP had executed a search warrant at a woman's residence in Montreal without justification. The woman, who is of Arabic descent, was later told that the search had been conducted in the context of suspected terrorism activities.

The Chair has been unable to make findings in relation to this case, as the RCMP will not provide the Commission with the information contained in the search warrant. Consequently, the Chair cannot address the allegations contained in the complaint unless the RCMP reverses its decision or until Parliament brings more clarity to the legislation. More details will be forthcoming in a future annual report.

This investigation has taken longer than initially anticipated due mainly to unavoidable complications encountered during the RCMP's criminal investigation into the theft of the motor vehicle involved in causing the accident. To date, all interviews have been completed, an investigation report has been prepared and the Chair is presently finalizing her interim report, which will be sent to the Minister and the RCMP Commissioner.

- As profiled in our previous annual report, during morning rush hour, a sports utility vehicle (SUV) was reported stolen. Two RCMP members, driving an unmarked vehicle, located and followed the SUV, eventually stopping behind it at a red light. The officers had called for a marked police cruiser to assist them. Consequently, an RCMP cruiser pulled up behind the unmarked vehicle, while another, approaching from the opposite direction, tried to box in the SUV before the light turned green.

POLICE PURSUITS

- Last year, the Chair initiated a complaint and public interest investigation after learning, through the media, that an innocent bystander had been the victim of a serious motor vehicle accident, which occurred as a result of an RCMP pursuit. The force of the impact was so severe that the victim's car ended up on the front lawn of an adjacent house and the innocent victim spent several weeks in the hospital with serious injuries.

The SUV bolted at high speed when the light turned green and the three police vehicles activated their emergency equipment and followed. Shortly thereafter, the SUV crashed into another vehicle, causing injuries to the family in the vehicle. The suspect was apprehended at the scene. One of the RCMP members told a witness at the scene that the RCMP had been in pursuit, but that the pursuit had been called off. The RCMP subsequently denied that the members had been in pursuit.

The Chair's interim report found that a pursuit, albeit of short duration, had indeed taken place and that the pursuit had not been properly reported as required by RCMP policy. The Chair further found that the RCMP members involved had appropriately terminated the pursuit because of the danger posed to public safety, but that some members had continued to follow the suspect.

The suspect's perceptions tend to dictate the outcome of the incident and, in this particular case, the members continued to follow the suspect after terminating the pursuit and the suspect believed that the police were right behind him for the duration of his flight. As a result, he drove the stolen vehicle as if being pursued.

All pursuits are dangerous regardless of their duration. They set in motion a sequence of events that can have tragic consequences despite appropriate risk assessments and responsible decisions taken by officers. The Commission continues to monitor police pursuits closely to ensure that public safety is appropriately addressed and in order to be proactive in the public interest.

In addition, the Chair noted the innocent victims' perceptions at the scene of the accident. They felt their situation and injuries were given little or no attention from the numerous RCMP members at the scene. It appears that one RCMP constable approached the vehicle to verify whether anyone was injured. However, given that at least eight RCMP members arrived at the scene within minutes of the accident, at least one of the eight RCMP members should have tended to and assisted the victims until the ambulance arrived.

When we reported this case in our previous annual report, the RCMP Commissioner had not yet replied to the Chair's interim report. The RCMP Commissioner subsequently concurred that the incident under review constituted a pursuit, and that the members should have submitted documentation as required by the RCMP's National Pursuit Policy. In her final report, the Chair reiterated her intention to continue reviewing the practice of RCMP members continuing to follow suspect vehicles once the pursuit is terminated, in light of the current research on the dangerousness of this practice.

FURTHER INVESTIGATIONS BY THE COMMISSION

The Commission Chair can decide to initiate either a further investigation by the Commission or request a further investigation by the RCMP, if after examining the relevant material provided by the RCMP, the content or conduct of the investigation is not adequate for findings to be made. In this annual report period, the Chair decided that it was necessary for the Commission to independently conduct two further investigations, both involving complaints from Aboriginals.

- In August 1997, two RCMP members attended the residence of the complainant for the purpose of arresting her son. When they arrived, one member went to the back door of the house and the other to the front. They began searching for her son in spite of the complainant's objections and her request to be provided with a search warrant. When they attempted to search the bedroom area of the house, a physical struggle ensued between both RCMP members and the complainant. Shortly thereafter, the RCMP members decided to leave the house rather than allowing the situation to escalate further. The complainant alleged that the RCMP members searched her residence without a warrant and used improper force on her.

The complainant and various witnesses refused to cooperate with the RCMP's public complaint investigation due to an apparent climate of mistrust between the Aboriginal community and the RCMP. However, the Commission was able to interview these persons as part of its further investigation. The Chair's interim report found, based on the notebook evidence of the RCMP member who first entered the residence, that the RCMP members did not properly announce their entrance into the residence and therefore any use of force was improper.

The RCMP Commissioner disagreed that the RCMP members made an improper announcement and suggested that the member's notes should not have been depended upon in isolation to make a finding. In her final report, the Chair reiterated the findings made in her interim report and pointed out that a member's notes are meant to accurately record events contemporaneous in time to their occurrence. The RCMP Commissioner had recently commented, in several other files, on the requirement for proper note-taking by members. However, he suggested in his response in this case, that the RCMP member's notes should not have been relied upon by the Commission. This position is unreasonable, as the Commission must be able to rely upon the information contained in members' notes to make findings and recommendations.

- In December 2000, an RCMP constable stopped a vehicle driven by the complainant and his wife. The Constable was conducting random vehicle checks for impaired drivers in accordance with the Selective Traffic Enforcement Program (STEP). At that time, the complainant acknowledged that he had consumed two beers at a local bar, which led the Constable to request that he submit to an alcohol-screening test. The complainant registered a “warning” on the alcohol-screening test. His wife would not consent to the test. The Constable, therefore, decided that he could not allow either one of them to drive, and consequently contacted a towing company to impound the vehicle. After the complainant was released and the vehicle was towed, the Constable offered the complainant and his wife a ride to a location of their choice. They both refused the offer. Consequently, they were left to walk home in minus forty-degree temperatures.

The Commission conducted a further investigation into the incident because the RCMP had not interviewed the two complainants and key information concerning the location of the incident was not in the file. Upon reviewing all the evidence, including the additional information obtained in the Commission's investigation, the Chair concluded that the complainant's allegations were not supported.

The RCMP Commissioner supported the findings of the Commission. Due to the importance of the issue, he noted that he would be

bringing this case to the attention of the Assistant RCMP Commissioner, Community, Contract and Aboriginal Policing Section, and to the attention of the Manager of the Public Complaints Section with the expectation that this case would be used to develop best practices in dealing with similar situations.

FURTHER INVESTIGATIONS BY THE RCMP

No further investigations by the RCMP were requested during this annual report period.

PUBLIC HEARINGS

Public hearings are an option open to the Commission when dealing with complaints. Since its inception in 1988, the Commission has conducted 17 public hearings. There were no public hearings held during this fiscal year.

ALTERNATE DISPUTE RESOLUTION

The Commission enjoys continued success with its ADR initiative. When ADR is deemed appropriate, Commission Analysts act as impartial facilitators to bring the complainant and the RCMP member(s) into contact with each other as soon as possible to informally resolve issues of concern.

Using ADR, the complaint may be resolved without going through the formal public complaint process. In every case, the complainant retains the option of making an official complaint. The prompt and professional response from RCMP members, particularly supervisors, has been a major factor in the success of this initiative.

When successful, ADR can provide greater satisfaction to complainants and the RCMP member(s) involved because it can resolve the matter very quickly. It is also cost-efficient because there is no RCMP investigation and no Commission review. The Vice-Chair, an expert in ADR, has undertaken to increase the use of ADR at various stages of the Commission's processes.

There was a 58 percent increase in the number of ADR cases from last fiscal year. During 2003–2004, the Western Region office used ADR in 466 cases, successfully resolving 446 of them. Only 20 resulted in formal complaints.

Occasionally, a Commission Analyst will file a report with the RCMP when the citizen does not wish to file a formal complaint and does not request a response from the RCMP, but wants a supervising officer to be aware of his or her concern(s). Sixty-one such reports were filed with the RCMP over the last year.

The following examples of successful ADR cases illustrate just some of the issues that can be resolved using this technique.

POLICE TREATMENT OF ABORIGINAL CANADIANS

The Commission continues to make a concerted effort to reach out to Aboriginal communities. Alternate Dispute Resolution is often a better option to filing a formal complaint as illustrated by the following cases.

- The complainant believed he and some friends were stopped because they were Aboriginal. The Commission arranged a meeting between the complainant and an RCMP inspector. The matter was fully discussed and the complainant subsequently understood the reasons for the member's actions. The complainant expressed his desire to become an RCMP officer and he was referred to the Aboriginal Recruiting Unit. The complaint was withdrawn and the matter resolved to the satisfaction of all parties.

When successful, ADR can provide greater satisfaction to complainants and the RCMP member(s) involved because it can resolve the matter very quickly. The Commission continues to make a concerted effort to reach out to Aboriginal communities.

- Although most ADR cases are successfully concluded within three days, this last year, for more than six months, the Commission facilitated an informal resolution involving an Aboriginal family. The issue involved the death of a 15-year-old family member. The family believed the child died as a result of an assault and they were not satisfied with the RCMP's investigation. A retired Justice who is well respected by the Aboriginal community agreed to review the contents of the police file and autopsy results. He did this without charge. The complaint was withdrawn and the matter was resolved to the satisfaction of all parties.

- Two RCMP members served the complainant with a warning letter from his Native Band. The complainant felt the RCMP inappropriately involved itself in Band business by delivering the letter. A corporal at the local Detachment explained that this is a service the RCMP provides to small communities and he agreed to speak with the complainant to provide an explanation for their actions. Following the conversation, the complaint was withdrawn and the matter was resolved to the satisfaction of all parties.

Frequently, a citizen will call the Commission because he/she is not satisfied with the progress of an investigation by the RCMP.

FAMILY AND CHILD CUSTODY ISSUES

The Commission receives a number of calls each year regarding family and child custody issues. Often, it is simply a matter of understanding how the law pertains to the citizen's situation as the following example illustrates.

- A complainant had concerns about picking up her five-year-old daughter from the estranged grandmother's house and so she requested the assistance of the RCMP. She was refused and told that it was a family matter to be dealt with through the courts. A Commission Analyst arranged for the

complainant to speak with the local Inspector, who confirmed that unless there is a court order with an enforcement clause, the RCMP is not able to act in child custody matters. The Inspector invited the complainant to call any time she had a question or concern. The complainant was satisfied and did not lodge a complaint.

DISSATISFACTION WITH THE LEVEL OF RCMP SERVICE

Frequently, a citizen will call the Commission because he/she is not satisfied with the progress of an investigation by the RCMP. The citizen may be hesitant to contact the RCMP directly but is comfortable speaking with a Commission Analyst. Arranging for the exchange of information between the citizen and the RCMP can resolve the issues without a formal complaint being lodged as illustrated in the example below.

- An 18-year-old female was attacked while at school. Although the RCMP attended and took a report, she was concerned charges would not be laid. A Commission Analyst contacted the local Watch Commander, who met with the complainant. The complainant explained that she felt she had been lost in the system. The Watch Commander reassured her that this was not the case and that someone would certainly be available to assist her. He also referred her to Victim Services. The complainant was satisfied and withdrew her complaint.

CONFUSION OVER RCMP PROCEDURES

Citizens are often uncertain of the level of authority RCMP members have under the law and question their actions. A Commission Analyst can sometimes facilitate clarification of this issue as illustrated by the case below.

- RCMP members searched the complainant's home without a search warrant, even though the complainant had refused them access without one. The complainant was home with her infant child at the time and both she and the child were frightened by the members' language. The Commission facilitated a meeting between the complainant and a supervising officer from the Detachment to discuss the situation. He explained the circumstances under which peace officers may enter a dwelling, explaining that, in her case, her roommate was the subject of a court order, which allowed the RCMP access to her residence. The supervising officer apologized for the words used by the members while searching the house and for upsetting her baby. The complainant was satisfied with the explanation and withdrew her complaint.

- The complainant was detained at a detachment prior to being transferred to a correctional centre. At the complainant's request, friends dropped off his duffle bag containing his wallet and most of his belongings at the Detachment. Upon the complainant's release from the correctional centre, he tried to retrieve his belongings but was told the bag was never received at the Detachment. A Commission Analyst spoke with a member at the Detachment who located the bag within a half hour. The complainant was able to pick up his bag that day, was satisfied with the result and subsequently withdrew his complaint.

USE OF RESOURCES

Citizens, especially in rural areas, often have concerns about the deployment of RCMP resources. Often it is a matter of understanding what limitations the RCMP faces. A Commission Analyst can sometimes facilitate sharing of information as illustrated in the case below.

PROPERTY ISSUES

When citizens call the Commission because their property has not been returned to them at the time they were released from custody, a Commission Analyst can assist as illustrated by the following example.

- A complainant's rural community had been experiencing repeated break-ins and the citizens were concerned, as they do not have access to 24-hour policing. An Analyst contacted the local Detachment, asking if a senior officer could attend the Municipal Council Meeting to hear information from citizens on the level of crime the community was experiencing and to explore various ideas on how best to protect themselves and their homes, including starting up a Rural Crime Watch. The region's superintendent agreed to attend the meeting and to consider temporarily using special officers to address the crime spree. The complaint was withdrawn and all parties were satisfied with the efforts made by the RCMP.

CASES OF INTEREST TO THE CHAIR

Cases of interest are monitored by the Chair through media reports, coroners' inquests, criminal court cases and public complaints. Cases of interest to the Chair include treatment of Aboriginal persons by police, use of force, high-speed police pursuits, new police powers under the anti-terrorism legislation, organized crime legislation, treatment of persons in custody, and cell deaths. The Chair also monitors matters involving other police services and police oversight agencies in order to maintain a broad perspective of emerging policing issues across Canada.

TREATMENT OF PERSONS

WITH MENTAL ILLNESS

The issue of police treatment of persons with mental illness is of particular interest to the Chair. In some cases, interaction between police and people with mental illness has tragic consequences. It has been noted that new approaches involving police, mental health agencies, communities and media are required to improve treatment of persons suffering from mental illness. In this annual report, you will find a case summary about an incident where a mentally-ill person received inappropriate treatment from the RCMP. In her final report to the RCMP, the Chair recommended that police should be provided with up-to-date training on mental health crisis intervention as well as national policy guidance on how to apprehend someone experiencing a mental health crisis.

FOCUS ON POLICE PURSUITS

Another major area of interest involves RCMP participation in police pursuits. Empirical evidence has determined that police chases are often conducted for minor offences. The Commission previously made recommendations on how to avoid putting the public and police officers at risk during such chases. Innocent bystanders can, and have been, seriously injured during police chases conducted for minor offences. Inadequate policies, poor judgement by the police or lack of risk assessment skills can place lives in danger. Public safety must always be paramount when a pursuit is undertaken. It may not be fair, but police cannot rely on the person being pursued to be mindful of public safety.

Over the last year of monitoring RCMP participation in police chases, it was made clear that most take place when police detect traffic violations such as broken taillights, property offences such as stolen vehicles, and speeding. Other pursuits are initiated for suspected impaired driving, and less frequently, for offences such as thefts or armed robbery. The majority of research into pursuits reveals that drivers who fail to pull over for the police or who flee the police do not do so because of the seriousness of the offence, but predominantly do so because they are frightened and do not want to face the consequences of the minor charges that could be brought against them.

In 1999, the Commission reviewed the dangers of police pursuits in its report entitled *Police Pursuits and Public Safety* that can be found at www.cpc-cpp.gc.ca. The report contains a concise description of the dangers inherent in these types of situations. It recommends that pursuits should only be undertaken for serious offences. The RCMP's policy should provide members with some discretion but provide greater clarity and direction in determining what constitutes an offence warranting pursuit. The report also highlights the model used by the Miami-Dade police force in Florida, which restricted pursuits to "violent felonies only." This decision by the Miami-Dade police service resulted in no increase in crime rates nor in the number of suspects fleeing police.

Provincial police services and international police oversight agencies have either incorporated or referenced the findings of the Chair's

report to bring changes to this policy area. In light of the number of pursuits that are still initiated for minor offences, the Commission urges the RCMP to rethink its present policy and to adopt all of the recommendations made by the Commission in its ground-breaking report.

LIAISON WITH STAKEHOLDERS

MONITORING THE RELATIONSHIP BETWEEN THE RCMP AND ABORIGINAL CANADIANS

Reports of a troubled relationship between police services and Aboriginal Canadians surface in the media almost daily. Historically, Aboriginal Canadians have underutilized the Commission's process and, as a result, it has been difficult for the Commission to contribute to the search for solutions. In the first 13 years of the Commission's existence, less than 10 reviews were conducted at the request of Aboriginal Canadians and less than 50 complaints were lodged by Aboriginal Canadians through the Commission. To put this in context, since the Chair assumed her duties in October of 1997, the Commission has received approximately 1,100 requests for review and some 15,000 complaints.

In last year's Annual Report, the Chair noted some of the outreach activities undertaken by the Commission and indicated that complaints from the Aboriginal community were to be given priority. Pursuant to that commitment, approximately nine reviews of complaints from Aboriginal complainants were completed in the past year and, in one case where the relationship was particularly troublesome, the Commission offered to assist the RCMP and the community in resolving their differences.

The Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN) has, in recent years, taken a leading role in assisting members of the Saskatchewan Aboriginal communities in accessing the Commission's process and the Chair would like to acknowledge the great service the FSIN has rendered to its constituents in this respect.

COMMISSION TREATMENT OF SENSITIVE INFORMATION

The collection, use and protection of sensitive information — referring specifically to the identity of confidential informants, some investigative techniques and matters involving national security — are essential to successful policing.

Information provided by the RCMP is also the lifeblood of the public complaint process. The Chair of the Commission is committed to maintaining the security of sensitive information entrusted to the Commission for the purposes of conducting a review. In this respect, the Commission and the RCMP share a common belief.

With the assistance of the RCMP, the Commission has taken the necessary steps to ensure its offices are physically secure. In anticipation of handling sensitive information, many of the senior officials have "Top Secret" security clearances and all employees of the Commission have a minimum of "Enhanced Reliability" clearances.

The Commission ensures against inadvertent disclosure of sensitive information in individual cases by, for example, asking the RCMP to review a draft report prior to its release to the parties. The Commission abides by all government policies and regulations dealing with the handling of sensitive information and is bound by the provisions of the Access to Information and Privacy Acts.

The Commission has described its Vision as "Excellence in policing through accountability." The Commission has stated that "Integrity" is one of its core values. Like the RCMP, the Commission believes in the rigorous protection of sensitive information and it will not betray the public trust by allowing its disclosure.

FEDERAL COURT APPLICATION

In February 2003, the Commission commenced a proceeding in the Federal Court of Canada in order to clarify its right to have access to information necessary for the proper review of a complaint. This issue arose in the context of a complaint where two RCMP members and several police officers from a provincial police force had searched the complainant's barn. The complainant alleged, among other things, that an RCMP member had improperly obtained the search warrant.

When reviewing this complaint, the Commission requested from the RCMP a copy of all materials relevant to the complaint pursuant to paragraph 45.41(2)(b) of the *RCMP Act*. The materials subsequently received from the RCMP did not include the affidavit sworn by the RCMP member who had obtained the search warrant. In addition, portions of the RCMP members' notes had been blanked out without explanation. Despite several requests for the missing materials, the RCMP continued to decline to provide all relevant materials to the Commission, contrary to its statutory obligation.

The Commission commenced this proceeding in its capacity as principal custodian of the public complaint process, with a view to ascertaining the extent of the RCMP's obligation to provide information to the Commission. Guidance from the Federal Court in this particular case is crucial because, without access to all the relevant materials, the Commission cannot honour the mandate given to it by Parliament and conduct a review of the complaint. Specifically, the Commission is unable to assess the propriety of the RCMP member's conduct in obtaining the search warrant.

The Commission presented its case to the Federal Court in February 2004 and is awaiting a decision in the matter. The decision from the Federal Court will assist the Commission in defining the scope of its right to access information essential to the proper review of complaints and in bringing any shortcomings in the public complaint process to the attention of Parliament.

The decision from the Federal Court will assist the Commission in defining the scope of its right to access information essential to the proper review of complaints and in bringing any shortcomings in the public complaint process to the attention of Parliament.

PART III POLICING ISSUES

MAKING A DIFFERENCE TO RCMP CONDUCT

We are often asked what impact Commission recommendations have on RCMP conduct. One measure is the number of findings and recommendations accepted by the RCMP Commissioner. Over the last year, the RCMP Commissioner accepted 75 percent of all findings critical of member conduct and 79 percent of our recommendations.

In the majority of review cases, the Commission determines that RCMP members conducted themselves appropriately. However, the real value added to Canadians, including the RCMP, is demonstrated when the Commission finds that there has been improper conduct and makes recommendations to ensure that such conduct is not repeated. The following cases illustrate how the Commission is influencing RCMP conduct and national policing policy, one case at a time.

RCMP TREATMENT OF PERSONS WITH MENTAL ILLNESS

The Commission observes very closely RCMP treatment of persons in a mental health crisis. The following review case clearly illustrates why this issue is of such great concern to the Commission.

- RCMP members tried to arrest the complainant's son pursuant to an Involuntary Medical Examination Order. The complainant's son was 26 years old and suffered from paranoid schizophrenia. Due to the manner in which the RCMP members handled this delusional and frightened man, a violent confrontation ensued between him and the members that placed all participants at risk. The son was barricaded in his home, was known to police, was clearly having delusions, and did not initially pose a danger. The situation escalated to the point where the complainant's son was pepper sprayed 25 times in 40 minutes, an RCMP member had his gun trained on the scene, and the son then used sticks as makeshift weapons to prevent the police from entering.

The confrontation ended almost immediately when the complainant arrived and reassured her son, who then quickly surrendered to the RCMP. In her complaint, the woman alleges that, while executing the Order to apprehend her son, the RCMP members used excessive force; the RCMP Corporal, who knew her and her son well, failed to inform her that her son was going to be arrested; and RCMP members damaged her son's home.

The Commission Chair concluded that some RCMP members used excessive force against the complainant's son. The Chair did not totally fault the members for their actions in this particular case. The deficiencies in the members' response primarily resulted from an absence of RCMP training and policy guidance on how to apprehend someone who is in the midst of a mental health crisis. Although it is widely recognized that law enforcement officers require such training, most RCMP members have not received training of this nature.

The Commission noted that a mental illness training program for RCMP recruits had been discontinued. The RCMP Commissioner subsequently made the decision to reinstate the training program for recruits. The Commission also recommended that the complainant and her son receive an apology, and that the complainant be compensated for the damage to his residence. The RCMP Commissioner agreed with these recommendations.

Most importantly, the Commission noted that it was the RCMP's responsibility to ensure that all members who deal with clients who are in a mental health crisis receive training and policy guidance on how to approach and arrest persons who are experiencing such a crisis.

The Commission's report on this incident can be found in the reports and publications section of the web site www.cpc-cpp.gc.ca

It is of interest that a 2003 judicial inquiry into the RCMP shooting death of Mr. Norman Reid, released after the Commission issued its report, made similar findings — that RCMP training on mental illness was non-existent or inadequate. Once again, in response to the inquiry, the RCMP Commissioner did not agree that specialized training on mental health crisis intervention is required.

The Commission noted that it was the RCMP's responsibility to ensure that all members who deal with clients who are in a mental health crisis receive training and policy guidance on how to approach and arrest persons who are experiencing such a crisis.

Health Canada estimates that 20 percent of Canadians will experience mental illness during their lifetime. The remaining 80 percent of us are likely to be affected through a mental illness in a family member, friend or colleagues. This is an issue that is important to all Canadians.

APPROPRIATE MEDICAL TREATMENT OF PERSONS IN CUSTODY

One of the policy issues addressed by the Commission in its review cases is the importance of seeking appropriate medical treatment when persons in custody appear injured. The following two cases illustrate the significance of the issue and the RCMP's acknowledgement of its importance.

- A complainant was arrested for being drunk in a public place and was lodged alone in a cell. A few hours later, another person was placed in the cell. The complainant was assaulted twice by her cellmate. After the second assault, the complainant was moved to an empty cell. Two intoxicated people were subsequently placed in the same cell and a third assault involving the complainant took place. The complainant was moved to another empty cell. After she was lodged in this last cell, the Watch Commander directed that the complainant be taken to the hospital where a doctor examined her.
- RCMP members arrested a man for breach of recognizance and then lodged him in detachment cells. The man, who was subsequently diagnosed with a sprained foot, complained to the Commission that the subject members neglected their duty by not providing medical attention while he was in custody. The RCMP investigation report did not support the complaint and the man requested a review by the Commission.

The complainant alleged that the RCMP member who moved her from the first cell to the second cell failed to provide her with appropriate care and protection after the second assault. The Vice-Chair found that the RCMP member acted appropriately by removing the complainant from the cell. However, the member failed to provide her with medical aid as required by RCMP policy. The Vice-Chair recommended that this RCMP member be made aware of RCMP policies regarding medical attention for injured persons in custody.

The RCMP Commissioner agreed with the Vice-Chair's findings and recommendations.

In his interim report, the Vice-Chair found that the subject members had failed to correctly assess the man's physical state prior to his being lodged in cells. The Commission Vice-Chair recommended that the subject members receive training to enable them to properly assess a person's physical state before incarceration and to recognize the need to seek medical assistance when a person shows signs of illness or injury.

The RCMP Commissioner fully supported the Commission's finding and recommendations. The Commissioner also acknowledged that when a person indicates that he/she is sick or injured, members should err on the side of caution and have the person examined by a doctor.

ACCESS TO A LAWYER

In one case, the Commission provided a legal analysis of the Charter right to a reasonable opportunity to consult a lawyer. The RCMP Commissioner rejected this legal analysis but did not provide a compelling rationale for disagreement. The Commission wishes to highlight the importance of respecting this fundamental right, which is illustrated in the summary below.

- A complainant was observed late at night driving erratically. The RCMP member at the scene pulled her over and determined that she was legally impaired. The member advised the complainant that she was under arrest for impaired driving and demanded a breath sample. The complainant was then brought to the RCMP Detachment.

Before providing a breath sample, the complainant asked to consult with her lawyer. She was initially unable to contact her lawyer and called a relative instead. The complainant asked her relative to contact her lawyer and requested to have the lawyer call her at the Detachment. The member again demanded that the complainant provide a breath sample and she complied.

The complainant alleged that she was never advised she was under arrest, given the reason for her detention or informed of her right to contact a lawyer. The Chair did not support the first two allegations and found that the RCMP member's conduct in this respect was appropriate.

However, the Chair expressed concern that the member, even though he knew the complainant had asked that her lawyer call her at the Detachment, insisted that she provide a breath sample. The Courts agree that above and beyond the obligation to advise a person of his or her rights as set out in paragraph 10 (b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, the right to contact a lawyer includes the reasonable opportunity to have that consultation.¹

To comply with the requirements of the *Criminal Code* for taking breath samples, the first sample must be taken in the first two hours after the moment the infraction was allegedly committed. After the complainant made her calls, there was more than one hour left before the time elapsed for taking a sample. There was no urgency for the member to proceed with taking a sample. The Chair found that the complainant did not have a reasonable opportunity to contact her lawyer.

The Chair recommended that the RCMP member be made aware of the importance of ensuring that a detained person be given an adequate opportunity to contact a lawyer.

The RCMP Commissioner did not agree with the Chair's finding or recommendation on this allegation. He held that the member had given the complainant the opportunity to contact a lawyer. He then said that after the complainant was unsuccessful in speaking with her lawyer of choice, there was no indication that the member would not have allowed her to contact another lawyer.

The Chair did not dispute that the complainant had been given an opportunity to try to contact a lawyer. However, the Chair reiterated in her final report that the law requires the police to do more. They must refrain from attempting to elicit evidence from a suspect until he or she has had a reasonable opportunity to make contact with legal counsel. It was not reasonable, in this case, to insist on a breath sample when there was no urgency and the complainant was waiting to hear from her lawyer.

¹ *R. C. Tremblay*, [1987] 2 S.C.R. 435 (QL, para. 7).

EXCESSIVE USE OF FORCE

Occasionally there are review cases that involve egregiously excessive uses of force. In the example below, the RCMP member involved was found to have incited an intoxicated person into a physical confrontation that left the complainant injured. The RCMP Commissioner also took strong exception to the member's conduct, as well as the inadequacy of both the RCMP complaint investigation and report.

- A complainant was involved in an altercation at an inn and three RCMP members attended to investigate. The complainant told the members that he was assaulted by the bar's manager and demanded that the RCMP take his statement. One of the members, a constable, refused to take his complaint as the complainant had been drinking, and he told the complainant to go to the Detachment the following day to give his statement.

The complainant continued to demand that the member take his statement. He was arrested for causing a disturbance and taken to the Detachment. Upon arrival at the Detachment, the same Constable requested that the other constables present leave the area. The complainant alleged that after the other constables left, the Constable assaulted him by striking him in the head approximately six times with his right hand.

Following its investigation, the RCMP told the complainant that its report on the complaint had been forwarded to the Crown for review. Subsequently, the Crown determined that the evidence did not support the allegations of assault. The complainant was not satisfied with the results of the RCMP investigation and requested a review by the Commission.

While the Commission does not have authority to make findings with respect to civil or criminal responsibility, such as allegations of assault, the Commission does have jurisdiction to review whether the conduct of RCMP members was appropriate.

The Commission found that while travelling to the Detachment, the Constable in question invited the complainant to strike him once his handcuffs were removed. After arriving at the Detachment and requesting that the other members leave the area, the Constable removed the complainant's handcuffs and again invited the complainant to fight, assuring him that he would not be charged for striking an officer.

The member easily dodged the inebriated complainant's swing and then struck the complainant a number of times, knocking him to the ground. When the other members re-entered the area, they noted that the complainant was bleeding and injured, and his head wound required stitches.

The Vice-Chair concluded that the Constable used excessive and unwarranted force against the complainant, and that the Constable's conduct in inciting this altercation represented a serious breach of his duties and responsibilities as a peace officer. The Vice-Chair recommended that the Constable receive

operational guidance, that he apologize to the complainant, and that the Detachment install a video recording system in the secure bay where this incident occurred. The Commission's report also expressed strong concerns regarding the thoroughness and impartiality of the RCMP's investigation and handling of this complaint.

The RCMP Commissioner agreed with the Vice-Chair's findings and recommendations and expressed his concern about the inappropriate handling of this public complaint. The RCMP Commissioner acknowledged that the person who had signed the letter of disposition had failed to discharge his duty to review the subject member's conduct and he indicated that he would address this concern most emphatically in a separate letter to the Commanding Officer of the subject Division.

EXCESSIVE USE OF FORCE – CAROTID CONTROL HOLD

In the case illustrated below, the Commission reviewed a complaint where a man was restrained by RCMP members using the carotid control hold. This use of force, among others, left the man with serious injuries. The significant outcome of this review was agreement by the RCMP Commissioner that the time was right to update the training tools used by the RCMP to instruct members on proper use of the carotid control hold and a reminder regarding appropriate uses of force.

- A man who went to an RCMP Detachment to report an incident of "road rage" was told that there was an outstanding warrant for his arrest. A struggle ensued and force was used to place the man under arrest. A complaint was subsequently made to the Commission alleging that members had used excessive force during the arrest and that one member had improperly applied the carotid control hold and a chokehold, which resulted in injuries including a torn lung and larynx.

The significant outcome of this review was agreement by the RCMP Commissioner that the time was right to update the training tools used by the RCMP to instruct members on proper use of the carotid control hold and a reminder regarding appropriate uses of force.

The RCMP investigated the complaint and concluded that the members did not act inappropriately. In his interim report, the Vice-Chair concluded that the incident might have been avoided had the member effectively used techniques as set out in the RCMP Incident Management Intervention Model (IMIM). The Vice-Chair also concluded that force used during the incident, including standing on the complainant's back and the use of a carotid control hold, amounted to excessive force. The Vice-Chair's recommendations included a recommendation for an apology and a recommendation that detachment members be cautioned about the dangers of applying unnecessary force to a suspect's back and that the carotid control hold instructional video used by the RCMP be updated.

The RCMP Commissioner did not agree that an apology should be given because, in his view, the man's demeanour and actions provoked the situation. However, the RCMP Commissioner did agree that the carotid control hold was improperly used and that some of the force used during the incident was excessive. The RCMP Commissioner directed that the carotid control training video be revised and that the dangers of applying pressure to the back of someone lying in the prone position be addressed in RCMP training.

EXCESSIVE USE OF FORCE – LACK OF COOPERATION WITH THE PUBLIC COMPLAINT PROCESS

The RCMP Commissioner expressed support for the public complaint process in a review case that involved allegations of excessive force. The RCMP Commissioner agreed with the findings of the Commission and went further by expressing concern over the RCMP members' lack of cooperation with the public complaint process.

- RCMP members were responding to a complaint of a loud house party. They encountered some of the partygoers outside the house. When the police attempted to search the backpack of the complainant's friend for alcohol, the complainant

attempted to intervene and accused the police of having no authority to conduct a search. One of the RCMP members apparently told the complainant to "back off" but she refused. The complainant continued to get in the way; however, she was never violent or threatening. The police became intolerant of her actions and informed her that she was under arrest for being drunk in a public place. Two members took her to the ground and soon two other RCMP members came to assist. Ultimately, the complainant was pepper sprayed, handcuffed and taken to jail.

Among other allegations, the complainant accused the RCMP of having used improper force and having unlawfully arrested her. In his interim report, the Commission's Vice-Chair determined that the members had insufficient grounds to arrest the complainant for being drunk in a public place because she was not exhibiting signs of being a danger to herself or others, as required for such an arrest. Moreover, the Vice-Chair concluded that, even if the arrest had been lawful, the amount of force used on the complainant was clearly excessive. As a result, he recommended that the subject members be reminded of the principles embodied in the RCMP's conflict resolution models.

The RCMP Commissioner agreed with all findings in the interim report and supported the Vice-Chair's recommendation. In particular, he agreed that there was no justification for the level of force used against the complainant by these members.

Furthermore, the RCMP Commissioner made an additional comment regarding his members' lack of cooperation during the investigation of this public complaint. He was dismayed that none of the subject members provided a statement to the investigator. As a result, the RCMP Commissioner asked that the members be reminded that "such statements are their opportunity to explain their actions within the public complaint process, in addition to meeting their duty to be accountable."

INADEQUATE INVESTIGATION – UNLAWFUL ENTRY

The Commission receives numerous complaints each year regarding RCMP members conducting inadequate investigations of complaints made by members of the public. The following case illustrates the RCMP Commissioner's agreement with the Commission's position in a case that was investigated twice by the RCMP.

- As reported in last year's annual report, a complainant alleged that RCMP members who came to his home in 1999 in response to a noise complaint had unlawfully entered his residence and arrested him. The RCMP member who investigated the complaint found that no misconduct had occurred and exonerated the members involved.

The complainant subsequently asked the Commission to review the RCMP's handling of the complaint. The Chair conducted a review and found that the RCMP members' entry, arrest, detention, and uses of force against the complainant were improper. The RCMP Commissioner agreed with the Chair's findings.

The complainant submitted a further complaint alleging that the RCMP member who had investigated his previous allegations had conducted an inadequate and improper investigation. The RCMP investigated this additional complaint and concluded there was no evidence that the RCMP's previous investigation was inaccurate, inadequate or improper.

The complainant was not satisfied with the results of the RCMP's investigation and he requested a review of the RCMP's handling of the case. The Commission's review noted inaccuracies in the RCMP member's summaries of witness' statements; the improper use of leading questions; and most importantly, found that the investigating member's erroneous belief that the members' entry was lawful led to both a flawed investigation and flawed findings.

The Chair found that the investigation failed to meet proper standards and therefore the complainant's allegations that the investigation was inadequate and improper were substantiated. The Chair recommended that the investigating member receive operational guidance with respect to conducting proper investigations and regarding the lawful entry of a dwelling house. The RCMP Commissioner concurred with the Chair's findings and recommendations.

PART IV OPERATIONS

GENERAL ENQUIRIES

During 2003–2004, the Commission received 1,006 general enquiries. In its efforts to serve the public, Commission staff assisted citizens with satisfactory responses to 431 enquiries and provided requested documentation in response to an additional 413 enquiries. Seventy-five citizens were referred to other agencies, as their enquiries did not involve the RCMP. In the case of 78 enquiries, the citizens became unavailable due, for example, to relocation, or disconnection of telephone and the Commission Analyst could not follow up with him or her. The remaining nine enquiries are pending.

COMPLAINTS

When a complaint is made directly to the Commission, the Western Region office receives it. Commission Analysts obtain the details of each complainant's concerns, formulate these complaints, and forward them to the RCMP. When a question arises relating to the Commission's jurisdiction, the Analyst consults the Commission's Legal Services Unit to ensure that the complaint can be properly processed. During 2003–2004, the Commission received 698 formal complaints.

REVIEW OPERATIONS

Interim Reports	53
Final Reports after Commissioner's Notice	50
Final Reports after Review	180
Other Cases Concluded	9
TOTAL Number of Reports Signed	292

The Commission achieved three major goals in case management practices this year.

- It dramatically increased the production of reports, more than doubling the number of files closed compared to the last two years.
- Monthly production of reports was stabilized at a rate of over 30 reports a month.
- Finally, the case inventory was reduced by 100 files.

This represents a significant first step in the Chair's commitment in last year's annual report to reduce the caseload within a three-year period. A significant amount of the credit for the increased rate of production in this fiscal year goes to the Vice-Chair, to whom the Chair assigned responsibilities for the production of review reports.

In the last quarter of this fiscal year, the Commission produced 100 reports. By the end of the fiscal year, the Commission more than doubled the number of reports produced from 133 in 2002–2003, to 290 in 2003–2004.

How did the Commission achieve such success?

- First, by applying risk management principles, the Commission identified 100 lower risk files.
- Second, senior management streamlined review procedures, eliminating several protocols that are appropriate for higher risk files but are not necessary for lower risk files.
- Third, by implementing comprehensive tracking procedures to objectively measure productivity.
- Fourth, management established clear guidelines for the amount of time required to complete each report.
- Finally, in July 2003, the Commission implemented a pilot project called “Project 100,” initiated by the Vice-Chair.

One of the case management strategies for the past year was to stabilize the monthly production of reports as a more sustainable method of achieving annual production targets. Compared to last year when production went up and down, in the last two quarters of this year, the Commission consistently produced about 33 reports monthly.

What was the impact of the increased production on the Chair’s commitment to reduce the building caseload within three years? The

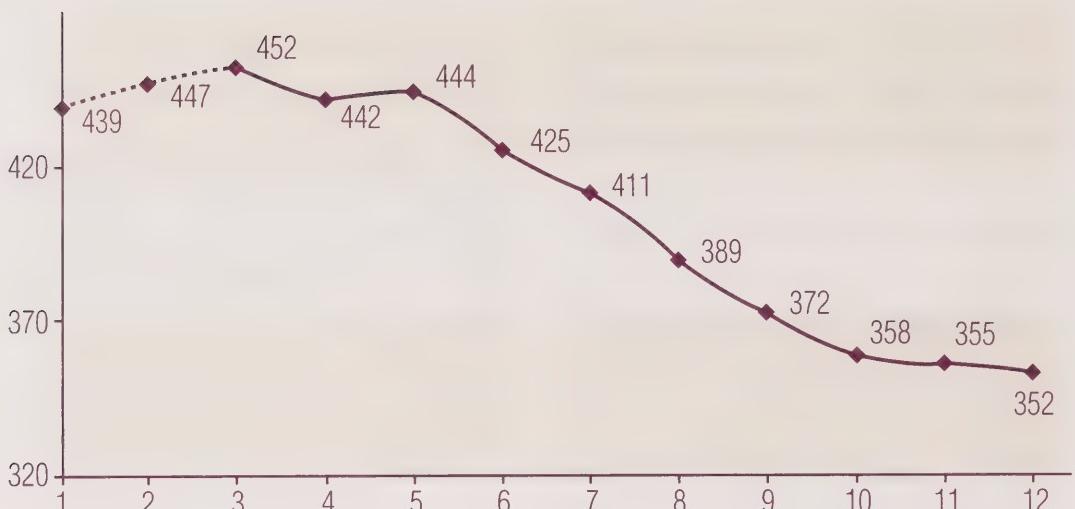
Commission is on target. As the chart on the next page illustrates, the Commission has reduced its inventory by 100 files from a high of 452 in June 2003, to 352 in March 2004.

IMPACT ON INVENTORY

The Commission undertook a number of other case management initiatives in the past year. The Commission Chair, Vice-Chair, senior management and staff completed a “triage” of all files in the inventory. Using risk management principles, all files have been categorized at one of three levels ranging from lower to higher risk and the appropriate process for each file is being finalized. Each file was assigned an estimated time for completion. Priority files were identified by the Chair and added to a fast-track list. A Case Management Committee has been established to address report production issues on an ongoing basis.

This initiative forms a pillar of the Commission’s commitment to implementing modern management practices.

Inventory of Files (at each month of the fiscal year)



MODERN MANAGEMENT PRACTICES

The Government of Canada has made a clear commitment to implementing modern management practices throughout the federal public service. The Commission strongly believes in integrity, transparency, equality and value for money. That is why the senior management team, under the leadership of the Chair, developed a strategic plan to implement the principles of risk management, accountability, and transparency in reporting.

The management team defined priorities for action in June 2003. It set about implementing change to management practices and to the operations of the Commission. One of the main highlights of this plan involved changes in production in the review unit as outlined above.

The Chair and the senior management team plan to implement changes in the following areas:

- the governance structure to ensure accountability;
- the way the Commission sets strategic goals and how it makes decisions;
- identifying and striving to meet stakeholders' expectations;
- the way the Commission incorporates risk management; and
- the level of detail incorporated into reporting on Commission activities.

To arrive at its strategic three-year plan, the Commission chose to utilize a management tool recommended by Treasury Board, known as the Management Accountability Framework (MAF). The MAF highlights government expectations of how departments and agencies should be managed and how priorities should be planned. The framework is focused on management and more specifically, on what managers and senior executives are expected to accomplish. By using the MAF, the Commission is confirming its commitment to modern comptrollership and is making use of risk management principles. For more details on this plan, please visit our web site at www.cpc-cpp.gc.ca and see the *Report on Plans and Priorities* document.

Additionally, there was a great deal of media interest in several of the Commission's activities in the last fiscal year, including the complaint into the deportation of Mr. Maher Arar; the report on the Summit of the Americas in Quebec City; the Federal Court case involving the Commission and the RCMP; and the legislation that governs the Commission. The Commission also responded to newspaper editors across the country on a wide variety of topics concerning issues of interest such as high-speed police pursuits and treatment of persons suffering from mental illness, among others.

These activities serve to increase the Commission's profile and help the Commission meet its stated goals of increasing Canadians' awareness of its role and mandate.

COMMUNICATIONS

There were several communications initiatives that were completed over the last fiscal year. The Commission redesigned its web site to make it more informative and accessible while complying with government standards. The Commission's pamphlet was updated to better explain the public complaint process. The reporting in the *Departmental Performance Report* and the *Report on Plans and Priorities* was significantly improved and reflected the work the management team had done to implement modern management principles.

GETTING IN TOUCH WITH THE COMMISSION

HEAD OFFICE

MAILING ADDRESS

Commission for Public Complaints Against the RCMP
P.O. Box 3423, Station "D"
Ottawa, Ontario
K1P 6L4

TELEPHONE AND FAX

General Enquiries	(613) 952-1471
Toll-free line	1-800-267-6637
Complaints (toll-free)	1-800-665-6878
Fax	(613) 952-8045

WESTERN REGION OFFICE

MAILING ADDRESS

Commission for Public Complaints Against the RCMP
7337 137 Street
Suite 102
Surrey, British Columbia
V3W 1A4

TELEPHONE AND FAX

General Enquiries	(604) 501-4080
	(604) 501-4091
Complaints (toll-free)	1-800-665-6878
Fax	(604) 501-4095

WEB ADDRESS

www.cpc-cpp.gc.ca

Selected Commission reports are available on the web site.

Les principaux rapports de la Commission sont accessibles sur le site Internet.

www.cpc-cpp.gc.ca

ADRESSE INTERNET

Télécopieur (604) 501-4095

Plaintes (numéro sans frais) 1-800-665-6878

(604) 501-4091

Renseignements généraux (604) 501-4080

TELEPHONE ET TELECOPIEUR

Surrey (Colombie-Britannique) V3W 1A4

Suite 102

7337 137 Street

Commission des plaintes du public contre la GRC

ADRESSE POSTALE

BUREAU DE LA REGION DE L'OUEST

Télécopieur (613) 952-8045

Plaintes (numéro sans frais) 1-800-665-6878

Numéro sans frais 1-800-267-6637

Renseignements généraux (613) 952-1471

TELEPHONE ET TELECOPIEUR

Ottawa (Ontario) K1P 6L4

C.P. 3423, succursale D

Commission des plaintes du public contre la GRC

ADRESSE POSTALE

ADMINISTRATION CENTRALE

COMMENT JOINDRE LA COMMISSION

De plus, les médias se sont beaucoup intéressés à plusieurs activités de la Commission québécoise à Québec. Maher Arar, le rapport sur le Sommet des Amériques à Québec, l'affaire devant la Cour fédérale impliquant la Commission et la loi qui régit la Commission. La Commission également répondue aux rédacteurs en chef de journal à travers le pays sur un vaste événement de sujets relatifs aux enjeux d'intérêt tels que les poursuites policières à grande vitesse et les trattivement des personnes souffrant de troubles psychiques, entre autres.

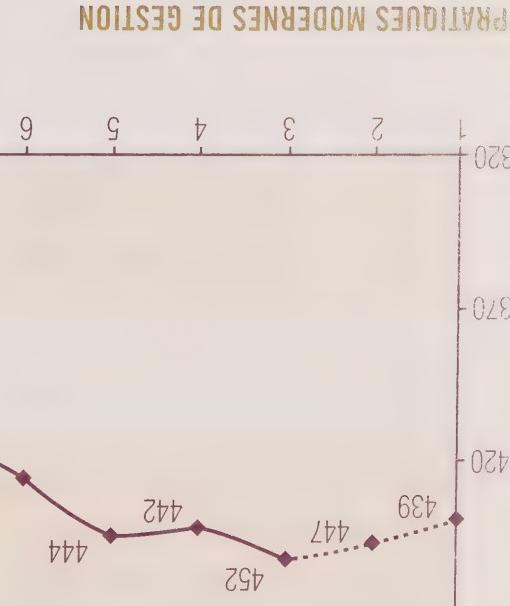
Ces activités ont contribué à accroître la visibilité de la Commission et l'ont aidée à atteindre ses objectifs déclarés de sensibiliser les Canadiens et Canadiennes à son rôle et à son mandat.

COMMUNICATIONS

Plusieurs initiatives de communications ont été achevées permettant le dernier exercice fin-ancier. La Commission a refait son site Internet pour le rendre plus informatif et accessible tout en se conformant aux normes du gouvernement. La brochure sur la Commission a été mise à jour afin de mieux expliquer le processus des plaintes du public. Le contenu du rapport de rendement et du rapport sur les plans et les priorités a été considérablement amélioré pour tenir compte du travail de l'équipe de gestion dans la mise en œuvre des principes modernes de gestion.

- Le gouvernement du Canada a clairement exprimé son engagement d'appuyer dans le prévoient appuyer des changements eure pratiquer dans les secteurs suivants :
- la structure de gouvernance pour garantir la redévabilité;
 - la fagon d'établir ses objectifs stratégiques et de prendre des décisions;
 - identifier et tenir de répondre aux attentes des intervenants;
 - la fagon d'incorporer la Commission dans ses rapports.
 - le niveau des détails incorporés aux rapports sur les activités de la Commission.

L'équipe de gestion a établi des priorités à mettre en œuvre en juin 2003. Elle a entreprises effectuer des changements aux pratiques de gestion et aux opérations de la Commission. Un geste principal fait saillants de ce plan comporte les changements apportés à la production de l'unité d'examen mentionnées plus haut.



EFFECTS SUR L'INVENTAIRE

Quelles ont été les effets de cette production accrue sur l'engagement de la Présidente de réduire l'accroissement de la charge de cas pendant les trois prochaines années ? La Commission a atteint ses objectifs. Comme l'illustre le tableau qui suit, la Commission a réduit son inventaire de 100 dossiers d'un sommet de 452 en juin 2003 à 352 en mars 2004.

- Comment la Commission a-t-elle réussi un tel tour de force ?

pendant le dernier trimestre de l'exercice financier, la Commission a produit 100 rapports. A la fin de l'exercice, la Commission avait plus que double le nombre de rapports produits, passant de 133 en 2002-2003 à 290 produits, passant de 133 en 2002-2003 à 290 produits. Premièrement, la Commission a identifié 100 dossiers à faible risque à l'aide des principes de la gestion des risques. Deuxièmement, la Commission a unifiée les procédures d'examen et a éliminé plusieurs protocoles nécessaires pour les dossiers à risque élevé, mais superflus pour les lignes directrices claires sur le temps nécessaire pour produire chaque rapport.

 - Troisièmement, la Commission a mis en œuvre des procédures globales de suivi afin de mesurer objectivement la productivité.
 - Quatrièmement, la direction a établi des lignes directrices claires sur le temps nécessaire pour produire chaque rapport.
 - Enfin, en juillet 2003, la Commission a mis en œuvre un projet pilote, intitulé « Projet 100 », préparé par le Vice-président.

Une des stratégies employées dans le traitement des cas pendant le dernier exercice financier consistait à stabiliser la production mensuelle des rapports comme moyen viable d'atteindre les cibles annuelles de production. Par rapport à l'an dernier, alors que la production a produit de fagot constante environ 33 rapports au cours des hauts et des bas, la Commission a produit 100 rapports à l'an dernier, alors que la production a porté par mois pendant les deux dernières années.

PROCÉDURES D'EXAMEN

RESEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

LES MANUÈS DE

PARTIE IV OPERATIUNS

aux recommandations de la Présidente.

La Présidente a concilié que l'enquête ne répondait pas aux normes requises et que les allégations du plaignant selon lesquelles que l'enquête était inadéquate et inappropriée étaient donc fondées. Elle a recommandé que l'enquêteur régionale des lignes directrices sur la conduite d'une enquête appropriée et sur l'entretien légal dans une résidence. Le Commissaire a suscité aux conclusions et

Une enquête et des conclusions fautives.

at the inexacte inadéquate ou imprécise

Le plaignant a déposé une autre plainte alléguant que le membre de la GRC qui avait fait l'enquête sur ses allégations antérieures avait mené une enquête inadéquate et inap-
propriée. La GRC a fait l'enquête sur cette nou-
velle plainte et a conclu qu'il n'y avait aucune preuve que l'enquête précédente de la GRC ait

Souscrit aux conclusions de la Presidente.

ENQUETE INADEQUATE -

ENTREE ILLÉGAL

- Comme le rapporte le rapport annuel du dernier exercice, un plaignant a allégué que des membres de la GRC venaient chez lui en 1999 à la suite d'une plainte contre le bruit étaisent entrez dans sa résidence illégale-ment et l'avait arrêté. Le membre de la GRC qui a fait l'enquête sur cette plainte a conclu qu'aucune infraction n'avait eu lieu et a exonéré les membres visés.

La Commission régulatrice des membres plaintes enquêtes sur les plaintes déposées par le public chaque année sur le fait que certaines enquêtes sur les plaintes déposées par le public effectuent des membres de la GRC sont inadéquates. L'affaire qui suit témoigne de ce que le Commissaire de la GRC souhaitait à la position de la Commission dans une affaire sur laquelle la GRC a fait enquête deux fois.

Il étaut d'accord en particulier que rien ne justifiait la force excessive dont les membres avaient usé contre la plaignante.

De plus, le Commissaire de la GRC a fait un commentaire supplémentaire sur le manque de collaboration de ses membres pendant l'enquête de cette plainte du public. Il était attrire qu'aucun des membres visés n'ait formulé de déclaration à l'enquêteur. Le Commissaire de la GRC a donc demandé qu'on rappelle aux membres que [traduction] « une telle déclaration constitue l'occasion d'expliquer leurs actes dans le cadre du processus des plaintes du public et de remplir leur obligation d'être redéposables ».

Le Commissaire de la GRC a souhaité à toutes les conclusions du rapport intérimaire et appuyé la recommandation du Vice-président.

Entrez autres allégations, la plaignante a accusé la GRC d'avoir usé de force excessive et de l'avoir arrêtée illégalement. Dans son rapport intermédiaire, le Vice-président a établi que les membres n'avaient pas de raison suffisante pour arrêter la plaignante pour ebriété sur la place publique, car elle ne montrait aucun signe d'être un danger pour elle-même ou pour les autres, comme l'exige une telle arrestation. En outre, le Vice-président a conclu que, même si l'arrestation avait été légale, la force utilisée contre la plaignante était carrement excessive. Il a donc recommandé qu'on rappelle aux membres visés les principes fondamentaux des modèles de mande des différends de la GRC.

residence. Lorsque les policiers ont tenté de fouiller le sac à dos de l'ami de la Plaignante à la recherche d'alcool, la Plaignante a tenté d'intervenir et a accusé la police d'avoir aucune autorité sans mandat de perquisition. L'un des membres de la GRC a apparemment dit à la Plaignante de « se montrer plus coopérante » mais elle a refusé. La Plaignante a continué de s'interroger. Les policiers se sont assis de menagante. Les policiers se sont assis de ses comportements et l'ont avisé qu'elle était en état d'arrestation pour ébriété dans un lieu public. Deux membres l'ont allongée sur le sol et deux autres sont aussitôt venus les aider. Enfin, ils ont eu recours au gaz polaire, l'ont menottée et emmenée en prison.

PRÉCÉDENT PAGE

MANAQUE DE COOPÉRATION AU

les sensibilise aux risques qu'il y a d'appli-
quer une force inutile au dos d'un suspect et
qu'on mette à jour la vidéo éducative sur la
technique d'étranagement par la région caroli-
enne qui utilise la GRC.
Le Commissaire n'a pas souhaité à la
recommandation de s'excuser parce qu'à son
avis, l'attitude est le comportement de l'homme
souscrit à ce que la technique d'étranagement
par la région carolienne a vaut été mal
appliquée et qu'une partie de la force utilisée
pendant l'incident était excessive. Le
Commissaire a ordonné que la vidéo sur la
technique d'étranagement par la région caroli-
enne soit mise à jour et que la formation de
la GRC passe état des risques qu'il y a d'appli-
quer une pression sur le dos d'une personne.

Cet examen a eu pour résultat significatif d'amener le Commissaire de la GRC à souscrire à l'idée qu'il était temps de mettre à jour le matériel didactique qui utilise la GRC dans la formation de ses membres sur le recours approprié à la technique d'entraînement par la région carcérale et de faire unement par la région carcérale et de faire une rappel sur l'usage appropié de la force.

- Un drt a un homme qui s'est rendu a un détachement de la GRC pour rapporter un incident de « rage au volant » qu'il y a un mandat d'arrestation non exécuté contre lui. Une bagarre s'en est suivie et l'homme a été arrêté par l'usage de la force. Une plainte a été déposée par la suite auprès de la Commission allemande que les membres avaient usé de force excessive pendant l'arrestation et que l'un des deux avait mal appliquée la technique d'étranglement par la région carotidienne et de contrôle par l'encolure, ce qui a infligé des blessures dont le déchirement du poumon et du larynx.

Dans l'affaire décrite ci-dessous, la Commission a examiné la plainte d'un homme qui a été maltraité par des membres de la GRC au moyen de la technique d'étranglement par la région carotidienne. L'usage de cette force, entre autres, a infligé des blessures importantes à cet homme. Cet examen a eu pour résultat significatif d'amener le Commissaire de la GRC à souscrire à l'idée qu'il était temps de mettre à jour le matériel didactique qui utilise la GRC dans la formation de ses membres sur le recours approprié à la technique d'étranglement et de faire unement sur l'usage approprié de la force.

REGOURS ABSUF A LA FORCE -

au p  s du plaignant et que le détachement
installe un système d'『nergie』 extrêmement vidéo
dans la zone d'acc『s』 réservé aux incidents
s'est produit. Le rapport de la Commission fai-
sat aussi l'état de fort『es réserves sur la rigueur
et l'impartialité de l'enquête de la GRC et sur
le traitement de cette plainte.

Le Commissaire de la GRC a souscrit aux
conclusions et recommandations du Vice-
président et il a exprimé ses préoccupations
quant au traitement inapproprié de cette
plainte du public. Il a reconnu que la personne
qui a signé la lettre de règlement avait manqué
   son devoir d'examiner la conduite du membre
en question, puis a indiqué qu'il traiterait de
cette préoccupation de f  agon approfondie
dans une lettre distincte『 la l'intention du com-
mandant sous-districtnaire de la Division du
membre en question.

Le Vice-président a conclu que le gendarme régulier n'a recommandé que le gendarme régulier une bilités d'agent de la paix. Le Vice-président mandument à son devoir et à ses responsa- d'inciter une affractation constituant un sérieux contre le plaignant et que sa conduite en vue avait usé de force excessive et injustifiée

exigéait des points de suture.

Le membre a facilement esquivé le coup du plaignant en état d'ébriété puis l'a frappé de manière que le plaignant soit revenus sur les lieux, il s'agit d'un accident de la vie quotidienne et non d'un délit.

d'avoir trappe un agent.

que la Commission examine l'affaire.

A la suite de son enquête, la GRC a dit avoir été soumis à la Couronne aux fins d'examen par la suite, la Couronne a établi que les preuves ne corroboraient pas les allégations d'agression. Le plaignant, insatisfait des résultats de l'enquête de la GRC, a demandé

RECOURS ABUSIF A LA FORCE

raisonnable de consulter un avocat. Il n'est pas raisonnable dans le cas présent d'insister pour obtenir un échancrillon d'hérite pour déterminer si la partie n'a pas urgence à le faire et que la plaignante attendait l'appel de son avocat.

- Un plaignant a été impliqué dans une altercation dans une auberge et trois membres de la GRC sont venus enquêter. Le plaignant leur a dit qu'il avait été agressé par le gérant du bar et leur a demandé de prendre sa déposition. Un des membres, un gendarme, a refusé de noter sa plainte parce que le plaignant avait bu et lui a dit de se rendre au détachement le lendemain pour faire sa déposition.

Le plaignant a continué de demander que le membre prenne sa déposition. Il a été arrêté pour avoir causé du désordre et emmené au détachement. A l'arrivée au détachement, le même gendarme a demandé que les autres gendarmes quittent les lieux. Le plaignant a allégé que quelques heures plus tard, il a été frappé à la tête environ six fois de sa main droite.

¹ R. C. Tremblay, [1987] 2 S.C.R. 435 (QL, para. 7).

Ua des enjeux de politique que la Commission a abordé dans l'examen des affaires est l'importance de fournir un traitement médical approprié aux détenus qui semblent blessés. Les deux cas qui suivent illustrent l'importance de cet enjeu et la reconnaissance de cette importance par la GRC.

APPROPRIÉ DES DÉTENUS

TRAITEMENT MEDICAL

Sainte-Cannade estime que 20 pour cent des Canadiens et Canadiens vivront des troubles psychiques au cours de leur vie. Les autres 80 pour cent sont susceptibles d'être affectés par les troubles psychiques d'un proche, d'un ami ou d'un collègue. C'est donc là une question importante pour tous les Canadiens et Canadiens.

La Commission a souligné que la GRC est responsable de s'assurer que tous les membres qui transigent avec des personnes en crise psychique régolivent une formation et des lignes directrices sur la façon d'aborder et d'arrêter les personnes qui vivent de telles crises.

Il est intéressant de noter qu'une enquête judiciaire faite en 2003 sur la mort par balle de M. Norman Reid, publié après la publication du rapport de la Commission, compare des conclusions semblables, soit que la formation de la GRC sur les troubles psychiques est inexistante ou insuffisante. Une fois encore, en réponse à cette enquête, le Commissaire de la GRC n'a pas suscité d'idée qu'une telle formation sur l'intervention en cas de crise psychique est nécessaire.

Plus importante encore, la Commission a souligné que la GRC est responsable de l'assassinat de ses membres qui transigeait avec des personnes en crise psychique régulièremment formées et des lignes directrices sur la façon d'aborder et d'arrêter les personnes qui vivent de telles crises.

On peut consulter le rapport de la Commission sur cet incident dans la section sur mission sur Internet à l'adresse www.cpp.gc.ca.

La Présidente de la Commission a conclu que certains membres de la GRC ont fait usage de force excessive contre le fils de la plaignante. Elle n'a pas totalement blâmé les lacunes de la réaction des membres provisiers mais a souligné l'absence de formation et de compétences directrices sur la façon d'appréhender une personne en pleine crise psychique. Bien qu'un reconnaisse largement que les agents de la paix ont besoin d'une telle formation, la plupart des membres de la GRC ne l'ont pas reçue.

La Commission a souligné qu'un programme de formation en maladies mentales pour les recrues de la GRC a été annulé. Le Commissaire de la GRC a pris la suite de la décision de réactiver ce programme de formation pour les recrues. La Commission a aussi recommandé que l'on fasse des excuses à la plaignante et à son fils, et que le plaignant reçoive une compensation pour les dommages causés à sa résidence. Le Commissaire de la GRC a soucrit à ces recommandations.

ne la pas aviser que son fils serait apprécier; et que les membres de la GRC ont
bénéficié, et que la résidence de son fils.
endommage la réputation de son fils.

La confrontation a pris fin presque immédiatement à l'arrivée de la plaignante qui a rassuré son fils qu'il s'est alors rendu rapidement à la GRC. Dans sa plainte, la dame alléguait que dans l'exécution de l'ordonnance d'apprehension de son fils, les membres de la GRC ont utilisé une force excessive; que le captoral hésitation de son fils, les membres de la GRC ont utilisé une force excessive; que le captoral crise psychique. L'examen de l'affaire suivante

pour empêcher les policiers d'entrer. La confrontation a pris fin presque immédiatement à l'arrivée de la plaignante qui a rassuré son fils qu'il s'est alors rendu rapidement à la GRC. Dans sa plainte, la dame alléguait que dans l'exécution de l'ordonnance d'apprehension de son fils, les membres de la GRC ont utilisé une force excessive; que le captoral hésitation de son fils, les membres de la GRC ont utilisé une force excessive; que le captoral crise psychique. L'examen de l'affaire suivante

est si importante pour la Commission. Il illustre la raison pour laquelle cette question

PARTIE III ENJEUX LIÉS AUX PRATIQUES POLICIERES

LA CONDUITE DE LA GRC

On nous demande souvent quelle est les incidences des recommandations de la Commission sur la conduite de la GRC. Le nombre de conclusions et de recommandations auxquelles

79 pour cent de nos recommandations.

Critiquant la conduite de ses membres et à 75 pour cent de toutes les conclusions qui écoule, le Commissaire de la GRC a souscrit à l'un des critères retenus. Pendant l'exercice souscrit le Commissaire de la GRC constitue l'un des critères recommandations auxquelles

La Commission a établi que la conduite des membres de la GRC avait été appropriée dans la majorité des cas examinés. Toutefois, la preuve de la véritable valeur ajoutée pour les Canadiens, y compris pour la GRC, est faite lorsqu'une la Commission juge que sa conduite a été inappropriée et fait des recommandations pour s'assurer que ce genre de conduite ne se répète pas. Les cas suivants illustrent la conduite de la GRC et la politique nationale fâçonnant la Commission influence peu à peu sur les pratiques policières.

La Commission observe de très près le traité-ment par la GRC des personnes qui sont en crise psychique. L'examen de l'affaire suivante

SOUFFRANT DE TROUBLÉS PSYCHIQUES TRAITEMENT DES PERSONNES

La conduite de la GRC et la politique nationale

tagon dont la Commission influence peu à peu pour empêcher les policiers d'entrer.

utilise des bâtons comme arme d'occasion pointait son arme sur lui et le fils a alors 25 fois en 40 minutes, un membre de la GRC

point ou on a utilisé du gaz pétrole contre lui départ. La situation s'est envahie au rait et qu'il ne constitua pas un danger au connu de la police, et il était clair qu'il délivrait et était barricade dans la maison, il était

a mis en peril tous les participants. Le fils a été entier des membres de la GRC et lui, et effrayé à provoquer une confrontation vio-

la manière de traiter cet homme délirant et souffrant d'une schizophrénie paranoid. Le fils de la plaignante était âgé de 26 ans et souffrait d'une schizophrénie paranoid.

Le fils de la plaignante en vertu d'une ordonnance d'examen médical involontaire. Hendre le fils de la plaignante en vertu d'une des membres de la GRC ont tenté d'appré-

79 pour cent de nos recommandations.

Critiquant la conduite de ses membres et à 75 pour cent de toutes les conclusions qui écoule, le Commissaire de la GRC a souscrit à l'un des critères retenus. Pendant l'exercice souscrit le Commissaire de la GRC constitue l'un des critères recommandations auxquelles

tion à la Commission. L'avocat de la Cour fédérale est crucial dans ce cas particulier parce qu'il a accès à tous les documents pertinents, sans accès à la Commission ne peut remplir le mandat qui lui est confié par le Parlement et effectuer l'examen de la plainte. Plus précisément, la Commission est dans l'incapacité d'évaluer la pertinence de la conduite du membre de la GRC pour obtenir le mandat de prérogative.

La décision de la Cour fédérale permettra à la Commission d'établir la portée de son droit d'accès à l'information essentielle à l'examen approprié des plaintes et de soumettre au Parlement toute faille du processus de plainte du public.

La Commission a soumis sa cause à la Cour fédérale en février 2004 et attend une décision dans cette affaire. La décision de la Cour fédérale permettra à la Commission d'établir la portée de son droit d'accès à l'information essentielle à l'examen approprié des plaintes dé posées au Parlement toute faille du système de soumettre au Parlement toute faille du système.

Lors de l'examen de cette plainte, la Commission a demandé à la GRC une copie des documents pertinents en vertu de l'alinéa 45.41(2)b) de la Loi sur la GRC. Les documents ensuite fournis par la GRC ne contenaient pas la déclaration sous serment du membre de la GRC qui avait obtenu le mandat de perquisition. En outre, une partie des notes des membres de la GRC avaient été effacées sans explication. Malgré plusieurs demandes et contrairement à son obligation réglementaire, la GRC a continué de refuser de fournir à la Commission toutes les données pertinentes.

La Commission a entrepris cette procédure à titre de principe gardien du processus de plainte du public dans le but d'établir la portée de l'obligation de la GRC de fournir l'informa-

REQUETE AUPRES DE LA COUR FEDERALE

La Commission qualifie sa vision « d'excellence des services de police grâce à la redéve-
lue de ses valeurs fondamentales. Tout comme
la GRC, la Commission croit à la protection
rigoureuse des renseignements sensibles et
garantit qu'elles ne trahira pas la confiance du
public en permettant leur divulgation.

En février 2003, la Commission a engagé une
procédure auprès de la Cour fédérale du Canada
afin de clarifier son droit d'accès à l'information
nécessaire à l'examen approprié d'une plainte.
Cette question est issue d'une plainte déposée à
la suite d'une perquisition de la grange du
plusieurs agents d'un service de police provin-
cial. Le plaignant allégué, entre autres choses,
qu'un membre de la GRC avait obtenu le man-

dat de perquisition de façon inappropriée.

La Commission se protège dans chaque affaire des fuites involontaires de renseignements sensibles en demandant, par exemple, à la GRC de réviser un rapport intermédiaire avant sa divulgation aux parties. La Commission se conforme à tous les règlements et politiques du gouvernement en matière de confidentialité des renseignements personnels.

« top secret » et tous les employés de la Commission ont une cote minimum « flambée ». Avec l'aide de la GRC, la Commission a pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité physique de ses bureaux. Afin de pouvoir traiter l'information sensible, plusieurs cadres supérieurs ont une cote de sécurité « top secret » et tous les employés de la Commission ont une cote minimale « flambée ». La Commission se protège dans chaque affaire des fuites involontaires de renseignements sensibles en demandant, par exemple, à la GRC de réviser un rapport intermédiaire avant sa divulgation aux parties. La Commission se conforme à tous les règlements et politiques du gouvernement en matière de confidentialité des renseignements personnels.

La Commission aux fins de la conduite des examens. À cet égard, la Commission et la GRC partagent la même conviction. La Commission a été engagée à promettre de lever les renseignements sensibles confiés à la public. La Présidente s'est engagée à promettre de lever le fer de lance du processus de plainte si l'information fournie par la GRC est égale-

telle au succès des opérations policières.

La Commission a été engagée à la sécurité nationale, soit essentiellement à la sécurité nationale, soit essentielle aux succès des opérations policières. Les rapports faisant état des relations relatives à la sécurité nationale, sont essentiels au succès des opérations policières.

TRAITEMENT PAR LA COMMISSION DES RENSEIGNEMENTS SENSIBLES

LIAISON AVEC LES INTERVENANTS SURVEILLANCE DES RELATIONS ENTRE LA GRC ET LES AUTOCHTONES

Pendant les dernières années, la Fédération des autochtones à résoudre leurs différends. Commissaire à offrir d'aider la GRC et la collectivité autochtone à résoudre leurs différends. Pendant la dernière année et, dans un cas où les relations étaient particulièrement tendues, la Commission a offert d'aider la GRC et la collectivité autochtone à résoudre leurs différends. La Commission a proposé un rapport intermédiaire à la demande annuelle de la GRC. Dans le rapport annuel de l'an dernier, la Présidente faisait état de certaines initiatives de relations extrêmes et individuat que la Commission donnerait la priorité aux plaintes des Autochtones. En vertu de cet engagement, environ neuf examens de plaintes issus de plaignants autochtones ont été réalisés pendant la dernière année et, dans un cas où les relations étaient particulièrement tendues, la Commission a offert d'aider la GRC et la collectivité autochtone à résoudre leurs différends.

Dans le rapport annuel de l'an dernier, la Présidente faisait état de certaines initiatives de relations extrêmes et individuat que la Commission donnerait la priorité aux plaintes des Autochtones. En vertu de cet engagement, environ neuf examens de plaintes issus de plaignants autochtones ont été réalisés pendant la dernière année et, dans un cas où les relations étaient particulièrement tendues, la Commission a offert d'aider la GRC et la collectivité autochtone à résoudre leurs différends. La Commission a proposé un rapport intermédiaire à la demande annuelle de la GRC. Dans le rapport annuel de l'an dernier, la Présidente faisait état de certaines initiatives de relations extrêmes et individuat que la Commission donnerait la priorité aux plaintes des Autochtones. En vertu de cet engagement, environ neuf examens de plaintes issus de plaignants autochtones ont été réalisés pendant la dernière année et, dans un cas où les relations étaient particulièrement tendues, la Commission a offert d'aider la GRC et la collectivité autochtone à résoudre leurs différends.

a rendu à ses membres.

PLIENS FEUX SUR LES
POURSUITES POLICIERES

qui tiennent devant les policiers. Les services de police provinciaux et les organismes internationaux de surveillance ont soutenu la police soit sur l'incorporation des conclusions du rapport de la Présidente Soty font référence afin d'appuyer des changements à ce secteur de politique. Quand elle considère le nombre de poursuites entreprises à la suite d'infractions mineures, la Commission insiste pour que la GRC reconsidère sa politique courante qui fait dans son rapport novateur.

En 1999, la Commission a examiné les risques que comporte une poursuite policière dans son rapport intitulé *Les poursuites policières et la sécurité du public qu'on peut consulter à l'adresse www.cpc-cgc.ca*. Le rapport contient une brève description des risques inhérents à ce type de situations. Il recommande que pour une sorte d'entreprises qui pourraient être victimes d'un délit qui justifie une telle poursuite. Le rapport souligne également le modèle qui utilise la police de Miami-Dade en Floride qui limite les poursuites aux « seuls crimes violents ». Cette décision du service de police de Miami-Dade n'a entraîné aucune augmentation du taux de criminalité ou du nombre de suspects dans tout le pays.

l'infracteur mais parce qu'ils sont effrayés et qu'ils refusent d'assumer les conséquences des accusations mineures qu'on pourrait porter contre eux

Pendant la dernière année de surveillance publique, de la participation de la GRC à des poursuites policières, les rapports ont révélé que la plupart d'entre elles ont lieu quand un membre détecte une infraction aux règlements de la circulation, comme les feux arrière brûlés, une infraction contre les biens, comme les véhicules volés, ou l'excès de vitesse. D'autres poursuites sont entreprises pour la conduite en état d'ébriété et, moins souvent, pour les infractions comme le vol ou le vol à main armée. La documentation sur les poursuites révèle que les chauffeurs qui refusent de s'arrêter à la demande de la police ou qui fuient la police ne le font pas à cause de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise.

force, les poursuites policières à grande vitesse, les nouveaux pouvoirs policiers en vertu de la *Loi antiterroriste*, la *Loi sur le crime organisé*, le traitement des personnes en organisme, le traitement des personnes mettant en égallement de près les affaires surveillées à une et les décès en cellule. Elle surveille également de près les affaires mettant en cause d'autres services de police et des organismes de surveillance policière afin de garder une vue d'ensemble des questions politiques d'actualité au Canada.

SOUFFRANT DE TROUBLES PSYCHIQUES

TRAITEMENT DES PERSONNES

Dans les régions rurales en particulier, les citoyens sont souvent mécontents du déploiement des ressources de la GRC. C'est souvent une question d'incompréhension des commentaires que connaît la GRC. L'intervention traînante que connaît la GRC. Elle surveille un analyste de la Commission peut parfois faciliter l'échange d'information comme en fait foi l'exemple qui suit.

La Présidente est informée des questions de l'heure de diverses façons : reportages des médias, enquêtes de corners, tribunaux criminels et plaignants du public. La Présidente traitement des Autochtones, le recours à la s'intéresse de près à plusieurs questions : le

CAS D'INTÉRÊT POUR LA PRÉSIDENTE

efforts consentis par la GRC. toutes les parties étaient satisfaites des serre de détails. La plainte a été retirée et à des membres spéciaux afin de régler la réunion et d'avoir temporairement recours à la région à accepté d'assister à tendant de la région à un crime. Le surin d'un groupe rural d'aider au crime. Le surin et leur résidence, y compris la mise sur pied que vivait la collectivité et d'explorer les par les citoyens du niveau de criminalité conseil municipal afin d'être mis au fait membre supérieur assiste à une réunion du détachement local et a demandé qu'un 24. Un analyste a communiqué avec le pas des services de la police 24 heures sur les citoyens étaient inquiets, ne disposant victime de nombreux vols par effraction et la collectivité rurale du plaignant avait été

comme l'illustre exemple qui suit

Souvent, un citoyen communique avec la Commission parce qu'il est insatisfait des procédures réalisées par la GRC dans une enquête. Il peut hésiter à s'adresser directement à la GRC, mais se sent à l'aise de parler à un analyste de la Commission. Le fait de permettre l'échange d'information entre le citoyen et la GRC peut dégager la question sans plainte officielle,

DU NIVEAU DE SERVICE DE LA GRC

MECONTENEMENT VIS-A-VIS

Une plaignante était inquiète d'ailleurs de sa grand-mère et a donc demandé l'assistance de la GRC. On lui a refusé cette assistance et on lui a expliqué que c'était la devant les tribunaux. Un analyste de la Commission a organisé une rencontre entre la plaignante et un inspecteur local qui lui a confirmé le fait qu'à moins d'avoir une ordonnance du tribunal avec une clause exécutoire, la GRC ne peut agir dans les questions de garde définitif. L'inspecteur a invité la plaignante à ne pas hésiter à téléphoner pour poser des questions ou exprimer ses préoccupations. La plaignante était alors satisfaite et n'a pas porté plainte.

EL A LA GARDE DES ENFANTS

QUESTIONS RELATIVES A LA FAMILLE

La Commission régionale chaque année de nombreux breux appels relatifs à la famille et à la garde des enfants. Souvent, il ne s'agit que de commissions d'enquête pour déterminer si une personne peut prendre comment la loi s'applique à la situation du citoyen, comme l'ilustre l'exemple suivant.

- Deux membres de la GRC ont signifié au plaignant une lettre d'avertissement que bande autochtone. Le plaignant trouvait que la GRC s'était immiscée de façon inutile dans les affaires de la bande en l'ivrant cette lettre. Un caporal du détachement local lui a expliqué que la GRC offre ce service aux petites collectivités et a accepté de parler au plaignant afin d'expliquer leurs actes. À la suite de cette conversation, le plaignant a retiré sa plainte et la question a été réglée à la satisfaction de toutes les parties.

Souvent, un citoyen communiqué avec la Gom-
mission parle qu'il ou elle est insatisfait des
progrès réalisés par la GRC dans une enquête.

Le deces d'un membre de la famille age de 15 ans. La famille pensait que l'enfant etait mort a la suite d'une agression et elle n'etait pas satisfaite de l'enquete de la GRC. Un juge pour lequel la collectivite autochtone a beaucoup de respect a accepte d'examiner le dossier de la police et le rapport d'autopsie et ce, sans frais. La plainte a ete retiree et le differend regle a la satisfaction de toutes les parties.

- Bien que la plupart des cas pour lesquels on a recours au règlement des différends à l'amiable soient réglés avec succès en trois jours, pendant l'exercice financier, la Commission a animé des séances informelles de règlement des différends à l'amiable pendant six mois avec une

Un plaignant pensait que lui et ses amis Autochtones. La Commission a organisé une rencontre entre le plaignant et un inspecteur de la GRC. Ils ont discuté à fond de la question et le plaignant a ensuite compris les raisons des actes du membre. Le plaignant a exprimé le désir de venir un agent de la GRC et il a été renvoyé à l'Unité de recrutement des Autochtones. La plainte a été retirée et la question réglée à la satisfaction de toutes les parties.

La Commission persiste dans son effort contre pour établir de bonnes relations avec les collectivités autochtones. Le règlement des différends à l'amiable est souvent une solution préférable à la plainte officielle, comme en témoignent les cas suivants.

TRAITEMENT PAR LA POLICE DES AUTOCHTONES

Lorsqu'il se révèle efficace, le règlement des différends à l'amiable peut procurer plus de satisfaction aux plaignants et aux membres visés de la GRC car il permet de résoudre rapidement le différend. Il s'agit également d'une formule économique puisqu'il n'y a pas d'enquête menée par la GRC ni d'examen par la Commission.

a lameable.

ports de ce genre ont été soumis à la GRC pen-
dant le dernier exercice.
Voici des exemples de cas qui illustrent
certains différends qui peuvent être réglés
grâce au mode de règlement des différends

A l'occasion, un analyste de la Commission soumet un rapport à la GRC lorsqu'e le citoyen ne desire pas porter plainte officiellement n'exige aucune réponse de la GRC, mais qu'il désire qu'un membre supérieur soit mis au fait de ses préoccupations. Sixxante et un rap-

Le nombre de cas résolus grâce au mode de règlement des différends à l'amiable a augmenté de 58 pour cent par rapport au dernier exercice financier. Pendant l'exercice 2003-2004, le bureau de la région de l'Ouest a eu recours au règlement des différends à l'amiable dans 466 cas et a réussi à en résoudre 446. Seulement 20 d'entre eux ont été suivis

Le mode de règlement à l'amiable permet de résoudre la plainte sans avoir recours à la procédure officielle de traitement des plaintes prévue par la Loi. Le plaignant n'en conserve pas moins la possibilité de déposer une plainte officielle. L'attitude professionnelle et la rapidité d'action des membres de la GRC, en particulier les superviseurs de l'organisme, expliquent en grande partie les résultats satisfaisants de cette initiative.

Le Commissaire de la GRC a sous conclusions de la Commission. Étant l'importance de cette affaire, il a qu'il soumettrait cette affaire au Comité adjoint de la GRC de la Direction des services policiers communautaires, contractuels des planteurs du public dans l'espoir de servir à élaborer de meilleures pratiques transiger avec ce genre de situations.

MENÉES PAR LA GRC
ENQUETES PLUS APPROFONDIÈS

La Commission n'a demandé aucune autre enquête approfondie auprès de la GRC pendant la période du présent rapport.

AUDIENCES PUBLIAVES

La commission a la possibilité de convoyer des audiences publiques dans le traitement d'une plainte. Depuis sa création en 1988, la Commission a tenu 17 audiences publiques. Aucune audience publique n'a été tenue pen- dant le présent exercice financier.

MODÈLE DE RÉGLEMENT DES
DIFFÉRENDS À L'AMIABLE

La Commission continue de trouver tort et cace le mode de règlement des différends à l'amiable ou elle a introduit. Lorsque ce mode de règlement est jugé pertinent, les analystes de la Commission, en tant qu'arbitres indépendants, aident le plaignant et les membres de la GRC à entrer en contact le plus tôt possible afin de résoudre de façon informelle des conflits en jeu.

La Commission a effectué une enquête plus approfondie sur cet incident parce que la GRC n'avait pas interrogé les deux plaignants et que l'information clé sur l'endroit où s'est produit l'incident n'avait pas été portée au dossier. Après examen de tous les témoignages, y compris les renseignements supplémentaires obtenus lors de l'enquête de la Commission, la présidence a conclu que les allégations des plaignants n'avaient aucun fondement.

- En décembre 2000, un gendarme de la GRC intercepte un véhicule conduit par le plaignant et son épouse. Le gendarme effectue des vérifications de véhicule au hasard pour les chauffeurs en état d'ébriété conformément au Programme d'application selective-circulation (PASC). Sur le moment, le plaignant a admis avoir consommé deux bières dans un bar local, ce qui a amené le gendarme à lui demander de se soumettre à un test d'alcoolémie. Le plaignant a inscrit un « avertissement » dans le test d'alcoolémie. Son épouse a refusé de se soumettre au test. Le gendarme a donc décidé qu'aucun des deux n'était en mesure de conduire et a donc communiqué avec une société de remorquage pour la mise en fourrière du véhicule. Après libération du plaignant et remorquage du véhicule, le gendarme a offert au plaignant et à son épouse de les conduire à l'hôpital de leur choix. Ils ont tous deux refusé cette offre. Ils ont donc marqué jusque chez eux par une température de moins quatre degrés.

ENQUÈTES PLUS APPROFONDIIES PAR LA COMMISSION

Le Commissaire de la GRC affirme que les membres de la GRC avaient effectué une entrevue convenable et avantageuse avec les témoignages des seules notes d'un membre ne suffisait pas à justifier une conclusion. Dans son rapport final, la Présidente a retenu les conclusions de son rapport intermédiaire et a souligné que les notes des membres devaient rapporter exactement les événements chronologiquement dans l'ordre qu'ils se sont produits. Le Commissaire de la GRC avait recommandé fait des commentaires, dans plusieurs autres dossiers, sur l'exigence pour les membres de prendre des notes exactes. Mais dans sa réponse à cette affaire, il a vanté que la Commission n'a toutefois pas du tout été intenable, car la Commission doit pouvoir se fier aux renseignements fournis par les notes des membres pour tirer des conclusions et faire des recommandations.

La plaignante et divers témoins ont refusé de collaborer à l'enquête de la GRC sur la plainte du public à cause d'un climat de méfiance entre la collectivité autochtone et la GRC. Toutefois, la Commission a pu interroger ces personnes pendant l'enquête plus approfondie. Le rapport intérimaire de la Présidente fondue, sur le témoignage des carmets de concilut, sur la résidence du premier membre de la GRC à entrer dans la résidence, que les membres de la GRC n'ont pas annoncé leur entrée dans la résidence convaincablement et que, par conséquent, tout recours à la force était injustifié.

- En août 1997, deux membres de la GRC se sont présentés à la résidence de la plaignante dans le but d'arrêter son fils. À leur arrivée, un des membres est allé à la porte arrrière et l'autre à la porte avant de la résidence. Ils ont commencé à chercher son fils malgré les objections de la plaignante et sa demande de produire un mandat de perquisition. Lorsqu'ils ont tenté de fouiller les chambres de la maison, il s'en est suivi une lutte physique entre les deux membres de la GRC et la plaignante. Peu après, les membres de la GRC ont décidé de quitter la maison. La plaignante a allégé que les membres de la GRC ont perquisitionné sa résidence sans mandat et qu'ils ont fait usage de force excessive sur sa personne.

La Présidente de la Commission peut décider d'entreprendre une enquête plus approfondie ou demander à la GRC de mener une enquête plus approfondie si, après examen des renseignements fournis par la GRC, le contenu ou la conduite de l'enquête n'est pas jugée adéquate quant aux conclusions à tirer. Pendant la période du présent rapport, la Présidente a décidé qu'il était nécessaire que la Commission entreprenne de façon indépen-
dante deux enquêtes plus approfondies, toutes deux relatives à des plaintes d'Autochtones.

Lorsque nous avons fait état de ce cas dans notre rapport précédent, le Commissaire de la GRC n'avait pas encore répondu au rapport intermédiaire de la Présidente. Le Commissaire de la GRC a par la suite soumis à ce que l'incident en question était bien une poursuite et que les membres auraient dû soumettre la documentation qu'exige la Politique nationale sur les poursuites de la GRC. Dans son rapport final, la Présidente a relevé son intention de continuer à examiner la pratique des membres de la GRC de continuer de suivre un suspect une fois la poursuite terminée à la lumière de la recherche faite sur les risques que comporte cette pratique.

Toute poursuite est dangereuse, quelle que soit sa duree. Elle provoque une cascade d'événements qui peut avoir des conséquences tragiques malgré une bonne évaluation du risque et la prise de décisions responsables de la part des policiers. La Commission continue d'examiner les poursuites policières afin de s'assurer qu'on tient compte de la sécurité publique et d'être proactif dans l'intérêt public. En outre, la Présidente a souligné la périodicité et la nécessité d'une évaluation régulière et systématique de la sécurité publique et de l'application de la loi. La Commission a également recommandé la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation continu des opérations policières pour assurer la sécurité publique et le respect des droits humains.

- Comme le mentionne le précédent rapport sport avant que le feu passe au vert.
- L'an dernier, la Présidente a porté plainte et a entrepris une enquête dans l'intérêt public après avoir appris, par l'entremise d'informations médiatisées, qu'un suspect innocent avait été victime d'un grave accident de la route. La force de l'impact a été si puissante que l'automobile de la victime a atterri sur la pelouse avant d'une maison voisine et la victime innocente a passé plusieurs semaines à l'hôpital à cause de ses nombreuses blessures.

POURSUITES POLICIERES

Cette enquête a exigé plus de temps qu'on ne peut le rapport intermédiaire qui sera soumis au Ministre et au Commissaire de la GRC. Elle prépare et la Présidente redige présente- gatrices ont été réalisées, le rapport demandé a été causé l'accident. À ce jour, tous les interro- la GRC sur le vol du véhicule automobile ayant plications inévitables de l'enquête criminelle de l'avait d'abord prévu surtout à cause des com- ment le rapport intermédiaire qui sera soumis au

- L'an dernier, la Présidente a porté plainte et a entrepris une enquête dans l'intérêt public afin de déterminer si l'enquête de la GRC sur la mort de ce garçon avait été effectuée convenablement. Au moment du présent rapport, l'enquête est presque achevée et des renseignements supplémentaires et des renseignements fournis dans le cadre du prochain rapport fournissent des informations supplémentaires et des renseignements fournis dans le cadre du prochain rapport annuel.

LOI ANTIERRORISTE

La Présidente a été dans l'impossibilité de refuser des conclusions sur ce cas, car la GRC refuse de fournir à la Commission l'informa- tion que contenait le mandat de perquisition. Par conséquent, la Présidente ne peut examiner les allégations de la plainte à moins que la GRC ne renverse sa décision ou que le Parlement ne précise la loi. De plus amples renseignements seront fournis dans le cadre du prochain rapport annuel.

- Dans le rapport de l'an dernier, la Présidente rapportait qu'il était nécessaire d'entreprendre une enquête dans l'intérêt public sur une plainte alléguant que la GRC avait exécuté sans justification un mandat d'arrê- té fait dans le cadre d'activités terroristes appris plus tard que la perquisition avait été faite dans le cadre d'activités terroristes de Montréal. Cette femme, Arabe d'origine, de perquisition à la résidence d'une femme avait exécuté sans justification un mandat d'arrê- té dans le cadre d'activités terroristes de Montréal. Cette femme, Arabe d'origine, de perquisition à la résidence d'une femme avait exécuté sans justification un mandat d'arrê- té dans le cadre d'activités terroristes de Montréal. Cette femme, Arabe d'origine, de perquisition à la résidence d'une femme avait exécuté sans justification un mandat d'arrê- tés suspeccées.

Insister sur une enquête dans l'intérêt public afin de déterminer si l'enquête de la GRC sur la mort de ce garçon avait été effectuée convenablement. Au moment du présent rapport, l'enquête est presque achevée et des renseignements supplémentaires et des renseignements fournis dans le cadre du prochain rapport annuel.

- La Présidente a fait entendre sur cette plainte et à souligner les diverses recommandations faites par l'équipe d'examen de la GRC parce qu'elle la considère dans l'intérêt public. Bien que la Présidente reconnaîsse que rien dans son rapport ne pourra jamais compléter la partie douloreuse de l'enfant de cette famille, elle a décidé d'entreprendre ce projet afin de garantir que ce genre de situation ne se reproduise jamais.

Dans son rapport intermédiaire, la Présidente souligne que toutes les recommandations ont bien été mises en œuvre au détriment de la GRC. À partir des résultats de cette enquête de la Commission, la Présidente croit que le détachement de la GRC sera mieux à même de faire face aux affaires de conséquence à l'avenir et que les erreurs sérieuses commises dans le cas du père d'un garçon de 17 ans qui a été tué à la suite d'un accident de moto- cycliste dans un chantier de terrassement sur une propriété privée. La famille du garçon prétenait que l'enquête des membres de la GRC sur cet accident était inadéquate et déclarait qu'ils avaient délibérément tenté de dissimuler les faits de cette affaire. Sur réception de cette plainte et à souligner les diverses recommandations faites par l'équipe d'examen de la GRC, la Présidente a décidé qu'il fallait de la collectivité.

ENQUETES INADEQUATES DE LA GRC

du prochain rapport.

[traduction] « d'une multitude d'erreurs ou de modélification ou d'autre manipulation des témoignages et des preuves ». Ce citoyen n'a fait pas convaincu que l'enquête interne de la GRC suffisait pour calmer les inquiétudes

Le procès de cette affaire a mis en lumière de sérieuses erreurs faites par la GRC pendant son enquête sur cette tragédie. Deux enquêtes ont été effectuées pour examiner les erreurs de cette affaire. Un corps policier sérieuses de cette affaire. Deux enquêtes ont été effectuées pour examiner les erreurs sérieuses de cette affaire. Une équipe d'examen minutieux et a conclu que l'enquête effectuée par le détachement de la GRC comporteait de sérieuses lacunes. La GRC a fait état de ces lacunes et de la nécessité d'effectuer une enquête supplémentaire dans son rapport, avec plusieurs recommandations significatives redigées, afin d'éviter que ces erreurs se reproduisent.

Dans une lettre à la Commission, un citoyen a souligné la demande qu'un examen indépendant soit fait de toute l'affaire en faisant état

janvier 2000.

Vice-président redige présentement le rapport, tous les témoins pertinents ont été interrogés, le rapport d'enquête a été préparé et la Commission a fin de la période que couvre le présent rapport, tous les témoins per-

Sur réception de cette plainte, le Vice-prési-

Code criminel du Canada.

constitue une agression aux termes du Code criminel du Canada. Les membres de la GRC à l'égard de son fils maintiennent que la force dont ont usé les agents du garçon qui témoignaient clairement de la gravité de ses blessures. La mère du garçon avait fait des photographies du visage du garçon autour des yeux. La mère du garçon avait cassé et démonté le nez de la GRC. Le garçon avait le nez cassé et des contusions autour des yeux. La mère du garçon avait fait des photographies du visage du garçon qui prétendait que son fils avait été frappé par la Commission de la mère d'un garçon de 13 ans

• En mai 2003, la Commission a reçu une

Ces enquêtes mettent en lumière deux

enjeux importants : l'usage de force excessive par des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et l'exécution inadéquate de certaines enquêtes.

Cette année, la Présidente de la Commission a déterminé qu'il était nécessaire de mener trois enquêtes dans l'intérêt public : la première sur la conduite de la GRC en rapport avec l'enquête de 1994 sur la distribution et le meurtre d'un jeune enfant ; la deuxième sur l'usage de force excessive par un membre de la GRC sur un jeune Autochtone ; et la troisième sur une enquête due à la GRC à mener sur un accident de motocyclette mortel.

Etant donné la gravité des allégations, la Présidente a décidé de porter plainte et d'instituer une enquête dans l'intérêt public sur cette agression présumée. À la fin de la période que

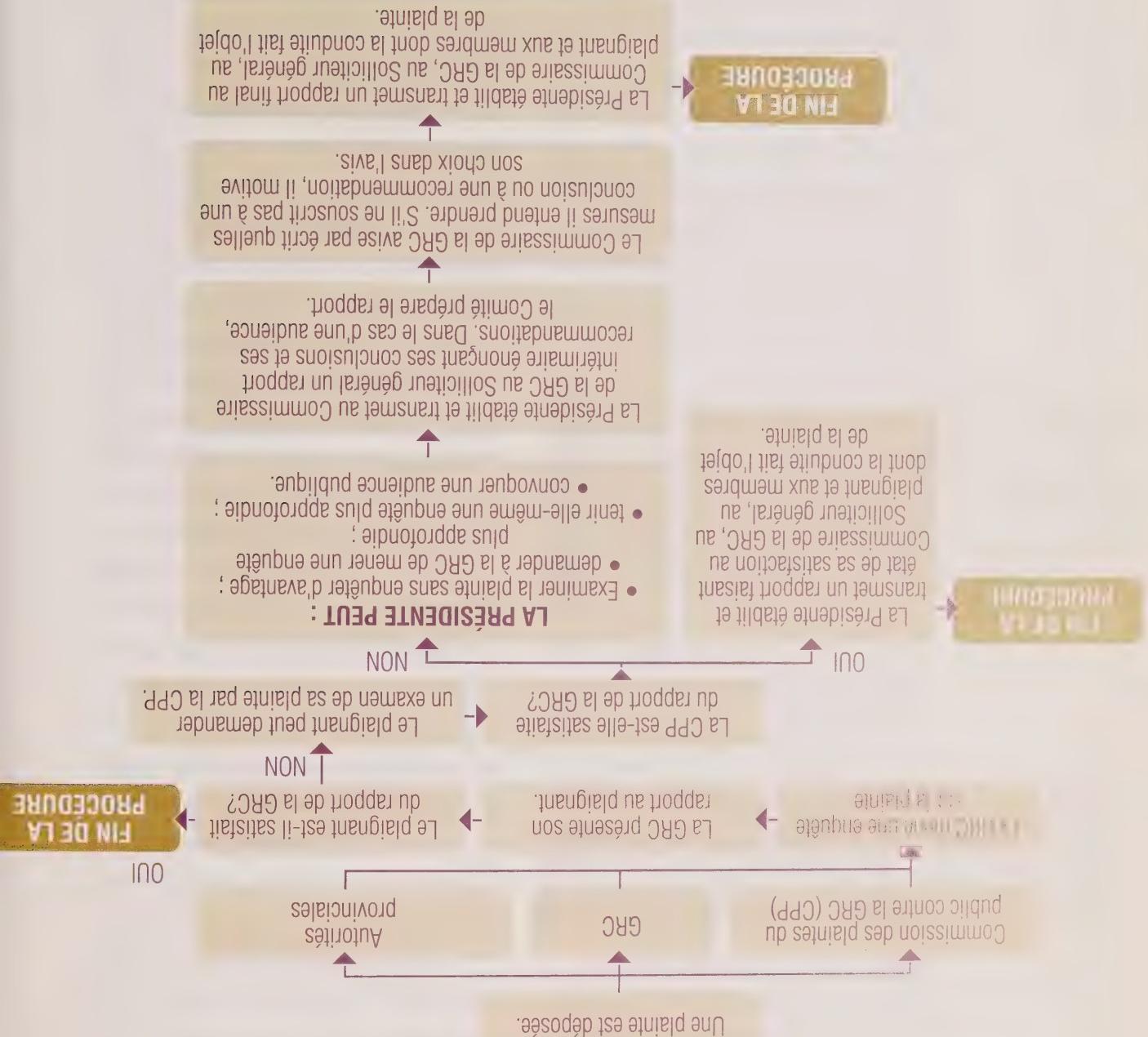
représente 30 réserves du Nord, a déclaré publiquement qu'il s'indignerait de cette détachement. Leur grand chef, qui à un avocat demandant leur détention au puis leur avait refusé le droit de faire appel, trappeant et les éloignant avec son bâton, a également deux jeunes Autochtones en les agressé un membre de la GRC avait physiquement • En mars 2003, un quatrième rapport

RECOURS ABUSIF À LA FORCE

Ces enquêtes mettent en lumière deux enjeux importants : l'usage de force excessive par des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et l'exécution inadéquate de certains enjeux.

Le Vice-président a lancé une enquête dans l'intérêt public sur l'usage de force excessive à l'égard d'un garçon de 13 ans dont on a briisé le nez pendant son arrestation.

Ces enquêtes mettent en lumière deux enjeux importants : l'usage de force excessive par un membre de la GRC dans l'intérêt public de mener trois enquêtes mettant en lumière deux enjeux importants : l'usage de force excessive par un membre de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et l'exécution inadéquate de certains enjeux.



Le Commissaire de la GRC avise par écrit à la Présidente et le Ministre de toute mesure qui sera prise par suite des conclusions et des recommandations de la Présidente. Si le Commissaire de la GRC ne souscrit pas à une conclusion ou à une recommandation quelconque, il doit motiver son choix. La Présidente établit alors un rapport final faisant état de la réponse du Commissaire de la GRC et des conclusions et recommandations finales de la Présidente. Elle envoie ce rapport à toutes les parties concernées.

Lorsque la Commission examine une plainte, elle effectue une analyse détaillée de tous les documents pertinents, de l'enquête de la GRC ainsi que de la loi et de la politique applicable à la conduite des membres visés.

Une fois l'examen mené à bien et si la Commission n'est pas satisfaite du règlement de la plainte par la GRC, la Présidente transmet au Commissaire de la GRC et au Ministre un rapport intermédiaire faisant état de ses conclusions et recommandations.

PROCÉDURE DE PLAINTE ET D'EXAMEN

PARTE II PLANTES ET ENQUETES

Depuis 2001, la Commission connaît un manque à gagner lié à plusieurs causes : la crise dans sa capacité de remplir un de ses mandats de base. Enfin, la Commission a ajouté un mode de règlement des différends à l'amiable à son meilleur service, mais ces nouvelles solutions a permis à la Commission d'offrir un bureau de la région de l'Ouest. Cette décision a également été prise pour combler une lacune dans sa capacité de remplir un de ses mandats de base.

- Enfin, la Commission a ajouté un mode de règlement des différends à l'amiable à son meilleur service, mais ces nouvelles solutions a permis à la Commission d'offrir un bureau de la région de l'Ouest. Cette décision a également été prise pour combler une lacune dans sa capacité de remplir un de ses mandats de base.

La Commission transige depuis trois ans faire à cette exigence.

- La Commission transige depuis trois ans faire à cette exigence.

La Commission transige depuis trois ans faire à cette exigence.

Pendant l'exercice financier 2003-2004, il

déficit croissant du budget d'exploitation. La Commission a alors regu un financement supplémentaire de 449 746 \$ pour couvrir le déficit des frais d'exploitation et le manque à gagner des salariés. Ce financement supplémentaire est une solution temporaire. Il ne règle pas le problème des salariés que connaît la Commission à ce moment-là.

- Pendant l'exercice financier 2003-2004, il

devient nécessaire d'obtenir un financement supplémentaire du Conseil du Trésor.

- Pendant plus de deux ans, la Commission remunre un poste en double parce qu'un de ses cadres supérieurs est en formation linguistique afin de se conformer aux exigences de la politique sur les langues officielles qui exige que tout cadre supérieur ait une cote bilinéale CBC.

Dès lors, la Commission connaît un manque à gagner lié à plusieurs causes :

• Pendant plus de deux ans, la Commission remunre un poste en double parce qu'un de ses cadres supérieurs est en formation linguistique afin de se conformer aux exigences de la politique sur les langues officielles qui exige que tout cadre supérieur ait une cote bilinéale CBC.

Dès lors, la Commission connaît un manque à gagner lié à plusieurs causes :

• Pendant plus de deux ans, la Commission remunre un poste en double parce qu'un de ses cadres supérieurs est en formation linguistique afin de se conformer aux exigences de la politique sur les langues officielles qui exige que tout cadre supérieur ait une cote bilinéale CBC.

BUDGET DE LA COMMISSION

DEPENSES	RÉELLES	PRÉVUES	2003-2004	2004-2005
(EN MILLIERS DE DOLLARS)				
Traitements et salaires			2 597	3 061*
et autres frais				
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	516	558		
TOTAL PARTIEL	3 577	3 155		
Autres dépenses de fonctionnement		1 326**	1 580	
TOTAL des dépenses	4 903	4 735		

SHIRLEY HEAFY,

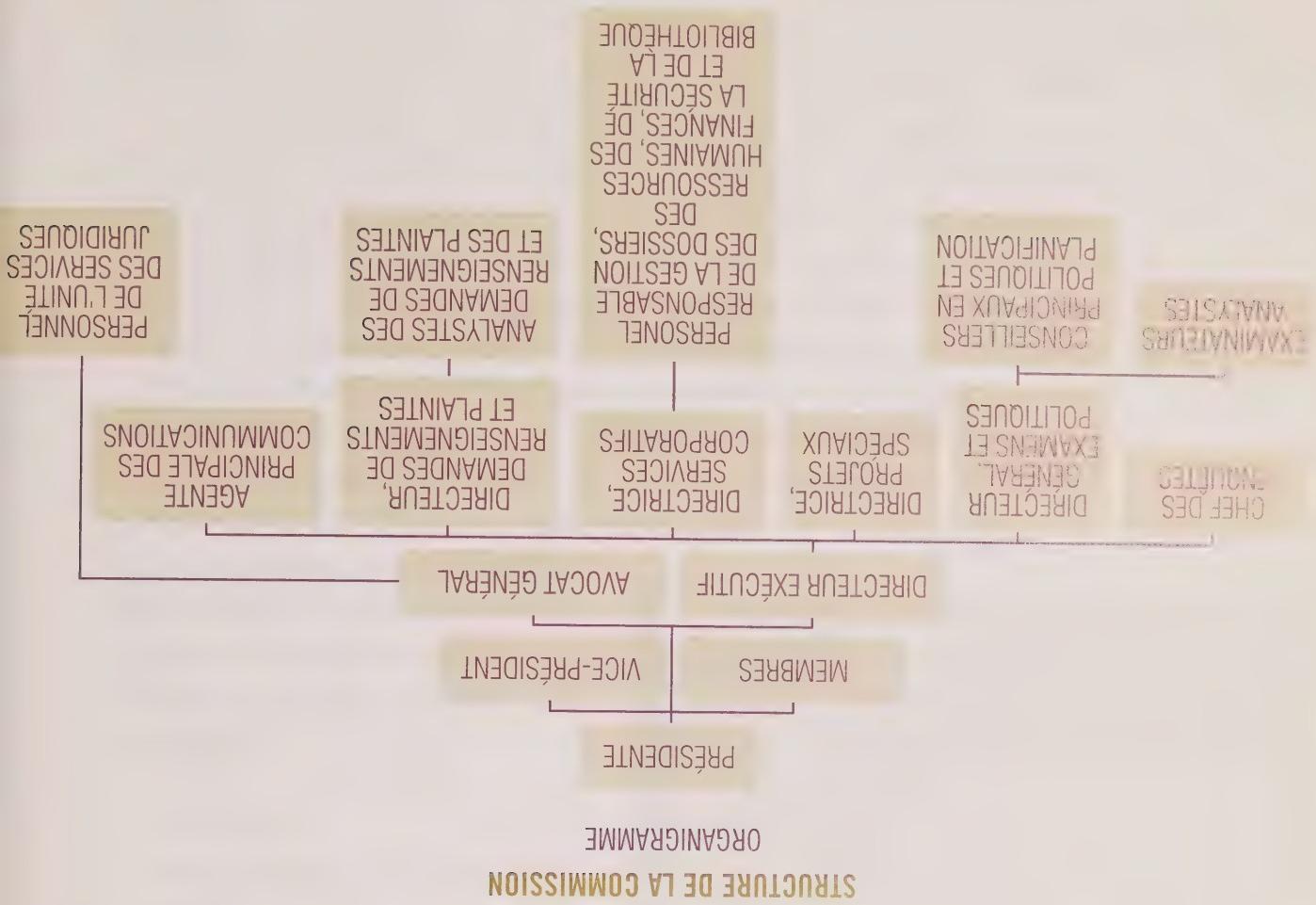


Mme Heafy a été nommée à la présidence de la Commission pour la première fois le 16 octobre 1997, après avoir été membre à titre permanent de la Commission à compter de 1995. Avant sa nomination, Mme Heafy était avocate spécialisée en droit administratif et en droits de la personne dans un cabinet privé à Ottawa. Mme Heafy a également été conseillère au préfet de la Ville d'Ottawa. Ses priorités communautaires au sein de la Ville d'Ottawa étaient de renseignement de sécurité et de surveillance des activités de policiers lors des poursuites à grande vitesse, permettant aux citoyens de faire confiance à la police. Ses priorités commerciales étaient de promouvoir les questions telles que la concurrence entre les entreprises locales et internationales, et de favoriser l'attractivité de l'économie canadienne d'origine autochtone et des personnes souffrant de troubles psychiques.

SHIRLEY HEAFY,
PRÉSIDENTE

M. McNabb a été nommé à la vice-présidence de la Commission le 1er mai 2003. Avec la diversité de ses expériences professionnelles à titre de professeur d'études en règlement de différends à l'Université de Winnipeg, d'avocat, de médiateur et de journaliste des médias, une des priorités de M. McNabb est d'accroître le recours au règlement des différends à l'amiable axe sur les intérêts.

M. MCNABB,
VICE-PRÉSIDENT



COMPOSITION DE LA COMMISSION

est en cause, la Commission n'est compétente pour examiner la plainte que si elle est déterminée que la conduite presumée risque de nuire au rendement du membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions ou de porter atteinte à la réputation de l'ensemble du corps policier.

Il faut souligner que la Commission n'a pas autorité d'examiner les questions relatives à l'administration des affaires de la GRC. En d'autres mots, les questions de gestion et d'administration ne relèvent pas de la Partie VII de la *Loi sur la GRC* qui traite du processus administratif et le vice-président en conseil nomme le président et le vice-gouverneur en conseil nomme le président. Le gouvernement peut nommer à temps plein ou à temps partiel. Les autres membres peuvent être nommés à temps plein ou à temps fonctionnel. Les autres membres peuvent être nommés à temps plein. Les autres membres sont également nommés par le gouvernement en conseil, à l'issue de consultations avec le ministre responsable des questions territoriales. Ces personnes sont également nommées par le gouvernement en conseil, à l'issue de consultations avec le ministre responsable des questions territoriales de la province ou du territoire visé.

La Commission a compétence pour entendre toute plainte émanant d'un citoyen ayant trait à la conduite d'un membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions. La dernière restriction est due à la conduite alléguée se soit produite après le 30 septembre 1988, date à laquelle la Commission a été autorisée à recevoir des plaintes. La conduite de membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions, la Commission peut s'extender aux plaintes concernant la conduite de personnel de membres de la GRC. Lorsque la conduite de membre de la GRC concerne la conduite aux plaintes concernant la conduite de membre de la GRC, la Commission peut être autorisée à recevoir des plaintes.

COMPÉTENCE DE LA COMMISSION

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme autonome qui ne fait pas partie de la GRC. En créant la Commission, le Parlement l'a investie du mandat de donner suite aux allégations de conduite inappropriée de membres de la GRC et de renforcer la bonne conduite du corps de police.

La Commission des plaintes du public contre la GRC convaincantes que le Commissaire de la GRC son aptitude à formuler des recommandations méthodes policières de l'organisme. L'efficacité de la Commission dépend par conséquent de plus vastes ayant trait à la politique et aux méthodes policières de l'organisme. La Commission en particulier ou se rapporter à des enjeux prévient viser la conduite de membres de la dûsent. Ses conclusions et recommandations résument comme suit :

Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission traite la population et les membres de la GRC avec équité et objectivité. Elle n'a pas non plus un organisme disciplinaire pour la GRC. La Commission formule des conclusions et des recommandations visant à corriger des problèmes et à empêcher qu'ils ne se repro-

ent au défenseur de la partie plaignante en tant que défenseur de l'objectif. Elle n'a pas non plus une défenseur de la partie plaignante ou des membres de la GRC. Elle n'est pas non plus un organe de discipline pour la GRC. La Commission des plaintes du public contre la GRC a une fonction de conseil et de renforcement de la conduite inappropriée suite aux allégations de conduite inappropriée le Parlement l'a investie du mandat de donner une partie de la GRC. En créant la Commission, la GRC est un organisme autonome qui ne fait pas partie des plaintes du public contre la GRC avec équité et objectivité. Elle n'a pas non plus une défenseur de la partie plaignante ou des membres de la GRC et de renforcer la bonne conduite du corps de police.

La Commission des plaintes du public contre la GRC a une fonction de conseil et de renforcement de la conduite inappropriée suite aux allégations de conduite inappropriée le Parlement l'a investie du mandat de donner une partie de la GRC. En créant la Commission, la GRC est un organisme autonome qui ne fait pas partie des plaintes du public contre la GRC avec équité et objectivité. Elle n'a pas non plus une défenseur de la partie plaignante ou des membres de la GRC et de renforcer la bonne conduite du corps de police.

NOTRE RÔLE

- recevoir les plaintes du public concernant la conduite de membres de la GRC;
- procéder à un examen lorsqu'une plainte par la GRC;
- convaincre des audiences et mener des enquêtes;
- énoncer des conclusions et formuler des recommandations.

MANDAT

PARTIE I AU SUJET DE LA COMMISSION

UNE SURVEILLANCE CIVILE QUI COMPTE BEAUCOUP

COMMENT JOINDRE LA COMMISSION

PARTE I AU SUJET DE LA COMMISSION	5
Mandat	5
Notre rôle	5
Compétence de la Commission	5
Composition de la Commission	6
Structure de la Commission	6
PARTE II PLAINTES ET ENQUETES	9
Procédure de plainte et d'examen	9
Enquêtes dans l'intérêt public	11
Enquêtes plus approfondies menées par la GRC	15
Enquêtes plus approfondies menées par la Commission	15
Mode de règlement des différends à l'amiable	16
Audiences publiques	16
Mode de règlement des différends à l'amiable	16
Cas d'intérêt pour la Présidente	20
Liaison avec les intervenants	22
PARTE III ENJEUX LIÉS AUX PRATIQUES POLICIERES	24
Traitements des personnes souffrant de troubles psychiques	24
Traitement médical approprié des détenus	25
Accès à un avocat	26
Recours abusif à la force	28
Recours abusif à la force - Étrangement par la région carcérale	29
Recours abusif à la force - Manque de coopération au processus des plaintes du public	30
Enquête inadéquate - Entrée illégale	31
PARTE IV OPERATIONS	32
Demandes de renseignements généraux	32
Plaintes	32
Procédures d'examen	32
Pratiques modernes de gestion	34
Communications	35

- l'indépendance
- l'objectivité
- l'équabilité
- la rapidité d'exécution
- la communication efficacité
- l'intégrité
- le respect
- le professionnalisme
- le travail d'équipe

reflétent l'environnement de travail que nous recherchons :

Les valeurs fondamentales suivantes nous guident dans notre travail et

MELIERS FONDAMENTALES

fonctions afin d'assurer que la GRC est redéivable au public.

Malgré une surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs

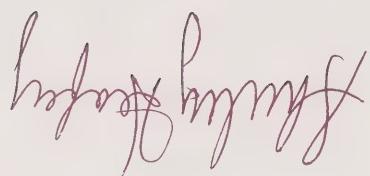
MISSION

L'excellence des services de police : une question de redévabililité.

VISION

juin 2004

Shirley Heafey



La présidente,

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

pour l'exercice 2003-2004, en vue de sa présentation au Parlement.

vous transmettre le rapport annuel de la Commission des plaintes du public contre la GRC (GPP) conformément à l'article 45.34 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, j'ai l'honneur de

Madame la Ministre,

KIA OA6

Ottawa (Ontario)

Chambre des communes

Solliciteur général du Canada (Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile Canada)
L'honorable Anne A. McLellan, C.P., députée

Canada

RAPPORT ANNUEL 03/04

COMMISSION DES PLANTES DU PUBLIC CONTRE LA GRC

UNE SURVEILLANCE CIVILE
QUI COMpte BEAUCOUP



Commission for
Public Complaints Against the
Royal Canadian Mounted Police

Commission des
plaintes du public contre la
Gendarmerie royale du Canada

Government
Publications

CA1
SG63
- A56

review 2004/2005

Canada

The Honourable Anne A. McLellan, P.C., M.P.
Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Ms. McLellan,

Pursuant to section 45.34 of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, I hereby transmit the annual report of the Commission for Public Complaints Against the RCMP for the 2004–2005 fiscal year, for tabling in Parliament.

Yours very truly,

Shirley Heafey
Chair
June 2005

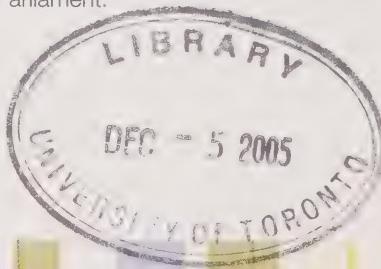


TABLE OF CONTENTS

MESSAGE FROM THE CHAIR

PART I: About the CPC

Our role	6
Jurisdiction of the CPC	6
Composition of the CPC	7
CPC Structure	7
Process Overview	8
Complaint Process	10

PART II: Complaints

Complaints	12
Chair-initiated Complaints	12
Reviews	14
Public Interest Investigations, Further Investigations and Hearings	16
Alternate Dispute Resolution: How Does It Work?	22

PART III: Challenges and Opportunities

A Continuing Challenge: Obtaining all Necessary Information	32
A New Opportunity	38

PART IV: Relationship Building

Liaison with Stakeholders	42
Relationship between the RCMP and Aboriginal Communities	43

PART V: Operations

CPC Budget and Expenditures	44
CPC Operations	45
Banning and Reporting	47
Financial and Administrative Management	47
Human Resources Management	48
Management of Information and Technology	48

APPENDIX A: Executive Summary – Submission of the CPC regarding the Policy Review of the Commission of Inquiry into the actions of Canadian Officials in relation to Maher Arar

APPENDIX B: Core Values of the Staffing System in the Public Service endorsed by the Management Committee

GETTING IN TOUCH WITH THE CPC

VISION Excellence in policing through accountability.

MISSION To provide civilian review of RCMP members' conduct in performing their policing duties so as to hold the RCMP accountable to the public.

MANDATE The mandate of the CPC is set out in Part VII of the RCMP Act and can be summarized as follows:

- / receive complaints from the public about the conduct of RCMP members;
- / conduct reviews when complainants are not satisfied with the RCMP's handling of their complaints;
- / hold hearings and investigations; and
- / report findings and recommendations.

CORE VALUES The following core values guide our work and reflect the work environment for which we strive:

- | | |
|---------------------------|---------------|
| / Independence | / Fairness |
| / Effective communication | / Respect |
| / Professionalism | / Objectivity |
| / Timeliness | / Excellence |
| / Integrity | / Teamwork |

MESSAGE FROM THE CHAIR



New challenges emerge and old ones persist. That is certainly the case here at the CPC. But each one presents an opportunity.

In the dark days that followed 9/11, the RCMP assumed a major role in the protection of national security.

The *Anti-terrorism Act* provoked much public debate over the appropriate balance to strike between rights and security. As the RCMP undertook its expanded role, rumblings were heard about "racial profiling" and other alleged inequities said to have occurred in the pursuit of national security. This highlighted the need for effective review of the national security activities of the RCMP and the Government of Canada committed itself to the establishment of an appropriate mechanism. To this end, Mr. Justice Dennis O'Connor was asked to make such recommendations as he saw fit in conjunction with his factual inquiry into the circumstances leading to the deportation of Canadian citizen, Maher Arar, from the United States to Syria.

The CPC devoted much time and effort this year to formulating our submission to Mr. Justice O'Connor because effective civilian review of national security activities is so critical to the maintenance of our human, civil and constitutional rights. We proposed a comprehensive solution that reflects the integrated nature of security and intelligence operations in the modern world. Specifically, we proposed the creation of a permanent commission, in addition to our CPC, that could review the national security activities of federal officials generally. Alternatively, if a less comprehensive solution is preferred and if this CPC is to continue to exist, we strongly suggested that it be properly empowered and resourced to do its job effectively. This would entail, for example, the power to conduct random audits of RCMP files as well as new investigatory powers that would make CPC investigations meaningful.

Old challenges persist. Our access to information necessary to a proper review of RCMP conduct remains problematic. The myriad of reasons given by the RCMP for not disclosing relevant information suggests a general reluctance to share information with the CPC and this reluctance is enabled by legislation that is inadequate to discharge the mandate.

In a recent court decision, where the CPC had requested access to information subject to the police informer privilege, the Federal Court acknowledged that RCMP assertion of the "informer privilege...will seriously impede the ability of the Complaints Commission to review complaints..."¹ but concluded that Parliament, not the Courts, had to remedy the

¹ Canada (Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission) v. Canada (Attorney General) (2004), 255 F.T.R. 270, 2004 FC 830.

problem. I am calling on Parliamentarians to heed the words of the Court and to take the steps necessary, whatever form that takes, to ensure that Canadians enjoy effective civilian review of their national police service.

In the face of these challenges, we look for innovative and constructive ways to get the job done and to serve the Canadian public. I can fairly say that no differences between the CPC and the RCMP have been aired in public before private attempts at resolution have failed. In this respect, our efforts have not been as fruitful as we would have liked. As the Federal Court of Appeal and the Chair of the Commission have recently pointed out, certain actions of the RCMP did "...not help foster a good trust-based relationship" and "[t]he system put in place by Parliament requires the mutual trust and cooperation of the two principal actors in the process: the Commissioner and the Commission Chairperson."²

I am committing the CPC to a renewed dialogue with the RCMP and am calling on its leadership to more fully embrace the concept of civilian review so we can work together to cultivate the trust Parliament expects from the people entrusted with giving effect to the RCMP public complaint process.



Shirley Heafey
Chair

² Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission v. Attorney General of Canada, 2005 FCA 213.

PART I : About the CPC

OUR ROLE

The Commission for Public Complaints against the RCMP (CPC) is an independent body. It is not part of the RCMP. Parliament established the CPC in 1982 to provide civilian review of RCMP members' conduct in performing their policing duties so as to hold the RCMP accountable to the public. In the public.

The CPC ensures that complaints made by the public about the conduct of RCMP members are examined fairly and impartially.

When appropriate, the CPC attempts to resolve public complaints informally. It conducts reviews when complainants are not satisfied with the RCMP's handling of their complaint. The CPC does not act as an advocate for either the complainant or the RCMP member(s). Nor is the CPC a disciplinary body. The complaint process is not meant to accommodate complainants who want to pursue restitution or compensation.

The CPC makes findings and recommendations aimed at identifying, addressing, and preventing recurring policing problems. These findings and recommendations may address the conduct of specific RCMP members or may deal with broader issues involving RCMP policies and practices.

JURISDICTION OF THE CPC

The CPC has jurisdiction over a complaint from a member of the public that concerns the conduct of an RCMP member while performing a policing duty or function. Jurisdiction may, in limited circumstances, extend to complaints about the off-duty conduct of members. When the off-duty conduct of an RCMP member is at issue, the CPC has jurisdiction over the complaint only if it is determined that the alleged conduct is likely to adversely affect the member's performance as an RCMP member and/or the RCMP's reputation.

The CPC does not have authority to review matters falling within the administration of the affairs of the RCMP. In other words, managerial or administrative concerns cannot be dealt with pursuant to Part VII of the public complaint process under the *RCMP Act*.

COMPOSITION OF THE CPC

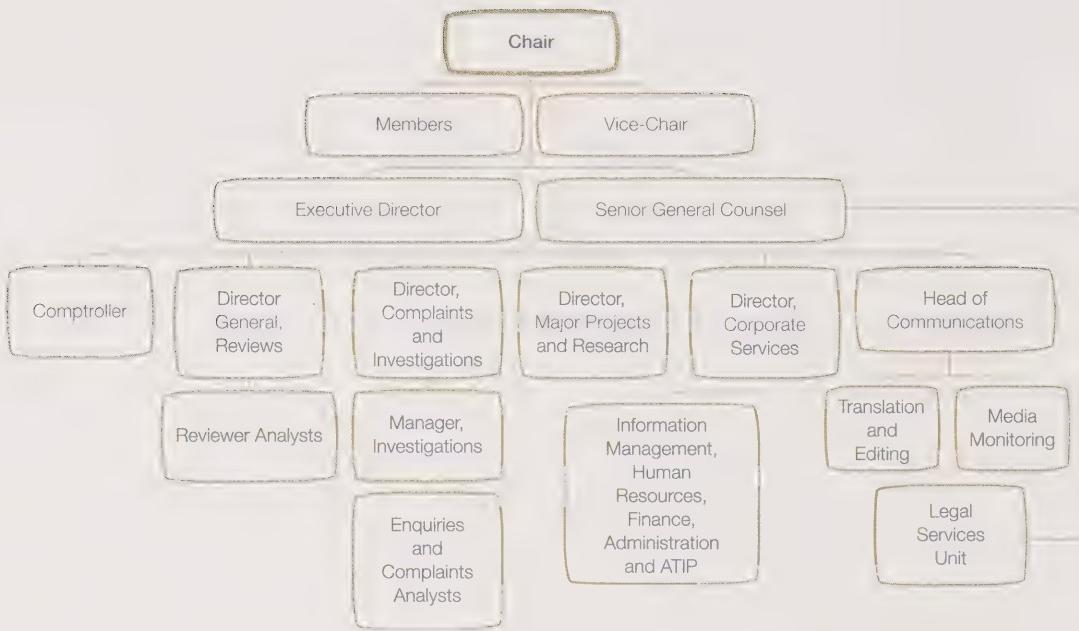
CPC Members

The legislation establishing the CPC provides for a Chair, a Vice-Chair and the possibility for other members and alternates from all provinces and territories that contract with the RCMP to provide policing services. The Chair serves full time; other members may serve full time or part time to sit on hearings, if called. The Governor in Council appoints the Chair and Vice-Chair for a term of up to five years. The members of the CPC representing each province or territory are also appointed by the Governor in Council following consultation with the minister responsible for policing in that province or territory.

CPC Staff

The CPC complaints analysts are the first point of contact for the public and they are responsible for receiving all enquiries and complaints in either official language. When a complainant requests a review of his or her complaint, CPC reviewer analysts engage in a review of all relevant materials relating to the complaint. CPC staff carry out a number of duties associated with hearings, investigations and reviews.

CPC Structure



PROCESS OVERVIEW

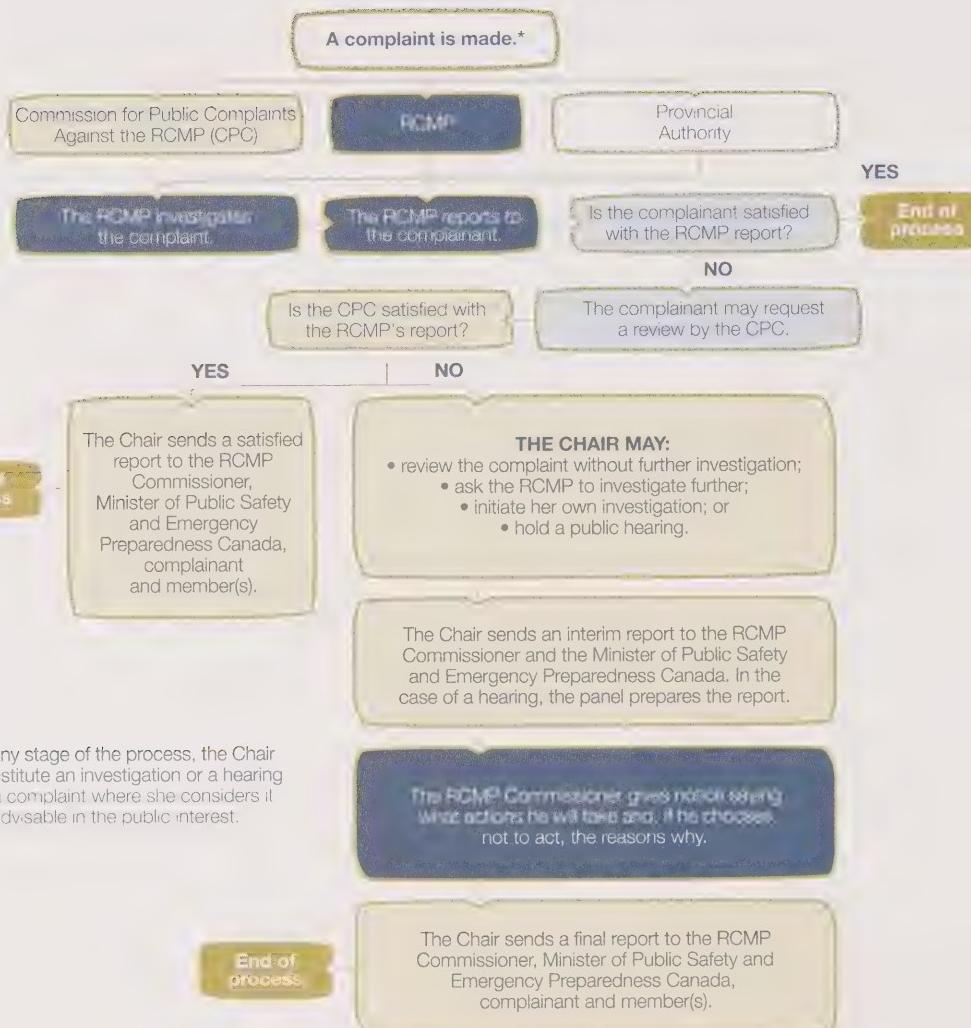
A member of the public can make a complaint directly to the RCMP, the CPC or a provincial policing authority. Ultimately, the complaint is sent to the RCMP for resolution. The Chair of the CPC may also at any time initiate a complaint if she is made aware of the matter from an outside source, undertake a public interest investigation or conduct a hearing. The CPC has relied heavily on the media in identifying critical cases since it has no power to audit RCMP activities.

Where appropriate, CPC staff facilitates the resolution of complaints through Alternate Dispute Resolution (ADR). Otherwise, complaints are forwarded to the RCMP which may also attempt to resolve the complaint informally. If informal resolution fails, the RCMP conducts an investigation and then reports its results to the complainant and the RCMP member(s) involved.

If the complainant is not satisfied with the RCMP's handling of the matter, he or she may refer the complaint to the CPC for review. Each CPC review of a complaint involves a thorough analysis of all materials relating to the complaint, including, but not limited to, the RCMP operational file, the RCMP public complaint investigation, the relevant law and policy, and all material provided by the complainant.

Following this review, if the Chair is satisfied with the RCMP's handling of the complaint, she sends a final report to all parties involved, including the RCMP Commissioner and the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada.

If the Chair is not satisfied with the way the RCMP handled the complaint, she may review it without investigating further, ask the RCMP Commissioner to investigate further, initiate her own investigation or hold a public hearing. When this review is complete, the Chair sends an interim report to the RCMP Commissioner and to the Minister setting out her findings and recommendations.



On receipt of the interim report, the RCMP Commissioner reviews the complaint in light of the Chair's findings and recommendations. He must then notify the Chair and the Minister, in writing, of any further action that has been or will be taken with respect to the complaint. Should the RCMP Commissioner reject any findings or recommendations, the RCMP Commissioner must include in this notice the reasons for the rejection. After considering the RCMP Commissioner's notice, the Chair prepares and sends, to everyone involved, a final report that includes her final findings and recommendations.

PART II: Complaints

COMPLAINTS

Commission for Public Complaints Against the RCMP

- 
- / Complainants have demanded:
 - // increased police training and sensitivity in dealing with citizens with mental illness(es);
 - // greater police capacity to recognize identifying characteristics (appearance and behaviour) of persons in a mental crisis; and
 - // more humane dealings by using proven tactics that more effectively permit police control of a situation while minimizing harm inflicted.

Excessive Use of Force, Tasers

- / Complainants frequently allege excessive and improper use of force by police.
- / There have been complaints that cite unnecessary tackling, punching, kicking and striking with a nightstick. Other complaints reference excessive use of force administered on one individual by two or more members at one time.
- / There have also been several complaints related to the inappropriate and excessive use of Tasers.
- / Complainants have demanded more responsible use of the Taser, specifically in terms of:
 - // the circumstances in which it is used;
 - // how often police explore alternate means of using force;
 - // whether it can be used without seriously risking long-term injury or death (e.g., *How many times can a Taser be used on an individual on one occasion? Are "safe" distances respected when the Taser is administered?*); and
 - // whether paramedics, doctors, nurses or other appropriate medical personnel are alerted when Tasers are deployed.

Aboriginal Peoples

- / Complainants frequently allege that citizens (particularly youth) from Aboriginal communities are not treated by police in a respectful manner.
- / There are complaints related to:
 - // excessive and unnecessary pepper sprayer and Taser use;
 - // unwarranted stops, suspicion of wrongdoing and questioning of individuals;
 - // low priority assigned to Aboriginal citizens and their calls;
 - // unwillingness of police to identify themselves upon request; and
 - // insensitivity regarding Aboriginal traditions, culture and spirituality.

Members of Visible Minorities

- / Complainants allege inappropriate treatment (related to their race, ethnicity or appearance) that includes:
 - // unnecessary stops, questioning of individuals, suspicion of wrongdoing; and
 - // excessive use of force (shoving, punching, pepper spraying); and
 - // offensive language (racial slurs, threats).

CHAIR-INITIATED COMPLAINTS

The Chair has the authority to initiate a complaint, pursuant to subsection 45.37(1) of the *RCMP Act*, in cases where she is satisfied that there are reasonable grounds to investigate the conduct, in the performance of any duty or function under the Act, of any member or other person appointed or employed under the authority of the Act. In order to trigger this process, the Chair must be made aware of the incident from an outside source. To that end, the CPC must rely heavily on the media to identify cases where intervention is needed since it has no power to randomly audit RCMP activities. In the following case, the Chair became aware through news reports.

- / On January 6, 2005, the Chair initiated a complaint into the RCMP shooting death of an Aboriginal man from Norway House, Manitoba. In making the complaint, the Chair of the CPC has initiated a process set out in the *RCMP Act* that requires the RCMP to then disclose all of its investigative findings to the CPC so that the CPC can conduct an effective review of the RCMP's involvement in this incident. The RCMP is currently investigating the shooting and is keeping the CPC aware of the progress of the investigation. After reviewing the results of the RCMP investigation and undertaking any other investigation she considers necessary, the Chair will issue a report setting out her findings and recommendations.

Complaints Made Directly to the CPC in 2004–2005

Pacific Region	Yukon	5
	B.C.	460
	TOTAL	465
Prairie Region	Alberta	97
	Saskatchewan	75
	Manitoba	51
	Northwest Territories	10
	Nunavut	7
	TOTAL	240
Central Region	Ontario	14
	Quebec	11
	TOTAL	25
Atlantic Region	New Brunswick	48
	Newfoundland	10
	Nova Scotia	32
	Prince Edward Island	0
	TOTAL	90
Other		5
	GRAND TOTAL	825

REVIEWS

When the RCMP receives and deals with a complaint it is required to document all the steps in its handling of the complaint. This is an important step because complainants can ask the CPC to review the RCMP's disposition of their complaints.

When a request for review is received by the CPC, a letter is sent to the RCMP requesting disclosure of all relevant materials associated with the complaint. Relevant materials include, but are not limited to, the letter of disposition, the investigation report prepared by the RCMP public complaint investigator, the RCMP operational file, any notes taken by the subject member, statements obtained during the public complaint investigation, and photographic, video and audio records pertinent to the complaint. When the relevant materials are received from the RCMP and the complainant, an assessment is made of the complexity of the request for review and the completeness of the relevant materials provided by the RCMP.

Once the CPC reviews the complaint, it may issue a **satisfied** report wherein it supports the disposition of the public complaint by the RCMP or an **interim** report wherein the CPC disagrees with the RCMP disposition of the complaint and makes findings and recommendations. The following case summaries serve to highlight issues of concern addressed by the CPC and to underscore the impact this agency has on RCMP accountability.

Use of Force

- / The complainant was arrested by two RCMP members for assaulting his spouse with a knife. Upon arrival at the RCMP detachment, a physical confrontation ensued, which resulted in one of the RCMP members using his Taser weapon on the complainant, who fell to the ground. The complainant alleged that, once he was on the ground, one of the officers kicked him twice in the face and he fell unconscious. The evidence of the RCMP officers was inconsistent as to how the complainant received his injuries. One officer stated the injuries occurred as a result of the other officer being off balance and falling on the complainant; and the other officer stated the injuries were the result of the complainant falling. The complainant suffered serious injuries to his head and eye as a result of the incident. In the RCMP's initial disposition of the complaint, the RCMP accepted the evidence of one of the subject members that he was off balance and fell on the complainant and concluded no excessive force had been used.

The Vice-Chair's interim report concluded that the officers had used excessive force against the complainant, including kicking him in the head, thus causing serious injuries to the complainant. The Vice-Chair noted that a reasonable person, having reviewed the evidence, would conclude that an off-balance fall onto the complainant would not have caused the serious injuries suffered by the complainant. The Vice-Chair recommended the RCMP consider appropriate disciplinary sanctions against the two RCMP members and that the complainant receive an apology.

The RCMP Commissioner disagreed with the finding and recommendations of the CPC, claiming that the interim report was selective in the information used to support its finding. However, the Commissioner noted that the public investigation conducted by the RCMP was superficial and of no assistance in making a determination because the RCMP members did not take adequate contemporaneous notes of the incident as required by policy. On that basis, the Commissioner stated he was unable to make a finding in favour of either the complainant or the RCMP members.

The Vice-Chair responded to the RCMP Commissioner's suggestion of lack of impartiality by confirming that the Vice-Chair's conclusions were based upon the available evidence, which indicated that the subject members' version of events was implausible. The Vice-Chair also observed that the failure of the RCMP members to take contemporaneous adequate notes undermined the quality of the evidence obtained during that investigation. The Vice-Chair took issue with the Commissioner's statement that he could not make a finding in favour of the complainant or the members. By reaching such a conclusion, the Commissioner allowed the officers to avoid being held to account because they took poor notes and were the subject of a superficial public investigation.

- / The complainant was driving his mother's vehicle, accompanied by his wife, daughter, father and mother, when he hit a rock and the muffler came off. He pulled over and an RCMP member stopped to investigate. The member determined that the vehicle was unregistered and attempted to give the complainant a ticket. The complainant refused to take the ticket and the RCMP member shoved it into the complainant's pocket. The complainant removed the ticket and threw it to the ground, and was charged with obstruction of justice. The member used inappropriate force, including dragging the complainant by his ponytail, to arrest him. The complainant alleged that the RCMP used excessive force during his arrest.

The Chair's interim report noted that the applicable statute did not confer authority on a peace officer to compel acceptance of a summary offence ticket. Several methods of service were available to the RCMP member, he was not authorized to force service of the ticket, and the complainant was under no obligation to accept service of the ticket. Therefore, the complainant's arrest for obstruction for refusing to accept service was unlawful, and, consequently, any use of force was excessive. The Chair's interim report also noted that, even if the complainant's arrest had been lawful, the RCMP member used excessive force by dragging the complainant across the road by the hair without first giving him an opportunity to comply. The Chair's interim report recommended that the member be provided with operational guidance concerning his lawful authority to arrest and his excessive use of force in this situation.

The RCMP Commissioner fully supported the CPC's findings and recommendations.

- / The sister of a man arrested for impaired driving alleged that an RCMP member used his baton to strike and injure the man while he was secured in the rear of a police vehicle; that the member then removed the man from the police vehicle, hit him repeatedly and pepper sprayed him; and that, for an improper purpose, the member had the man's common-law wife arrested for impaired driving.

The Chair's final report concluded that, while the member had struck the complainant's brother's hand with his baton while in the police vehicle, he had done so only after a gradual escalation in the amount of force used and out of concern for his own safety. The member was alone in the car, and the complainant's brother would not stop reaching for the officer through the glass partition. In addition, although the member did injure the complainant's brother's arm, side, eye and head with his baton strikes, he did so only after being faced with an intoxicated adversary who was acting irrationally, who would not be dissuaded, and who had kicked him and then advanced upon him. Under the circumstances, the force used was reasonable.

Treatment of Persons in Custody

- / During the investigation of a single-vehicle accident, a witness provided vague information about a person driving while impaired and reported this to two RCMP members. In this case, the driver of the suspect car was one of the two complainants. As part of their investigation, the two RCMP members

attended at the residence of the two complainants, a husband and wife. One of the RCMP members accompanied the female complainant into the residence; however, he did not request permission to enter the residence and was told by the female complainant that he was not allowed inside. The female complainant also stated that she had tried to close the door on the RCMP member. Once inside the residence, one of the members attempted to arrest the male complainant for impaired driving. The female complainant interceded and was arrested for obstruction. While in the police vehicle, on her way to the detachment, the female complainant kicked the vehicle and one RCMP member responded by sitting on her to restrain her. During her first night in custody at the detachment, the female complainant had her pants removed by the female RCMP member and was not given a blanket to cover herself.

The complainants, First Nations people, complained that the RCMP members unlawfully entered their residence, used excessive force, improperly arrested the female complainant and did not provide the female complainant with proper care while in custody.

The Chair's interim report concluded that, given the vague information provided to the members regarding the alleged impaired driver, no reasonable grounds existed for the arrest of the male complainant. Therefore, the members could not rely on *Criminal Code* provisions allowing a peace officer to enter a dwelling-house without a warrant. Without the consent of either complainant, the members' entry was unlawful; therefore, the female complainant's arrest and any use of force were improper. The Chair's interim report recommended that the RCMP member who entered the residence receive operational guidance concerning the requirements to enter a dwelling-house.

The Chair's interim report also concluded that, although the handcuffed female complainant yelled, screamed and kicked the window of the police vehicle, she did not cause any damage to the vehicle or to herself. Accordingly, the actions of the RCMP member who sat on the female complainant were unacceptable. RCMP policy requires that detainees be treated with decency, and that the least intervention necessary be used to manage the risk. The Chair's interim report recommended that the RCMP members receive operational guidance regarding the proper transportation of persons in RCMP custody.

Finally, the Chair's interim report concluded that, while it was reasonable for the female member to remove the female complainant's pants in order to search them, they should have immediately been returned to her. In addition, she should have been provided with a blanket at the point at which she became cooperative. The members did not take proper care of the female complainant while she was in custody or treat her with the decency required by RCMP policy. The Chair's interim report recommended that the members be provided with operational guidance concerning the proper treatment of persons while in RCMP custody.

The RCMP Commissioner fully supported the Commission's findings and recommendations.

Cell Death

/ The mother of a man who had died from asphyxia by hanging while lodged in cells at an RCMP detachment complained to the CPC that unidentified RCMP members failed to properly monitor him while he was in RCMP custody, murdered her son, failed to conduct an adequate investigation into his death and tampered with evidence in his cell area. The complainant submitted a number of photographs in support of her allegations.

The Chair's final report concluded that there was no compelling evidence that unidentified RCMP members did anything that led to the death of the complainant's son. The RCMP's version of events was supported by the observations of the complainant's son's cellmate and other inmates, and by the autopsy report. The Chair's final report also concluded that the complainant's son appeared to be monitored in accordance with the RCMP policies in force at the relevant time, but emphasized the importance of making detailed notes in the prisoner's guard log book and of making a physical check of each cell as opposed to a visual glance at the outside of the cell. Finally, the Chair's final report concluded that the investigation conducted into the death of the complainant's son was adequate, and that there was no compelling evidence of improper tampering of evidence in the complainant's son's cell.

Civil Dispute

/ The complainant and her husband sold a used truck to another couple. A down payment was given to the complainant's husband. The purchasers were to make monthly payments on the truck until the balance owing was paid. The complainant's husband provided the vehicle registration to the

purchasers and gave them permission to drive the truck. The purchasers subsequently became the subject of an immigration investigation by two RCMP members. One of the RCMP members volunteered to assist the purchasers in having the truck registration transferred to them, including having the complainant sign the transfer portion of the truck registration. The member then went to the complainant's place of employment and convinced her to sign the transfer portion of the truck registration thereby transferring ownership to the purchasers by deceitful means. The complainant alleged that the RCMP member tricked her into signing the transfer of ownership.

The Chair concluded that the RCMP member should not have involved himself in a civil dispute. She found that the RCMP member deceived the complainant into signing the truck registration by asking the complainant to prove that a signature at the front of the truck registration was a forgery by signing the back of the registration, which was the transfer portion. The RCMP did agree that the RCMP member had improperly involved himself in a civil dispute and stated that this member would be dealt with accordingly by his superiors. The Chair was of the view that the RCMP had not gone far enough in dealing with this complaint and strongly recommended that the RCMP also apologize to the complainant for the deceit perpetrated against her.

The RCMP Commissioner fully supported the CPC's findings and recommendations.

Requests for Review Received by the CPC in 2004

Pacific Region	Yukon	0
	B.C.	63
	TOTAL	63
Prairie Region	Alberta	21
	Saskatchewan	18
	Manitoba	10
	Northwest Territories	2
	Nunavut	1
	TOTAL	52
Central Region	Ontario	12
	Quebec	3
	TOTAL	15
Atlantic Region	New Brunswick	5
	Newfoundland	5
	Nova Scotia	11
	Prince Edward Island	0
	TOTAL	21
	GRAND TOTAL	151

PUBLIC INTEREST INVESTIGATIONS, FURTHER INVESTIGATIONS AND HEARINGS

The CPC is committed to raising public awareness about important policing issues and is dedicated to providing a complaint process that is both accessible and transparent. This process must maintain the confidence of the public, members of the RCMP and Parliament, and must reflect a clear understanding of the diversity and complexity of Canadian society. Public interest investigations are intended to serve these purposes. As such, the CPC Chair can launch a public interest investigation into any complaint as a result of a review or when she considers it advisable in the public interest. When she takes this step, the RCMP does not have to conduct an investigation.

The Chair initiated two new public interest investigations in the year 2004–2005.

Kingsclear Public Interest Investigation

/ In May 2004, the Chair initiated a public interest investigation into complaints received relating to RCMP investigations of alleged sexual abuse at the Kingsclear Youth Training Centre in New Brunswick. The investigation was convened to examine allegations that the RCMP did not properly investigate alleged criminal conduct by an RCMP Staff Sergeant, Kingsclear custodial staff and Kingsclear residents and that the RCMP engaged in activities designed to cover up this alleged criminal conduct.

When announcing this investigation, the Chair stated, “It is alleged that vulnerable young people were abused by people in positions of authority and the RCMP failed to respond appropriately. I believe that, as a society, we are judged by the manner in which we treat the most vulnerable among us. I am launching this investigation to ascertain the facts surrounding these allegations. As the investigation proceeds, I will be continually assessing the need for a hearing in the public interest. In proceeding in this way, I hope to ascertain the facts in the most efficient, expeditious way. It is only by making the facts of this case known, that both complainants and members of the RCMP will be able to move forward.”

This investigation is the largest ever undertaken by the CPC, encompassing almost 15 years of RCMP investigative work. In order to commence the investigation, internal staff of the CPC were seconded to this project while additional resources were sought from Treasury Board to enable the CPC to obtain further investigative assistance. Obtaining additional resources is a time-consuming process and has caused some delays in the investigation.

The CPC, a small agency, has had to operate within the constraints of its existing staff and budget until such time as further funds were approved and made available.

The RCMP immediately cooperated with this public interest investigation by providing the CPC with more than 27,000 relevant documents to assist in the CPC's review of the allegations. CPC staff have been reviewing the relevant material provided by the RCMP.

In addition, the CPC has been pursuing access to other relevant materials necessary to its review. The Provincial Archives in New Brunswick as well as the New Brunswick Attorney General have fully cooperated.

It is currently anticipated that this public interest investigation will require examination of some 50,000 to 75,000 documents. This number of documents, in conjunction with the hundreds of personal interviews that are considered necessary, illustrate the substantial magnitude of this investigation.

With the Minister's support, the CPC recently obtained the requested funding from Treasury Board to enable the CPC to hire additional staff and services to expedite the investigation currently under way. In addition, the CPC now has the resources to acquire the technological support and services for a project of this size and complexity and is in the process of acquiring additional physical space to house these new resources.

A future annual report will provide an update on the progress of this investigation.

- / In July 2004, the Chair initiated a public interest investigation into a complaint of sexual assault and intimidating conduct. The complainant alleged that, during a vehicle check, she was improperly subjected to a body search by a male member of the RCMP. This member also allegedly tried to intimidate the complainant on an earlier occasion. The RCMP conducted a criminal investigation and found that no charges were warranted. The CPC investigation is awaiting the results of the RCMP criminal investigation and will resume in 2005–2006. A report will be provided in a future annual report.

A number of public interest investigations undertaken by the CPC were concluded in the year 2004–2005. These investigations highlighted two important issues: allegations of excessive use of force by RCMP members in the performance of their duties and the carrying-out of inadequate investigations.

- / The CPC concluded its public interest investigation of RCMP conduct in the investigation into the disappearance and murder of a young child. The RCMP acknowledged that there were serious weaknesses in the criminal investigation and recommended numerous corrective measures. The CPC agreed that the criminal investigation was seriously flawed and focused its investigation on the extent to which the 23 recommendations made by the RCMP internal review addressed the problems and were implemented. Based on the CPC's investigation, the CPC found that the RCMP had taken steps to fully implement the recommendations with a view to preventing such serious problems from recurring.
- / The CPC investigation into allegations of excessive use of force by an RCMP member against two Aboriginal youths was concluded. The incident involved two youths suspected of throwing objects off of an overpass onto cars travelling below. During the CPC investigation into the matter, it was determined that the youths were detained in a cell and questioned without sufficient grounds and that the RCMP member failed to provide them with their right to counsel. The CPC was unable to make a finding with respect to the allegation of excessive use of force because the video tape contained in the cell video surveillance camera, which would normally provide crucial and independent evidence, had run out and had not been replaced. This glaring oversight on the part of the RCMP prevented the CPC from making determinations with respect to the RCMP's and the complainant's version of events. Further, the available medical evidence was insufficient to conclusively determine the degree of force used.

The RCMP Commissioner agreed with the CPC's recommendation that the subject member be provided with relevant operational guidance with respect to the limits of investigative detention. He also agreed that the member failed to provide the youths with their right to counsel and that this failure would be adequately addressed by the RCMP.

- / The CPC investigation was concluded into allegations of excessive use of force on a 13-year-old boy who had his nose broken during his arrest. The CPC found that the youth had been properly questioned after having been found with an open bottle of liquor in his pocket and after acknowledging that he had consumed liquor. When one of the two RCMP members at the scene attempted to seize the liquor, the youth started to flee, and was forced to the ground by the member. The youth, physically mature for his age, was struck in the facial area three separate times by the member as the youth struggled and resisted efforts to be handcuffed. It was unclear whether or not this physical contact or the youth's initial fall to the ground resulted in his broken nose.

Since the youth was aggressive and obstructed the RCMP members in their attempts to seize the liquor, the members had reasonable grounds to arrest him. The Chair found that the force used was reasonable given the situation, but reminded the RCMP that great care should always be taken in the arrest of a child, notwithstanding height and weight.

The RCMP Commissioner fully supported the Commission's findings with respect to this complaint.

- / The CPC investigation of the RCMP's investigation into a fatal motorcycle accident was concluded. A young man died while riding his motorcycle on a decommissioned logging road, and his parents were understandably distressed. The Chair found that the RCMP investigation fell well below the standard required. RCMP policy regarding the investigation of serious motor vehicle accidents requires that certain investigative steps be taken with respect to fatal accidents, including taking adequate measurements and making a sketch of the accident scene. None of the steps necessary to determine the cause of the accident were taken by the RCMP in the course of the investigation. The Chair recommended that the subject member (or the RCMP on his behalf) apologize to the complainants for his failure to conduct a thorough investigation. The Chair also recommended that the member receive operational guidance with respect to RCMP procedures concerning the proper investigation of fatal accidents.

The RCMP Commissioner fully supported the Commission's findings and recommendations and indicated that he would be ensuring that the recommendations be addressed in a timely manner.

- / The CPC concluded an investigation into an RCMP pursuit of a stolen vehicle that led to a collision which left an innocent motorist (the complainant) trapped in his vehicle with a broken pelvis and other serious injuries. The CPC found that, in the circumstances (the stolen vehicle had been under surveillance for some 20 minutes), the suspect vehicle could have been disabled prior to any pursuit. In addition, the CPC found that, once the suspect vehicle was in motion, less risky alternatives open to the pursuing member were not chosen. As a result, the chase, although short in duration, was allowed to continue as the suspect vehicle approached a six-lane intersection, in mid-morning, and the accident occurred.

The CPC found that the RCMP acted without due regard for public safety, contrary to its own policy, by which “[a] pursuit may only be initiated when other alternatives are not available and the seriousness of the situation and the necessity of immediate apprehension is judged to outweigh the level of danger created by the pursuit.”

The CPC further noted that all subject members on the scene, rather than checking on the injured motorist, gave chase to the suspects who were attempting to escape on foot.

The RCMP Commissioner did not support the CPC’s recommendations that one of the subject members receive operational guidance on applying the Incident Management/Intervention Model in any decision to initiate, continue or terminate a pursuit, or that this same member apologize to the bystander for this unfortunate occurrence. The RCMP Commissioner did agree that an apology to the complainant was appropriate for the failure to attend to his well-being following the accident.

In her final report, the Chair expressed her concern about the decision made by the RCMP Commissioner that the actions of the members involved were “within the bounds of the operational discretion of the investigators.” This decision did not seem to be in accord with an RCMP national policy direction that, during pursuits, public safety is paramount. The Chair expressed regret that “[o]nce again, I find myself reviewing a pursuit, predicated solely on the theft of property, which resulted in serious injury to an innocent bystander.”

Most of the CPC’s public interest investigation reports are available on the CPC’s Web site at <http://www.cpc-cpp.gc.ca>.

Further Investigations Conducted by the RCMP or the CPC

A number of circumstances may prompt the CPC to conduct a “further” investigation or request the RCMP to conduct a further investigation. For example, when it is clear that certain aspects of an investigation were inadequate, where the RCMP public complaint investigation failed to address a complaint in its entirety, or when relevant material and information that ought to have been collected was not obtained, a further investigation may be requested.

The CPC will initiate a further investigation as the circumstances dictate. For example, if key witnesses are reluctant to be interviewed by the RCMP public complaint investigator, a CPC investigator may be able to obtain the necessary witness statements rather than ask the RCMP. Many people are afraid to be interviewed by the very people against whom

they have complained and who police their community. When the CPC asks the RCMP to conduct a further investigation, it is often the case that certain key information was not obtained during the RCMP's initial public complaint investigation. The key information required may include additional witness statements, members' notes, continuation reports, medical reports and relevant policies. Sometimes, critical questions are not asked by the RCMP during their initial public complaint investigation. In such instances, the CPC will ask the RCMP to revisit a witness or an issue in order for the RCMP to properly complete its investigation.

In 2004–2005 the CPC did not conduct any further investigations; however, it did request that the RCMP conduct the following three further investigations.

Complaint Not Fully Addressed

/ The complainant alleged that members of the RCMP were harassing her and her family. Among other things she alleged that RCMP officers went to her daughter's home and used a Taser three separate times. The RCMP dismissed the harassment complaint without addressing the allegation that the Taser was used inappropriately on her daughter. The CPC could not review the allegations of excessive force because the RCMP had failed to address this issue. Accordingly, the CPC asked the RCMP to undertake a further investigation. The results of the further investigation have been received and the CPC is currently completing the review of this complaint.

Additional Information Warranted a Further Investigation by the RCMP

/ The complainant, who faced a criminal charge of assault, was advised in court by the Crown attorney that the RCMP had been unable to locate the alleged victim of the assault. The complainant later learned that the alleged victim had been contacted prior to the court date by an RCMP member and had advised him that she could not recall the alleged assault, that she had been drunk and that she had suffered no injuries that would support an assault. In his complaint, the complainant alleged that the RCMP member had misled the Crown attorney and had failed to disclose highly relevant information to the Crown and the defence.

The RCMP public complaint investigator had initially been unable to locate the alleged victim in order to verify the truth of the complainant's allegations. Because there was no statement from the alleged victim, the RCMP public complaint investigator accepted that the RCMP member followed procedures based on the knowledge he had at the time of the court appearance.

Subsequent to the issuance of the RCMP's letter of disposition, the alleged victim was located and interviewed by the RCMP. The statement given by the alleged victim was similar to that given by the complainant. As a result, the CPC requested that a further investigation be conducted. The results of the further investigation have yet to be received.

Adequacy of Relevant Materials

- / The complainant's vehicle collided at an intersection with an RCMP cruiser pursuing another vehicle. She alleged that the RCMP vehicle was being driven without its emergency lights or siren activated. In its response, the RCMP agreed that the member driving the cruiser erred in entering the intersection without stopping and while it was unsafe to do so. The RCMP informed the complainant that the member was provided with operational guidance for failing to follow RCMP policy.

The complainant was concerned that the RCMP's response failed to address the severity of the matter and the dangerousness of the member's actions and requested a review by the CPC. The CPC, in its review of the file, discovered that a considerable amount of relevant material had not been provided to the CPC. In particular, the file did not include statements from the RCMP member who was driving the cruiser regarding the accident from the scene of the accident, notebook entries or continuation reports, or statements made by the member during the public complaint investigation. No witness statements were taken, and no interview was conducted with the complainant in order to clarify her initial statement. No continuation reports or notebook entries were provided for the RCMP member who attended the scene of the accident. In addition, no copy of the collision analysis report was included. Accordingly, the Commission requested that a further investigation be conducted, the results of which have yet to be received.

Hearings

Public hearings are another option available to the CPC when it is dealing with complaints. Since its inception in 1988, the CPC has conducted 17 public hearings. There were no public hearings held during this fiscal year.

ALTERNATE DISPUTE RESOLUTION: HOW DOES IT WORK?

It is the responsibility of the analyst who conducts a complaint intake interview to explain the role of the CPC and that of the RCMP, the complaints resolution process and the requirement that the RCMP investigate first.

The nature of the complaint must be clarified and every effort must be made to ensure that the complainant's expectations are achievable within the CPC's mandate. The analyst encourages the complainant to explain his or her perception of the issue, thereby providing the complainant with an uninterrupted opportunity to tell his or her story. Once the relevant facts and the goals of the complainant are understood, the analyst may take a facilitative role in assisting the citizen by providing information about possibilities for dealing with the concern. It may be determined that making a formal complaint may not be the best way to achieve the outcome the complainant is looking for.

The offer of alternate dispute resolution (ADR) represents an invitation by the CPC to the complainant and the RCMP to initiate informal direct contact with a view to resolving the complaint. In the course of an interview, the analyst ensures that the complainant understands that it is his or her right to make a formal complaint and that agreeing to try to resolve the complaint informally does not mean the complainant abandons his or her right to make a formal complaint. ADR is a voluntary process.

When the complainant has an understanding of the options and has decided on a course of action, the analyst obtains whatever additional information is needed for the CPC to follow up on the process.

When the complainant chooses to have a complaint dealt with through ADR, the analyst acts as a facilitator, informally assisting the complainant and the RCMP to exchange information by keeping the channels of communication open, articulating the needs of each party and identifying issues. When facilitating in this manner, the analyst provides the RCMP with a summary of the concern expressed by the complainant, normally on the same day that the citizen raises the concern.

The RCMP has embraced the process of ADR and is a critical player in its success. The citizen and the RCMP voluntarily reach their own mutually acceptable settlement of some or all of the issues. Any outstanding issues may become the subject of a formal complaint if the complainant wishes. ADR is voluntary, creative, practical and timely. Normally such files are completed within a day or two, in contrast to formal complaint files that may take six to twelve months.

This year, the CPC saw an eight-percent increase in the number of cases in which ADR was attempted over the number in the previous last fiscal year. During 2004–2005, ADR was used in 502 cases, 471 of them successfully resolved. Only 31 resulted in formal complaints.

The following examples of successful ADR cases illustrate how the ADR initiative continues to work to quickly resolve complainants' concerns:

- / An individual complained to the CPC that while he was held in a cell for public intoxication, a number was written on his left arm with a black felt marker. A CPC analyst contacted the RCMP Inspector and was advised that, when a member of the public is too intoxicated to identify himself or herself, their effects are given a number and that number is also written on their person. The RCMP practice was explained to the complainant. The RCMP undertook to stop the practice immediately and, as a result, the complainant was satisfied and did not make a formal complaint.
- / The complainant was involved in a family dispute and taken to the local RCMP detachment. He complained that he was fingerprinted and photographed, even though he was never charged. According to law, fingerprints are not to be taken until a person is charged with an offence. A CPC analyst contacted the RCMP officer-in-charge, who arranged for the fingerprints and photos to be destroyed in the presence of the complainant. The complainant was satisfied and did not make a formal complaint.
- / A newly elected band councillor had been encountering a large number of band members who complained about how their concerns were being handled by the local RCMP detachment. Specifically, he was advised by his constituents that it would be unproductive to approach the detachment commander, who was one of the main reasons for the band members' concerns. A CPC analyst contacted the RCMP and arranged for a meeting with the band. As a result of the meeting, a new process was put in place to deal with the band's complaints, and it was agreed that there would be ongoing meetings between the local RCMP and the band. The band councillor was satisfied with the outcome and a formal complaint was not made.

Cases Resolved through ADR Process in 2004–2005

Pacific Region		
Yukon	3	
B.C.	256	
TOTAL	259	
Prairie Region		
Alberta	52	
Saskatchewan	52	
Manitoba	41	
Northwest Territories	5	
Nunavut	3	
TOTAL	153	
Central Region		
Ontario	12	
Quebec	3	
TOTAL	15	
Atlantic Region		
New Brunswick	23	
Newfoundland	4	
Nova Scotia	14	
Prince Edward Island	0	
TOTAL	41	
Other (Anonymous–Province Unknown)		3
		GRAND TOTAL
		471

PART III : Challenges and Opportunities

Every case can be seen as presenting a challenge, an opportunity or both. When facilitating the informal resolution of a complaint, complaints analysts take up a challenge and, more often than not, convert it into an opportunity to resolve the complaint quickly to the benefit of the complainant and the member. It is an opportunity to open a meaningful dialogue between the RCMP and the public it serves and to economize on CPC and RCMP resources.

Every review file requires the reviewer analyst to sort out the facts, to understand the demands on members of the RCMP in their daily work and to measure their conduct against known standards (for example, RCMP policy, the criminal law and/or the *Charter of Rights and Freedoms*). Frequently, when the facts are determined by the CPC, the conduct of the member is vindicated and that is an opportunity for the public and members of the RCMP alike to understand the CPC vision, i.e., excellence in policing through accountability.

The following case illustrates the way in which public complaints, and the CPC reports they generate, can have a favourable impact on RCMP operations.

- 
- / A confidential e-mail containing personal information relating to the complainant was found in a residential mailbox. The documentation was identified as originating from the RCMP and an investigation ensued. The e-mail contained information about the complainant's criminal history, which included past convictions for sexual assault. Word spread quickly, and there was a negative public reaction toward the complainant.

The complainant alleged that unknown employees of the RCMP had leaked confidential information to the public. He also alleged that unknown members of the RCMP had improperly released his address.

Following its public complaint investigation, the RCMP acknowledged the improper release of confidential information and took immediate steps to prevent further privacy breaches. Every employee and RCMP member in the territory received clear instruction concerning the release of personal information. The Chair's final report supported the RCMP finding and the remedial measures taken in this case.

Conversely, when a review concludes with a finding that the conduct of the subject member was inappropriate in the circumstances, the CPC has an opportunity to make recommendations designed to ensure that the conduct at issue is not repeated. One measure of the CPC's impact on the RCMP is the number of findings and recommendations accepted by the RCMP Commissioner. Over the past year, the RCMP Commissioner accepted 86 percent of all CPC findings critical of member conduct and 78 percent of its recommendations.

The next case illustrates the way in which the RCMP Commissioner takes corrective steps when, as here, deficiencies in the management of criminal and public complaint investigations were identified by the CPC.

- / The complainant reported the theft of her wallet to the RCMP and, the following day, advised the RCMP of the unauthorized use of her credit cards. The RCMP member assigned to the investigation informed the complainant that, since the transactions took place in other jurisdictions, she should report them to the corresponding police agencies. As instructed, the complainant waited for the applicable billing documentation before attending. During the

following weeks, two RCMP members repeated this advice. Two of the three other police departments that the complainant visited refused to take the complaint, referring the complainant back to the original RCMP detachment.

The complainant alleged that the RCMP members neglected the performance of their duties in their handling of her complaint of theft leading to the subsequent fraudulent use of her credit cards.

The Chair's interim report concluded that, while the initial theft report required minimal intervention, since it was a property offence with no suspects and no leads, the failure of the RCMP members to make notes of the complaint in their notebooks was significant. In addition, once the fraudulent use of the credit cards became known, the RCMP members did not communicate to the complainant the requisite urgency of obtaining the billing documentation. Any possible identification of the perpetrators was hindered due to this delay. The Chair's interim report recommended that the members receive operational guidance relating to the proper conduct of a criminal investigation and the proper use and importance of members' notebooks.

The Chair's interim report also commented on the importance of fairness and transparency in the conduct of public complaint investigations. In this case, an e-mail from the RCMP's public complaint investigator to other members demonstrated that he had predetermined the issue. In addition, one member provided a continuation report relating to the incident only following the commencement of the public complaint investigation, and produced no contemporaneous notes concerning the incident. Finally, the RCMP public complaint investigator's conclusions gave rise to a perception of bias, as they focused on the conduct of the complainant rather than on the subject members.

In response, the RCMP Commissioner fully supported the CPC's findings and recommendations. The Commissioner also agreed that the deficiencies in the management of the criminal and public complaint investigations in this case fell far short of RCMP standards. The Commissioner stated that appropriate personnel would be advised of the concerns and would be instructed to take steps to avoid such deficiencies in the future.

Public confidence in the RCMP is enhanced when the RCMP accepts findings of fault and implements recommendations or when the CPC finds that the conduct in issue was right and proper. This enhanced public confidence in the national police force is the real value conferred on Canadians, including the RCMP, by CPC efforts.

A CONTINUING CHALLENGE: OBTAINING ALL NECESSARY INFORMATION

The CPC has 16 years' experience in working with the public complaint process established by Part VII of the *RCMP Act*. In those 16 years, the biggest challenge the CPC has faced, and continues to face, is access to information in the control of the RCMP. The *RCMP Act* states in clear and unequivocal words that, when a complainant requests a review of a complaint by the CPC, the RCMP must provide the CPC with all the materials relating to that complaint. These materials may include, for example, RCMP investigative and operational files, witness statements, RCMP policies and protocols, police notes, search warrants and reports to Crown. The CPC's access to these materials is vital to its ability to piece together the evidence with a view to making impartial findings of fact and determining whether or not a complaint is substantiated.

Over the years, the CPC has often encountered great difficulty in obtaining relevant material from the RCMP. This is most evident at the review stage, when the CPC requests all materials relevant to a complaint under review. In some cases, the RCMP sends materials that have been vetted prior to their delivery without explaining why they felt it necessary to do so and, in others, the RCMP delivers incomplete packages of relevant materials, requiring CPC staff to first identify the missing materials and then make further requests to the RCMP for these materials.

- / The CPC is currently reviewing a complaint whereby the RCMP assisted in the execution of 31 arrest warrants under the *Immigration Refugee Protection Act* and arrested a total of 23 individuals. The complainant alleged, among other things, that the RCMP improperly arrested the 23 Muslim men under suspicion of terrorist-type activities and failed to conduct a complete and thorough investigation into the matter. In this case, the package of relevant materials supplied to the CPC by the RCMP failed to include a large number of crucial documents, such as, to name only a few, operational files, the search warrants and supporting documents, documents and information relating to persons who were arrested as "found-ins" during the execution of the search warrants. Considerable time and effort has therefore been spent by CPC staff in preparing a list of additional materials needed for the review. The CPC is currently awaiting a reply from the RCMP.

Considerable resources are undeniably wasted dealing with this type of resistance, and significant delays to the complaint process are caused, to the detriment of complainants, RCMP members who are the subjects of complaints and the Canadian public.

When relevant materials are withheld, the CPC is led to infer that the withholding is an attempt by the RCMP to frustrate the public complaint process.

/ In a recently completed case, the CPC had to make repeated requests over a two-year period for additional materials, which included unvetted pages of the RCMP public complaint investigation report, correspondence, complete and unvetted copies of the subject member's notes, a video-recorded news clip and the RCMP operational files. When the RCMP finally delivered some of the additional materials, it became obvious that key information that substantiated the complaint had been initially withheld from the CPC. For example, the previously vetted portions of the investigation report concealed a quote of an inculpatory e-mail from the subject member to another member wherein he openly admitted that he had intentionally disclosed information that had given rise to the complaint. A copy of the actual e-mail had also been withheld from the CPC until a further request was made. Clearly, such attempts to thwart the public complaint process are unjustifiable.

On some occasions, the RCMP simply refuses to furnish the materials requested. The reasons for withholding information are wide-ranging and ever-increasing. Over the past few years, they have included the following:

- / the information would identify a young person;
- / the information could disclose police techniques;
- / the information could jeopardize an ongoing investigation;
- / the information would identify a police informant and is, therefore, privileged;
- / the information relates to national security;
- / the information is "considered missing";
- / the information originates from another police force and the RCMP does not have the permission to disseminate or disclose it;
- / the information is not "relevant" to the complaint;
- / the information is not under the control of the RCMP because it was shared with RCMP lawyers for the purposes of litigation;
- / the information relates to a judicial sealing order; and
- / the information relates to a media strategy.

Two cases reported in last year's annual report provide concrete examples of the challenges identified above, with which the CPC continues to grapple in the face of the RCMP's direct refusals to furnish relevant materials.

- / One case involves a complaint that arose in the context of a search executed by two RCMP members and several police officers from a provincial police force. The complainant alleged, among other things, that an RCMP member had improperly obtained the search warrant for his barn. When requested, the RCMP refused to provide the CPC with certain materials on the grounds that they would identify a police informant, and with other materials in their possession they said were covered by a sealing order. These materials include an affidavit sworn by the RCMP member who had obtained the search warrant; an affidavit sworn by the same member who sought, but was refused, a search warrant for the complainant's home; and portions of the RCMP members' notes. Because these materials are vital to the CPC's review of the complaint, the CPC commenced a judicial review application in the Federal Court of Canada in 2004 in order to compel the RCMP to provide the missing materials. The matter is now in the hands of the Federal Court of Appeal to decide whether the RCMP's continued refusal is justified.
- / Another case involves a complaint received by the CPC in 2003 alleging that the RCMP improperly obtained and executed a search warrant at a woman's home. Because, among other things, the search had been undertaken in the context of suspected terrorism activities, the Chair initiated a public interest investigation. Over the past two years, the RCMP has consistently refused to cooperate with the CPC's investigation on the grounds that the matter relates to national security. The RCMP has avoided public accountability in this matter.

These and the examples that follow suggest that, after 16 years, there appears to remain a belief within elements of the RCMP that secrecy is to be preferred over transparency and accountability. There is no question that, in some circumstances, a high degree of secrecy is required in relation to the public at large. However, to ensure that police powers are used within the confines of the law, the occasional need for secrecy should not permit the RCMP to evade accountability to its oversight body.

It is important to distinguish between disclosure to the CPC for the purpose of the public complaint process and disclosure to the public. One does not equal the other. When sensitive information is at stake, the CPC is under an obligation to safeguard that information, just like any other government body. This obligation could, in limited circumstances, result in the complainant not being fully informed of the reasons supporting the CPC's

conclusions. Nonetheless, the complainant and the public can take comfort in knowing that the CPC, a trustworthy body that is independent of the RCMP, examined all the information and arrived at an impartial conclusion with respect to the alleged conduct. When the RCMP unilaterally decides to withhold information from the CPC, neither the complainant nor the public can take such comfort, and confidence in the RCMP is inevitably diminished.

The RCMP Commissioner recently acknowledged, in relation to a specific case, the RCMP's "... unwillingness to disclose some materials, and that disclosure was very slow and ultimately proven to be incomplete." In a memorandum, the RCMP Commissioner stated that he was committed to "large and liberal" disclosure of information to the CPC and, in a directive dated May 10, 2004, he ordered his officials to provide, along with the relevant materials packages, a list identifying "to the extent possible" all documents that are being withheld and the legal impediment to their release. As of March 31, 2005, this directive has apparently not been implemented.

Access to RCMP information is the biggest challenge the CPC faces in ensuring accountability. The *RCMP Act* must be interpreted to best serve the public and give effect to Parliament's intent in creating a civilian oversight mechanism. Unless all necessary materials are provided to the CPC, the public complaint process will become meaningless.

A NEW OPPORTUNITY

In September 2002, Mr. Maher Arar, a Canadian citizen, was arrested while travelling through the United States and was subsequently deported by American authorities to Syria. His year-long detention in that country generated significant public concern when it was alleged that Canadian officials, including the RCMP, had played some role in the events leading to Mr. Arar's deportation to Syria. On his return to Canada, Mr. Arar stated that Syrian authorities had tortured him in the course of interrogations.

As allegations emerged and the public debate heightened, the Chair concluded that there were reasonable grounds to investigate the conduct of unidentified members of the RCMP in connection with these events. Accordingly, on October 23, 2003, the Chair initiated a process set out in the *RCMP Act* by lodging her own complaint. The complaint consisted of a series of allegations that would require the RCMP to investigate the merits of the matter and report back to the Chair.

Specifically, the complaint required the RCMP to report on whether members of the RCMP improperly encouraged U.S. authorities to deport Mr. Arar, a Canadian citizen, to Syria or improperly divulged information and/or conveyed inaccurate or incomplete information about Mr. Arar to U.S. and Syrian authorities.

After the Chair had initiated this process to examine the role of the RCMP in these events, but before the RCMP had completed their investigation, the Government of Canada appointed the Honourable Mr. Justice Dennis O'Connor to inquire into the role of all Canadian officials in connection with the deportation of Mr. Arar from the United States to Syria. Mr. Justice O'Connor was also asked to provide to the government any recommendations that he considered advisable concerning an independent, arm's-length mechanism for review of the national security activities of the RCMP.

On April 7, 2004, the RCMP provided a report to the Chair addressing the allegations set out in the Chair-initiated complaint. The report, at its outset, indicated that there were restrictions on the information that could be provided to the Chair because of the "sensitive nature of criminal investigations having links to national security..." The RCMP report indicated there had been information exchanges between the RCMP and U.S. agencies that were not consistent with existing RCMP policy but, despite this finding, concluded that these exchanges of information were not improper.

In accordance with the provisions of the *RCMP Act*, a Chair-initiated complaint must be reviewed. For the purposes of a review, the RCMP Commissioner must furnish the Chair with all materials relevant to a complaint. In light of the wording of the RCMP report on the complaint, it seems unlikely that the RCMP would have furnished all relevant materials to the CPC because they involve matters of national security. However, because Mr. Justice O'Connor's inquiry covers the role of the RCMP as well as of other federal officials in relation to Mr. Arar, the Chair suspended the review of her complaint so as not to duplicate the work of the Arar Commission. As a result, the RCMP has never formally refused to provide materials relevant to the Chair-initiated complaint involving Mr. Arar.

Mr. Justice O'Connor's request for submissions on the best mechanism for review of the national security activities of the RCMP prompted the CPC to undertake a wide-ranging examination of effective and comprehensive civilian review of RCMP conduct generally. Information is the lifeblood of any review mechanism and, as indicated above, there is significant resistance by the RCMP in supplying information to the CPC.

The CPC viewed the submission it prepared and delivered to Mr. Justice O'Connor as an opportunity to generate public awareness of the importance of effective civilian review generally and to demonstrate the weaknesses in the current review mechanism in relation to the RCMP. Its submission (which can be found in its entirety on the CPC Web site at www.cpc.ca/cpcjcc.ca, under Reports and Publications; the Executive Summary is attached at Appendix A) makes the following principal points:

- / The CPC has been mandated by Parliament to review the conduct of members of the RCMP in the performance of their duties, and this mandate, by its clear words, extends to the conduct of members performing national security functions.
- / The CPC's ability to discharge this mandate with respect to national security activities and more traditional policing functions is significantly limited because of its inability to gain unfettered access to information in the control of the RCMP.
- / If the CPC is to remain as the designated review agency for RCMP activities, it must be properly empowered to do so.
- / With respect to the national security activities of the RCMP, the CPC favours the creation of a new review agency that would be empowered to review the national security activities of all federal officials engaged in security and intelligence operations. In essence, it is the CPC's view that these necessarily secret and intrusive activities by federal officials require a permanent review mechanism of the type provided by Mr. Justice O'Connor in relation to the Arar matter.
- / For the most part, the review of national security activities must be carried out in secret. However, as long as there is a review mechanism in place with a reputation for integrity and effectiveness, the Canadian public will accept the necessity for the details of the work of security and intelligence services to be kept secret.
- / The suggestion that additional review of the national security activities of the RCMP or other federal officials engaged in security and intelligence functions is too onerous for a new review agency does not bear scrutiny. All federal departments and agencies are subject to significant review, for different

reasons, by different agencies (for example, the Office of the Auditor General, the Office of the Information Commissioner, the Office of the Privacy Commissioner). These review agencies all perform important functions but police and security services are unique because they are required to do things that elevate the risk to the rights of Canadians. None of the review agencies listed as examples above are directly concerned with the protection of the human, civil and constitutional rights of the public.

The CPC is optimistic that the government's commitment to the establishment of an independent review mechanism for the national security activities of the RCMP will lead to a fresh look at the many inadequacies of the current public complaint process in relation to the RCMP. It is further hoped that, whatever form it takes, such a fresh look will lead to the legislative changes that are necessary to assure the Canadian public that the conduct of the RCMP is subject to effective civilian review.

PART IV : Relationship Building

LIAISON WITH STAKEHOLDERS

Much still needs to be done to respond to the needs and interests of complainants and RCMP members. Because of the complexities of the legislation, the public complaint process is difficult to understand and may take longer than expected for those involved.

To improve liaison with stakeholders, the CPC continues to take part in outreach initiatives that were launched last year, including meetings with the RCMP to identify key issues to be addressed in the public complaint process. The CPC's initiatives included:

- / development and provision to the RCMP of a checklist of materials to be provided by them to the CPC upon receipt of a request for review;
- / continued efforts to provide greater clarity in defining the allegations contained in complaints;
- / better use by the CPC of ADR with the RCMP;
- / better coordination between the CPC and the RCMP in the tracking of cases.

These initiatives have resulted in improvements to the initial RCMP investigation of complaints and in more efficient and effective conduct of reviews.



The Chair of the CPC maintains a dialogue with other agencies and associations concerned with excellence in policing. The Chair has been involved in consultations with the Province of Saskatchewan and its key stakeholders (e.g., the Federation of Saskatchewan Indian Nations) in its newly developed police complaints legislation. The CPC and Saskatchewan are committed to working together to find additional opportunities for collaboration and cooperation to better serve the people of Saskatchewan. The Attorney General of Saskatchewan has asked the federal government to consider having the CPC open a regional complaints office in Saskatchewan.

The Chair and CPC officials also contribute significantly to the Canadian Association of Civil Oversight of Law Enforcement (CACOLE) annual conference; the Chair is scheduled to lead a session on civilian review of the RCMP's national security activities, and the CPC's Executive Director serves on CACOLE's Board of Directors.

RELATIONSHIP BETWEEN THE RCMP AND ABORIGINAL COMMUNITIES

In light of information received through consultations with communities and from correspondence from complainants and other members of the public, there continues to be a concern about the relationship between the RCMP and Aboriginal communities. The CPC acknowledges the effort invested by the three levels of government, law enforcement bodies and Aboriginal/First Nations leadership to break down barriers and build trust. The CPC can make a substantive contribution to solutions for better policing through the complaint process and community outreach.

Historically, Aboriginal peoples have underutilized the CPC's complaint process. In recent years, however, the Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN) has taken a leading role in assisting members of Saskatchewan Aboriginal communities to use the CPC's process, and the Chair would like to acknowledge, once again this year, the great service the FSIN has rendered to its constituents in this respect. The CPC will seek to build on these successes and work to improve its service to Aboriginal Canadians.

The CPC will also continue efforts in concert with key stakeholders (e.g., Aboriginal First Nations leadership, community advocates, other government partners, the RCMP, etc.) to identify community-based means of conflict resolution. These methods could be suitable for cases in which formal processes are impractical or simply constitute one part of a solution.

PART V : Operations

CPC Budget and Expenditures

(in thousands)	Actual Spending 2004-2005	Planned Spending 2005-2006
Contract wages and contract personnel costs		2,604
Consulting to handle public complaints		621
Subtotal:		3,125
Other operating expenditures		1,560
Total net spending		4,685

* This amount reflects funding received through Supplementary Estimates A and B.

CPC Operations

The CPC is a small independent federal government agency, with just over forty employees on strength at any given time. It is a challenge for the organization to provide oversight of the conduct of some 19,000 members of the RCMP organization across the country from two small offices in Surrey, B.C., and Ottawa, Ontario. Over the past year the CPC has begun restructuring and re-alignment to fill long-standing management vacancies, to ensure that positions are classified appropriately and to build a corporate capacity to meet the requirements of good management in the federal public service.

The position of Executive Director was filled in June 2004, Director of Complaints and Investigations in November 2004, Comptroller in October 2004 and Head of Communications in August 2004; a competitive process was begun to fill the position of Director of Major Projects and Research.

Planning and Reporting

The first half of the year was focused on filling key vacancies in management positions in the organization. With the new management team in place, the latter half of the past year was devoted to building and renewing an approach to governance, planning, policy, communication and management controls in order to integrate all aspects of business and corporate planning and operations.

The CPC Governance Framework was reviewed and updated. Human Resources, Information Management/Information Technology and internal and external Communications plans were developed. A new learning policy was prepared and adopted that formed the basis for integrating learning into the performance commitment and results measurement process for the staff of the CPC. An ambitious Business Plan was prepared through a cohesive and consultative process, taking into consideration the current and anticipated environmental influences, risks and challenges facing the CPC.

Financial and Administrative Management

During the past year the Treasury Board (TB) has been moving towards the adoption of the new Expenditure Management Information System (EMIS). Part of that system is the Management, Resources and Results Structure (MRRS). The MRRS, which replaces the Planning, Reporting and Accountability Structure (PRAS) policy framework, will serve as the basis to report to Parliament through the Estimates and Public Accounts from April 1, 2005 and onward.

As stated by the TB, "Departments should ensure that their information systems, performance measurement strategies, reporting, and governance structures are consistent with and support their organization's Management, Resources and Results Structure and reflect the manner in which resources are actually managed and allocated in the organization."

Although the CPC is small, with a relatively small budget, the financial management and reporting function is subject to the same rigour as that of larger departments. To comply with TB requirements the CPC has had to adopt the new reporting requirements, and develop a Program Activity Architecture (PAA), which will be the framework for accounting and reporting under the MRRS in the Departmental Performance Reports and Reports on Plans and Priorities.

Meeting these requirements has posed a very significant and time-consuming challenge for the CPC's limited financial management and administrative resources, but CPC is pleased to report that it was one of the earliest federal institutions to comply with the requirement to develop a PAA.

Human Resources Management

The CPC has developed and is following an action plan for the implementation of the *Public Service Modernization Act*. Because the CPC is struggling with implementing a large amount of human resources modernization change, proposals for funding of a human resources professional have been made to central agencies. Although the CPC receives some support for transactional services from Public Safety and Emergency Preparedness Canada, as an independent federal agency, the CPC must submit, on its own, a large number of plans and reports to central agencies. The CPC participated actively in an interdepartmental initiative to build a swat team to assist small agencies in the implementation of the *Public Service Modernization Act*. In February 2005, the Management Committee expanded the core values of the organization to include key staffing values, as detailed in Appendix B.

Management of Information and Technology

To support the Kingsclear investigation and investigations in general, the CPC sought and obtained central funding to upgrade the case tracking system and integrate it with the corporate electronic records management system, and to incorporate new scanning, digitizing and document management solutions. The CPC participated actively in the development of TB information management policy and in the interdepartmental initiative to assist small agencies in the implementation of the Management of Government Information Policy. The CPC undertook an information management capacity check to provide direction with respect to gaps in information management, risks and priorities.

APPENDIX A

EXECUTIVE SUMMARY – SUBMISSION OF THE CPC REGARDING THE POLICY REVIEW OF THE COMMISSION OF INQUIRY INTO THE ACTIONS OF CANADIAN OFFICIALS IN RELATION TO MAHER ARAR

This is a submission to you from the Commission of Inquiry into Maher Arar and his treatment by Canadian officials. The Commission's mandate is to inquire into the circumstances surrounding the treatment of Maher Arar, and to make recommendations to the Minister of Justice and the Minister of National Defence to improve the way in which Canadian officials treat detainees held in custody by the Canadian government.

The Commission has conducted a policy review of the Commission of Inquiry into the Actions of Canadian Officials in Relation to Maher Arar (the "CPIA") to determine whether the CPIA's procedures and practices are appropriate for the conduct of future inquiries. The Commission has also considered the recommendations made by the CPIA in its final report, and has determined that the recommendations are appropriate for the conduct of future inquiries. The Commission has also considered the recommendations made by the CPIA in its final report, and has determined that the recommendations are appropriate for the conduct of future inquiries.



The CPC endorses the present form of civilian review. It makes findings and recommendations so does not impact on police independence or currently defined lines of accountability. This form of review, with a properly empowered agency, can, according to a CSIS official commenting on SIRC, "perform an invaluable function."

Reasonable people agree that national security activities must be secret – and the CPC is committed to that principle – but that secrecy can result in a violation of the rights of Canadians. However, so long as a trusted individual with unlimited access to information is empowered to guard the rights of Canadians, confidence in the police and security services that protect us can be enhanced.

Our first proposal is a properly empowered CPC, with adequate access to information and the capacity to conduct audits. This would allow the CPC to effectively review the RCMP and hold it accountable to the public it serves. These enhancements are necessary to ensure that civilian review keeps pace with the changes in RCMP policing over the past 20 years. This first proposal, however, does not address the larger issue identified by the Auditor General when she advised the government to take steps to ensure that all intrusive national security activities be subject to a consistent level of civilian review.

Accordingly, the CPC offers its second and preferred proposal. This is a more comprehensive solution to the gaps in the review of the national security activities of federal officials generally. The CPC recommends the creation of a National Security Review Commission (NSRC), modeled on the Arar Commission, but permanent. The NSRC would be empowered to review and make findings and recommendations about the activities of any federal official engaged in national security.

This proposal would ensure effective, consistent review of RCMP national security activities and the national security activities of all other federal agencies. This is particularly important in the current environment where agencies work closely together to protect our national security. The proposed NSRC will bring the same focus to the protection of our rights and freedoms that other agencies bring to our physical security.

Existing review agencies (CPC, SIRC, CSE Commissioner) would continue to bring their expertise to bear on the services they know well. The NSRC, like the Arar Commission, would focus on broad issues of importance having cross-agency implications. Duplication is avoided because the NSRC would have the authority to assume carriage of any matter

involving the national security activities of a federal official. The CPC decided to suspend its review of the Arar case when Mr. Justice O'Connor was appointed – this proposal would simply formalize what happened in that case.

The NSRC, unlike the Arar Commission, would be able to bring its acquired expertise to bear on future cases. Unlike the Arar Commission, and subject to a government veto for national security reasons, it would bring its own judgment to bear in deciding what required scrutiny.

The additional level of review that we propose is not too much. It fills a gap. All federal departments and agencies are subject to significant review, for different reasons, by different agencies (for example, the Auditor General, the Information Commissioner, the Privacy Commissioner). These review agencies all perform important functions, but police and security services are unique because they are required to do things that elevate the risk to the rights of Canadians. It is that additional risk that requires another level of civilian review to ensure against the abuses that can occur.

Canadians will be willing to entrust the review of their national security services to well-respected persons having unfettered access to information in the possession of the federal government. With that trust, police and security services will enjoy the confidence of Canadians as they address the challenge of ensuring our national security. And Canadians can be assured that a reasonable balance between national security and democratic rights is maintained.

APPENDIX B

CORE VALUES OF THE STAFFING SYSTEM IN THE PUBLIC SERVICE ENDORSED BY THE MANAGEMENT COMMITTEE

GETTING IN TOUCH WITH THE CPC

By e-mail:

complaints@cpc-cpp.gc.ca (for complaints)
org@cpc-cpp.gc.ca (for general enquiries)

By telephone:

From anywhere in Canada and the U.S.: 1 800 665-6878
From within the Ottawa area: (613) 952-1471
From within the Vancouver area: (604) 501-4080

By fax:

(613) 952-8045 (Head Office)
(604) 501-4095 (Western Office)

By mail:

P.O. Box 3423
Station D
Ottawa, Ontario
K1P 6L4

On the Web:

www.cpc-cpp.gc.ca

www.gpo.gc.ca

Internet :

Ottawa (Ontario) K1P 6L4

C.P. 3423, succursale D

Par courrier :

(604) 501-4095 (Bureau de la région de l'Ouest)

(613) 952-8045 (Administration centrale)

Par télécopieur :

Région de Vancouver : (604) 501-4080

Région d'Ottawa : (613) 952-1471

Patou au Canada et aux États-Unis : 1 800 665-6878

Par téléphone :

plaintes@cpp-cpc.gc.ca (pour déposer une plainte)

Par courriel :

COMMENT JOINDRE LA CPP

ANNEE B
VALEURS FONDAMENTALES DU SYSTEME DE DOTATION
DE LA FONCTION PUBLIQUE APPROUVES PAR LE
COMITE DE GESTION

Les organisations examinatrices actuelles (la CPP, le CSARS, le Commissaire du CST) continueront d'appuyer leur expertise afin d'offrir les services qu'ils connaissent bien. La CESN seraît axée sur de grandes questions d'intérêt ayant un impact sur les ministères et organisations, telles que la Commission Arar. La CESN pourraît se charger de tout dossier qui concerne les activités en matière de sécurité nationale d'un représentant officieliser le processus en l'occurrence.

Le juge O'Connor a été nommé — la proposition dont il est question ici ne servirait qu'à fédéral. La CPP a décidé de suspendre l'examen qu'elle effectuait de l'affaire Arar lorsqu'il fut dossier qui concerne les activités en matière de sécurité nationale d'un représentant officiel pour toute autre cas. Contrairement à la Commission Arar, la CESN rendrait sa expertise de la Commission Arar, la CESN pourraît tenir compte de l'expertise qu'elle a acquise pour tout autre cas.

Le degré d'examen additionnel que nous proposons n'est pas posse. Tous les ministères et organisations fédéraux sont assujettis à un examen d'une certaine importance. Pour de multiples raisons, qui est effectué par divers organismes (par exemple, la Veille fédérale, le Commissaire à l'information et le Commissaire à la vie privée). Ces organismes généralement exercent tous d'importantes fonctions, mais les services de police et de examinatrices sont uniques parce qu'ils sont tenus d'exécuter des tâches qui augmentent le risque associé aux droits des Canadiens. On doit instaurer un degré d'examen plus élevé pour ainsi diminuer ce risque et lutter contre les abus qui seraient commis.

Les Canadiens voudront confier l'examen de leurs services de sécurité nationale à des gens très respectés qui ont un accès limité à l'information que possède le gouvernement fédéral. Grâce à cette confiance, les services de police et de sécurité jugeront de la confiance des Canadiens alors qu'ils répondent au défi d'assurer notre sécurité nationale. Les Canadiens auront dès lors l'assurance de constater qu'il existe un équilibre harmonieux entre la sécurité nationale et les droits démocratiques.

Le juge O'Connor a été nommé — la proposition dont il est question ici ne servirait qu'à une CESN pourraît tenir compte de l'expertise qu'elle a acquise pour tout autre cas. Contrairement à la Commission Arar, la CESN rendrait sa expertise de la Commission Arar, la CESN pourraît tenir compte de l'expertise qu'elle a

Cette proposition garantirait l'examen efficace et cohérent des activités de la GRC ainsi que celles de tous les autres organismes fédéraux en matière de sécurité nationale. Cet examen revêt une importance critique dans notre milieu actuel où les organismes travaillent de concert à la sauvegarde de notre sécurité nationale. La CESN que nous proposons accordera la priorité à la défense de nos droits et de nos libertés à l'instar d'autres organisations qui se consacrent à notre sécurité physique.

Tout représentant fédéral qui exerce des tâches liées à la sécurité nationale, tout représentant fédéral qui exerce des tâches liées à la sécurité nationale, toute activité de fondée sur la Commission Arar, mais permises et recommandations au sujet des activités de recommande la création d'une Commission de sécurité nationale (CESN), recommande la création d'un examen de sécurité en général. La CPP recommande la création d'un examen de sécurité en matière de sécurité nationale mené à l'égard des représentants fédéraux en général. La CPP solution plus globale pour combler les lacunes quant à l'examen des activités en matière de sécurité nationale mené à l'ordre de la CPP, qu'elle préfère. Il s'agit d'une

envahissante en matière de sécurité nationale ferai l'objet d'un examen civil conséquent. La Commission recommande au gouvernement d'adopter des mesures pour assurer que toute activité recommande pas la question plus générale que la vérification générale a soulevé lorsqu'elle a abordé la question de la sécurité nationale menée à l'ordre de la CPP. Il importe de mentionner que la première proposition le maintien de l'ordre de la CPP, soit produites dans ce qui concerne changements qui se sont produits au cours des vingt dernières années en ce qui concerne améliorations sont essentielles sans quoi l'examen civil ne pourra suivre la cadence des pourra être examiné la GRC efficacement et assurer qu'elle est redéivable au public. Ces accès élargis à l'information et serviront de base pour les évaluations. Ainsi, la CPP nous proposons d'abord une CPP dotée de pouvoirs suffisants, qu'il disposerait d'un

Nous proposons donc donner à la GRC le pouvoir de faire ce qu'il faut pour assurer que la sécurité nationale soit dans un état de sécurité suffisant, qu'il protège les personnes de confiance ayant un accès limité à l'information est autorisé à délivrer les droits des Canadiens, la confiance accordée à la police et aux services de sécurité qui permet donner lieu à la violation des droits des Canadiens. Cependant, du moment qu'une nationalisation devient être secrète - la CPP défend ce principe - mais cette confidentialité n'a rien de secret pour dire que les activités en matière de sécurité

La CPP appuie le type d'examen civil actuel. Les conclusions et les recommandations qu'elle formule ont peu d'incidence sur l'autonomie policière ou les pouvoirs assurés par la loi, mais doivent être rendues publiques avec un organisme délivrant autre chose, sauf, selon les commentaires d'un représentant du CRS au sujet du CSARS, [traduction] « nécessaire à son fonctionnement ».

ANNEXE A

RESUME - PRÉSENTATIONS DE LA CPR DANS LE CADRE
DE L'EXAMEN DE LA POLLUTION DE LA COMMISSION
D'ENQUÊTE SUR LES ACTIONS DES RESPONSABLES
CANADIENS RELATIVEMENT À MAHER ARAR

Gestion de l'information et de la technologie

Pour les besoins de l'enduite Kingselear et des enduites en général, la CPP a obtenu des organismes centraux les fonds nécessaires pour mettre à niveau le système de suivi des cas et l'intégrer au système interne de gestion électronique des dossiers, et pour appliquer de nouvelles solutions de numérisation et de gestion des documents. Elle a participé à l'élaboration de la politique du Conseil du Trésor en matière de gestion de l'information ainsi qu'à l'initiative interministérielle pour aider les petits organismes à mettre en application la Politique sur la gestion de l'information gouvernementale. La CPP a également vérifié les compétences en gestion de l'information afin de déterminer les lacunes, risques et priorités sur ce plan.

Comme l'a indiqué le CT, « les ministères devront veiller à ce que leurs systèmes d'information, stratégies de mesure du rendement, rapports et structures de gouvernance soient conformes à leur structure de gestion, des ressources et des résultats et tiennent compte du mode de gestion et d'affectation des ressources en vigueur dans leur propre organisation ».

Malgré sa petite taille et la relative modestie de son budget, la CPP doit satisfaire aux mêmes exigences qu'impose le CT aux administrations plus importantes en matière de gestion financière et de rapports. Elle doit donc adopter les nouvelles règles en matière de rendement et de ses Rapports sur les plans et les priorités.

Vu le peu de ressources de gestion financière et administrative dont elle dispose, la CPP a du consacrer beaucoup de temps et d'énergie à satisfaire à ces exigences, d'où sa forte d'avoir été l'une des premières administrations à se doter d'une AP.

La CPP a dressé son plan d'action pour mettre en application la Loi sur la modernisation des ressources humaines (Gestion des ressources humaines)

Le rapport intitulé « Compte tenu de l'importance des changements à opérer sur de la fonction publique, Compte tenu de l'importance des changements à opérer sur le plan des ressources humaines, elle a demandé aux organismes centraux les fonds nécessaires à l'embauche d'un spécialiste. Tout en bénéficiant de certains services transactuels de Sécurité publique et Protection civile Canada, la CPP, en tant qu'administration fédérale indépendante, n'en doit pas moins présenter elle-même de nombreux plans et rapports aux organismes centraux. Elle a pris une part directe à l'initiative interministérielle de constitution d'une équipe-chock appelée à aider les petits organismes à mettre la Loi en application. En février 2005, le Comité de gestion a incorporé dans les valeurs fondamentales de l'organisation les grandes valeurs en matière de fonction publique et protection civile Canada.

Le rapport intitulé « Compte tenu de l'importance des changements à opérer sur de la fonction publique, Compte tenu de l'importance des changements à opérer sur le plan des ressources humaines, elle a demandé aux organismes centraux les fonds nécessaires à l'embauche d'un spécialiste. Tout en bénéficiant de certains services transactuels de Sécurité publique et Protection civile Canada, la CPP, en tant qu'administration fédérale indépendante, n'en doit pas moins présenter elle-même de nombreux plans et rapports aux organismes centraux. Elle a pris une part directe à l'initiative interministérielle de constitution d'une équipe-chock appelée à aider les petits organismes à mettre la Loi en application. En février 2005, le Comité de gestion a incorporé dans les valeurs fondamentales de l'organisation les grandes valeurs en matière de fonction publique et protection civile Canada.

Activités de la CCP

La GCF est un petit organisme régional indépendant qui compte une quarantaine d'employés. Examiner la conduite de 19 000 membres de la GRC relativement à la garantie d'emprunt. Examiner la conduite de 19 000 membres de la GRC relativement à la garantie d'emprunt. Examiner la conduite de 19 000 membres de la GRC relativement à la garantie d'emprunt. Examiner la conduite de 19 000 membres de la GRC relativement à la garantie d'emprunt. Examiner la conduite de 19 000 membres de la GRC relativement à la garantie d'emprunt.

Planification et préparation de rapports

La première moitié de l'année a été consacrée à combler les principales postes vacants de gestionnaires. Une fois la nouvelle équipe constituée, le reste de l'année a permis d'élaborer une nouvelle stratégie en matière de gouvernance, de planification, d'élaboration des politiques, de communications et de contrôles de gestion afin de regrouper tous les aspects de la planification générale et administrative, et des activités.

Gestion financière et administrative

On a procédé à l'examen du cadre de gouvernance de la CPP, qui a été mis à jour. On a établi des plans de ressources humaines, de gestion/technologie de l'information et de communications internes et externes. La CPP s'est dotée d'une nouvelle politique d'apprentissage qui facilite l'intégration de l'apprentissage de son personnel dans le processus d'engagement en matière de rendement et de mesure des résultats. Un plan d'activités ambitieux prépare en consultation tient compte de la situation, des risques et des problèmes actuels et prévus avec lesquels doit composer la CPP.

Gestion financière et administrative

Au cours de l'année à l'étude, le Conseil du Trésor (CT) a adopté le nouveau système d'information sur la gestion des dépenses dont fait partie la structure de gestion, des ressources et des résultats (SGRR). Cette nouvelle structure qui remplace la structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR) sera dès lors effective au 1^{er} avril 2005 et renseignements fournis au Parlement dans le Budget des dépenses et les détails de la mise en œuvre de la loi de finances pour l'année 2005.

Budget et dépenses de la CPP

PARTIE V : Opérations

Montant total des fonds provenant du Budget d'opérations		des dépenses A et B.
Total des dépenses	4 685	
Ajouts et retraits au budget initial	1 560	
Total partiel	3 125	
Changement social et politique	521	
Opérations	2 604	
Transferts et subventions d'autre ordre	2004-2005	
Dépenses prévues	2005-2006	
Dépenses prévues		

La CPP continuera de travailler avec les groupes intéressés (Autochtones, dirigeants des Premières nations, porte-parole locaux, autres partenaires publics, GRC, etc.), de concert avec les populations locales, afin de trouver dans le milieu des modes de résolution des conflits auxquels on aurait recours quand les méthodes habituelles ne conviennent pas ou ne régleront qu'une partie du problème.

Les Autochtones ont toujours sous-utilisé les services de la CPP. Ces dernières années, toutefois, la FSIN a pris l'initiative d'aider les Autochtones de la Saskatchewan à avoir recours à la CPP. La Présidente tient à remercier encore une fois cette année la FSIN pour l'immense service qu'elle rend ainsi à ses membres. La CPP mettra tout en œuvre pour que ces démarches portent vraiment fruit.

A en juger par les témoignages entendus lors de consultations avec les populations concernées et par les lettres de plainvances et d'autres personnes, les relations entre la GRC et les populations autochtones demeurent préoccupantes. La CPP sait que les trois ordres de gouvernement, les corps de police et les dirigeants des Premières nations redoublent d'efforts pour surmonter les obstacles et faire naître la confiance. La CPP peut variamente contribuer à la recherche de solutions pour améliorer le travail policier dans le cadre du mécanisme d'examen des plaintes et d'activités de sensibilisation.

RELATIONS ENTRE LA GRC ET LES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

La présidente de la CPP démet de l'excéllence du travail policier. Elle a participé à des consultations avec le gouvernement de la Saskatchewan et les principaux groupes intéressés de la province (dont la Fédération des Premières nations (FSIN)) où vient d'être adoptée une loi régissant l'examen des plaintes contre la police. La CPP et la Saskatchewan entendent chercher ensemble de nouvelles occasions de collaborer dans l'intérêt de la population. Le procureur général de la Saskatchewan a demandé au gouvernement fédéral de considérer la mise en place d'un bureau régional des plaintes dans l'ordre (ACCOLÉ). La Présidente doit diriger une séance de travail sur l'examen civil des conférences annuelles de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de la sécurité publique. Aussi, la Présidente et ses représentants contribuent largement à la sécurité publique. Dans sa province, la Présidente a été sollicitée pour la partie du rapport de la CPP qui concerne les relations entre la GRC et les populations autochtones. Les relations avec les populations autochtones sont évaluées dans le rapport de la CPP et recommandées au conseil administratif de la ACCOLÉ.

Ces initiatives ont permis d'améliorer les enquêtes sur les plaintes d'abord faites par la GRC de même que l'efficience et l'efficacité des examens.

PARTIE IV : Etablissement de relations

LIAISON AVEC LES INTERESSÉS

Il reste encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins et protéger les intérêts des plaignants et des membres de la GRC. Vu le caractère complexe de la Loi, le mécanisme d'évaluation des plaintes du public est difficile à comprendre et peut se révéler plus long que prévu.

Alors d'abord, sans émettre de critique, la GRC continue de prendre part à diverses activités de sensibilisation entreprises [an demain], notamment à des rencontres avec les plaintes du public. Voici quelques exemples :

- / préparation à l'intention de la GRC d'un aide-mémoire énumérant les documents dont la GRC a besoin pour procéder à un examen;
- / nouveaux efforts pour que la formulation des allegations énoncées dans les plaintes soit plus claire;
- / meilleure utilisation par la GPP du mode de règlement à l'amiable des différends avec la GRC;
- / meilleure coordination du suivi des cas entre la CPP et la GRC.

La GRC a fait de nombreux efforts pour que la formulation des allegations énoncées dans les plaintes soit plus claire;

- / meilleure utilisation par la GPP du mode de règlement à l'amiable des différends avec la GRC;
- / meilleure coordination du suivi des cas entre la CPP et la GRC.

particulars du fait qu'ils sont appelés à prendre des mesures exposant les droits des Canadiens à un risque plus élevé que la normale. Aucun des organismes de surveillance mentionnés n'a directement pour mandat de protéger les droits personnels, civils et constitutionnels du public. La CPP a bon espoir que la volonté exprimée par le gouvernement d'instituer un mécanisme indépendant d'examen des activités de sécurité nationale de la GRC permettra de voir sous un jour nouveau les nombreuses lacunes du mécanisme actuel d'examen des plaintes du public contre la GRC. Elle espère également que ce regard neuf facilitera l'adoption des modifications nécessaires à la Loi afin de garantir au public canadien que la conduite de la GRC soit soumise en son nom à un mécanisme d'examen efficace.

- La présentation de la CPP au juge O'Connor était vue comme une occasion de faire valoir la puissance législative du GRC dans l'exercice de leurs fonctions, un mandat auquel les fonctionnaires à la sécurité nationale ne sont clairement pas soustraites.
- Le Parlement a confié à la CPP le mandat d'examiner la conduite des membres actuel en ce qui concerne la sécurité nationale dans la section Rapports et publications (le résumé figure à l'annexe A). En voici les grandes lignes :
- / La CPP est en partie empêchée de s'acquitter de ce mandat en ce qui concerne les activités de sécurité nationale et d'autres actions policières courantes parce qu'il lui est impossible d'avoir librement accès aux renseignements que la GRC possède.
 - / Pour que la CPP soit en mesure de bien assurer l'examen civil des actions de la GRC, des pouvoirs plus étendus doivent lui être conférés.
 - / En ce qui concerne les activités de la GRC relatives à la sécurité nationale, la CPP favorise la création d'un nouvel organisme habilité à examiner les activités de sécurité nationale de tous les responsables fédéraux de la sécurité.
 - / En ce qui concerne les activités de la GRC relatives à la sécurité nationale, la sécurité nationale doit être en bonne partie secrète.
 - / L'examen des activités de sécurité nationale doit être dans l'affaire Arar.
- S'il existe effectivement un mécanisme d'examen réputé honnête et efficace, le public canadien acceptera que certains renseignements relatifs au travail des responsables de la sécurité et du renseignement soient démentis.
- L'admission trop d'investissement ne résiste pas à l'analyse. Tous les ministres demanderaient trop d'investissement pour diverses raisons, l'objet d'examens en vertu d'un règlement général, le Commissariat à l'information, le Bureau du profondur réalise par différents organismes (par exemple, le Commissariat à la protection de la vie privée). Si importantes que soient les fonctions de ces organismes de surveillance, les services de police et de sécurité sont protégées de la vie privée).

Pour répondre à la plainte, la GHC devrait établir si des membres de son personnel avaient indûment encouragé les autorités américaines à expulser en Syrie un citoyen canadien, ou indûment divulgé des renseignements sur transmis des renseignements inexacts ou incomplets aux autorités américaines et syriennes concernant M. Arar.

Le 7 avril 2004, la GRC a présenté à la Présidente un rapport répondant aux allégations formulées dans la plainte déposée par celle-ci. D'entre de jeu, la GRC mentionne que certains renseignements ne peuvent être transmis à la Présidente en raison du caractère sensible des enquêtes criminelles ayant un lien avec la sécurité nationale. Elle précise que si certains renseignements de renseignements entre la GRC et des administrations américaines sont échangés de renseignements entre la GRC et des administratrices en question concernent soit à la politique actuelle de la GRC, il reste que les échanges en question

Après que la Présidente ait entériné les actions de la GRC dans l'affaire, mais avant que la GRC n'ait terminé son enquête, le gouvernement du Canada a confié à l'honorable juge Dennis O'Connor le soin de faire la lumière sur le rôle de tous les responsables canadiens dans l'exécution de M. Arar des États-Unis vers la Syrie, et de formuler les recommandations qu'il lui sembleront opportunes concernant la création d'un mécanisme indépendant d'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale.

Quand le juge U. Connors a sollicité des avis sur le mécanisme prévu d'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale, la CPP a procédé à une vaste étude pour trouver un mode global et approprié de surveillance civile de la conduite de la GRC en général. L'obtention de renseignements constitue un élément essentiel de tout mécanisme d'examen; or la GRC oppose une forte résistance à la transmission de renseignements à la CPP.

Selon les dispositions de la Loi sur la GRC, une plainte de la Présidente doit faire l'objet d'un examen. Pour les besoins de cet examen, le commissaire de la GRC est tenu de la présenter à la Présidente tous les documents pertinents. On peut déduire de la lecture du rapport de la GRC concernant la plainte que la GRC n'aurait probablement pas consenti à fournir tous les documents en question à la CPP, certains traitant de questions de sécurité nationale. Cependant, étant donné que la GRC est visée par l'enquête du juge O'Connor, la Présidente a suspendu l'examen de sa plainte afin de ne pas refaire le travail déjà accompli par la Commission Arar. La GRC n'a donc jamais officiellement refusé de fournir des documents relatifs à la plainte déposée par la Présidente concernant l'affaire Arar.

Dévoile la multiplication des accusations et les réactions de plus en plus vives du public, la Presse a jugé que les actions non identifiées de la GRC devaient faire l'objet d'une enquête. Le 23 octobre 2003, elle a donc déposé elle-même une plainte comme l'y autorise la Loi sur la GRC, plante comprenant une série d'accusations obligeant la GRC à rendre compte à la Présidente.

En septembre 2002, M. Maher Arar, un citoyen canadien, a été arrêté lors d'une escala aux États-Unis puis expulsé en Syrie par les autorités américaines. Sa détention dans ce pays pendant une année complète a suscité de vives inquiétudes dans l'opinion publique canadienne, notamment de la GRC, vaillant quand il a été allégué que des responsables canadiens avaient joué un certain rôle dans les événements ayant mené à l'expulsion de M. Arar en Syrie. A son retour au Canada, M. Arar a déclaré que les autorités syriennes l'avaient torturé au cours d'interrogatoires.

UN NOUVEAU DÉFI

Le mandat d'accès à l'information en possession de la GRC constitue le principal obstacle que rencontrent les citoyens dans leur recherche de renseignements publics. Il convient d'interpréter la Loi sur la GRC de manière à mieux servir le grand public et à respecter l'intention qu'a vécue le Parlement en créant un mécanisme d'examen civil. Si la CFP n'arrive pas à obtenir les documents dont elle a besoin, le mécanisme d'examen des plaintes du public deviendra inutile.

Le commissaire de la GRC a reçu certaines demandes, concernant un cas en particulier, que la GRC, après avoir refusé de divulguer certains renseignements, avait ensuite mis beaucoup de temps à transmettre des documents qui s'étaient révélés incomplets. Dans une communication écrite, le Commissaire a déclaré être en faveur de la divulgation générale et libérale de renseignements à la CPP; dans une directive en date du 10 mai 2004, il a ordonné à ses officiers de lui fournir une liste énumérant dans la mesure du possible tous les documents non encore produits accompagnée des documents en question, ainsi qu'à leur divulguer. Cette directive n'avait, semble-t-il, pas encore été mise en application le 31 mars 2005.

exécutionnellement que le plaignant ne soit pas informé de tous les motifs justifiant les conclusions de la CPP. Les plaignants et le grand public peuvent cependant se sentir rassurés en sachant que la CPP, un organisme fiable et indépendant de la GRC, a examiné tous les renseignements nécessaires et a pu porter un jugement impartial sur la conduite alléguée. Quant à la GRC décide de son propre chef de ne pas divulguer l'information nécessaire à la CPP, ni le plaignant ni le grand public ne tiennent une telle assurançce des conclusions de l'enquête, et la GRC subit inévitablement une certaine perte de confiance.

Il est important de ne pas confondre la divulgation de renseignements à la CPP pour les besoins de l'examen de plaintes du public et celle de renseignements à la CPP pour qui sont deux choses distinctes. Quant à l'estissement d'informations sensibles, la CPP est tenue de la protéger, tout comme n'impose que celle administration publique. Il arrive

Au bout de 1h, certains personnes au sein de la GRC semblent demeurer conservées que le secret est préférable à la transparence et à la reddition de compétences. Il fait aucun doute que dans certaines circonstances, il est essentiel de maintenir le public dans le secret. Mais cette nécessité occasionnelle du maintien du secret ne devrait pas éclipser la GRC d'avoir à rendre des compétences à l'organisme chargé de surveiller sa condutte, afin de garantir que l'exercice des pouvoirs policiers n'outrepasse pas les limites fixées par la loi.

/ Dans le deuxième cas, une femme a porté plainte à la CPP en 2003 en alléguant que la GRC avait obtenu et exécuté un mandat de perquisition de son domicile irrégulière. Étant donné, entre autres choses, que la perquisition était liée à des soupçons d'activités terroristes, la Présidente a opté pour une enquête d'intérêt public. Depuis deux ans, la GRC a toujours refusé de collaborer à cette enquête en faisant valoir que la sécurité nationale est en jeu, ce qui lui a évité jusqu'ici de rendre des compétes.

Dans le premier cas, une perquisition menée par deux membres de la GRC et des policiers provinciaux entraîne le dépôt d'une plainte. Entre autres allégations du plaignant, un membre de la GRC aurait obtenu de maintenir irrégulière le mandat de perquisitionner sa grange. La GRC a refusé de remettre à la CPP certains des documents demandés en invoquant le besoin de protéger l'identité d'un indicateur, et de fournir d'autres documents qu'il a obtenu le mandat de perquisition sous ordonnance de mise sous scellés. Figurent parmi ces documents une déclaration sous serment du membre de la GRC qui avait obtenu le mandat de perquisition; une déclaration sous serment du même membre qui avait demandé mais s'estait vu refuser un mandat de perquisition du domicile du plaignant, et t des passages des notes des membres de la GRC. Comme elle avait absolument besoin de ces renseignements pour procéder à l'examen de la plainte, la CPP a présenté en 2004 une requête en révision à la Cour fédérale du Canada afin d'obliger la GRC à lui remettre les documents manquants. L'affaire a été soumise à la Cour d'appel fédérale qui doit maintenant décider si le refus de la GRC est justifié.

Début des signitures de l'accord de partenariat entre les deux organisations et signature de la convention entre la GRC et le ministère de l'Intérieur. Les deux organisations ont également rencontré la GRC pour discuter de la mise en œuvre de l'accord.

/ Dans un dossier concili récemment, la CFP a du demander à plusieurs bagages non expurgés du rapport d'enquête de la GRC sur la plainte, des pièces de correspondance, des copies complètes non revisées des notes du membre en cause, un enregistrement vidéo de nouvelles et des dossier opératifs de la GRC. Quant celle-ci a finalement transmis une partie des documents complemétaires, il est apparu évident que l'on avait d'abord cherché à ne pas transmettre à la CFP d'importants renseignements justifiant la plainte. Par exemple, les passages d'abord expurgés du rapport d'enquête comprenaient à l'origine un extrait d'un courriel incriminant du membre en cause à un collègue dans lesquels il admettait la divulgation volontaire de renseignements faisant l'objet de la plainte. On avait aussi omis de produire une copie du courriel en question jusqu'à ce que la CFP la demande une nouvelle fois. De telles manœuvres destinent à enterrer le mécanisme de examen des plaintes du public sont clairement injustifiables.

Partafols, la GRC refuse tout simplement de fournir les documents demandés. Les modifications varient à l'infini et se multiplient. En voici quelques exemples des dernières :

- / l'identité d'une jeune personne pourrait être divulguée;
- / une enquête en cours risquerait d'être compromise;
- / des techniques policières pourraient être rendues publiques;
- / une enquête en cours risquerait d'être compromise;
- / l'identité d'un indicateur risquant d'être divulguée,
- / la sécurité nationale est en jeu;
- / l'information est « considérée manquante »;
- / l'information n'est pas « pertinente » à l'examen de la plainte;
- / l'information ne relève pas de la GRC parce qu'elle a été transmise à ses avocats pour les besoins d'une cause;
- / l'information fait l'objet d'une ordonnance de mise sous scellés;
- / une stratégie de relations avec les médias est en jeu.

l'impression que la GRC a cherché à enterrer le mécanisme d'examen des plaintes du public.

des membres de la GRC dont la condamnation est en cause et de la population canadienne.

La CPP procéde présentement à l'examen d'une plainte concernant l'arrestation de 23 personnes par la GRC appelle à participer à l'execution de 31 mandats d'arrêt en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Entre autres allégations, la GRC aurait abusivement arrêté 23 musulmans soupçonnés d'activités terroristes et omis de faire une enquête complète et approfondie. Dans ce cas-ci, il manquait dans l'enquête des documents transmis à la CPP par la GRC de nombreux documents indispensables tels que les dossiers opérationnels, les mandats de perquisition et les pièces justificatives, et les documents et renseignements concernant les personnes arrêtées parce qu'elles se trouvaient sur les lieux d'une perquisition. La CPP a donc du consacré beaucoup de temps à la préparation de la liste des documents manquants. Elle attend toujours la réponse de la GRC.

Au fil des ans, la CPP a souvent eu beaucoup de difficultés à obtenir de la GRCP qu'elle lui remette les documents nécessaires. Ce problème se pose particulièrement au moment de l'examen d'une plainte, quand la CPP demande tous les documents pertinents. Dans certains cas, les documents transmis ont d'abord été révisés sans explication, et dans d'autres, l'envoi est incomplet, ce qui oblige la CPP à établir quelques documents manquants avant de les redemander à la GRCP.

Cela fait 10 ans que la Loi sur la GRC examine les primaires du public concernant aux régies énoncées dans la partie VII de la Loi sur la GRC. Au cours de ces 16 années, le mandat d'accès aux renseignements que la GRC a en sa possession a constitué et demeuré le principal problème rencontré par la GRC. La Loi sur la GRC est toutefois claire : quand un plaignant demande l'examen d'une plainte par la GRC, la GRC est tenue de fournir à la GRC tous les documents pertinents, par exemple les dossiers d'enquête et opérations, les déclarations de témoins, les policiers, les mandats de perquisition et les notes prises par les policiers, les mandats pour réunir la preuve qui lui permettra d'établir la responsabilité et de décider si une plainte est justifiée ou non.

L'ACCÈS A TOUTS LES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES : UN PROBLÈME CONSTANT

Quel que soit le GRC, reconnaître les erreurs de ses membres et adopter les mesures recommandées, ou que la CPP estime que ceux-ci ont bien agi, la GRC gagne en confiance auprès du public. Cette confiance accrue du public dans le corps policier national est la vraie richesse que le travail de la CPP confère aux Canadiens de même qu'à la GRC.

Le commissaire de la GRC a appuyé sans réserves les conclusions et recommandations de la CCP. Il a également reconnu que la fagot dont l'enquête criminelle et l'enquête sur la plainte avaient été menées était loin de correspondre aux normes de la GRC. Il a fait savoir que les policiers en cause en seraient informés, et que des directives leur seraient données pour qu'ils évitent à l'avenir d'avoir ce genre de condutte inappropriée.

La Présidence a aussi rappelé que les enquêtes sur les plaintes du public doivent être menées avec équité et transparence. Dans ce cas-ci, le membre de la GRC chargé d'enquêter a envoyé à des collègues un courriel indiquant que son idée était déjà faite. De plus, un des policiers a attendu que l'enquête soit débutée pour formuler un rapport de suivi sur l'incident, et il ne semble pas avoir consigné de notes sur l'affaire. Enfin, les conclusions de l'enquêteur de la GRC donnaient une impression de parti pris parce qu'elles portaient sur la conduite de la plaignante plutôt que sur celle des membres en cause.

Dans son rapport intitulé, la Présidente a conclu que si le signallement du vol n'exigeait pas d'intervention particulière vu l'absence de suspets ou d'indices, il était par contre déplorable que les policiers concernés aient omis de noter la plainte dans leur carnet. De plus, après avoir été informés de l'utilisation frauduleuse des cartes de crédit, les policiers n'ont pas cru bon de mentionner à la plaignante l'urgence d'obtenir la facture en question. L'attente a néanmoins toute chance d'identifier les voleurs. Dans son rapport intitulé, la Présidente a recommandé que des directives opérationnelles soient données aux membres en cause sur la façon de procéder à une enquête criminelle de même que sur le bon usage et l'importance de leur carnet de notes.

D'après la Plaignante, les membres de la GHC se sont mal acquittés de leurs fonctions au moment du traitement de sa plainte de vol, ce qui a mené à l'utilisation frauduleuse de ses cartes de crédit.

on le lui avait conséillé, d'avoir fréquenta une copie de la recette pour faire cette démarche. Deux membres de la GRC lui ont donné le même conseil dans les semaines suivantes. Deux des trois services de police auxquels la plaignante s'est adressée ont refusé de s'occuper de sa plainte en la renvoyant au permier détachement de la GRC.

Voici une illustration du genre de mesures correctrices que le Commissaire de la GRC peut prendre lorsqu'une note des irrégularités dans la gestion des enquêtes criminelles et des enquêtes sur les plaintes du public.

A la suite de son enquête sur la plainte, la GRC a reconnu la communication inappropriée de renseignements personnels et a dès lors pris des mesures pour éviter toute violation de ce genre. Tous les employés et les membres de la GRC du territoire concerné ont reçu des directives à cet égard. Dans son rapport final, la Présidente a accueilli la conclusion de la GRC et les mesures correctives qu'elle a prises.

Le plagiaquant affirme que certains employés non identifiés de la GRC avaient divulgué clandestinement des renseignements confidentiels au public. Il a affirmé également que des membres non identifiés de la GRC avaient divulgué son adresse sans autorisation.

/ On a rencontré, dans une boîte aux lettres résidentielle, un courrier confidentiel qui contenait des renseignements personnels au sujet du plaignant. On a déterminé que le courriel provenait de la GRC, à la suite de quoi une enquête a été entreprise. Le courriel contenait des renseignements au sujet des antécédents criminels du plaignant, dont des condamnations passées pour agression sexuelle. La nouvelle s'est vite répandue et le public a réagi de manière négative à l'égard du plaignant.

L'exemple suivant illustre la façon dont les plaintes du public, et les rapports de la CPP qui s'ensuivent, exercent une influence positive sur les activités de la GRC.

Lorsqu'il régout un dossier à examiner, l'examinateur analyste doit vérifier les faits qui lui sont présentés afin de comprendre davantage les exigences quotidiennes auxquelles se soumettent les membres de la GRC et dévaluer la conduite selon des normes établies (telles que la politique de la GRC, le droit pénal et/ou la Charte des droits et des libertés). Souvent, lorsqu'e la CPP détermine les faits de manière indépendante et objective, la conduite du membre en cause est justifiée. Il s'agit là d'une occasion pour le public comme services de police grâce à la redévabilité.

Le public que celle-ci desserte et d'économiser les ressources de la CPP et de la GRC. C'est membre en cause. Cette démarche permet d'établir un dialogue vertueux entre la GRC et profitent pour tenir le régler le problème rapidement dans l'intérêt du plaignant et du plaignant, les analystes des plaintes relèvent un défi et, plus souvent qu'autrement, en procèsseus évolutif d'examen des plaintes. En favorisant le règlement à l'amiable d'une plainte, les analystes des plaintes relèvent un défi et, plus souvent qu'autrement, en profitent pour tenir le régler le problème rapidement dans l'intérêt du plaignant et du

Partie III : Défis et débouchés

Autres (Audiométrie - province incognue)		TOTAL
3	Yukon	TOTAL
3	C.-B.	256
259	Alberta	252
52	Saskatchewan	41
5	Manitoba	41
3	Terre-Neuve et Labrador	5
153	Nunavut	3
12	TOTAL	153
12	Ontario	12
3	Québec	3
15	TOTAL	15
23	Nouveau-Brunswick	23
4	Terre-Neuve et Labrador	4
14	Nouvelle-Ecosse	14
41	Île-du-Prince-Édouard	41
3	TOTAL	3
141	Region de l'Atlantique	141
23	Nouveau-Brunswick	23
4	Terre-Neuve et Labrador	4
14	Nouvelle-Ecosse	14
41	Île-du-Prince-Édouard	41
3	TOTAL	3
153	Region du Centre	153
12	Danube	12
3	Québec	3
15	TOTAL	15
23	Region des Prairies	23
41	Alberta	41
52	Saskatchewan	52
5	Manitoba	5
3	Terre-Neuve et Labrador	3
153	TOTAL	153
12	Region du Pacifique	12
3	Yukon	3
256	TOTAL	256
259	Region des Prairies	259

Dossiers régis par la loi sur le règlement des dossiers

Un conseiller de bande nouvellement élu recevait les plaintes de pluseurs membres de la bande concernant la lagion dont le détachement de la GRC de leur région prenait en compte leurs préoccupations. Il a été particulièrement avisé qu'il serait inutile de comparer communiquer avec le commandant du détachement, qui avait été nommé à la fin de l'été. Il a été recommandé de faire de la même manière avec les autres détachements de la bande. Les membres du détachement de la GRC de la région et la bande ont accepté de se rencontrer régulièrement. Le conseiller de bande était satisfait du résultat et n'a pas déposé de plainte officielle.

Le plaignant étais impliqué dans une querelle familière et il a emmené au détachement de la GRC. Il s'est plaint qu'en la soumis à la dactyloscopie et qu'en la photographie même si aucune accusation n'avait été déposée contre lui. Conformément à la loi, on ne peut pas prendre les empreintes digitales d'une personne avant que celle-ci soit accusée d'une infraction. Un analyste de la CPP a communiqué avec le policier responsable du dossier, qui a pris des mesures pour détruire les empreintes digitales et les photos en présence du plaignant. Le plaignant était satisfait et n'a pas déposé de plainte officielle.

un nombre sur ses élites personnelles et ce numero est également inscrit sur la personne. La méthode de la GRC a été expérimentée au plaignant. La GRC a décidé d'arrêter immédiatement cette méthode. Par conséquent, le plaignant étais satisfait et n'a pas déposé de plainte officielle.

L'offre de la CPP d'un mode de règlement des différends à l'amiable représente une invitation au plaignant et à la GRC à engager un contact direct et non officiel en vue de résoudre la plainte. Au cours d'une entrevue, l'analyste doit s'assurer que le plaignant comprend qu'il est de son droit de déposer une plainte officielle et que tenir de résoudre la plainte. Au moment où le plaignant choisit d'avoir recours au mode de règlement des différends à l'amiable, l'analyste agit à titre d'arbitre non officiel et aide le plaignant et à la GRC à échanger des renseignements à maintenir le dialogue, il exprime clairement les besoins de chaque partie et identifie les points de litige. En arbitrant de cette façon, l'analyste fournit à la GRC un résumé des préoccupations exprimées par le plaignant, habituellement obtient tout renseignement supplémentaire dont la CPP a besoin pour assurer le suivi du rôle critique dans son succès. Le citoyen et la GRC concluent volontairement une entente à l'amiable, l'analyste a alors choisi d'avoir recours au mode de règlement des différends à l'amiable et elle joue un rôle critique dans son succès.

Au moment où le plaignant choisit d'avoir recours au mode de règlement des différends à l'amiable, l'analyste doit faire l'objet d'une plainte officielle. Si le plaignant accepte pour les deux parties sur certains ou sur l'ensemble des points de litige. Si le plaignant a une plainte de litige non réglée peut faire l'objet d'une plainte officielle. Le recours au mode de règlement des différends à l'amiable est volontaire. Ce mécanisme incite à l'action, il est pratique et le règlement est rapide. Habituellement, ces dossier sont traités dans un délai d'une à deux journées, comparativement aux dossiers de plaintes régulières qui peuvent s'échelonner sur six à douze mois.

Cette année, le nombre de dossiers qui ont tenté un recours au mode de règlement des différends à l'amiable a connu une augmentation de huit pour cent en regard de la dernière année. Au cours de l'exercice 2004-2005, on a eu recours au règlement des différends à l'amiable dans 502 cas, et le mécanisme s'est révélé efficace dans 471 cas. Selonement 31 cas ont fait l'objet d'une plainte officielle.

Les résumés présentés ci-après représentent les résultats satisfaisants en ce qui a trait de résoudre rapidement les préoccupations des plaignants.

La personne en garde à vue pour ivresse dans un lieu public s'est plainte à la GRC d'autre noir. Un analyste de la CPP a communiqué avec l'inspecteur de la GRC et a été informé que lorsqu'un citoyen est trop ivre pour se dénuder, on inscrit à CPP qu'on a inscrit un numéro sur son bras gauche à l'aide d'un marqueur rouge.

Le résultat de ce règlement a été que l'agent de la GRC a été informé que lorsque quelqu'un est trop ivre pour se dénuder, on inscrit un numéro sur son bras gauche à l'aide d'un marqueur rouge.

Le résultat de ce règlement a été que l'agent de la GRC a été informé que lorsque quelqu'un est trop ivre pour se dénuder, on inscrit un numéro sur son bras gauche à l'aide d'un marqueur rouge.

Le résultat de ce règlement a été que l'agent de la GRC a été informé que lorsque quelqu'un est trop ivre pour se dénuder, on inscrit un numéro sur son bras gauche à l'aide d'un marqueur rouge.

Le résultat de ce règlement a été que l'agent de la GRC a été informé que lorsque quelqu'un est trop ivre pour se dénuder, on inscrit un numéro sur son bras gauche à l'aide d'un marqueur rouge.

La nature de la plainte doit être恰當的 pour déterminer quelles sont les efforts doivent être entrepris afin de s'assurer que les attentes du plaignant sont réalisables et qu'elles relèvent du mandat de la CPP. L'analyste encourage le plaignant à expécliquer sa perception du conflit, lui donnant ainsi l'occasion de raconter son histoire sans interruption. Lorsque les faits pertinents et les buts du plaignant sont connus, l'analyste peut agir à titre d'arbitre indépendant auprès du plaignant en lui fournit des informations possibles pour régler ses préoccupations. Ils peuvent déterminer que le dépôt d'une plainte officielle n'est peut-être pas la meilleure avenue pour arriver au résultat souhaité par le plaignant.

L'analyse des plaintes à la responsabilité de mener une entrevue d'approcche avec le plaignant afin de lui expliquer le rôle de la CPP et celle de la GRC, le mécanisme de réglement des plaintes et l'exigence selon laquelle la GRC doit enquêter en premier.

MODÈLE DE RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS À L'AMIABLE : DE QUOI S'AGIT-IL?

Audiences

La CPP peut tenir une audience publique, laquelle option complète celle des méthodes de règlement des plaintes dont la CPP dispose. Depuis sa création en 1988, elle a tenu 17 audiences publiques. Aucune audience publique n'a été tenue au cours de l'exercice écoulé.

La Plaignante étais trait préoccupée par le fait que la GRC n'a pas abordé la gravité de la situation et que cela cause les gestes du membre. Elle a donc demandé à la CPP d'enquêter sur le danger qu'il pose à la GRC. La Plaignante a également déclaré que la GRC n'a pas toujours les résultats de cette enquête plus approfondie. La CPP attend toujours les résultats de cette enquête plus approfondie. Par conséquent, elle a demandé à la GRC de mener une enquête plus collusions. L'accident. De même, la CPP n'a pas reçu une copie du rapport d'analyse des suchun rapport de suivi ou note du membre qui se trouvait sur les lieux de précisier la première déclaration qu'elle avait donnée. La GRC n'a fourni de précision sur la date de la déclaration des témoins et interviewé la plaignante afin de personne n'a note les déclarations des témoins et interviewé la plaignante afin rapport de suivi, ni déclaration du membre lors de l'enquête sur la plainte. La GRC décritant l'accident lors de sa présence sur les lieux, ni notes ou envoyées. En particulier, le dossier ne contenait ni déclaration du membre de CPP a remarqué que plusieurs documents pertinents ne lui avaient pas été demandé à la CPP d'examiner sa plainte. Lors de l'examen du dossier, la demande a donc été de la situation et que cela cause les gestes du membre. Elle a donc démarqué à la CPP d'enquêter sur le danger qu'il pose à la GRC. La Plaignante a également déclaré que la GRC n'a pas toujours les résultats de cette enquête plus approfondie. La CPP attend toujours les résultats de cette enquête plus approfondie.

GHC a reconnu que le membre qui condamnait l'auto-partouille avait commis une erreur en traversant l'intersection sans s'être arrêté d'abord pour vérifier la circulation alors qu'il courrait un risque à ce moment-là. La GRC a informé la plaignante que le membre a regu des directives opérationnelles pour éviter agir de la manière de la politiquue de la GRC.

Plaquette hoch entzerrtem Brillenlicht für Autobahn

La plaignante a allégué que des membres de la GHC pratiquaient le harcèlement à son endroit et à l'endroit de sa famille. Elle a allégué, entre autres, que des membres de la GRC se sont rendus chez sa fille et se sont servis d'une arme Taser à trois reprises. La GRC a refleté la plainte d'arme Taser à l'endroit de sa fille. La GCP n'a pu examiner les accusations de harcèlement sans aborder la présomée utilisation inappropriate de force excessive, car la GRC n'avait pas accordé cette question lorsqu'elle a traité la plainte. Par conséquent, la GCP a demandé à la GRC qu'elle mène une enquête plus approfondie. La GCP a reçu les résultats de l'enquête approfondie et a chevillé l'examen de cette plainte.

Renseignements supplémentaires donnant lieu à une enquête plus approfondie menée par la GRC

Le plaignant, qui faisait face à une accusation criminelle de voies de fait, a appris que la Couronne avait dévoilé des renseignements très pertinents à la victime, l'avocat de la Couronne en ayant quant à lui pris la position de la victime, une agression. Le plaignant a affirmé que le membre de la GRC avait induit l'accusation, qu'elle étaitivre et qu'elle n'avait aucune blessure laissant croire à une agression, mais qu'il avait été placé dans un état de choc par la victime avec laquelle il avait communiqué avant la date prévue pour l'audience. La victime a dit au membre qu'elle ne se rappelait pas la presseme de l'agression. Le plaignant a su plus tard qu'un membre de la GRC avait communiqué avec la presseme victime avant la date prévue pour l'audience, mais qu'il n'avait pas retrouvé la presseme victime de l'agression. Le plaignant a également déclaré que la victime de l'agression avait été accusée d'avoir commis une infraction criminelle de voies de fait, alors qu'il n'y avait pas d'accusation formelle.

L'enquêteur de la GRC sur la plainte du public avait d'abord été incapable de retrouver la presumée victime afin de corroborer les allégations du plaignant. Étant donné qu'il n'avait pu obtenir une déclaratoin de la presumée victime, l'enquêteur de la GRC a conclu que le membre de la GRC s'était conformé au règlement selon ses souvenirs au moment de sa comparution en cour. A la suite de la publication de la lettre de réglement de la GRC, celle-ci a retrouvé et interrogé la presumée victime. Elle a donc une déclaration semblable à ce qui avait été soulevé dans la plainte. Par conséquent, la CPP a demandé à la GRC qu'elle mène une enquête plus approfondie. A ce jour, la CPP n'a reçu aucun résultat concernant cette enquête.

Jusseesse des documents pertinents

Hendrait la période du présent rapport, la CHU a mené plusieurs études approfondies. Parallèlement, elle a demandé à la GRC d'entreprendre trois enquêtes plus approfondies.

La CPP mènera une enquête plus approfondie selon les circonstances. Entre autres, si des témoins clés sont reticents à être interviewés par l'enquêteur de la GRC sur la plainte, un enquêteur de la CPP peut tenir d'obtenir les déclarations nécessaires pour enfoncer les témoins. Bien des personnes craignent d'être interviewées par les mêmes personnes contre lesquelles elles ont porté plainte et qui assureront le maintien de l'ordre dans leur quartier. Le plus souvent, la CPP demande à la GRC de mener une enquête dans leur quartier. Les plus souvent, la CPP demande à la GRC de préparer une enquête sur la plainte. Des documents renseignements privilégiés lors de la plus approfondie si la GRC n'a pas reçue certains renseignements privilégiés lors de la plainte. Des documents renseignements privilégiés lors de la plainte, mais ne se limitent pas à : les déclarations supplémentaires des témoins, les notes et les rapports de suivi des membres, les rapports médicaux et les politiques publiques pertinentes. Il arrive que la GRC mette de poser des questions importantes au cours de leur enquête initiale sur la plainte. Le cas échéant, la CPP demande à la GRC de reprendre l'enquête initiale sur la plainte. La GRC poursuive son enquête.

Certaines circonstances peuvent inciter la CPP à mener une enquête « plus approfondie » ou demander à la GRC de mener une telle enquête. Par exemple, il est possible d'entreprendre une enquête plus approfondie lorsqu'il est évident que certains aspects de l'enquête sont incomplets, lorsque l'enquête que la GRC a menée sur la plainte n'a pas traité toutes les questions soulevées dans la plainte, lorsque des documents détés des renseignements pertinents n'ont pas été recueillis alors qu'ils auraient dû l'être, et lorsque

Enquêtes plus approfondies menées par la GRC ou la CPP

La plupart des rapports d'enquête d'intérêt public de la CFP sont attachés sur son site Web, à l'adresse suivante : <http://www.cpc.gc.ca>.

Le commissaire de la GRC a souhaité l'ensemble des conclusions et des recommandations et il a souligné qu'il allait mettre en œuvre les recommandations le plus tôt possible.

recommande que le membre régulier des directives opérationnelles en ce qui concerne les politiques et les méthodes de la GRC quant à la tenue d'une enquête adéquate sur les accidents mortels.

La CPP a terminé une enquête qu'elle a menée au sujet d'une poursuite, engagée par la GRC, d'un véhicule volé qui s'est terminée par une collision, laissant un automobiliste (le plaignant) coincé dans son véhicule avec un bassein fracturé et d'autres blessures sérieuses. La CPP a concilié une circonstance (des membres de la GRC surveillaient le véhicule depuis une vingtaine de minutes), un arrêt pour mettre le véhicule suspect hors d'état avant que toute poursuite soit engagée. De plus, la CPP a conclu que lorsqu'un véhicule commençait à rouler, le membre ayant décidé de pourchasser le véhicule conséquent, la poursuite s'arrêtait. Par ailleurs, bien qu'elle ait été courte, la confrontation à six voies, en matinée, que le véhicule suspect s'approchait d'une intersection à six voies, le fait que c'est alors que l'accident s'est produit.

Le CFP a remarqué également que tous les membres en cause qui se trouvaient sur les lieux de l'accident ont poursuivi les suspets qui tentaient de s'enfuir à pied au lieu de porter secours à l'automobiliste blessé.

Le commissaire de la GRC a rejeté certaines recommandations de la CPP, à savoir qu'un membre en cause régulière des directives opérationnelles selon lesquelles il doit se rappeler au Modèle d'intervention pour la gestion des incidents avant de prendre toute décision concernant la tenue, le prolongement ou la fin d'une poursuite, et que ce même membre s'excuse auprès du témoin en ce qu'il concerne cet incident regrettable. Par ailleurs, le Commissaire a souhaité à la recommandation selon laquelle la GRC présente ses excuses au plaignant pour n'avoir pu assurer son bien-être à la suite de cet accident.

1/ L'enquête que la GCP a entrepris concernant une enquête menée par la GRC sur un accident de motocycliste mortel est terminée. Un jeune est décédé alors qu'il se promenait en motocyclette sur un chemin forestier desservant ses parents établi de toute évidence boulevares. La Presidente a conclu que l'enquête de la GRC s'est écoulée de façon marquée de la norme exigée. La police de la GRC en ce qui concerne les enquêtes d'accidents de véhicules politiques de la GRC en ce qui concerne les enquêtes d'accidents de véhicules motorisés exigeant que certaines démarches soient prises lorsqu'un accident mortel, y compris prendre des mesures et dessiner un croquis des lieux. Au cours de l'enquête, aucune disposition nécessaire n'a été prise par la GRC pour déterminer la cause de l'accident. La Presidente a recommandé que le membre en cause (ou la GRC en son nom) s'excuse auprès des plaignants de ne pas avoir mené une enquête approfondie. La Presidente a également recommandé que la GRC en son nom) s'excuse auprès des plaignants pour déterminer la cause de l'accident. La Presidente a recommandé que le membre en cause (ou la GRC en son nom) s'excuse auprès des plaignants pour déterminer la cause de l'accident. La Presidente a recommandé que le membre en cause (ou la GRC en son nom) s'excuse auprès des plaignants pour déterminer la cause de l'accident.

Le commissaire de la GRC a souhaité l'ensemble des conclusions de la CPP au sujet de cette plainte.

Le commissaire de la GRC a soumis à la recommandation de la CPP, soit que le membre en cause régicide des dirigeantes opératrices au sujet des limites d'une définition aux fins d'enquête. Il a également convenu que le membre n'a pas informé les deux adolescents de leur droit de recourir aux services d'un avocat, mais que la GRC préparerait cette omission.

de force utilisée.

annex.

L'état d'avancement de cette enquête sera abordé dans un prochain rapport.

En juillet 2004, la Présidente a mené une enquête d'interêt public sur une plainte d'agression sexuelle et d'intimidation. La plaignante a affirmé que lors d'une vérification de son véhicule, un membre de la GRC de sexe masculin l'a soumise à une fouille corporelle d'une manière abusive. Ce membre aurait également tenté d'intimider la plaignante à un autre moment précédent. La GRC a mené une enquête et a conclu qu'une accusation ne devait être portée contre le membre. L'enquête de la GCP se poursuivra en 2005-2006, une fois que la GRC fournira les résultats de son enquête criminelle. Des renseignements supplémentaires seront fournis dans le cadre d'un prochain rapport annuel.

Puisque les endeuilletes d'intérêt public menées par la CPP se sont terminées en 2004-2005, ces dernières mettent en lumière deux enjeux importants : l'usage de force excessive par des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et l'exécution inadéquate de certaines enquêtes.

La CPP a conclu son enquête d'intérêt public concernant la conduite de la GRC durant l'enquête sur l'enlèvement et le meurtre d'une fillette. La GRC a reconnu que l'enquête criminelle qu'elle avait menée comporteait des failles considérables et, de ce fait, a recommandé l'adoption de plusieurs mesures correctives. La CPP a conclu que l'enquête criminelle de la GRC présentait de sérieuses lacunes. L'objectif de l'enquête de la CPP était de voir dans quelle mesure les 23 recommandations présentées dans le cadre de l'examen interne de la GRC traitaient de la question et ont été suivies. L'enquête de la GRC a pris des mesures pour soucire à ces recommandations afin d'éviter que ces séries d'erreurs se reproduisent.

La CCP a concilié l'enquête concernant le recours au membre de la GRC avec l'enquête concernant le recours au membre de la GRC pour motif suffisant et leur droit de recourir aux services d'un avocat. Les éléments de preuve établissent insuffisants pour conclure à un recours abusif de force. Généralement, la vidéo surveillance d'un bloc cellulaire s'avère un élément de preuve essentiel. Toutefois, dans cette affaire, la bande-video du jour précédent n'avait pas été remplacée et elle a manqué d'espace sur la bande magnétique. Cet oubli était extrêmement fâcheux, car la bande-video aurait probablement fourni certains éléments de preuve indépendants qui auraient pu démontrer que l'agent avait effectué une recherche illégale.

de manière approfondie. Je crois que la société nous juge d'après la façon dont nous traitons les personnes étant les plus vulnérables parmi nous. L'enquête que je mène a permis de détailler les faits entourant ces allégations. Au fur et à mesure que l'enquête se poursuivra, j'évaluerais constamment le besoin de convaincre une audience dans l'intérêt public. Ce faisant, je complète établir les faits de la façon la plus efficace et la plus rapide qu'il soit. C'est en exposant les faits de cette affaire que les plaignants et les membres de la GRC pourront continuer leur vie. »

Il s'agit de l'enquête la plus importante jamais menée par la CPP, qui couvre près de 15 ans de travail d'enquête entrepris par la GRC. On d'abord amorce cette enquête en y affectant des membres du personnel de la CPP alors qu'une demande de financement supplémentaire a été soumise au Conseil du Trésor en vue d'obtenir une aide additionnelle en matière d'enquête. L'obtention de fonds supplémentaires s'est avérée un processus complexe, qui a retardé la tenue de l'enquête. La CPP, un petit organisme, a dû exercer ses fonctions selon des ressources financières et humaines disponibles jusqu'à ce qu'elle les allégations. Le personnel de la CPP examine présentement les documents CPP plus de 27 000 documents pertinents pour permettre à la CPP d'examiner les allégations. La GRC a sirot collaboré à cette enquête d'intérêt public en fournisant à la CPP plus de 50 000 à 75 000 documents dans le cadre de cette enquête.

On prévoit examiner quelque 50 000 à 75 000 documents dans le cadre de cette enquête d'intérêt public. S'ajoutent à cette documentation volumineuse les centaines d'enquêtes personnelles jugées nécessaires. C'est donc dire que cette enquête revêt une importance significative.

Grâce à l'appui de la Ministre, la CPP a reçu récemment une subvention du Consell du Trésor pour lui permettre d'embaucher et de maintenir dans ses fonctions du personnel en vue d'accélérer l'enquête qui suit son cours présentement. De plus, la CPP dispose désormais de ressources grâce auxquelles elle pourra obtenir le support et les services informatiques dont elle a besoin pour réaliser un projet aussi important et complexe. Par ailleurs, la CPP est en voie d'acquérir des locaux supplémentaires pour y aménager ces nouvelles ressources.

Lorsqu'il y a annulation de cette enquête, la Présidente a souligné : « Il est allégué que certaines personnes en situation d'autrefois ont maltraité des jeunes vulnérables et que la GRC n'a pas réussi à ces allegations [traduction] ». Il est allégué que certains individus ont maltraité des jeunes vulnérables et que la GRC n'a pas réussi à ces allegations [traduction]. »

En mai 2004, la Presidence a entrepris une enquête sur des plaintes contre la GRC au regard de son enquête sur des cas presumés de violence sexuelle survenus au Centre de formation pour jeunes de Kingsclere, au Nouveau-Brunswick. Cette enquête a été entreprise en vue d'examiner des accusations selon lesquelles l'enquête que la GRC a menée concernant la conduite criminelle d'un sergent d'état-major de la GRC, du personnel de gendarmerie et des résidants de Kingsclere était inadéquate. L'enquête d'intérêt public de la CPP examinera également l'allégation selon laquelle la GRC a camouflé les mauvais traitements au regard des personnes accusées de crimes.

Enquête d'intérêt public King's Clear

En 2004-2005, la Présidente a entrepris deux nouvelles enquêtes d'intérêt public.

La CPP tient à sensibiliser davantage la population aux enjeux importants des pratiques policières et elle s'engage à offrir un mécanisme d'examen des plaintes à la fois accessible et transparent. Ce mécanisme est le ciment de la confiance du public, des membres de la GRC et du Parlement et il doit donner une image fidèle de la diversité et de la complexité de la société canadienne. Les enquêtes d'intérêt public visent à répondre à cette question. Ainsi, la présidente de la CPP peut décider d'entreprendre une enquête d'intérêt public concernant une plainte après celle-ci a fait l'objet d'un examen ou lorsqu'elle estime qu'il est dans l'intérêt du public d'agir de sorte. La GRC n'est pas tenue de mener une enquête lorsque la Présidente décide d'entreprendre une enquête d'intérêt public.

ENQUÈTES D'INTERET PUBLIC, ENQUÈTES PLUS APPROFONDIES ET AUDIENCES

Le commissaire de la GRC a appuyé l'ensemble des conclusions et des recommandations de la CPP.

de l'immigration, ce qui se trouve à être la partie du transfert de possession, de l'immigration, ce qui se trouve à être la partie du transfert de possession, La Présidente a reconnu que la GRC avait conclu que le membre de la GRC s'estait impliquée d'une façon inappropriée dans un conflit civil, et que le membre avait reçu des directives de la GRC. Toutefois, la Présidente estiment que la GRC n'avait pas pris toutes les mesures correctives possibles pour régler cette plainte. Elle a donc recommandé que la GRC offre également des excuses à la Plaignante.

Region du Pacifique	Yukon	C.-B.	TOTAL	63
Region des Prairies	Alberta	Saskatchewan	TOTAL	21
Region du Centre	Manitoba	Terre-Neuve et Labrador	TOTAL	2
Region de l'Atlantique	Ontario	Nouveau-Brunswick	TOTAL	15
	Quebec	Nouvelle-Ecosse	TOTAL	5
		Terre-Neuve	TOTAL	6
		Nouvelle-Ecosse	TOTAL	11
		Yukon	TOTAL	21
		C.-B.	TOTAL	63
		Yukon	TOTAL	63

La Presidence a constide que le membre de la GRC n'auroit pas du simpliciter dans un conflit civil. Elle a note que le membre de la GRC avait eu recours à la supercherie pour convaincre la plaignante de signer l'immatriculation du camion. Il avait demandé à la plaignante de prouver que la signature au recto

a si higher le trahisieh de propnrete par la ruse.

La plaignante et son mari ont vendu un camion usagé à un autre couple. Le mari de la plaignante a réglé un montant initial. Les acquéreurs devaient faire des paiements mensuels jusqu'à ce que le solde des paiements soit réglé. Le mari de la plaignante a formulé l'immatriculation du véhicule aux acquéreurs et leur a donné le droit de conduire le camion. Par la suite, les acquéreurs ont fait l'objet d'une enquête en matière d'immigration menée par deux membres de la GRC. L'un des membres de la GRC s'est offert pour aider les acquéreurs à obtenir le transfert de l'immatriculation du camion, incluant la signature de la plaignante qui autorise le transfert du camion. Par conséquent, il est présenté au lieu de travail de la plaignante. Au cours de leur rencontre, le membre de la GRC a convaincu la plaignante, de façon trompeuse, de signer la partie de l'immatriculation autorisant le transfert du camion cédant ainsi la possession aux acquéreurs. La plaignante a allégué que le membre de la GRC l'a amenée à signer la partie de l'immatriculation autorisant le transfert du camion cédant ainsi la possession aux acquéreurs.

Contrat Civil

Finallement, la Présidente a conclu dans son rapport intérimaire que, malgré l'absence de preuve dans la cellule de la plaignante, il y avait au moins une partie de l'enquête concernant la mort du fils de la plaignante établie adéquate. En effet, il n'y avait aucune preuve permettant d'établir une infraction visuelle de l'exécuteur de la cellule. Finalement, l'opposition à une vérification physique de chaque cellule par les prisonniers et d'effectuer une vérification physique de notes détaillées dans le registre des souillures l'importance d'une prise de notes détaillées dans la cellule. La conformité aux politiques de la GRC au moment en question, mais elle a également concilié que le fils avait visiblement été surveillé d'appuyer la version des événements de la GRC. Dans ce rapport, la Présidente observations des autres détenu·s ainsi que le rapport d'autopsie ont permis d'observer la mort pour mener à la mort du fils de la plaignante. Les faits qu'il a fait état de sont pour mener à la mort du fils de la plaignante. Dans son rapport final, la Présidente a conclu qu'il n'y avait aucune preuve permettre pour démontrer que des membres non identifiés de la GRC ont fait qu'il soit pour mener à la mort du fils de la plaignante.

/ La mère d'un homme déclarée des suites d'asphyxie par pendaison tandis qu'on le détenait dans une cellule à un déchirement de la GRC s'est plainte à la CPP que des membres non identifiés de la GRC n'ont pas surveillé régulièrement son fils alors qu'il était en garde à vue par la GRC, qu'ils ont tué son fils, qu'ils ont été incapables de mener une enquête adéquate concernant sa mort, et qu'ils ont allié certain nombre de photographies pour appuyer ses allégations.

Décès survenu dans une cellule de détention

Le Commissaire a répondu qu'il appuyait l'ensemble des conclusions et des recommandations de la CPP.

Finallement, la Présidente a conclu dans son rapport intérimaire que, malgré l'absence de preuve dans la cellule de la plaignante, il y avait au moins une partie de l'enquête établie adéquate. En effet, il n'y avait aucune preuve permettant d'établir une infraction visuelle de l'exécuteur de la cellule. Finalement, l'opposition à une vérification physique de chaque cellule par les prisonniers et d'effectuer une vérification physique de notes détaillées dans le registre des souillures l'importance d'une prise de notes détaillées dans la cellule. La conformité aux politiques de la GRC au moment en question, mais elle a également concilié que le fils avait visiblement été surveillé d'appuyer la version des événements de la GRC. Dans ce rapport, la Présidente observations des autres détenu·s ainsi que le rapport d'autopsie ont permis d'observer la mort pour mener à la mort du fils de la plaignante. Les faits qu'il a fait état de sont pour mener à la mort du fils de la plaignante. Dans son rapport final, la Présidente a conclu qu'il n'y avait aucune preuve permettre pour démontrer que des membres non identifiés de la GRC ont fait qu'il soit pour mener à la mort du fils de la plaignante.

Les deux membres de la GRC se sont présentés à la résidence des deux plaignants : un homme et sa femme. Un des membres a accédé à la résidence accompagné de la plaignante. Cependant, il n'a pas demandé la permission d'entrer et la plaignante lui a dit qu'il n'en avait pas le droit. La plaignante a également déclaré qu'elle avait tenté de refermer la porte en repoussant le membre. Une fois à l'intérieur de la résidence, l'un des membres a tenté d'arrêter le plaignant pour conduire avec les facultés affabillées. La plaignante s'est interposée et a été arrêtée pour entrave au travail d'un policier. Tandis qu'elle se trouvait dans l'auto-patrouille en route vers le détachement, la plaignante a donné des coups de pied au véhicule et un membre de la GRC s'est assis sur elle afin de la retenir. Au cours de sa première nuit en garde à vue au détachement, la plaignante a été accusée de plusieurs fautes et on ne lui a donné aucune couverture.

Dans son rapport intitulé la Présidente a conclu que, compte tenu que les membres n'avaient reçu que des renseignements limités au sujet du conducteur aux facultés affiliées, il n'existe pas de motif raisonnable pour arrêter le plaignant. A ce titre, les membres ne pouvaient pas invoquer les dispositions du Code criminel qui permettent à un policier d'accéder à un logis ou à une maison sans mandat dans certaines circonstances. L'accès à la résidence était illégal, car les plaignants ne leur en ont pas donné l'autorisation. Par conséquent, l'arrestation de la plaignante ainsi que tout recours à la force étaient abusifs. Le rapport intitulé de la Présidente a recommandé que le membre de la GRC qui s'est introduit dans la maison régulière des directives opérationnelles concernant les exigences pour accéder à un logis ou à une maison.

Dans son rapport intitulé, la Présidente a aussi conclu que même si la plaigantine, une fois menottée, a crié, a frappé sa tête et lancé des coups de pied contre la fenêtre de l'auto-patrouille, elle ne s'est pas blessée et n'a causé aucun dommage au véhicule. Le membre de la GRC qui s'est donc assis sur la plaigantine agissait à l'encontre de la politique de la GRC qui soutient que les détenus doivent traiter avec décence et que les policiers doivent interagir avec délicatesse afin de gérer les révoltes. Le rapport intitulé de la Présidente a recommandé que les membres de la GRC respectent les personnes placées en opérationnelles concrètement le transport adéquat des personnes placées en garde à vue par la GRC.

Dans son rapport intitulé « La Présidence d'imposer l'acceptation de la loi applicable ne confirait pas le pouvoir à un politicien d'interdire la GRC à répondre à une note due à la mise en place de la GRC. Le membre de la GRC aurait recours à plusieurs méthodes de service, il n'aurait pas l'autorisation d'obliger l'accès à la convention de la convention, et renoncer à l'obligation de la plaignant d'accepter la convention. Par conséquent, l'arrestation pour entente du plaignant qui refuse la convention est tout à fait illégale, et tout recours à la force étant excessif. Dans son rapport intérimaire, la Présidence a également noté que même si l'arrestation du plaignant avait été légale, le membre de la GRC aurait eu recours à une force excessive en trainant le plaignant l'autre côté de la route par les cheveux sans lui donner d'abord l'occasion de se défendre. Dans son rapport intérimaire, la Présidence a recommandé que le membre régulier survive. Les directives opérationnelles concernant son autorité légitime d'arrestation ainsi que son rôle dans son rapport intérimaire. La Présidence a recommandé que le membre régulier plaignant l'autre côté de la route par les cheveux sans lui donner d'abord l'occasion de se défendre. Dans son rapport intérimaire, la Présidence a recommandé que le membre régulier survive. Les directives opérationnelles concernant son autorité légitime d'arrestation ainsi que son rôle dans son rapport intérimaire. La Présidence a recommandé que le membre régulier plaignant l'autre côté de la route par les cheveux sans lui donner d'abord l'occasion de se défendre. Dans son rapport intérimaire, la Présidence a recommandé que le membre régulier survive.

Le plaignant conduisait le véhicule de sa mère, accompagné de sa femme, de sa fille, de son père et de sa mère, alors qu'il était en cours de son arrestation. Le véhicule du plaignant se trouvait dans une rue étroite et piétonne, avec des voitures stationnées de part et d'autre. Il a été arrêté pour conduite en état d'ivresse et a été placé en garde à vue au poste de police. Le plaignant a été accusé d'avoir causé des dommages matériels importants à un autre véhicule. Il a été libéré sous caution et a été placé sous surveillance judiciaire. Le plaignant a été arrêté pour conduite en état d'ivresse et a été placé en garde à vue au poste de police. Le plaignant a été accusé d'avoir causé des dommages matériels importants à un autre véhicule. Il a été libéré sous caution et a été placé sous surveillance judiciaire.

En ce qui concerne l'allusion au manque d'impartialité soulevée par le Commissaire, le Vice-président a déclaré que ses conclusions étaient basées sur les éléments de preuve disponibles qui démontraient que la version des événements des membres concernés était peu vraisemblable. Il a aussi observé que le manque de notes ponctuelles adéquates des membres de la GRC a miné la qualité des éléments de preuve obtenus au cours de cette enquête. Le Vice-président a contesté la déclaratation du Commissaire selon laquelle il ne pouvait pas formuler une conclusion en faveur du plaignant ou des membres. En établissant cette conclusion en faveur du plaignant ou des membres, il devrait tenir responsables pour leur prise de notes inadéquate et pour avoir mené une enquête publique superficielle.

Le Commissaire de la GRC étais en désaccord avec la conclusion et les recommandations de la CPP. D'après lui, pour appuyer sa conclusion, le rapport intermédiaire de la CPP était basé sur des renseignements selectifs. Le Commissaire a aussi souligné que l'enquête publique menée par la GRC était superficielle et qu'elle n'était daucune aide, puisque les membres de la GRC n'ont pris aucune note ponctuelle adéquate au sujet de l'incident, tel que l'exige la politique. Cela dit, le Commissaire a déclaré qu'il ne pouvait formuler une conclusion qu'il servit soit en faveur du plaignant ou des membres de la GRC.

Dans son rapport intérimaire, le Vice-président a conclu que les policiers avaient eu recours à une force excessive envers le plaignant, notamment en lui donnant des coups de pied à la tête, qui lui causa des blessures sérieuses. Le Vice-président a noté qu'une personne raisonnable, en examinant les éléments de preuve, arriverait concili qu'une chute consécutive à un déséquilibre sur le plancher n'aurait pas causé les blessures subies par le plaignant. Le Vice-président n'a jamais été en mesure de déterminer si l'accusation de plagiat était fondée ou non.

EXAMENS

Lorsque la GRC régoult et examine une plainte, elle doit documenter la fagçon dont elle demande à la CPP d'examiner le règlement de leur plainte par la GRC.

Lorsque la CPP régoult une demande d'examen, elle envoie une lettre à la GRC lui demandant l'ensemble des documents pertinents liés à la plainte en question. Les documents pertinents incluent, mais ne se limitent pas à : la lettre de règlement, le rapport d'enquête préparé par l'enquêteur de la plainte du public de la GRC, le dossier opérationnel de la GRC, toutes notes prises par le membre concerné, les déclarations obtenues lors de l'enquête de la plainte du public et les enregistrements photographiques, vidéo ou audio de la GRC. Lorsque la CPP examine une plainte, elle peut émettre un rapport **témoignant de la satisfaction de la CPP** si elle appuie le règlement de la plainte par la GRC ou elle produit un rapport **intermédiaire** lorsqu'elle est en désaccord avec le règlement par la GRC. Dans ce rapport, elle formule des conclusions et des recommandations au regard des allégations. Les résumés qui suivent permettent de mettre au premier plan les sujets de procopagation identifiés par la CPP et de souligner l'impact que cet organisme produit sur la redévabilité de la GRC.

A l'instant où la CPP examine une plainte, elle peut émettre un rapport **témoignant de la satisfaction de la CPP** si elle appuie le règlement de la plainte par la GRC ou elle produit un rapport **intermédiaire** lorsqu'elle est en désaccord avec le règlement par la GRC. Dans ce rapport, elle formule des conclusions et des recommandations au regard des allégations. Les résumés qui suivent permettent de mettre au premier plan les sujets de procopagation identifiés par la CPP et de souligner l'impact que cet organisme produit sur la redévabilité de la GRC.

Recours excessif à la force

/ Le plaignant a été arrêté par deux membres de la GRC pour voies de fait armé d'un coutreau énvers sa femme. À l'arrivée au détachement de la GRC, une confrontation physique a eu lieu, au cours de laquelle un des membres de la GRC a eu recours à une arme Taser à l'endroit du plaignant, qui est tombé au sol. Le plaignant a allégé qu'au moment où il s'est retrouvé au sol, un des policiers lui a donné deux coups de pied au visage, après quoi il s'est évanoui. Les éléments de preuve des membres de la GRC, qui présentait la fagçon dont le plaignant avait été blessé, étaient contradictoires. L'un des policiers a affirmé que l'autre policier a perdu l'équilibre et est tombé sur le plaignant lui causant ses blessures, tandis que l'autre policier a déclaré que les blessures initiales de la plainte, la GRC avait expliquée que les blessures étaient consécutives à la chute du plaignant. En raison de cet incident, le plaignant a subi des blessures sévères à la tête et à l'œil. Dans son règlement plaignant, la GRC a conclu qu'il n'y avait pas eu de recours excessif à la force.

/ Le 6 janvier 2005, la Présidente a déposé une plainte concernant la mort par balle rapport énonçant ses conclusions et ses recommandations.

mené toute autre enquête qu'elle juge nécessaire, la Présidente publierait une autre enquête des résultats de l'enquête de la GRC et après qu'elle aura étudié celle-ci pour déterminer si la GRC a été dans l'ensemble correcte dans l'exécution de son mandat. Des conclusions seraient alors communiquées au public.

La GRC mène présentement une enquête sur la fusillade à GRC à cet incident. La GRC a été également interrogée par la Commission en matière de sécurité publique sur les circonstances de la mort de M. Martin. La GRC a déposé une plainte contre la mort par balle d'un Autochtone, survenu à Norway House au Manitoba. En déposant une plainte, la Présidente a engagé une procédure prévue par la Loi sur la GRC qui exige que la GRC divulgue l'ensemble de ses conclusions d'enquête à la CPP.

La Présidente a été avisée d'un incident par une source extérieure. Plusieurs élus ont été informés de l'incident en ce qui concerne la GRC, la CPP comme beaucoup de médias pour être avisée des enjeux importants. En ce qui concerne le cas suivant, la Présidente a dévoilé de l'information en ce qui concerne la GRC, la CPP comme beaucoup de médias doit être avisée d'un incident par une source extérieure. Plusieurs élus ont été informés de l'incident par une source extérieure. Pour ce faire, la Présidente a été tenue de nommer un employé sous le régime de la Loi. Pour ce faire, la Présidente a conduit, dans l'exercice de fonctions prévues à la Loi sur la GRC, d'un membre ou de toute personne nommée ou nommée sous le régime de la Loi. Pour ce faire, la Présidente a été autorisée à déposer une plainte, en vertu du paragraphe 45.37(1) de la Loi sur la GRC, si elle estime qu'il existe des raisons valables de penser que l'enquête sur la mort par balle a été menée de manière incorrecte.

PLAINTES DÉPOSÉES PAR LA PRÉSIDENTE

TOTAL		825
TOTAL		5
90	TOTAL	90
0	Île-du-Prince-Édouard	0
32	Nouvelle-Ecosse	32
10	Terre-Neuve	10
48	Nouveau-Brunswick	48
25	TOTAL	25
11	Québec	11
14	Ontario	14
240	TOTAL	240
7	Nunavut	7
10	Territoires du N.-O.	10
51	Manitoba	51
75	TOTAL	75
97	Alberta	97
465	TOTAL	465
5	Yukon	5
460	C.-B.	460
Région des Prairies		
Région du Pacifique		
Région du Centre		
Région de l'Atlantique		

// un langage injurieux (propos racistes, menaces).

polivré);

// un recours excessif à la force (bousculades, coups de poing, gaz

préjudiciables);

// des arrêts non justifiés, des interrogatoires, des soupçons d'actes

l'apparence physique) dont :

/ Des plaignants alléguent des traitements inadéquats (liés à la race, l'éthnie ou

Membres des minorités visibles

la spiritualité autochtones.

// au manque de respect en ce qui a trait aux traditions, à la culture et à

// à la reticence des policiers à s'identifier sur demande;

appelle;

// à la faible priorité accordée aux citoyens autochtones et à leurs

interrogatoires;

// à des arrêts non justifiés, des soupçons d'actes préjudiciables et des

// à un recours excessif et inutile au gaz poivre et à l'arme Taser;

/ Les plaignants sont liés :

/ Les citoyens des collectivités autochtones avec respect (en particulier les jeunes).

/ Les plaignants alléguent fréquemment que les policiers ne traitent pas les

Population autochtone

utilisée.

// la décision à sauver si les ambulanciers, les médecins, les infirmières et autre personnel médical doivent être avisés lorsqu'une arme Taser est

Taser?);

// la décision à sauver si elle peut être utilisée sans causer de blessures

La distance « sécuritaire » est-elle respectée en utilisant une arme

Taser peut-elle être utilisée sur la même personne au même moment?

de longue durée ou la mort (p. ex., A combien de reprises une arme

- / Des plaignants ont déclaré que l'application d'une force excessive, à laquelle les policiers tentent des moyens d'appoint au recours à la force;
- // la fréquence à laquelle les policiers entourent son utilisation;
- // les circonstances entourant son utilisation;
- / Les plaignants ont demandé une utilisation plus responsable de l'arme Laser;
- / Les plaignants ont déclaré que l'utilisation inadéquate et abusive d'une arme Laser.
- / Aussi, plusieurs plaignantes sont liées à une utilisation inadéquate et abusive d'une arme Laser.
- / Certaines plaignantes dénoncent des coups de bâtons, des attaques physiques, des coups de poing et des coups de pied justifiés. D'autres font référence à un recours excessif à la force envers une personne par deux membres ou à un recours excessif à la force envers une personne par deux membres ou plusieurs personnes.
- / Des plaignants allèguent fréquemment un recours inadéquat et excessif à la force par les policiers.
- Recours à une force excessive, arme Laser**

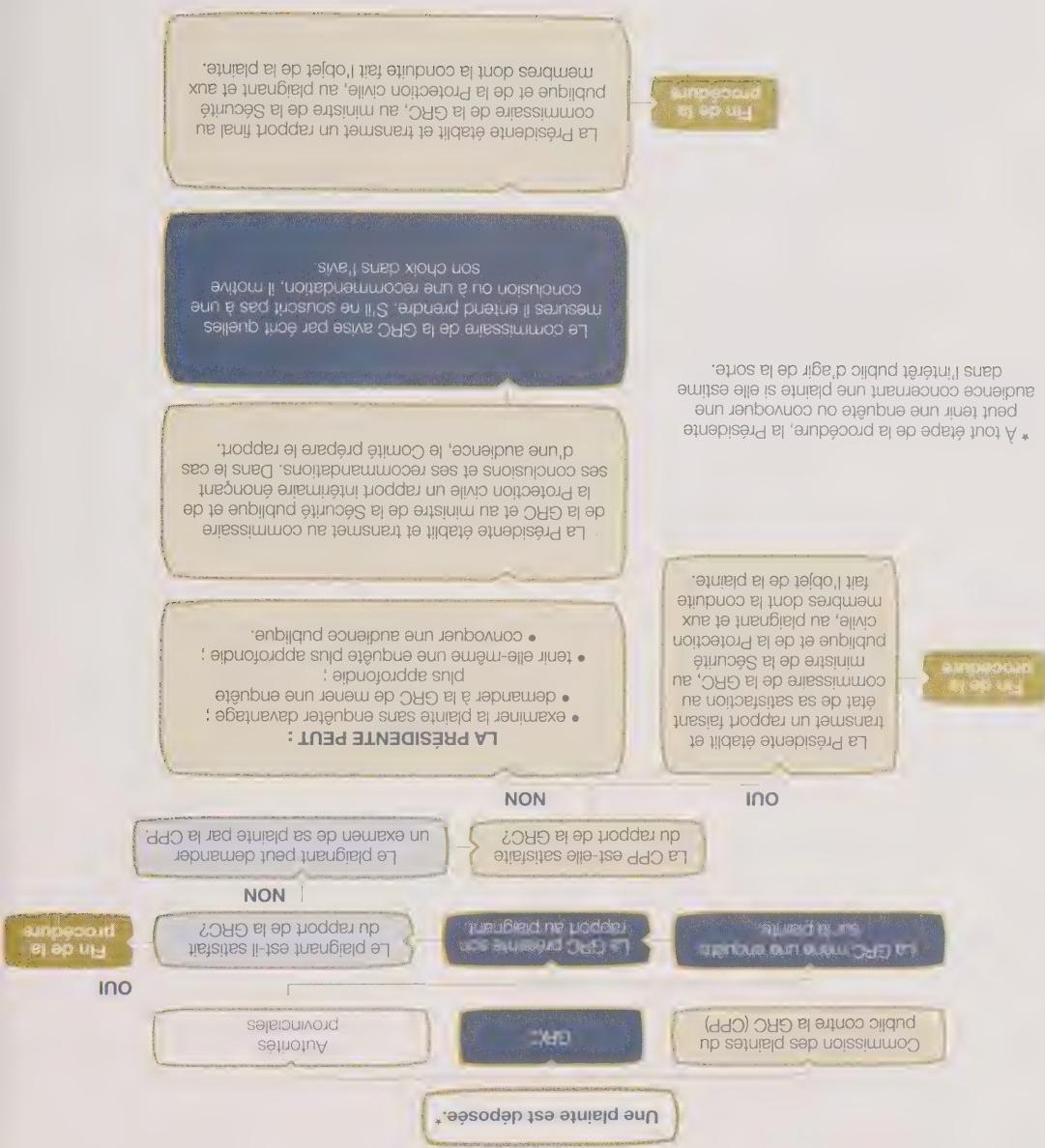
- // une meilleure habileté de la part des policiers à reconnaître les éléments qui permettent une surveillance policière plus efficace sans causer de préjudices.
- / Des plaignants allèguent fréquemment une utilisation excessive policière à des techniques éprouvées qui permettent une empathie en ayant recours à des motifs et comportements d'une personne en état de crise.
- // une meilleure habileté de la part des policiers à reconnaître les éléments identifiés émotifs et comportementaux d'une personne en état de crise.
- / Une formation policière plus poussée et davantage d'empathie au moment d'appréhender des citoyens vivant avec une maladie mentale;
- // une formation policière plus poussée et davantage d'empathie au moment d'appréhender des citoyens vivant avec une maladie mentale;
- / Des plaignants ont déclaré :

- / Certaines personnes se sont plaintes à propos de l'utilisation inadéquate de chaînes policières, du recours abusif au Groupe tactique d'intervention et des armes Laser au moment d'appréhender des personnes en état de crise.

PLAINTES

PARTIE II - PLAINES

Lorsqu'il reçoit le rapport intermédiaire, le commissaire de la GRC examine la plainte à la lumière des conclusions et recommandations de la Présidente. Par la suite, il avise par l'égard de la plainte. Si le commissaire de la GRC ne souscrit pas à une conclusion ou à une recommandation quelconque, il doit motiver son choix. Des qu'elle reçoit l'avavis du Commissaire, la Présidente établit alors un rapport final faisant état de ses conclusions et recommandations finales. Elle envoie ce rapport à toutes les parties concernées.



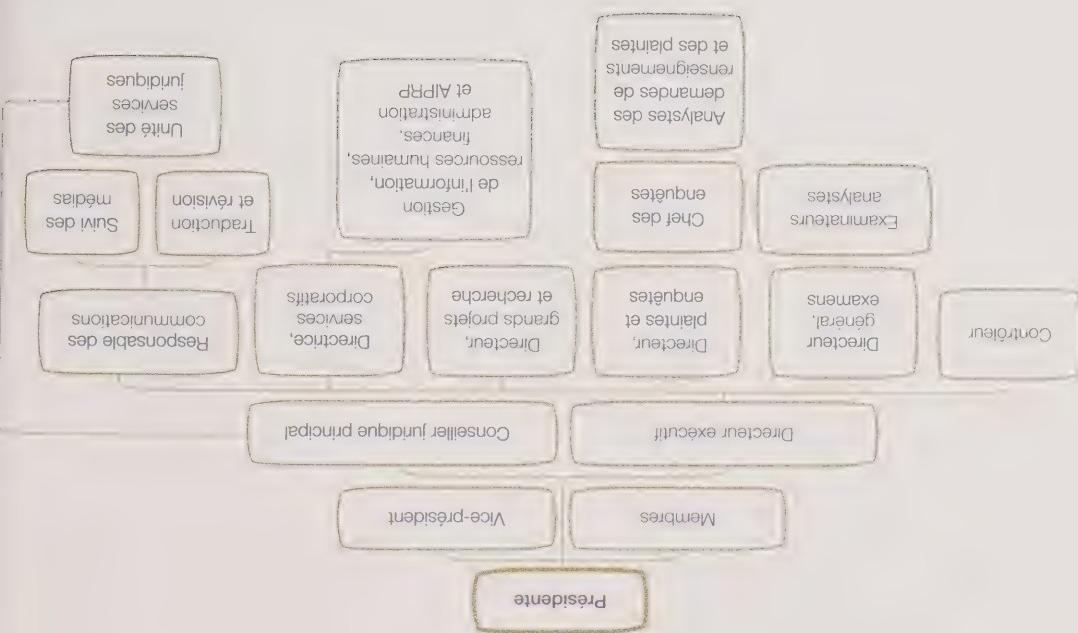
Tout citoyen peut déposer une plainte directement auprès de la GRC, de la CPP ou des autorités policières provinciales. C'est la GRC qui régolt la plainte en fin de compte pour qu'elle soit réglée. La présidente de la CPP peut également déposer une plainte à tout moment si une source extérieure lui fait part d'un incident, entreprendre une enquête d'intérêt public ou tenir une audience. Puisqu'elle ne détient aucun pouvoir de vérification au-delà du concerme la GRC, la CPP compte beaucoup sur les médias pour être avisée des enjeux importants.

Au besoin, le personnel de la CPP facilite le règlement d'une plainte grâce au Mode de règlement des différends à l'amiable. Sinon, la plainte est transmise à la GRC qui peut, elle aussi, tenir de régler la plainte à l'amiable. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, la GRC mène une enquête et rend compte des résultats de son enquête au plaignant et au(x) membre(s) en cause de la GRC.

Le plaignant qui n'est pas satisfait des conclusions de la GRC connaît sa plainte pour demander à la CPP d'effectuer un examen indépendant de la plainte. Lorsque la CPP examine une plainte, elle effectue une analyse détaillée de tous les documents qui se rapportent à la plainte, elle effectue une analyse détaillée de toutes les documents qui se rapportent à la plainte sans enquête préalable, y compris le communiqué de la GRC sur la plainte du public, la loi et la politique applicables, ainsi que tous les documents de la GRC et la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. Elle envoie un rapport final à toutes les personnes concernées, y compris le plaignant, qui fournit par le plaignant.

Suivant cet examen, si la présidente est satisfait de la façon dont la GRC a traité la plainte, elle envoie un rapport final à toutes les personnes concernées, y compris le plaignant, qui fournit par le plaignant.

Si la présidente n'est pas satisfait des conclusions de la GRC quant à la plainte, elle peut l'examiner sans enquête préalable, demander au commissaire de la GRC de mener une enquête plus approfondie, tenir elle-même une enquête ou convoquer une audience publique. Une fois ce processus terminé, la présidente transmet au commissaire de la GRC et à la Ministre un rapport intérimaire faisant état de ses conclusions et recommandations.



Les analystes des plaignants constituent le premier point de contact pour le public et ils sont chargés de la réception de toutes les demandes de renseignements et des plaintes dans les deux langues officielles. Lorsqu'un plaignant demande à la CPP d'examiner sa plainte, les examinatrices analysent de la CPP entreprendent un examen de tous les documents pertinents qui se rapportent à la plainte. Le personnel de la CPP exerce de nombreuses fonctions associées aux activités d'audience, d'enquête et d'examen.

Personnel de la CPP

La loi établissant la CPP prévoit un président et un vice-président, et peut comprendre d'autres membres ou suppléants provenant de chaque province ou territoire qui utilise par contrat les services de police de la GRC. Le président s'acquitte de ses fonctions à temps plein. Les autres membres peuvent exercer leurs fonctions à temps partiel s'ils sont appelés à siéger à une audience. Le gouverneur en conseil nomme le président et le vice-président pour un mandat de cinq ans au maximum. Les membres de la CPP représentent chaque province ou territoire soit également nommés par le gouverneur en conseil, à l'issue de consultations avec le ministre responsable des questions policières et la province ou du territoire en cause.

Membres de la CPP

COMPOSITION DE LA CPP

La CPP n'est pas autorisée à examiner les questions relatives à l'administration des affaires de la GRC. En d'autres mots, les questions de gestion et d'administration ne relèvent pas de la partie VII de la Loi sur la GRC qui concerne le mécanisme d'examen des plaintes du public.

La CPP a compétence pour entendre toute plainte émanant d'un citoyen ayant trait à la conduite d'un membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions. La compétence de la CPP peut s'étendre, dans certains cas, aux plaintes concernant la conduite de membres de la GRC qui ne sont pas des services. Lorsque la conduite personnelle d'un membre de la GRC est en cause, la CPP n'a compétence pour examiner la plainte que si elle est déterminée que la conduite presumée de l'heure au rendement du membre de la GRC dans l'exercice de ses fonctions ou de porter atteinte à la réputation de l'ensemble de la

COMPÉTENCE DE LA CPP

PARTIE I

1 Canada (Commission des plaintes du public contre le Gendarmerie royale du Canada) c. Canada
2 (Procureur général) (2004), 255 F.R. 270, 2004 CF 330.
3 Commission des plaintes du public contre le Gendarmerie royale du Canada c. Canada
4 Procureur général du Canada, 2005 CAF 213.

Shirley Heafey
presidente

John B. Myers

je veillerai à ce que la CPP s'engage de nouveau à continuer un dialogue avec la GRC. C'est pourquoi je fais appelle au leadership de la GRC pour que cette dernière soutienne a fond la notion d'un examen civil. Ensemble, nous engagerons la confiance dont nous sommes investis par le Parlement et donneurs corps au mécanisme d'examen des plaintes du public de la GRC.

En vue de relever ces défis, nous recherchons des moyens novateurs et constructifs pour effectuer notre travail et servir le public canadien. Je peux dire sans contredit qu'aucun différend entre la CPP et la GRC n'a été porté à l'attention du public avant qu'un acte de réglementation privée. A ce sujet, nos efforts n'ont pas été aussi efficaces que nous l'aurions souhaité. Tel que l'a souligné la Cour d'appel fédérale et la Présidente de la Commission recommandent, la GRC a posé certains gestes qui ont « traduit l'application » de la Confiance dans la Traduction ». La méthode d'établir une relation forte sur la Confiance est une collaboration multilatérale de la part des deux joueurs principaux, soit la Commission et le président.

D'anciens détails sont toujours présents. Notre accès à l'information essentielle à un examen efficace de la conduite de la GRC demeure problématique. Les informations données par la GRC afin de ne pas divulguer des renseignements pertinents suggerent une grande réticence à partager des renseignements avec la GPF et cette réticence est permise par une loi inadéquate à l'exécution de notre mandat.

La loi antiterroriste a provoqué de nombreux débats publics concernant le juste équilibre à établir entre les droits et la sécurité. Alors que la GRC acceptait son rôle élargi, des murmures de mécontentement circulaient à propos de « profilage raciste » et autres présumées iniquités qui seraient survenues au cours d'activités en matière de sécurité nationale. Des lors, le besoin d'un examen efficace des activités en matière de sécurité nationale s'est fait sentir et le gouvernement du Canada a engagé à un mètre en place un mécanisme adéquat. Pour ce faire, on a demandé au juge Dennis O'Connor de formuler des recommandations qui, selon lui, serviraient de toile de fond à son enquête des faits entourant les circonstances qui ont mené à la déportation des États-Unis vers la Syrie du citoyen canadien, Maher Arar.

Au cours de la sombre période qui a suivi les événements du 11 septembre, la GRC a assumé un rôle primordial dans la protection de la sécurité nationale.

De nouveaux délais surviennent et d'anciens sont toujours présents. A la CPP, les délais sont nombreux, mais chaque défi offre l'occasion de nous améliorer.



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

MANDAT Le mandat de la Commission des plaintes du public contre la GRC est défini à la partie VII de la Loi sur la GRC et peut être résumé comme suit :

- / recevoir les plaintes du public concernant la conduite de membres de la GRC;
- / procéder à un examen lorsqu'elles plaignants sont insatisfaits du règlement de leur plainte par la GRC;
- / convoyer des audiences et mener des enquêtes;
- / enoncer des conclusions et formuler des recommandations.

VALEURS FONDAMENTALES Les valeurs fondamentales suivantes nous guident dans notre travail et reflètent l'environnement de travail que nous recherchons :

- / l'indépendance
- / l'équité
- / la communication efficace / le respect
- / la professionnalisme / l'objectivité
- / la rapidité d'exécution / l'excellence
- / le travail d'équipe / l'intégrité

VISIION L'excellence des services de police grâce à la
redéveloppement.

MISSION Effectuer un examen civil de la conduite des
membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions afin
d'assurer que la GRC est redéveloppable au public.

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Notre rôle

Comptérence de la CPP
Composition de la CPPStratégie de la CPP
Aperçu du mécanisme d'examen des plaintes

Mécanisme d'examen des plaintes

Plaintes déposées par la Présidente

Examens
Enquêtes d'interêt public, quelques plus approfondies et audacieuses
Mode de règlement des différends à l'amiable ; de quoi s'agit-il ?**PARTIE III : Défis et débouchés****PARTIE IV : Etablissement de relations**Relations avec les interlocuteurs
Relations entre la GRC et les collectivités autochtones**PARTIE V : Opérations**

Budget et dépenses de la CPP

Activités de présentation de rapports

Gestion financière de l'administration

ANNEXE A : Résumé - Présentations de la CPP dans le cadre de la formation des élus

Collèges de la Commission d'enquête sur les réclamations de la population

ANNEXE B : Vers les fondamentales du système de gestion

COMMENT JOINDRÉ LA CPP

ISBN 0-662-69047-8

N° de catalogue PS75-2005

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

juin 2005

Shirley Heafey

La présidente,

considération.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute

Parlement.

Pour l'exercice 2004-2005, en vue de sa présentation au

royal du Canada, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport

annuel de la Commission des plaines du public contre la GRC

Conformément à l'article 45.34 de la Loi sur la Gendarmerie

royale du Canada, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport

Madame la Ministre,

K1A 0A6

Ottawa (Ontario)

Chambre des communes

Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile Canada

L'honorable Anne A. McLellan, C.P., députée

Canada

review

Commission for
Public Complaints
of the Royal Canadian
Mountie

Commission for
Public Complaints Against the
Royal Canadian Mounted Police

Plaintes du public contre la
Gendarmerie royale du Canada



10638

